

République centrafricaine: Cartographie du Conflit



COLOPHON

République centrafricaine: cartographie du conflit

Anvers, Septembre 2018

Photo de couverture: Bangui La Coquette (IPIS)

International Peace Information Service (IPIS) est un institut de recherche indépendant qui fournit aux acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux des informations et des analyses pour bâtir une paix et un développement durables en Afrique subsaharienne. La recherche s'articule autour de quatre programmes : les ressources naturelles, les entreprises et les droits humains, le commerce d'armes et la sécurité, ainsi que la cartographie des conflits.

Danish Institute for International Studies (DIIS) est un institut de recherche indépendant qui fournit des analyses sur la politique internationale. La recherche s'articule autour d'un grand nombre de programmes qui couvrent des thèmes allant des ressources naturelles et de l'environnement au terrorisme et la migration. Le rapport actuel fait partie d'un programme de recherche autour des économies de conflit en Afrique Centrale.

Remerciements: Les auteurs remercient leurs interlocuteurs pour leur expertise, contributions et patience. Les erreurs restantes sont les nôtres.

Financement: Ce rapport a été financé par le *Bureau of conflict and stabilization*, Département d'Etat des Etats-Unis

D/2019/4320/04

TABLE OF CONTENTS

Colophon	2
Liste des acronymes	5
Chapitre I Présentation des tendances sécuritaires en République centrafricaine	6
A. Contexte et évolution de la situation sécuritaire en République Centrafricaine depuis 2014	6
1. 2015: Une impulsion en faveur de la transition	7
2. 2016 : Une ère d'espoir se transforme en une nouvelle escalade de violence	8
3. 2017 : L'escalade de la violence fratricide malgré des efforts continus pour la paix	8
4. 2018 : Persévérance malgré une instabilité persistante et violence sectaire	9
B. Présentation des tendances dans l'évolution de la situation en RCA en matière de sécurité entre 2015 et 2017	10
1. Défis autour l'analyse quantitative des données relatives aux incidents dans le contexte de la RCA.....	11
2. Observations générales sur l'évolution de la situation sécuritaire en RCA	12
3. Incidents caractérisés par les confrontations entre groupes armés	12
4. Incidents caractérisés par des actes de violence envers les populations civiles et entre populations civiles.....	13
C. Dernières observations	15
Chapitre II Évolution des groupes armés depuis 2014	16
A. Évolutions du panorama des groupes armés en RCA depuis fin 2014	16
B. L'évolution des groupes issus de l'ex-Séléka depuis la fin de l'année 2014.....	20
1. Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique	20
2. Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC): expansion et éclatement	24
3. Union pour la Centrafrique	27
C. L'évolution du mouvement anti-balaka depuis 2014.....	30
1. Mobilisation anti-balaka	38
2. Création de revenus et accès aux armes chez les anti-balaka	39
D. Le rôle des groupes « non alignés » dans le conflit en RCA.....	40
1. Révolution et Justice (RJ)	40
2. Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC).....	40
3. Retour, Réclamation et Réhabilitation ("3R").....	41
4. Siriri	42
5. L'armée de résistance du Seigneur (ou LRA pour Lord's Resistance Army).....	43
Chapitre III Stratégie de prédation des groupes armés le long des routes de transit	45
A. Introduction	45
B. Le paysage des barrages routiers en République centrafricaine	46
C. Déterminer l'ampleur du phénomène des barrages routiers.....	49
D. Barrages routiers et agents étatiques	50
E. Types de prédation liée aux barrages routiers employés par les groupes armés non étatiques.....	52
1. Taxation au bord des routes	52
2. 'Libre passage'	53
3. Escortes obligatoires	55
F. Barrages routiers opérationnels : la route commerciale soudanaise	56
G. Coupeurs de route : prédation de longue date sur les routes de transit centrafricaines	59
H. Observations finales	63

Chapitre IV Pastoralisme et sécurité en République centrafricaine	64
A. Introduction	64
B. Le paysage pastoral en RCA : évolutions et acteurs	65
1. L'essor et l'intégration du pastoralisme dans la vie centrafricaine	66
2. L'aube du conflit pastoral : de nouvelles vagues de transhumance (années 1970 et 1980).....	66
3. Développement du phénomène zaruina et prédation sur le secteur pastoral	68
4. L'intensification de la prédation sur le pastoralisme (de 2012 à aujourd'hui)	68
C. Dynamique de conflit de la prédation sur le pastoralisme.....	69
D. Prédation des groupes armés sur le commerce de bétail en RCA	71
E. Réponses pastorales à la prédation et aux crises depuis 2013	76
1. Dynamique pastorale dans l'ouest et le nord-ouest de la RCA	76
2. Dynamique pastorale dans le nord de la RCA	78
3. Dynamique pastorale dans l'est et le sud-est de la RCA	79
F. Observations finales	82
Chapitre V Exploitation minière et sécurité en République centrafricaine	83
A. Introduction	83
B. Principales tendances dans le secteur minier en RCA depuis 2014.....	84
C. Le rôle de l'exploitation minière dans la sécurité et le financement des conflits en RCA.....	89
1. Dynamique de sécurité dans le secteur minier en RCA	89
2. Financement du conflit par le secteur minier de la RCA	94
D. Le commerce illicite des minéraux centrafricains	98
1. Le paysage du commerce des minéraux	98
2. Le commerce illégal de l'or.....	98
3. Commerce illégal de diamants.....	99
4. Facteurs internes qui encouragent la contrebande des minéraux issus de l'exploitation minière artisanale	101
5. Besoin de clarification concernant l'exploitation minière industrielle et le fonctionnement des coopératives	101
6. Observations sur le trafic passant par les pays qui ne sont pas membres du PK.....	103
E. Observations finales	104
Conclusion	105
Résumé République centrafricaine : un résumé de la cartographie du conflit	106
A. Introduction	106
B. Chapitre I : Présentation des tendances sécuritaires	106
C. Chapitre II : Évolution des groupes armés depuis 2014	107
D. Chapitre III : Prédation armée sur les routes de transit.....	108
E. Chapitre IV : Pastoralisme et sécurité en RCA	109
F. Chapitre V : exploitation minière et sécurité en RCA	110
Bibliographie	113

LISTE DES ACRONYMES

APRD	Armée populaire pour la restauration de la démocratie
CLPC	Combattants de libération du peuple centrafricain
CPJP	Convention des patriotes pour la justice et la paix
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
FAC	Forces armées camerounaises
FACA	Forces armées centrafricaines
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FPRC	Front populaire pour la renaissance de Centrafrique
IPIS	International Peace Information Service
LRA	Lord's Resistance Army/ L'armée de résistance du Seigneur
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MISCA	Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MPC	Mouvement Patriotique pour le Centrafrique
PK	Processus de Kimberley
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RPC	Rassemblement Patriotique pour le renouveau de la Centrafrique
SPLA	Sudan People's Liberation Army
UFDR	Union des forces démocratiques pour le rassemblement
UFR	Union des forces républicaines
UN	United Nations
UPC	Unité pour la paix en Centrafrique

CHAPITRE I

PRÉSENTATION DES TENDANCES SÉCURITAIRES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A. Contexte et évolution de la situation sécuritaire en République Centrafricaine depuis 2014

Dans l'histoire postcoloniale de la République centrafricaine (souvent abrégée RCA dans la suite), la violence a souvent été la voie la plus courte vers le pouvoir présidentiel. Le président Bozizé n'a que peu dérogé à cette règle, son arrivée au pouvoir faisant suite à un coup d'État perpétré en 2003. Bien que confronté dès le début à une opposition armée et à des conflits dans le nord-ouest du pays, ce n'est que lors de la montée de la Séléka que la RCA est entrée dans une ère de violence sans précédent.

Au cours de son bref règne (de mars 2013 à janvier 2014), les crimes graves commis par la Séléka au nom de l'exécution d'une politique basée sur les « prises de guerre » conduisirent les communautés locales à retomber dans le schéma de milices d'autodéfense (les anti-balaka) à partir d'août 2013. Ceci marqua le début d'un cycle de violence sans précédent, caractérisé par une épuration ethnique et des assassinats commis en représailles, tout au long de l'année 2014. Une partition s'est alors effectuée *de facto* entre les territoires des ex-Séléka et des anti-balaka, la zone de conflit s'étendant jusque dans le centre du pays. Au moment où les autorités de transition se battaient pour restaurer la stabilité dans l'ouest du pays, les divisions croissantes entre les anciens dirigeants de la Séléka, portant sur la stratégie politique et le cessez-le-feu de Brazzaville, finirent par faire éclater le mouvement en septembre 2014.



La RCA c'est Moi

Depuis cette période, qui vit la parution d'une publication de IPIS sur l'analyse des motifs du conflit, accompagnée de cartes, un travail considérable a été effectué sur la scène internationale pour progresser dans la transition politique.¹

1 Pour une couverture hebdomadaire des événements survenus en RCA jusqu'en février 2017, vous pouvez visiter <http://ipisresearch.be/weekly-briefing/>. Pour une couverture mensuelle des événements majeurs en RCA, vous pouvez également consulter l'International Crisis Group's Crisis Watch Conflict Tracker, disponible à l'adresse suivante : <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>.

1. 2015: Une impulsion en faveur de la transition²

Avec le départ de la plupart des musulmans centrafricains de l'ouest de la RCA et l'intensification des actions des forces françaises de l'opération Sangaris et de celles des Casques bleus (rebaptisés MINUSCA en 2014 pour les opérations en RCA), les premiers signes d'une sécurité améliorée apparurent au printemps 2015.

À partir de janvier 2015, les partisans d'une ligne dure chez les ex-Séléka et les anti-balaka ainsi que leur premier cercle de fidèles³ s'engagèrent dans des négociations controversées orchestrées par le médiateur de la RCA Sassou Nguesso à Nairobi. Ces discussions, qui n'étaient pas reconnues par les autorités de transition et qui furent désavouées par d'autres acteurs politiques, et notamment par les Nations-Unies, furent finalement mises en échec par le Forum national de Bangui. Ce forum, comprenant notamment des consultations locales, fut une conférence de réconciliation organisée par les autorités de transition, dans le cadre de l'exécution de la troisième phase du processus de paix de Brazzaville.⁴ Organisé en mai 2015, ce forum aboutit à l'adoption d'un Pacte pour la Paix, la réconciliation et la reconstruction nationales ainsi qu'à la signature par 9 des 10 groupes armés d'un accord de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR). Cette réussite vit le processus de transition politique gagner un élan considérable au cours des mois suivants avec l'organisation d'un référendum constitutionnel et des préparatifs en vue de la tenue d'élections législatives et présidentielles maintes fois reportées.

Vers la fin du mois de septembre 2015 ainsi qu'en octobre, Bangui et certaines provinces connurent un regain de violence, certains agitateurs politiques exploitant le ressentiment croissant envers les autorités de transition et les forces internationales (entretenu par des allégations permanentes rapportant des abus sexuels commis par ceux chargés de maintenir la paix).⁵ Avec un semblant de coordination entre les participants des discussions de Nairobi, des factions dissidentes anti-balaka et ex-Séléka se rassemblèrent avec pour objectif de marcher sur Bangui, mais furent stoppées par les forces internationales à une certaine distance de la capitale. Hormis ces événements, le premier tour des élections législatives et présidentielles fut organisé sans incident majeur à la fin de l'année 2015.



Tempête de sable sur les rives d'Ubangui

- 2 Pour un résumé plus détaillé des événements survenus au cours de cette période, se référer aux Rapports du Secrétariat Général des Nations-Unies sur la Situation en République Centrafricaine S/2015/227 et S/2015/576.
- 3 Souvent qualifiés de « Nairobiistes », prirent part aux discussions Michel Djotodia, Nouredine Adam et leurs commandants en chef ainsi que Francois Bozizé et son fils, Jean-François Bozizé, Maxime Mokom et Joachim Kokaté.
- 4 Signé à Brazzaville le 23 juillet 2014 par les ex-Séléka et les anti-Balaka.
- 5 Cette flambée de violence fit près de 80 morts, comprit une vingtaine d'attaques ayant pour cibles des ONG et leurs équipes et engendra le déplacement d'environ 20 000 déplacés internes et réfugiés, aux alentours du 16 octobre 2015.

2. 2016 : Une ère d'espoir se transforme en une nouvelle escalade de violence⁶

En dépit des appels persistants en faveur d'une troisième transition et d'une partition du pays réclamée par les militants de la ligne dure des groupes armés, ainsi que des difficultés logistiques nécessitant une nouvelle tenue du scrutin législatif, le mois de mars 2016 vit l'élection de Faustin Touadera à la tête de la RCA.

Les préparatifs pour les élections nationales de 2016 eurent lieu dans une accalmie en termes d'incidents qui toucha de nombreuses parties du pays ainsi qu'au moment du redéploiement graduel des autorités de l'État dans certaines zones du pays, et en particulier dans l'ouest. De même, cette période coïncida avec la réadmission de la RCA au sein de l'Union africaine et de l'Organisation internationale de la Francophonie, ainsi qu'avec la levée partielle de l'embargo imposé par processus de Kimberley, sur les diamants de RCA extraits dans le sud-ouest du pays.

La relative stabilité qui caractérisa l'année 2015 et le début de l'année 2016 engendra un sentiment de progrès partagé par les acteurs clés en matière de sécurité. Alors que l'Ouganda annonça ses plans visant à retirer les troupes restantes de la LRA du sud-est du pays (ce qui eut lieu en avril 2017), la France fit connaître son intention de mettre fin à l'opération Sangaris en novembre 2016. Elle réduisit ainsi sa présence au sol de 650 à 350 personnes en juin, avec pour objectif final de ne laisser que 250 personnes pour surveiller l'aéroport de Mpoko et soutenir la mission de formation de l'Union Européenne.

Malheureusement, cette période de stabilité relative ne dura qu'un temps. Des heurts éclatèrent à nouveau à Bangui, dans le nord et le centre du pays à partir de juin 2016, engendrant plus de 6 000 réfugiés rien que pour le nord-ouest du pays. Suite à l'expulsion violente des leaders de l'ex-Séléka du PK5 de Bangui en août 2016, les heurts entre les anti-balaka et les ex-Séléka s'intensifièrent autour de Kaga Bandoro en septembre et octobre et le FPRC organisa un nouveau conclave de l'ex-Séléka dans l'est de la RCA en octobre 2016 avec pour objectif de réunir l'ancienne coalition. Par la suite, les tensions préexistantes entre le FPRC⁷, le MPC⁸ et l'UPC⁹, dues à l'expansion territoriale des années 2015 et 2016, débouchèrent sur des conflits ouverts et des violences interethniques après que l'UPC eut refusé de se rallier à la tentative de réunification de la Séléka du FPRC. Cet acte de défiance conduisit le FPRC à former une coalition de combattants avec le MPC et les groupes anti-balaka pour mener une campagne militaire ciblant les positions de l'UPC à partir de la fin de l'année 2016.

3. 2017 : L'escalade de la violence fratricide malgré des efforts continus pour la paix¹⁰

Le conflit entre la coalition menée par le FPRC et l'UPC se poursuivit en 2017, se développant dans le centre et l'est du pays en février et mars, la Coalition cherchant à avancer vers Bambari pour évincer l'UPC de son bastion. La forte protection de la MINUSCA sur les populations civiles dans la ville a permis de stopper cette avancée tout en expulsant l'UPC de Bambari pour permettre la stabilisation de la ville. En mars 2017, la Coalition fit main basse sur les sites clés de production de diamant que sont Nzako et Bakouma, et l'UPC se dispersa davantage dans le sud-est tout en résistant aux sévères attaques des groupes d'autodéfense vaguement associés aux anti-balaka. Alors qu'un cessez-le-feu officiel ne fut pas signé entre la Coalition et l'UPC avant octobre 2017, les hostilités actives entre les deux groupes diminuèrent à partir du mois d'avril. De plus, les tensions fratricides entre les factions Rounga et Gula du FPRC, ainsi qu'entre le FPRC et ses anciens collaborateurs anti-balaka, explosèrent à partir de juin 2017, affectant les opérations du FPRC vers la fin de l'année.

En effet, les tensions interethniques s'intensifièrent dans et autour de Bria et d'autres localités clés du

6 Pour un résumé plus détaillé des événements survenus au cours de cette période, se référer aux Rapports du Secrétariat Général des Nations-Unies sur la Situation en République Centrafricaine, S/2016/305 et S/2016/824.

7 *Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique.*

8 *Mouvement patriotique pour la Centrafrique*

9 *Union pour la paix en Centrafrique*

10 Pour un résumé plus détaillé des événements survenus au cours de cette période, se référer aux Rapports du Secrétariat Général des Nations-Unies sur la Situation en République Centrafricaine, S/2017/94, S/2017/865 et S/2018/125.

centre et de l'est du pays à partir de février 2017 alors que les combattants de l'UPC, les populations peules associées à ceux-ci et d'autres minorités ethniques étaient de plus en plus menacés. Les attaques anti-balaka contre les communautés musulmanes à Bangassou en mai 2017 ont déclenché une série d'affrontements intercommunautaires dans tout l'est du pays, notamment à Bria, Zemio et Rafai. Les attaques anti-balaka sur les positions de l'UPC dans tout le sud-est, d'août à novembre, prirent souvent pour cible directe les civils musulmans, en particulier les Peuls, ainsi que les combattants de l'UPC. Ceci fit au moins 50 morts parmi les musulmans des villes de Pombolo et de Kembe, faisant ainsi croître la crainte d'une épuration ethnique dans le pays, même si la visite, en octobre, du Conseiller spécial des Nations-Unies pour la prévention des génocides avait conclu que la RCA n'était pas « dans une situation de pré-génocide ».

Certains combattants de l'UPC prirent également pour cible des populations civiles, perpétrant une attaque dévastatrice en représailles contre un centre de santé local à Gambo en août 2017, tuant au moins 45 civils, dont 10 travailleurs de la Croix-Rouge – ce qui correspond à l'incident ayant fait le plus grand nombre de victimes travaillant pour des organisations humanitaires depuis le début de la crise.

Dans le même temps, en dépit d'efforts de paix internationaux apparemment contradictoires, un accord de juin 2017, visant à adopter une feuille de route unique pour un processus de médiation plus large, précéda l'adoption par l'Initiative Africaine d'une feuille de route intégrée pour la paix en juillet. Cette feuille de route réaffirma le système constitutionnel du pays, l'importance des conclusions du Forum de Bangui et la nécessité d'une appropriation nationale des efforts de réconciliation. Alors que l'UE approuva un grand nombre d'aides pour un montant total de 382 millions d'euros pour la réforme de la gouvernance et du secteur de la sécurité en juin 2017, un plan d'action humanitaire révisé fut lancé en août 2017 pour 497 millions de dollars pour répondre à la crise à la lumière des derniers événements survenus.

À la suite des premiers entretiens consultatifs menés avec les 14 groupes armés, le Président Touadera lança un projet pilote de DDR en septembre 2017, visant à intégrer 560 combattants de 14 groupes armés (40 pour chaque groupe) dans des unités mixtes. Le président centrafricain procéda également à un remaniement gouvernemental en nommant quatre représentants des groupes armés à des postes ministériels, ainsi que cinq musulmans – augmentant ainsi leur représentation dans le gouvernement en portant leur nombre à huit. En octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de prolonger le mandat de la MINUSCA jusqu'en novembre 2018, augmentant ainsi la taille de ses effectifs de 900 personnes, portant l'effectif total à environ 13 000 soldats et policiers.

4. 2018 : Persévérance malgré une instabilité persistante et violence sectaire¹¹

Le début de l'année 2018 fut marqué par des progrès dans la réhabilitation de la RCA avec le déploiement de préfets, de sous-préfets et de magistrats dans de nombreuses villes du pays, ainsi qu'avec l'adoption par le gouvernement d'un plan de cinq ans pour le déploiement des forces de défense et de sécurité interne de la RCA (avec le soutien de la MINUSCA et de la mission de formation de l'Union Européenne). De plus, suite à l'intensification de la violence due aux heurts entre la RJ et le MNLC, en particulier aux abords de Paoua en janvier et février, la MINUSCA créa une zone controversée, libre de tout groupe armé, favorisant ainsi la stabilisation de la région.

Néanmoins, en avril 2018, une flambée de violence intercommunautaire éclata à Bangui. Ces événements firent suite à une opération conjointe de la MINUSCA et de la FACA ayant échoué, ayant pour objectif d'arrêter et de désarmer les chefs de la milice criminelle, et notamment « le Général Force » opérant à partir du quartier de la capitale appelé « PK5 ». De nombreuses personnes furent tuées lors d'affrontements violents dans et autour du PK5 en avril et en mai, et notamment lors d'une attaque meurtrière menée par des membres de milices du PK5 contre une église catholique dans le district de Fatima, déclenchant une vague de représailles contre les musulmans.

Saisissant l'occasion de troubles à Bangui, le FPRC chercha à nouveau à revitaliser l'ancienne alliance de

¹¹ Pour un résumé plus détaillé des événements survenus au cours de cette période, se référer aux Rapports du Secrétariat Général des Nations-Unies sur la Situation en République Centrafricaine, S/2018/611.

la Séléka en réunissant les factions ex-Séléka à Kaga Bandoro à la mi-avril. La réunion, apparemment organisée par Abdoulaye Hissène du FPRC, semble avoir échoué à trouver un accord de réforme avec les factions de l'UPC et du MPC¹², même si les inquiétudes liées à des avancées possibles au sein de l'ex-Séléka eurent pour effet de mobiliser la MINUSCA dans le nord du pays, celle-ci menant des frappes aériennes sur les véhicules du FPRC qui cherchaient à contourner les points de contrôle de la MINUSCA situés dans le sud de Kaga Bandoro.

Dans le même temps, dans et aux alentours de Bambari et dans le sud-est du pays, l'UPC et les forces anti-balaka continuèrent à se disputer le contrôle des villes considérées comme importantes d'un point de vue économique et stratégique. Ceci conduisit à une nouvelle flambée de violence, les groupes armés et les attaques intercommunautaires de représailles visant les populations civiles, les personnes en charges d'assurer le maintien de la paix, les humanitaires et les autorités gouvernementales. Ces attaques font suite à la circulation de rumeurs au sujet du meurtre de musulmans vers la mi-mai.

B. Présentation des tendances dans l'évolution de la situation en RCA en matière de sécurité entre 2015 et 2017

La carte interactive de IPIS de la République centrafricaine permet de géolocaliser près de 3 900 incidents ayant eu lieu en République centrafricaine entre la fin de l'année 2012 et décembre 2017¹³. Cette cartographie fournit une compréhension plus approfondie du contexte du développement de la situation en République centrafricaine telle que décrite ci-avant. Toutefois, l'analyse quantitative des données relatives aux incidents ne permet qu'une étude limitée étant donné que nous ne connaissons pas le contexte global de la collecte de données et les restrictions auxquelles elle a dû faire face.



Drapeau centrafricain

12 Bea Africa News, « Centrafrique : Ali Darrass dit soutenir l'opération de désarmement du gouvernement », 24 avril 2018.

13 Disponible à l'adresse suivante : <http://ipisresearch.be/mapping/webmapping/car/v2i/index.html>

1. Défis autour l'analyse quantitative des données relatives aux incidents dans le contexte de la RCA

Se basant principalement sur des données en libre accès telles que celles de l'ACLED, les rapports des Nations-Unies et ceux émis par d'autres organisations tierces, la carte interactive de IPIS présente les incidents en les classant selon sept catégories principales :

- Confrontations entre groupes armés,
- confrontations entre des groupes armés et les autorités du gouvernement centrafricain,
- confrontations entre des groupes armés et les forces internationales,¹⁴
- actes de violence envers les populations civiles,
- actes de violence entre populations civiles,
- émeutes et protestations,
- autres.

Même si certaines de ces catégories peuvent présenter un recouvrement (à titre d'exemple, les confrontations entre les groupes armés peuvent souvent également impliquer des actes de violence envers les populations civiles), elles ont été choisies car elles fournissent une bonne idée de la nature d'un incident donné, en faisant référence aux parties impliquées et à la nature des événements considérés.

Même si la carte interactive donne une vue d'ensemble de certaines des caractéristiques principales du conflit en RCA, elle est sujette à certaines restrictions importantes.¹⁵ Tout d'abord, bien que la carte présente un grand nombre d'incidents bien connus, elle ne fournit en aucun cas le panorama complet des incidents. Si IPIS a regroupé sur sa carte près de 4 000 incidents ayant eu lieu sur cinq ans, les spécialistes en matière de sécurité ont rapporté un nombre annuel d'incidents bien plus grand, avec 3 216 incidents relevés en 2015, 3 745 incidents en 2016 et 2 954 incidents entre janvier et septembre 2017.¹⁶ Ceci démontre une croissance du nombre annuel d'incidents survenus dans le pays depuis 2015.

Il existe de nombreuses explications pour les écarts observés entre les données relatives aux incidents données par IPIS et d'autres sources de données. Tout d'abord, les incidents reportés sur la carte de IPIS incluent souvent des incidents amalgamés, composés d'une série d'incidents individuels, faisant partie d'un événement de sécurité plus large, qui s'est déroulé sur plusieurs jours au sein de la même localité. Ceci est la conséquence des pratiques d'élaboration des rapports publics. Contrairement à ceux-ci, l'enregistrement en temps réel des données liées aux incidents au niveau opérationnel permet généralement de diviser ces événements en des événements plus discrets. D'ailleurs, en se basant principalement sur des données en libre accès, les incidents reportés sur la carte de IPIS sont sujets à des limitations notoires liées aux difficultés d'accès aux localités isolées ou fortement touchées par le conflit, ce qui affecte les flux d'informations entre ces localités et l'extérieur. Ainsi, certains incidents isolés peuvent se référer à de nombreux événements survenus dans différentes localités inaccessibles au sein d'une même région. De plus, ces événements sont souvent survenus sur de longues périodes, pour lesquelles aucune date ne peut être spécifiée, ce qui conduit donc à les fusionner en une entrée unique. Ce phénomène touche particulièrement le nord-ouest de la RCA. De plus, en dehors des villes principales, les actes isolés d'extorsion, de pillage, les meurtres isolés ainsi que les autres données relatives à la sécurité ne sont pas souvent rapportés. D'ailleurs, jusqu'en 2014, même ceux qui étaient engagés dans des opérations à l'intérieur du pays n'avaient pas de système complet de collecte et d'analyse des incidents de sécurité dans les quelques endroits où ils opéraient. De plus, la coordination d'une telle activité de reporting est vouée à rester faible, incomplète et lacunaire, en particulier pour les zones les plus reculées.¹⁷ Enfin, il faut noter que l'augmentation constante du nombre de civils, d'humanitaires et de soldats du maintien de la paix pris pour cible depuis fin 2016 a affecté les flux d'informations depuis

14 Incluant entre autres la MISCA/MINUSCA, les troupes de l'opération Sangaris, EUFOR, la task force régionale de l'Union Africaine ainsi que les forces armées camerounaises et tchadiennes.

15 Pour plus d'informations relatives à l'utilisation de la carte interactive ainsi que sur ses sources et limitations, cliquez sur le bouton « More Info » situé sous la légende.

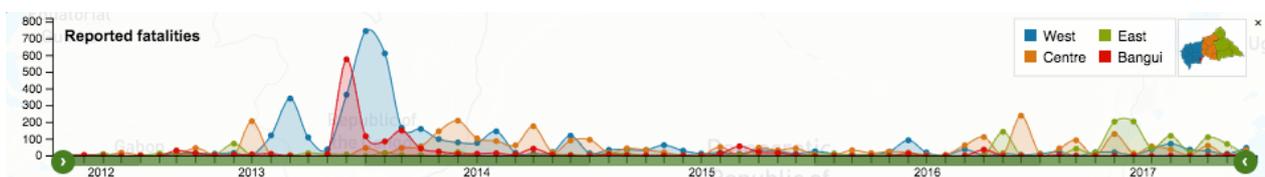
16 E. Picco and T. Vircoulon, *The Humanitarian System in the Central African Republic: A time of challenges*, CCO/Mercy Corps, décembre 2017, p.10.

17 Pour plus de détails sur les défis liés aux analyses quantitatives basées sur les données liées aux incidents, voir E. Picco et T. Vircoulon, *The Humanitarian System in the Central African Republic: A time of challenges*, CCO/Mercy Corps, Décembre 2017, p.12.

le début de l'année 2017, en raison de l'érosion de la confiance autour de l'utilisation de ces informations par les civils ayant des liens avec les groupes armés.¹⁸ Cela a encore aggravé les difficultés d'accès aux données.

2. Observations générales sur l'évolution de la situation sécuritaire en RCA

En dépit des limitations mentionnées ci-avant, certaines observations générales peuvent être déduites des données collectées. Tout d'abord, alors que le nombre de décès signalés est rarement précis,¹⁹ il constitue néanmoins un indicateur de base lié à l'environnement sécuritaire général. Les données sur les incidents géolocalisés vont dans le sens de l'affirmation ci-dessus, selon laquelle de début 2015 à mai 2016, le pays a connu une période de relative stabilité alors que depuis septembre 2016, les niveaux d'insécurité ont atteint voire dépassé les niveaux de 2014, au moins dans le centre et l'est.



Histogramme montrant les décès signalés entre 2012 et 2017 par région »

Ces données reflètent le fait que, bien que la région centrale de la RCA soit restée l'une des principales zones d'insécurité, l'est de la RCA est devenu le théâtre d'une instabilité persistante à partir de fin 2016. Cette zone est également l'une des plus difficiles d'accès de la RCA d'un point de vue logistique, et tout au long de l'année 2017, l'aide humanitaire y a été prise pour cible, ce qui a entraîné de fréquentes interruptions de celle-ci. Ces faits aggravent encore les effets des obstacles mentionnés ci-dessus concernant l'obtention de données sur la sécurité et les décès en 2017 et suggèrent que, si l'on considère l'ensemble de ces éléments, les taux de mortalité sont en fait nettement plus élevés que ceux signalés.²⁰ Il est certain que les incidents et les décès signalés entourant les événements dans le nord et l'extrême nord-ouest du pays pourraient être sous-estimés en raison du manque de couverture dans cette zone et du fait que les données sur les décès sont rarement communiquées dans les rapports publics.

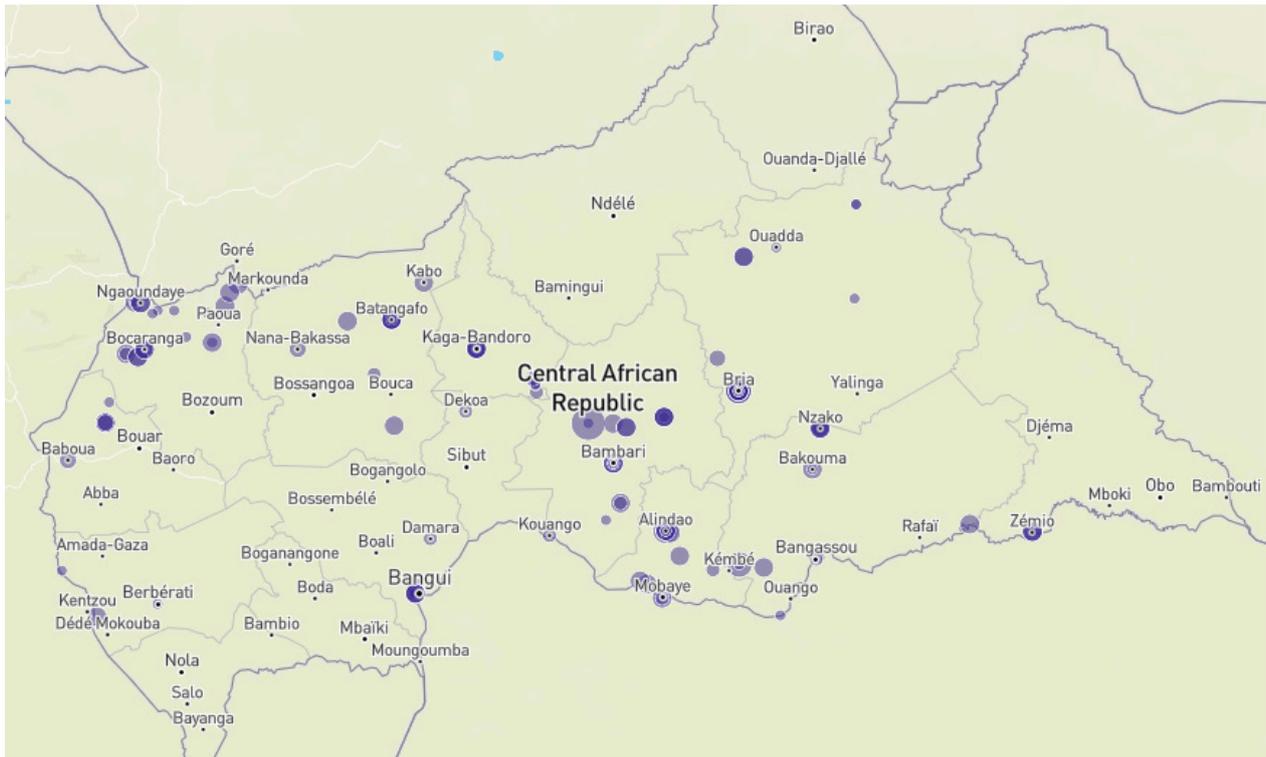
3. Incidents caractérisés par les confrontations entre groupes armés

Sur les 250 incidents survenus entre groupes armés, entre janvier 2015 et décembre 2017, présentés sur la carte, la plupart eurent lieu dans les localités clés de Bria, Bambari, Batangafo, Kaga Bandoro, Mbrès et Ngayoundae/Bang ainsi qu'à Bangui. Bria a été un épicycle particulier en termes de violence après novembre 2016. Des localités clés pour les activités liées au secteur minier ou pastoraliste, telles que Bria, Bambari, Nzako, Bakouma, Bakala et Ndassima, ainsi qu'Alindao, Mobaye, Niem, Kaga Bandoro, Mbrès et Ngayoundae/Bang, montrent également des niveaux plus élevés de conflits entre groupes armés, ce qui montre l'importance des enjeux économiques pour les combattants rebelles.

18 Ibid, p.16.

19 Les chiffres de la mortalité sont souvent contestés et représentent généralement une sous-estimation en ne tenant pas compte du décès de certains blessés ni des personnes disparues. De plus, dans un certain nombre de cas, aucune donnée de ce type n'est disponible, même lorsqu'il semble clair que l'incident doit avoir occasionné des décès notoires. De même, les difficultés d'accès affectent également ces chiffres.

20 Il convient de noter que l'accessibilité relative de Bangui et de la partie occidentale de la RCA par rapport au nord-ouest, au centre et à l'est peut influencer sur le nombre de décès signalés dans ces zones au cours de la période d'instabilité antérieure.

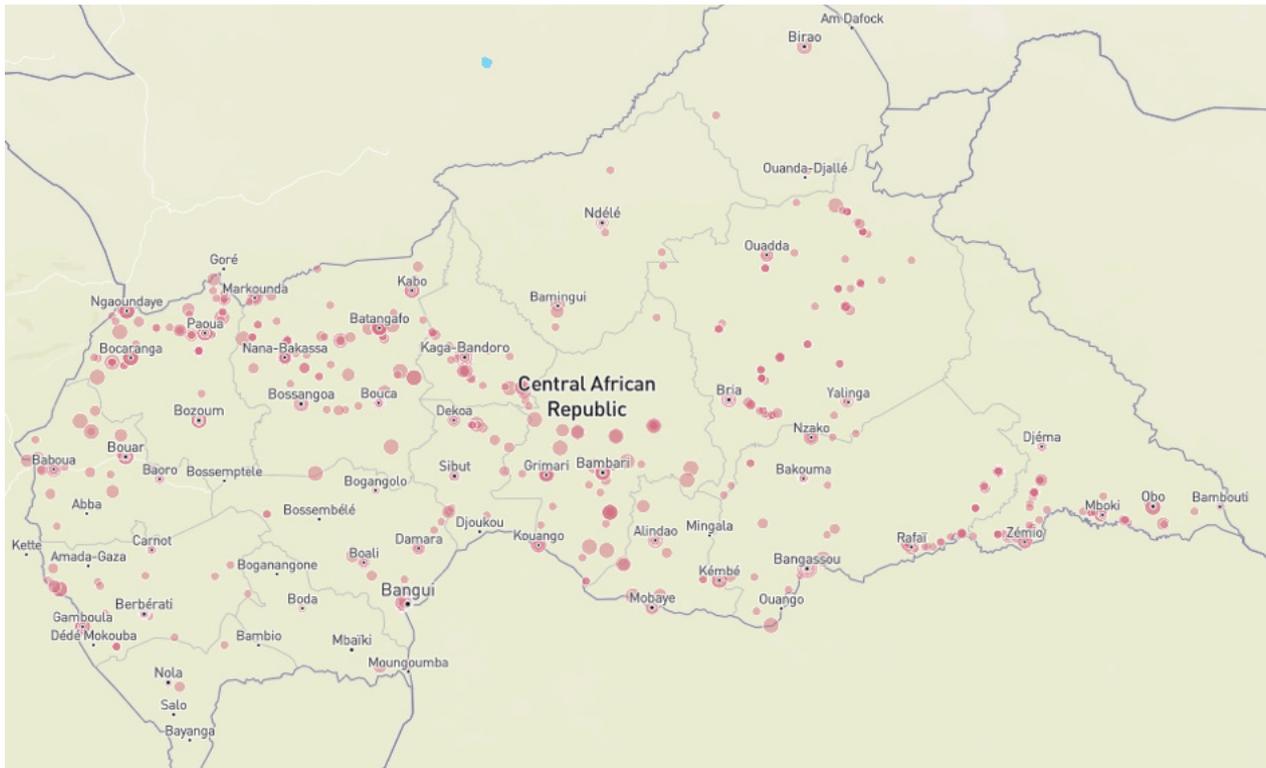


Incidents entre groupes armés survenus entre janvier 2015 et décembre 2017

Alors que les incidents entre groupes armés impliquaient les anti-balaka dans pratiquement tous les incidents en 2015 (dont un quart d'entre eux impliquant uniquement des factions anti-balaka), cette implication semble avoir chuté à seulement la moitié des incidents en 2016. Ceci est le reflet de la multiplication des factions et des affrontements entre anciens groupes Séléka à partir de 2016. De tous les groupes issus de l'ex-Séléka, le FPRC et l'UPC semblent avoir été les plus engagés dans des conflits avec d'autres groupes armés au cours de cette période. De plus, la taille des marqueurs d'incidents illustrant les affrontements entre groupes armés sur la carte de IPIS indique clairement que ces événements sont ceux qui génèrent le plus grand nombre de décès parmi tous les types d'incidents.

4. Incidents caractérisés par des actes de violence envers les populations civiles et entre populations civiles

Sur les 3 877 incidents reportés sur la carte de IPIS, 69 % (2 692) sont principalement caractérisés par des actes de violence envers les populations civiles. De plus, elles sont également prises pour cible lors d'événements caractérisés par un affrontement entre groupes armés (d'où des taux de mortalité élevés), ou entre groupes armés et forces internationales ou encore entre groupes armés et autorités gouvernementales. Ces données réaffirment donc que les populations civiles sont les premières victimes de la crise sécuritaire en RCA.



Actes de violence envers les populations civiles et entre populations civiles entre janvier 2015 et décembre 2017

La répartition géographique des incidents impliquant des actes de violence envers les populations civiles souligne la tâche énorme du gouvernement centrafricain, des forces internationales de maintien de la paix et des acteurs humanitaires sous-financés pour répondre aux besoins élevés de protection et d'assistance humanitaire de la population centrafricaine au sein de ce vaste territoire souvent inaccessible, en particulier dans le climat de sécurité actuel.

Une observation notable est la corrélation entre les actes de violence envers les civils avec les lieux importants pour les activités pastorales. Les principaux marchés de collecte des bovins, les *communes d'élevage* et les points de transit de la transhumance ont souvent été des lieux de violence envers les populations civiles, et notamment à Kaga Bandoro, Alindao, Pombolo, Ouandago, Kabo, Paoua, Bepikassé et Ngaoundaye. Là où il y a une activité minière et pastorale significatives, comme à Bria, Bambari et Bakouma, la violence contre les populations civiles peut être encore plus importante. Le fort taux d'incidents dans les zones pastorales est probablement le reflet non seulement les conflits fréquents entre les éleveurs armés et les populations locales (apparaissant le long des routes principales de transhumance)²¹ mais aussi le ciblage des éleveurs peuls pour les attaques de prédation ou de représailles des groupes issus de l'ex-Séléka et anti-balaka. Enfin, les sites miniers présentent également une forte proportion de violence envers les populations civiles, mais en raison d'une plus grande présence de groupes armés et de l'inaccessibilité de nombreux endroits, de tels incidents sont signalés moins fréquemment.

Enfin, il convient de noter qu'étant donné les défis liés à l'accès aux données sur les incidents relatifs aux actes de violence envers les populations civiles en 2017 (voir ci-dessus), de nombreux incidents survenus en 2017 manquent probablement à cette liste. Certes, des preuves anecdotiques suggèrent que la violence contre et parmi les civils était extrêmement importante pour cette année 2017 – chose qui n'est pas évidente sur la carte interactive.

21 Il convient de noter que de nombreuses routes de migration pastorale ont été abandonnées pendant la période d'insécurité de 2017. Comme la carte interactive ne montre que les positions de 2017, les autres itinéraires pastoraux ne sont pas représentés.

C. Dernières observations

Même si les observations énoncées ci-avant ne soulignent que des tendances générales, elles font néanmoins apparaître les contours généraux du conflit se déroulant actuellement en RCA. Ce faisant, ces observations, ainsi que la carte elle-même, permettent de fournir certaines nuances nécessaires relatives à l'échelle et au périmètre de la tâche à mener à bien pour établir une paix durable, tout en illustrant les zones possibles de plus ou moins grande attention. Les chapitres suivants visent à fournir des éléments de contexte nécessaires pour compléter les données fournies par la carte et tenir compte de certaines lacunes qu'une telle présentation de l'information peut laisser dans la compréhension de la situation par un utilisateur en 2017



Mbororo Peul sur un marché près de Paoua, 2017 (Peer Schouten)

CHAPITRE II

ÉVOLUTION DES GROUPES ARMÉS DEPUIS 2014

A. Évolutions du panorama des groupes armés en RCA depuis fin 2014

Depuis les années 1990, la République Centrafricaine s'est convertie en un foyer d'une myriade d'acteurs armés. Ils se sont engagés dans des alliances volatiles et dans des conflits liés à des problématiques locales et/ou plus largement d'enjeu national. De nombreux combattants qui ont participé au putsch de 2013 revendiquent d'ailleurs ces origines. Comme le souligne le rapport de 2014 d'IPIS, la Séléka comptait dans ses rangs des combattants et des commandants originaires de groupes tels que l'*Union des Forces Démocratiques pour la Rassemblement* (UFDR), la *Convention des patriotes pour la justice et la paix* (CPJP), le *Front Populaire pour le redressement* (FPR) et le *Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice* (MLCJ). Le mouvement anti-balaka de 2013-2014 a émergé du regroupement de milices d'autodéfense et d'anti-banditisme souvent préexistantes qui se sont constituées sous Bozizé. Ceci explique leurs liens étroits avec les forces de sécurité fidèles à ce dernier.

Alors que les événements de 2013 et 2014 ont créé une véritable ligne de conflit entre ces deux principales factions dans le conflit centrafricain (Séléka et anti-balaka), les divergences d'intérêts, de forces et d'ambitions de leurs membres respectifs les ont considérablement fragilisées depuis cette période. La dynamique des conflits devient ainsi de plus en plus localisée. Alors que le Forum de Bangui cherchait à engager 10 groupes armés dans un dialogue en mai 2015²², ce chiffre était passé à 14²³ au début des discussions sur le DDR en octobre 2016. Début 2018, au moins 16 groupes armés étaient officiellement actifs en RCA.²⁴

Les luttes pour le leadership au sein de ces groupes ont parfois conduit à l'envoi de multiples délégations représentant les intérêts d'un groupe donné dans les négociations de paix²⁵, voire à la révocation *a posteriori* des mandats des représentants.²⁶ La nature des groupes anti-balaka soulève en particulier des questions sur la capacité des représentants des groupes à garantir un respect vis-à-vis des accords négociés de la part de leur audience plus large.²⁷ En effet, malgré un projet pilote de DDR en cours et des pourparlers de paix continus, certains groupes se sont livrés en 2018 à des activités hautement déstabilisantes, contre les forces internationales et nationales dans le nord et le centre du pays.

Les défis qui en résultent pour étendre l'autorité de l'État et démobiliser les groupes armés, qui vont de pair avec leur apparente prolifération, ont été instrumentalisés afin de critiquer le gouvernement centrafricain et la MINUSCA. Certains dirigeants de la société civile et certains politiciens ont utilisé le ressentiment populaire dans le but de condamner la MINUSCA de ne pas avoir réussi à contenir les factions issues de l'ex-Séléka. Ils renforcent ainsi les appels au réarmement des *Forces Armées de la Centrafrique* (FACA).²⁸ La réforme du secteur de la sécurité a été axée à ce jour sur le contrôle et le renforcement des capacités des forces de sécurité centrafricaines à travers des formations dispensées par la mission de formation de

22 Il s'agit du FPRC, du RPRC, de l'UPC, du MLJC, de l'UFRF, de la RJ, de la Séléka Rénovée, de la Coordination des ex-combattants Anti-Balaka, et de l'Unité des Forces Républicaines. Le FDPC n'a pas signé. Ceci exclut la LRA, dont certaines factions opèrent également dans l'est de la RCA.

23 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §21. Ils incluent le FPRC, le RPRC, l'UPC, le MLJC, l'UFRF, l'UFR, la RJ (représentée par deux délégations), la Séléka Rénovée, la Coordination des ex-combattants Anti-Balaka, le FDPC, le MPC, les 3R ainsi que la faction anti-balaka Mokom.

24 Se sont ajoutés à la liste le MNLC (anciennement faction MPC/Bahar) et le Siriri. L'un des leaders de la faction RJ fut tué fin 2017 et la posture d'indépendance de son groupe vis-à-vis du DDR reste floue au moment de la rédaction de ce texte. Ces chiffres n'incluent pas les factions dissidentes moins importantes de groupes tels que le MPC et l'UPC.

25 Par exemple, pour apaiser les tensions entre le MLCJ et le MPC au sujet de la représentation au sein du DDR Advisory and Monitoring Committee, des délégués supplémentaires ont été acceptés lors du meeting du 12 octobre (rapport final d'experts des Nations-Unies S/2016/1032, annexe 2.4). La RJ a assisté également avec deux groupes représentant des leaders de groupes rivaux.

26 Par exemple, le soutien affiché de Mohammed Dhaffane vis-à-vis de l'accord de Brazzaville a eu pour effet la suspension de ses fonctions de représentation du FPRC pour « haute trahison » en août 2014 (S/2014/762, §.93(a)).

27 S/2017/639, §12(a), 83-86 et 58.

28 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §159.

l'UE (EUTM, pour EU Training Mission).²⁹ Au début de l'année 2018, 7 000 des 7 700 FACA déclarés avaient été soumis à un processus d'amnistie et bon nombre de troupes amnistiées avaient reçu la formation dispensée par l'EUTM. Le but était de préparer le déploiement de 4 à 6 bataillons. Les déploiements qui ont suivi les formations des FACA ont commencé en janvier 2018, autour de Paoua (Ouham Pende). Il est apparu que d'autres formations ont été dispensées par les forces russes.³⁰

Un certain nombre de demandes d'exemption a été soumis au Conseil de sécurité de l'ONU concernant l'embargo des Nations Unies sur les transferts d'armes aux forces armées centrafricaines. Certaines d'entre elles ont été suspendues en attendant de plus amples informations.³¹ Néanmoins, la validation de plusieurs exemptions, notamment dans le cas d'un envoi russe en décembre 2017, a aidé à apaiser les tensions qui entourent le maintien en vigueur de l'embargo. Il a été renouvelé jusqu'en février 2019.³²



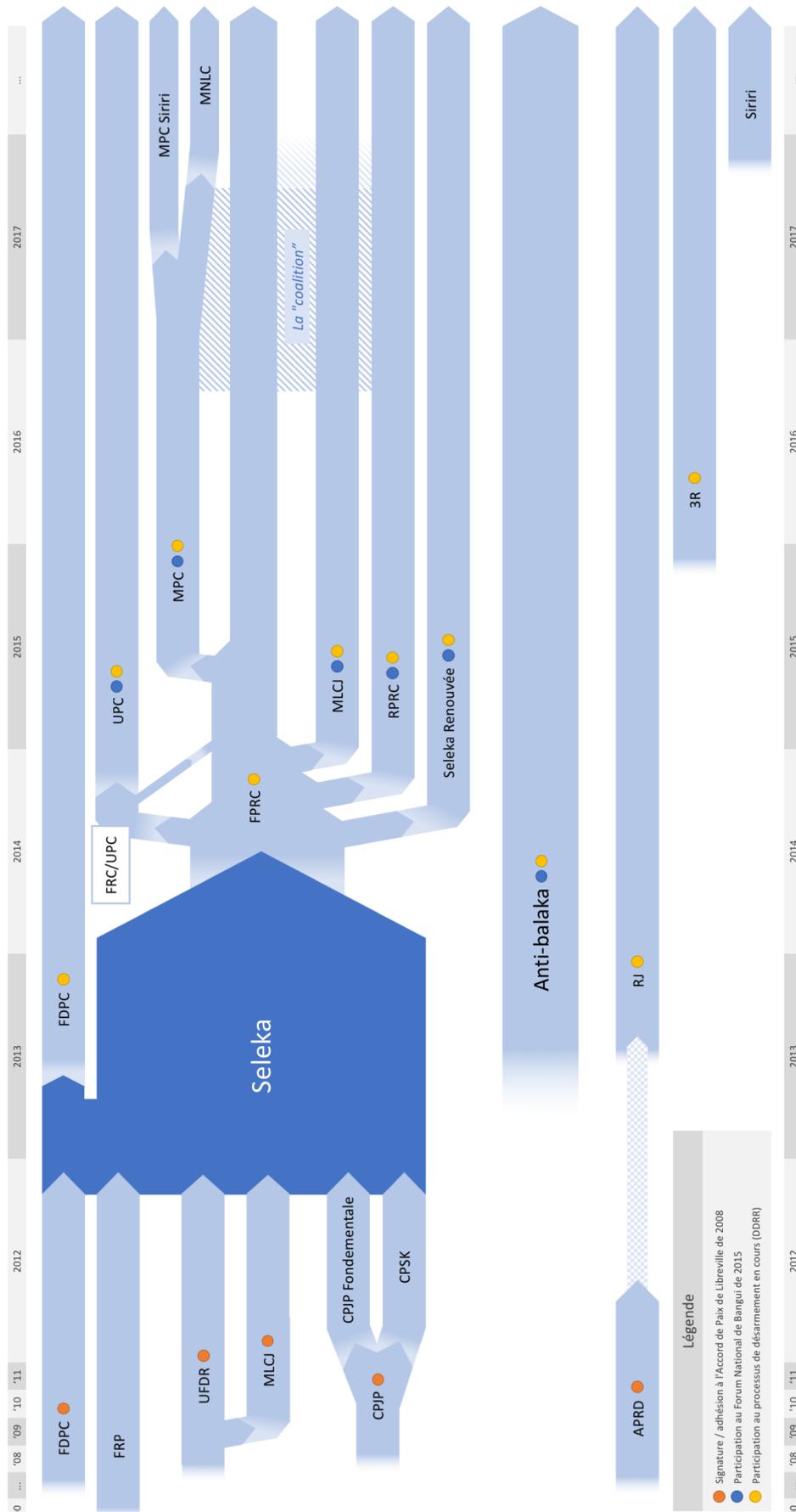
Bangui la Coquette

29 La Presse, « La Russie et la Centrafrique veulent renforcer leur coopération », 23 mai 2018. Début 2018, il y a eu des tentatives visant à aligner ces formations préalables au déploiement.

30 Interview avec un expert en matière de sécurité, février 2018.

31 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §24.

32 La Tribune Afrique, « Centrafrique : l'embargo sur les armes renouvelé pour 1 an », 2 février 2018.



The evolution of armed groups in the CAR up to and since the 2013/14 crisis.

Abréviation	Nom	Date de création	Leader
3R	Retour, Réclamation, Réhabilitation (Return, Reclamation, Rehabilitation)	est. Déc 2015	Abbas Siddiki (Peul camounerais)
Anti-balaka	Anti-balaka	est. Août 2013	Patrice Edouard Ngaïssona, coordinateur politique (depuis juin 2014), Maxime Mokom, coordinateur politique (depuis mai 2015), Leadership des milices locales indépendantes
APRD	Armée populaire pour la restauration de la république et la démocratie	est. 2006-2008	Jean Jacques Démafooth
CPJP	Convention des patriotes pour la justice et la paix	est. fin 2008	Abdoulaye Isséne (Rounga)
CPJP Fondamentale	Convention des patriotes pour la justice et la paix - Fondamentale	est. Juillet 2012	Nouredine Adam (Rounga)
CPSK	Convention patriotique du salut du Kodro	est. Juin 2012	Mohamed Moussa Dhaffane (Bornou)
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain	est. 2003, quitte la Seleka en avril 2013	Abdoulaye Miskine (Sara)
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique	est. Août 2014	Nourredine Adam (Rounga), Abdoulaye Hisséne (Rounga), Zakaria Damane (Gula)
FRC/UPC	Forces Républicaines pour le Changement / Unité pour la paix en Centrafrique	est Sept/Oct 2014	Ali Darassa, Al Khatim
FRP	Front populaire pour le redressement	est. 1998/2000	Adbel Kader Babba Laddé (Tchadien), Ali Darassa (Peul nigérian (Oudda))
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice	est. fin 2008, quitte le FPRC fin 2014	Abakor Sabone (leader précédent), Toumou Deya Gilbert (leader actuel) (Kara)
MNLC	Mouvement national pour la libération de la République centrafricaine	est. Déc 2017	Général Ahamat Bahar
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique	est. Juillet 2015	Al Khatim (Arabe tchadien (Salamat))
MPC Siriri	Mouvement patriotique pour la Centrafrique - Siriri	est. Juillet 2017	Mahamat Abdel Karim (Arabe tchadien (Salamat))
RJ	Révolution et Justice	est. Août 2013	Amel Bedaya Sayo
RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique	est. Nov 2014	Zakaria Damane (Gula)
Seleka Rénovée	Seleka Rénovée	est. Oct 2014	Mohamed Moussa Dhaffane (Bornou)
Siriri	Siriri	est. Déc 2017	Ardo Abba (Peul camerounais)
UFDR	Union des forces démocratiques pour le rassemblement	est. 2006	Micheal Djotodia (Gula), Joseph Zoundeko (Gula), Zakaria Damane (Gula)
UPC	Unité pour la paix en Centrafrique	est. Oct 2014	Ali Darassa (Peul nigérian, (Oudda))

B. L'évolution des groupes issus de l'ex-Séléka depuis la fin de l'année 2014

Comme le souligne le dernier rapport d'IPIS, la Séléka avait déjà entamé son fractionnement en octobre 2014. Rebaptisée *Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique* (FPRC) en août 2014, l'ex-alliance Séléka a subi la création de son premier grand groupe dissident avec la fondation de l'*Unité pour la paix en Centrafrique* (UPC) par Ali Darassa et Al Khatim. Cette division faisait suite à des tensions existantes entre des combattants fidèles à Joseph Zoundeko et à Ali Darassa. Elle porte principalement sur le contrôle de territoires et la recherche de revenus et sur la divergence de points de vue, notamment sur les positions du FPRC en faveur d'une division du pays qui rejette le cessez-le-feu de Brazzaville. Même s'il semble qu'Al Khatim ait rejoint le FPRC plus tard, il s'est néanmoins séparé en juillet 2015 du groupe pour former sa propre faction armée, le *Mouvement patriotique pour la Centrafrique* (MPC).

Excepté les factions locales qui sont restées fortement alignées sur les positions du FPRC en 2017³³, le FPRC, le MPC et l'UPC constituent les forces dominantes de l'ex-Séléka. Elles contrôlent le centre et l'est de la RCA depuis 2015. Depuis cette date, ces groupes ont eux-mêmes connu des fractionnements internes significatifs selon des lignes fratricides de plus en plus marquées (voir plus bas).

Malgré cette division de l'ex-Séléka en groupes distincts à partir de 2014, ces groupes sont souvent simplement désignés comme « ex-Séléka » dans les médias à cause de leurs fréquentes collaborations et la complexité de leurs liens. Ce regroupement est également visible dans le cas de certains incidents présentés sur la carte interactive.

1. Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique

L'entité issue de l'ex-Séléka qui se voulait être une entité de rassemblement

Le FPRC est composé d'un grand nombre de factions ex-Séléka fidèles aux seigneurs de guerre qui le dirigent. Depuis 2014 ce noyau de leaders s'est encore restreint suite aux départs³⁴, aux décès³⁵ et à la marginalisation³⁶ de certains d'entre eux. Les leaders des factions de moindre importance, comme Haroun Gaye, Khalit Azor, Issa Banda et Ali Ousta, ont pris de l'importance ces dernières années. Par contre l'orientation du groupe reste dominée en 2018 par Nourredine Adam, Abdoulaye Hissène et Zacharia Damane. Les luttes internes qui ont miné le FPRC à partir de la mi-2017 ont provoqué en 2018 le distanciellement de la faction Goula du FPRC³⁷ de Zacharia Damane .³⁸

33 Y compris le MLCJ de Toumou Deya Gilbert basé à Birao et le RPRC de Zacharia Damane basé à Bria et Ouadda. Cependant, depuis 2017, il semble que le RPRC se distancie de plus en plus du FPRC.

34 Ali Darassa en août 2014 et Al Khatim en juillet 2015 (Rapport final d'experts des Nations-Unies/2015/936, §147).

35 Oumar Younnous en octobre 2015 (Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, annexe 36) et Joseph Zoundeko en février 2017 (Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §53).

36 Micheal Djotodia (Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 162) et Mohammed Dhaffane (Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §93(a)).

37 Formant l'essentiel de la faction Goula du FPRC et aligné sur ses tentatives de réunification depuis fin 2016, le *Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique* (RPRC) n'a pas été explicitement traité dans ce rapport. Dominé par les Goulas et dirigé par Zacharia Damane, il opère principalement à Ouadda, autour de Sam Oundja et jusqu'à Bria (cf. carte interactive disponible sur internet). Dans ce rapport et sur la carte interactive, ces combattants peuvent être appelés RPRC ou faction Goula du FPRC.

38 Correspondance avec le panel d'experts des Nations-Unies, juin 2018.



Incidents et blocages routiers liés au FRPC dans sa zone principale d'opérations entre 2015 et 2017

Avancée territoriale et génération de revenus

Entre 2015 et 2018, en comparaison avec les autres groupes de la RCA, le FPRC a contrôlé l'une des plus grandes zones opérationnelles. Il bénéficiait du contrôle quasi incontesté sur les préfectures de la Vakaga, de Bamingui-Bangoran et sur une grande partie de la Haute-Kotto. Entre 2014 et juin 2016, il a généralement accepté le partage des revenus, dans les zones où sa portée territoriale chevauchait celle d'autres groupes. Il considérait les conflits avec d'autres groupes comme ayant un intérêt limité. Cette période a vu le FPRC consolider son contrôle sur son territoire tout en déplaçant sa présence vers des zones stratégiques d'un point de vue économique. Cela a entraîné son renforcement progressif dans des lieux clés de la transhumance, comme Kaga-Bandoro, où il a transféré son bastion en 2015³⁹. Dans des centres miniers tels que Bria le groupe a renforcé sa présence à partir de la fin de l'année 2014⁴⁰. Dans cette dernière zone il a surtout opéré en collaboration avec le MPC (Kaga-Bandoro), le RPRC et l'UPC (Bria). Début 2016, le groupe a étendu ses activités au sud de Bria, dans des zones riches en minerais le long de l'axe Bria-Yalinga puis, plus tard, à Nzako et Bakouma.

S'appuyant sur les progrès réalisés en 2014⁴¹, le FPRC a élaboré des stratégies sophistiquées de prédation qui se concentrent en grande partie sur le contrôle des centres de transit et de production. Cela par le biais de la fiscalité et de la mise en place d'administrations parallèles. Ses sources de revenus sont relativement diversifiées, allant de la fourniture de services de sécurité pour les commerçants soudanais⁴² et les activités d'exploration pétrolière chinoises⁴³, jusqu'au contrôle de l'exploitation minière et, dans une moindre mesure, jusqu'au commerce du bétail. L'exploitation minière est une source capitale de

39 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §151.

40 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §105.

41 Voir par exemple les modes de prédation sur le secteur minier qui se développèrent dès mi-2014. Y. Weyns *et al.*, *Mapping Conflict Motives: The Central African Republic*, IPIS, 2014, p.28-43.

42 Voir P. Schouten *et al.*, *The Politics of Pillage: the political economy of roadblocks in the Central African Republic*, IPIS/DIIS, novembre 2017, p.38-47.

43 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, § 85-89 et le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 215.

revenus pour le FPRC qui, avec le RPRC, conserve le contrôle sur la majeure partie de la production de diamants de l'est de la RCA, ainsi que sur certains sites très importants de production d'or. Le FPRC et le RPRC ont dominé le secteur minier à Bria, Ouadda et Sam Oundja. Le contrôle pris par le FPRC début 2017 sur des zones anciennement contrôlées par l'UPC, a permis également de capter les revenus miniers autour de Nzako et Bakouma.⁴⁴ À l'heure actuelle, le FPRC semble également être le partenaire junior dans le partage des revenus d'or autour de Ndassima.⁴⁵

Le FPRC maintient un intérêt évident pour la transhumance, notamment grâce à ses arrangements lucratifs de partage des revenus avec le MPC autour de Kaga-Bandoro. Mais ses liens avec les communautés de transhumance ne sont sans doute pas aussi forts que ceux du MPC et de l'UPC. Sa tentative de contrôler les revenus des bovins en relocalisant le marché du bétail de Bria (anciennement dans le district peul de Golobo) vers le quartier de Bornou⁴⁶ dominé par les Goula, a échoué. Cela probablement en raison de l'exode des éleveurs qui a fait suite aux exactions commises sous la direction du FPRC contre les Peuls.



Nord-Est de la RCA près de Ndele - une région dominée par le FPRC

Mobilisation du FPRC

Nourredine Adam et Abdoulaye Hissène ont dénoncé sans relâche la marginalisation des musulmans et du nord-ouest de la RCA. Ils ont été de fervents défenseurs de la réunification de la Séléka afin d'évincer le gouvernement en place. En l'absence d'un changement de régime qui aurait placé ces dirigeants à des postes clés du pouvoir, leur alternative a consisté en la division du pays. En dépit d'une préoccupation partagée pour les intérêts de certaines communautés musulmanes, ces opinions extrémistes ne sont pas partagées par le MPC ni par l'UPC, traditionnellement plus modérés.⁴⁷ Ces groupes occupent la ligne

44 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §72.

45 Correspondance avec le Groupe d'experts des Nations-Unies, juin 2018.

46 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §71.

47 Une déclaration politique dissidente commune a été publiée à l'origine, et l'UPC a elle-même été créée par Ali Darassa et Al Khatim fin 2014, bien qu'Al Khatim soit ensuite retourné au FPRC. L'UPC et le MPC ont affirmé qu'ils adoptaient le discours démocratique et soutenaient les efforts pour le DDR en cours (les deux groupes ont exprimé leur soutien à Touadera lors des élections présidentielles). Pourtant, les deux groupes ont maintenu des unités armées structurées et poursuivi leurs programmes expansionnistes qui semblaient contraires à leur discours politique durant la majeure partie de l'année 2016 (S /2016/694, §18 et §78 du Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies).

centrale de démarcation en dessous de laquelle n'importe quelle division pourrait avoir lieu. Mais ils ne tireraient aucun bénéfice d'une telle division, car les membres de leur base (principalement Peuls et Arabes) ont des liens particulièrement étroits avec les activités pastorales et sont donc dépendant de cette zone centrale.

L'incapacité de la direction du FPRC à obtenir des postes clés dans le gouvernement en place l'a amené depuis mi-2016 à renforcer son influence contre l'administration Touadera grâce à un certain nombre de tentatives de réunification de la Séléka. En octobre 2016, il a donc convoqué un conclave de l'ex-Séléka à Bria, essayant de concevoir une structure de commandement et de contrôle souple, capable de servir les différents chefs ambitieux des factions de l'ex-Séléka. L'engagement s'est toutefois avéré limité, puisque seul le RPRC de Zacharia Damane a pris une place officielle au Haut Conseil Suprême proposé par le FPRC. L'échec du conclave, dû en grande partie à la résistance de l'UPC (ainsi que du MPC), a conduit le FPRC à orienter ses efforts de collaboration militaire vers la formation d'une coalition sous sa direction⁴⁸ afin d'affaiblir l'UPC. Les expansions territoriales et très lucratives de celle-ci ont créé depuis la mi-2016 des frictions avec des groupes armés et des populations locales. Ce conflit a généré d'intenses combats dans de nombreux endroits entre novembre 2016 et mars 2017. Il s'est officiellement terminé avec la signature de l'accord d'Ippy en octobre 2017.

La coalition contre l'UPC, qui a mollement rassemblé les combattants du MPC, du RPRC et des anti-balaka, a permis au FPRC de conquérir un terrain lucratif en 2017. Cependant, sa cooptation de groupes anti-balaka engagés dans une rhétorique « xénophobe » a ravivé les pressions préexistantes entre les factions Goula et Rounga du FPRC. Cela a conduit à de violents combats interethniques à partir de juin 2017.⁴⁹ Ces luttes internes ont fait suite à des affrontements intercommunautaires entre les populations arabes, sara et banda de Bakuma en mai et juin 2017. Ceci au milieu de préoccupations grandissantes sur l'utilisation de la rhétorique antimusulmane par les groupes anti-balaka dans le cadre supposé du ciblage de l'UPC. La faction Goula, mieux disposée à l'égard des Banda, a refusé par la suite de soutenir des éléments arabes et sara, alliés à la faction Rounga de Hissène. Ils ont adopté eux-mêmes une rhétorique hostile envers les Arabes et les Sara, semblable à celle utilisée contre les Peuls en 2014 puis en 2016-2017.⁵⁰ Depuis lors, la faction Rounga du FPRC s'est engagée dans les combats aux côtés de l'UPC et des éléments peuls armés contre les factions Goula rivales à Bria à la fin du mois de novembre 2017. Par la suite, les forces internationales ont forcé certains chefs de guerre à quitter la ville.⁵¹ L'accord d'Ippy a rapporté une autre lutte interne au sein du FPRC en décembre 2017. Elle a été prétendument occasionnée par des intérêts économiques divergents et des divisions au sein du groupe.⁵² Cette querelle a affaibli l'influence de la faction Goula sur le Conseil national de défense du FPRC et l'a exclue des arrangements de partage des ressources dans le cadre de l'accord d'Ippy.

La signature de l'accord d'Ippy est intervenue pendant la période sèche de la fin de l'année 2017 avant le redémarrage de l'activité économique. Elle met en exergue les faiblesses financières et politiques capables de faire exploser les tentatives de réunification forcée de la Séléka dirigées par le FPRC. Cela en particulier dans les zones où ses membres interfèrent avec la création de revenus et instrumentalisent la rhétorique tribale. En avril 2018, le FPRC est parvenu néanmoins à organiser une rencontre des leaders de l'UPC et du MPC pour des discussions tournant autour de la réunification à Kaga-Bandoro. Ces discussions ont suivi

48 Bien qu'une structure de commandement claire ait été définie lors de la formation de la coalition, elle ne semble pas nécessairement avoir été implémentée dans la pratique et la plupart des chefs continueraient simplement à commander leurs propres troupes et décideraient indépendamment du degré d'appui à offrir. (Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §56).

49 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 159. Les communautés Rounga et Goula ont une longue histoire marquée par le conflit, avec des affrontements particulièrement violents entre la CPJP dominée par les Rounga et l'UFDR dominée par les Goula en 2011 (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, § 147). Ceci a fait perdurer la rivalité et la méfiance entre ces groupes, perceptibles dans les tensions concernant l'attribution des positions clés du FPRC au conclave de Bria en octobre 2016 (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §156 et §159).

50 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §149. Pour l'utilisation d'une rhétorique anti-peuls, voir par exemple : Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §68, Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, § 63.

51 RJDH, « Des chefs rebelles de Bria contraints de quitter la ville pour Ouadda et Sam-Ouandja », 29 décembre 2017.

52 Rapport du Secrétariat Général des Nations-Unies sur la Situation en République centrafricaine, S/2018/125, §17.

une opération ratée de la MINUSCA/FACA visant à déloger les milices armées du PK5 de Bangui.⁵³ Cette opération a déclenché un cycle de violences intercommunautaires dans la capitale. Elle a été perçue/présentée par certains groupes comme une attaque qui visait la population musulmane du quartier. Ceci souligne la sensibilité des groupes de l'ex-Séléka vis-à-vis des événements survenant dans la capitale, en particulier lorsqu'ils portent atteinte à la raison d'être professée par ces groupes : la protection des musulmans. Cette rencontre entre les ex-Séléka, organisée à Kaga-Bandoro a décuplé les craintes d'une offensive potentielle sur Bangui ou Sibut.⁵⁴ Au moment de la rédaction de ce dossier aucun pacte officiel ne s'est matérialisé, ce qui favorise l'alignement entre le MPC et le FPRC.⁵⁵ Cela témoigne de la capacité permanente du FPRC à mobiliser des alliances pour partager des ressources ou contrer les menaces communes aux intérêts politiques, économiques et territoriaux.

2. Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC): expansion et éclatement

Fondé en août 2015 par Al Khatim et Ahamat Bahar, le MPC est constitué principalement de combattants arabes, bien qu'il comprenne également un contingent significatif de Peuls.⁵⁶ On estime que ses dirigeants sont bien connectés aux « grands hommes » tchadiens, responsables d'envoyer des troupes entre le Tchad et la RCA . Ainsi sa principale zone d'opérations s'est concentrée sur la zone frontalière nord, située entre ces deux pays. En dépit du fait qu'il soit séparé du FPRC, le MPC a dès le début maintenu des relations fonctionnelles dans leurs zones d'intérêt mutuel. Les deux groupes se sont engagés dans des accords de partage des ressources et ont même participé en 2015 à des entraînements militaires communs autour de Nana-Grébizi⁵⁷. Ils ont en outre contracté des alliances tactiques pour contrer des menaces communes, telles que l'expansion de l'UPC au sein de leurs sphères d'influence.⁵⁸ Alors que le MPC a traditionnellement maintenu son indépendance face aux tentatives dirigées par le FPRC pour reformer la Séléka, un changement récent de direction politique a entraîné le groupe à exprimer son soutien envers la stratégie de mobilisation du FPRC.⁵⁹

53 Radio Ndeke Luka, « Abdoulaye Hissène responsable des opérations de Kaga-Bandoro selon Touadéra », 20 avril 2018 ; Radio Ndeke Luka, « Regroupement d'hommes armés à Kaga-Bandoro, psychose au sein de la population », 16 avril 2018.

54 CNC, " « Centrafrique : conclave des Leaders de l'ex-coalition Séléka à Kaga-Bandoro, des objectifs seraient en discussion », 17 avril 2018.

55 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2018/729, §70-80.

56 Ainsi, le groupe a souvent revendiqué le fait de protéger les intérêts arabes et peuls dans certaines zones (Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, § 84).

57 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, § 170.

58 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 189.

59 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2018/729, §73 et annexe 6.2.



incidents et blocus routiers liés au MPC au sein de sa zone principale d'opérations entre 2015 et 2017

Avancée territoriale et génération de revenus

Dès son origine le MPC opérait dans la majeure partie de Nana-Grébizi et au nord-est de Ouham (Kabo et Batangafo). Il mettait particulièrement l'accent sur le contrôle des centres importants liés à l'activité pastorale et aux centres de transit. Au début 2016 cependant le groupe a voulu étendre sa portée territoriale et a augmenté sa capacité de combat en poussant à la fois vers l'est et vers l'ouest. Son expansion vers l'ouest dans Ouham Pendé vers Paoua jusqu'à la fin de 2017 a été facilitée par une alliance avec la faction la mieux ancrée localement de la RJ. Son expansion vers l'est, vers Bamingui-Bangoran a par contre fait croître les tensions avec le FPRC au début de l'année 2016. Le pari fait par le MPC de récupérer du cash à partir des revenus générés par l'élevage, le secteur minier et potentiellement pétrolier par l'extension de sa zone d'opération vers Ndjélé, a créé des heurts avec le FPRC., qui jusque là bénéficiait d'un contrôle exclusif sur cette préfecture.⁶⁰ Ces tensions de courte durée ont engendré une alliance FPRC/MPC contre la menace que constituait l'expansion de l'UPC au sein de zones d'intérêt mutuel autour de Nana-Grebizi et Ouham. En juin 2016 les expansions vers l'est du MPC se sont réduites et les premiers conflits entre le MPC/FPRC d'une part et l'UPC d'autre part ont éclaté près d'Ouandago et de Batangafo.⁶¹ Le MPC a rejoint alors la coalition dirigée par le FPRC contre l'UPC. Al Khatim fut nommé chef d'état-major du FPRC en avril 2017, rôle qu'il abandonnera en octobre 2017 à la suite de la signature du traité d'Ippy entre Ali Darassa de l'UPC et Abdoulaye Hissène du FPRC.⁶² Même s'il n'a pas été convié aux négociations de l'accord, le MPC a néanmoins accepté de respecter ses conditions, sans doute en raison de ses implications économiques bénéfiques, comme la reprise des activités d'élevage, y compris le trafic entre Kaga-Bandoro et Bambari.

60 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies S/2016/694, § 81.

61 En dépit des points de vue différents partagés par ces deux groupes sur des sujets tels que le DDR, la réunification de la Séléka et la partition du pays, ils ont néanmoins depuis 2015 pu maintenir une alliance relativement stable de partage des ressources à Kaga-Bandoro, collaborant d'un point de vue militaire en réponse à des menaces communes. Voir le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 189.

62 Fondation Hirondelle, « CAR: Are ex-Séléka preparing to march on Bangui? », 19 avril 2018.



Bétaillère à Kaga Bandoro (Photo: Peer Schouten)

Fragmentation du MPC

Dès sa fondation, le MPC a été sujet à des ruptures importantes au sein de son équipe dirigeante. C'est pourquoi le Groupe d'experts des Nations-Unies a comparé le MPC à « un réseau de leaders indépendants commandant des effectifs dans des régions différentes, avec des contacts limités entre ces leaders et le bureau politique basé à Bangui ». ⁶³ Les racines de la discorde entre les commandements militaires du groupe ont été expliquées pour la première fois à la fin de l'année 2016. Le général Ahamat Bahar, Comzone de Paoua a critiqué l'expansion continue du MPC dans le nord-ouest. ⁶⁴ La direction politique du MPC à Bangui a rejeté plus tard l'alliance du groupe avec la coalition du FPRC et a démis Al Khatim de sa fonction de chef d'état major ⁶⁵. Elle s'est séparée brièvement de l'aile militaire du groupe en janvier 2017. ⁶⁶ Alors que ces branches sont supposées s'être réunifiées, les relations sont restées vraisemblablement tendues jusqu'à la fin de 2017. ⁶⁷ En juin 2017 une faction dissidente du MPC est apparue, baptisée MPC Siriri. Elle est dirigée par Mahamat Abdel Karim et Salah Zabadi. Ces combattants musulmans arabes auraient dénoncé les liens entre le MPC et les abus commis par les membres de la coalition dirigés par le FPRC contre les musulmans, en particulier les Arabes. ⁶⁸ De plus, en octobre 2017 le général Bahar a quitté officiellement le MPC pour former le *Mouvement national pour la libération* de la République centrafricaine (MNL). ⁶⁹ Avec la création d'un couloir sécurisé pour la transhumance entre le Tchad et les environs de Paoua, ainsi que son marché du bétail contrôlé par le MPC, Bahar a voulu sécuriser en 2017 l'axe routier Cameroun-Bang-Ndim-Paoua. Probablement dans le but ultérieur d'assurer la sécurité des propriétaires de bétail tchadiens influents, avec lesquels il entretiendrait des contacts. ⁷⁰ Par contre la faction de Bahar a été impliquée dans des combats violents avec la RJ vers la fin de l'année 2017, après avoir rompu l'ancienne alliance avec cette formation. Celle-ci avait pourtant facilité la prise de pouvoir initiale du MPC autour de Paoua par l'assassinat du leader RJ Raymond Belanga. ⁷¹ Sous la pression dans le nord-ouest, Bahar aurait récemment rejoint le FPRC et exprimé son soutien à sa stratégie politique. ⁷²

63 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §194.

64 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 201.

65 Il a été rapporté qu'Al Khatim aurait été nommé responsable d'équipe du FPRC en avril 2017 (Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, Report S/2017/639, annexe 5.2).

66 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, § 59.

67 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §194.

68 N. Dukhan, *Splintered Warfare: Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic*, Enough, août 2017, p. 11.

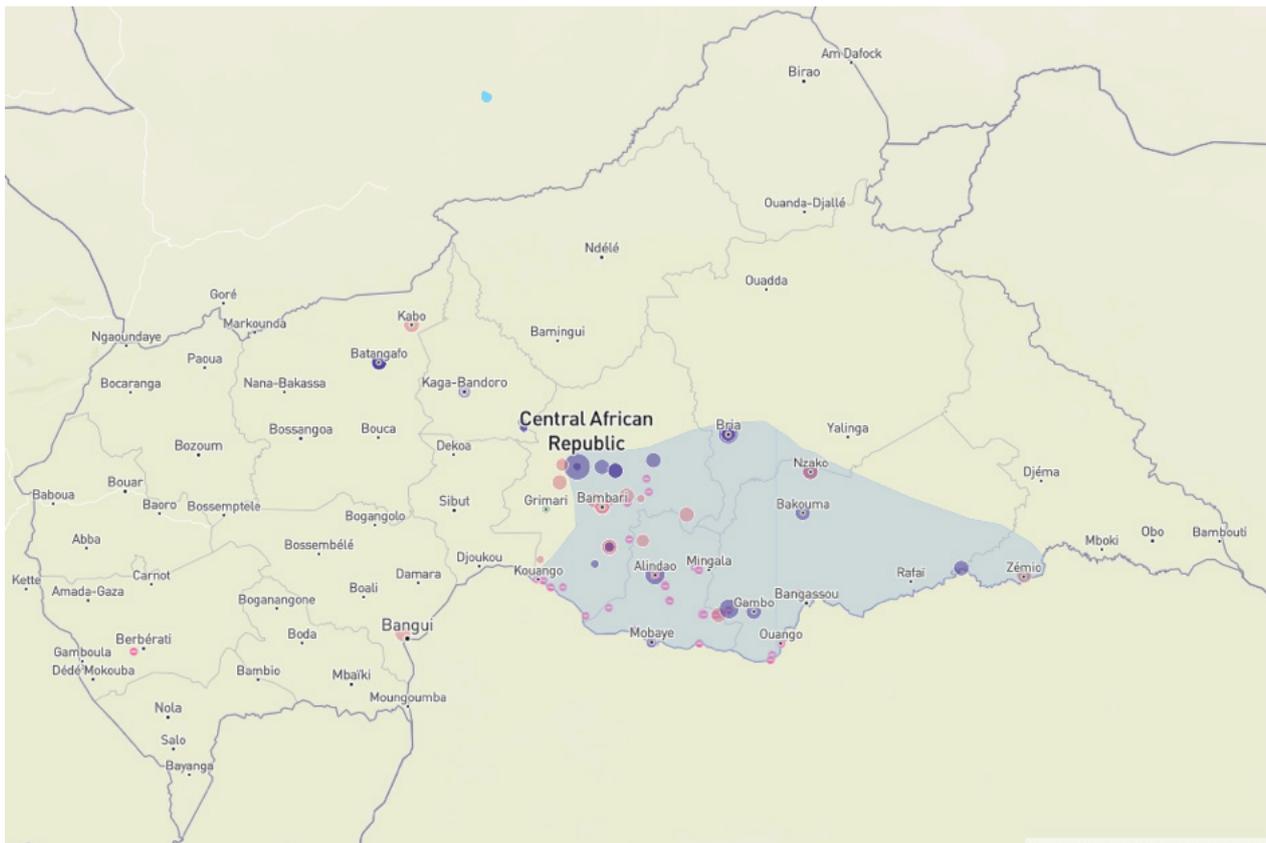
69 Interview avec le personnel de la MINUSCA, février 2018.

70 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §196.

71 MINUSCA, "MINUSCA denounces the violence by RJ and MNL armed groups that provoked a humanitarian crisis in the sub-prefecture of Paoua", 20 janvier 2018.

72 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2018/729, annexe 7.1(3).

3. Union pour la Centrafrique



Incidents et blocus routiers liés au FRPC au sein de sa zone principale d'opérations entre 2016 et 2017

L'UPC a été créée après les sérieux conflits interethniques de 2013 et 2014. Elle est dirigée par Ali Darassa⁷³ et comptait à l'origine un grand nombre de factions au sein de ses rangs. Le groupe est constitué principalement de combattants peuls et arabes. Il revendiquait une ouverture à tous ceux « qui souhaitent travailler pour la paix en RCA », insistant sur son engagement en faveur du cessez-le-feu de Brazzaville et sa désapprobation des objectifs sécessionnistes du FPRC.⁷⁴ Le retrait des factions arabes de l'UPC mi-2016 fait toutefois de l'UPC un groupe de plus en plus homogène. Ce retrait a fait suite à un conflit interne sur l'approche ségrégationniste progressive qui était vraisemblablement mise en place dans les opérations du groupe. Le conflit portait aussi sur le fait que depuis la création du groupe⁷⁵ la protection des intérêts peuls était devenue prioritaire par rapport à celle des intérêts arabes.

Avancée territoriale et génération de revenus

En dépit de son discours démocratique, l'UPC s'est engagé, dès sa création, dans un schéma de prédation économique systématique et diversifiée. Il s'appuie principalement sur la taxation et la fourniture de services de sécurité pour le bétail, le café, le sucre, les biens agricoles et les marchandises de toute sorte,

73 Ali Darassa est d'origine peule, issu du sous-groupe d'Ouada Mbororo qui entra en RCA, à l'origine, par le Tchad.

74 LCN, « Séléka : Une faction dissidente ouverte « à tout le monde », 5 novembre 2014.

75 Ce conflit a eu lieu dans le contexte de l'expansion de l'UPC dans des zones traditionnellement contrôlées par le MPC et le FPRC, ce qui a finalement provoqué des affrontements avec ces groupes à la mi-2016. Bien que justifiée par la nécessité de protéger les intérêts peuls, cette expansion de l'UPC est apparue comme formant simplement partie d'un mouvement visant à contrôler un territoire encore plus vaste pour entrer dans des zones économiquement stratégiques début 2016. Il faut cependant remarquer que les populations peules, en particulier autour d'Ouaka et de la Haute-Kotto, avaient été prises pour cible dans le passé par les actions de vol de bétail non seulement par les anti-balaka mais également par les factions de l'ex-Séléka. D'ailleurs, certains éléments prétendument engagés dans de telles actions de prédation semblent être devenus membres du contingent arabe dissident de l'UPC (par exemple Yaya Scout) ainsi que des factions du FPRC de Goula (comme Joseph Zoundeko et Tom Adam), S/2014/762, §148.

tout en s'impliquant dans la taxation, la production et le commerce des diamants et surtout de l'or.⁷⁶ Au départ l'UPC était en compétition avec le FPRC et avec les groupes anti-balaka. Il a établi vers la mi-2015 son hégémonie sur les centres économiques stratégiques d'Ouaka, Basse Kotto et Mbomou et a étendu sa présence dans la Haute-Kotto (Bria)⁷⁷. L'UPC a développé une politique particulièrement expansionniste, poussant plus loin vers le sud-est. Elle a utilisé comme excuse une flambée d'attaques perpétrées par la LRA début 2016 et le retrait de la Task Force de l'UA des localités clés de l'est de la RCA qui a suivi en août 2016. Elle a fortifié sa présence autour du centre de transit clés de Bema, tout en élargissant et en ancrant un peu plus son contrôle sur les zones minières de production d'or et de diamants telles que Nzako et Bakouma. La politique expansionniste a entraîné le groupe à étendre son avancée jusqu'aux territoires contrôlés par le MPC/FPRC à Nana-Grebizi et dans le nord-est d'Ouham. Cela a déclenché des tensions avec ces deux groupes qui ont culminé en juin 2016⁷⁸ en confrontations armées.



Barrière routière Bria

Les activités de l'UPC dans ses zones d'opérations ont créé des tensions avec les communautés locales qui étaient soumises à de nombreuses exactions telles que la taxation, les arrestations arbitraires, les violences physiques et d'autres formes d'extorsion, ainsi que les assassinats en représailles et les mariages forcés.⁷⁹ La réinstallation de l'UPC dans les environs de Bangassou a notamment été une source de frustration pour certains habitants qui considéraient que les commerçants musulmans bénéficiaient d'un traitement préférentiel aux points de contrôle de l'UPC. Cette accusation a été par la suite instrumentalisée pour suggérer que toute la communauté musulmane de la ville était favorable à l'UPC.⁸⁰

L'expansion territoriale agressive de l'UPC, habituellement justifiée par le besoin de protéger les populations peules ou musulmanes a déclenché une réaction violente au début de l'année 2017. L'UPC était déjà engagé dans des conflits préliminaires avec des éléments du MPC et du FPRC dans les environs d'Ouandago et de Batangafo vers la mi-2016. Il est devenu la cible d'attaques de la coalition dirigée par le FPRC à Bria et le long des axes Bria-Ippy-Bambari et Mbrés-Bakala-Bambari de début décembre 2016 à février 2017. Vers la fin du mois de février 2017 l'UPC a été forcé de quitter son bastion de Bambari par la MINUSCA qui voulait limiter les morts au sein de la population civile de la ville. Alors que le groupe se réorganisait plus à l'est, il a continué à devoir affronter des attaques de la coalition et des groupes anti-balaka en mars. Entre autres une attaque coordonnée qui a réussi à chasser le groupe des villes de Bakouma et Nzako, devenues riches grâce aux diamants.⁸¹ Le ciblage de la coalition s'est atténué en avril

76 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §144-145 and annexes 41-44.

77 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, § 70.

78 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, § 93.

79 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, § 56-62, rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §131-134.

80 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §88.

81 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, § 52-54.

2017, tandis que les attaques des groupes anti-balaka et d'autodéfense se sont poursuivies. Entre août et octobre elles ont éloigné le groupe encore plus des lieux clés de génération de revenus et du trafic que sont Gambo, Bema, Satema et Kembé.

Dès le début, le ciblage de l'UPC s'est accompagné d'un fort discours anti-peuls au sein des deux coalitions et parmi les groupes d'autodéfense/anti-balaka.⁸² Comme en 2014 cette rhétorique qui présentait l'UPC, ses dirigeants⁸³ ainsi que la communauté peule au sens large comme un envahisseur étranger,⁸⁴ s'est étendu progressivement à la communauté musulmane de la RCA toute entière. Par conséquent les attaques anti-balaka sur Gambo, Bema et Ouango en août puis sur Pombolo et Kembe en octobre, et enfin sur Mobaye en novembre ont conservé un caractère ethnique distinct. Elles ont visé souvent les civils musulmans, en particulier les Peuls, ainsi que les combattants de l'UPC. Ce ciblage ethnique/religieux a déclenché des tensions communautaires dans tout le sud-est. Le déplacement des combattants de l'UPC vers le Mbomou, la Haute-Kotto et le Haut-Mbomou a eu pour conséquence le développement de groupes locaux d'autodéfense dans ces zones. Il a déclenché des tensions et des violences intercommunautaires entre les populations locales musulmanes et non-musulmanes comme résultat d'une défiance mutuelle accrue.⁸⁵



Ippy

Il faut noter que l'UPC n'a pas le pouvoir sur tous les groupes peuls armés présent en RCA, ni même sur tous ceux de Bambari ou de Bria. Cependant son importante base peule et ses références répétées à la mission de protection des communautés peules pour justifier sa présence et surtout son expansion, ont nourri des relations étroites tant avec tous les groupes armés peuls qu'avec la communauté peule dans son ensemble.

Suite à la cessation officielle fin novembre 2017 des hostilités avec le FPRC, un groupe s'est battu contre les groupes anti-balaka et la faction Goula du FPRC menée par Azor Kalit à Bria dans un conflit fratricide

82 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, § 63.

83 L'identité d'Ali Darassa en tant que membre du clan peul d'Uu'da (voir encart « Comprendre le terme « Peul ») et son association passée avec le leader rebelle tchadien Adel Kader Baba-Laddé ont accru sa vulnérabilité à un discours identitaire au sujet de l'intervention étrangère.

84 Cette association fut plus tard étendue au Mbororo armé et aux exactions des 3R dans le nord-ouest de la RCA.

85 Par exemple, des heurts ont été observés dans des villes telles que Mboki, Zemio et Obo entre juin et juillet 2017.

continu.⁸⁶ Ce groupe était sans doute une coalition entre les membres de l'UPC et du FPRC Rouga. En décembre 2017 les deux parties ont évincé le groupe anti-balaka de Gaétan Bouadé de Ndassima, tuant ce dernier.⁸⁷

Depuis le début de l'année 2018, l'UPC semble avoir repris le contrôle sur son ancien bastion de Bambari ainsi que sur d'autres localités clés de l'Ouaka et au-delà. Ceci a résulté depuis mai 2018 en un conflit direct avec les autorités centrafricaines et les forces internationales à Bambari. Car cela remet en question les tentatives qui visent à faire de la ville une zone libre de tout groupe armé dans le cadre d'un projet pilote de réconciliation nationale et de cohésion sociale. C'est pourquoi Bambari a été depuis la mi-2018 le théâtre d'un cercle vicieux d'attaques et de contre-attaques entre l'UPC et les milices locales d'autodéfense et anti-balaka.⁸⁸ Alors que la position du groupe sur les tentatives de réunification de la Séléka par le FPRC reste ambiguë, l'UPC semble par contre avoir normalisé ses relations avec le RPRC de Damane dominé par les Goula.⁸⁹

C. L'évolution du mouvement anti-balaka depuis 2014

Le mouvement anti-balaka actif en 2013/2014 trouve son origine dans les groupes d'autodéfense formés principalement au milieu des années 2000 pour combattre les bandits de la route (*zaraguinas*) et les éleveurs armés. Créés spontanément, ces groupes ont ensuite été renforcés. Ils ont bénéficié d'une plus grande coordination de la part des officiers subalternes et des membres des FACA de Bozizé de la Garde présidentielle et de la gendarmerie.⁹⁰ Le mouvement a orchestré des attaques bien coordonnées et bien préparées fin 2013 et début 2014, dont celle de Bangui le 5 décembre 2013.

En dépit de cette coordination initiale, dont le but premier était de traquer les combattants de la Séléka et les musulmans considérés comme complices de leurs exactions, le mouvement apparaît comme profondément divisé.⁹¹ Même ses composantes les mieux structurées ont été affaiblies par la compétition interne pour la reconnaissance et le leadership politique, par les divisions ethniques et les conflits entre les différents leaders militaires. Tout cela rend l'unification sous une bannière unique impossible, même pour d'éventuels coordinateurs.⁹² L'existence des anti-balaka en vaste réseau de milices avec un agenda local équivaut à l'absence de toute structure de contrôle et de commande centralisée.⁹³ Ceci fait de ce mouvement l'une des parties prenantes du conflit en RCA les plus difficiles à définir, évaluer et engager.

86 RJDH, « La coalition FPRC et UPC assiège le village Ngoubi, une localité de la Haute-Kotto » 28 novembre 2017. Il faut noter que les communautés peules et rourgas ont été la cible du discours « xénophobe » dans le passé, notamment dans la zone de ria, où ils ont souvent été considérés par les populations locales goula et banda comme des envahisseurs étrangers (interviews réalisées à Bria, décembre 2017). En effet, les rapports qui mentionnent les tensions rapportées entre les combattants goula et les combattants issus d'autres groupes ethniques considérés comme originaires du Tchad et du Soudan (Arabes, Sara, Rounga, Peuls Kara), citent souvent l'utilisation d'une telle rhétorique par le premier groupe (voir par exemple le Rapport du Groupe d'experts de l'ONU, S/2017/1023, § 147; International Crisis Group, *Dangerous Little Stones*, décembre 2010, p.16-18).

87 RJDH, « Gaétan, le général Anti-Balaka de la Ouaka, tué à Ndassima », 12 décembre 2017.

88 Communiqué de presse de la MINUSCA, « MINUSCA condemns the latest violence in Bambari » 1^{er} juin 2018.

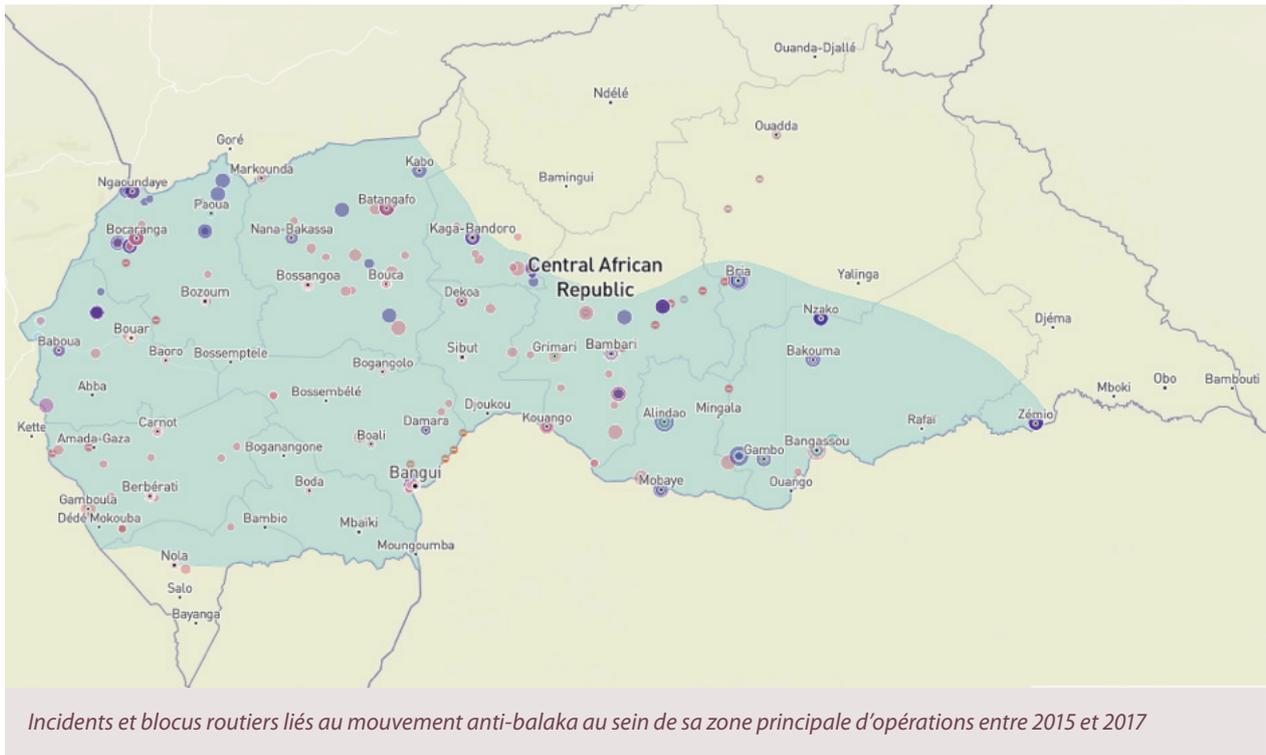
89 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2018/729, §75-76.

90 Voir : FIDH/LCDH, « Central African Republic: "They must all leave or die" », juin 2014, pp.57-63.

91 Y. Weyns *et al.*, *Mapping Conflict Motives: The Central African Republic*, IPIS, 2014, p.46-47.

92 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §67-68

93 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §86.



Jusqu'à récemment, le terme « anti-balaka » a été utilisé comme une solution de facilité pour décrire une grande variété d'acteurs (généralement locaux) engagés dans des activités violentes prenant pour cible les groupes armés, les civils, les personnels humanitaires ou la MINUSCA. D'une manière générale, ces acteurs peuvent être considérés comme relevant de quatre catégories qui se recouvrent souvent :

1. Acteurs faisant officiellement partie du mouvement anti-balaka
2. Milices locales affiliées/affiliées de loin ou non affiliées
3. Groupes qualifiés de groupes « d'autodéfense »
4. Bandes criminelles

Même si ces sous-catégories ne sont pas officielles elles permettent une meilleure compréhension de la grande diversité des acteurs que le terme anti-balaka a fini par recouvrir. Elles sont, à juste titre, regroupées dans la catégorie plus large des anti-balaka sur la carte interactive.

1. Acteurs faisant officiellement partie du mouvement anti-balaka

De nombreux acteurs faisant partie du « leadership » politique et militaire autoproclamé du mouvement anti-balaka, au plus fort de sa mobilisation, conservent un agenda politique largement ciblé. Ils continuent à le promouvoir avec les autorités en place, généralement pour leur bénéfice personnel. Alors que de nombreux anti-balaka sont retournés à leur zone d'influence, le « leadership » anti-balaka basé à Bangui a continué à manœuvrer pour obtenir une reconnaissance politique. Il cherche à renforcer son influence et à sécuriser ses positions de pouvoir en faisant rentrer les milices locales dans ses sphères d'influence. Depuis mai 2015 les principales factions dominant cet espace sont celles dirigées par Maxime Mokom et Patrice-Édouard Ngaissona.

Patrice Ngaissona a créé la *Coordination nationale des libérateurs du peuple centrafricain* (CLPC) en 2014. Ce mouvement est aujourd'hui connu pour représenter surtout ses ambitions personnelles.⁹⁴ Certaines des factions principales anti-balaka de Bangui et de l'ouest de la RCA continuent à être associées avec

94 Désormais *Coordination nationale des ex-anti-balaka*.

sa branche de coordination, plus modérée d'un point de vue politique⁹⁵. Ngaissona s'est pourtant progressivement éloigné de sa base anti-balaka,⁹⁶ ainsi que de son ancienne association avec Bozizé.⁹⁷

Maxime Mokom est devenu un coordinateur anti-balaka particulièrement important depuis 2015. Considéré comme un partisan d'une ligne anti-balaka dure, sa faction s'est officiellement séparée du CLPC à la fin du mois de mai 2015, après la participation de Mokom aux discussions controversées de Nairobi.⁹⁸ À ce moment-là, les préparations pour le forum de Bangui ont été l'occasion pour Mokom de renforcer ses liens et sa collaboration avec la famille Bozizé,⁹⁹ Avec elle, il semble s'être engagé dans un rapprochement avec le FPRC de Nouredine Adam. De nombreux groupes sont considérés comme affiliés à la branche de coordination de Mokom.¹⁰⁰ L'implication au sein des « groupes d'autodéfense » et anti-balaka engagés dans la coalition dirigée par le FPRC reste floue.¹⁰¹

Les revendications de ces deux branches de coordination incluent une amnistie générale pour les crimes commis par les combattants ainsi que l'obtention de postes militaires et politiques pour leurs dirigeants et leurs associés. Les liens étroits existant entre la faction de Mokom et la famille Bozizé ont également pour objectif la restauration de l'ancien régime. Les deux branches conservent des liens étroits avec les officiels du gouvernement¹⁰² et les forces nationales de sécurité. Ils continuent à profiter du discours discriminatoire et incendiaire de certains acteurs politiques qui persistent à dépeindre les groupes anti-balaka comme des patriotes.¹⁰³ Alors que les deux factions continuent à renforcer leurs réseaux internes en clamant leur soutien à des milices locales, elles n'ont en fait qu'une influence limitée sur les actions de ces groupes sur le terrain.¹⁰⁴ L'affiliation à l'une ou l'autre de ces branches est très variable et dépend d'un grand nombre de facteurs locaux ainsi que d'autres paramètres, tels que la capacité perçue de chacune à faciliter l'accès au DDR.¹⁰⁵

Étant donnée la prédominance des problématiques locales pour les milices affiliées, la mesure dans laquelle le discours politique national de ces deux branches de coordination peut refléter les vues de leurs « adhérents », est clairement remise en question. Il est évident que la famille Bozizé profite du soutien d'alliés de l'administration actuelle, dont notamment des contingents des FACA¹⁰⁶. Son historique montre par contre qu'elle a privilégié les Gbaya, son propre groupe ethnique, ce qui est peu susceptible de plaire aux groupes anti-balaka actuellement actifs.¹⁰⁷ Fin 2017 des signes de mécontentement ont apparu vis-à-vis du leadership officiel des mouvements chez certaines factions anti-balaka. Certains leaders en effet ont cherché à assumer leur propre engagement politique. Ils ont établi leur propre

95 Exemples : le clan Ndalé de Bouar (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §204, cf. rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, annexe 7.1), le groupe anti-balaka de Gaetan Boadé à Bambari (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §135), ainsi que certains anti-balaka opérant à la mine d'or de Wil.

96 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §84.

97 Dukhan, N., *The Central African Republic Crisis*, GSDRC, mars 2016, p.7.

98 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §17-24.

99 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §32-34.

100 On peut citer comme exemples : le groupe anti-balaka dirigé par Nice Demowance et Crepin Messamba à Amada Gaza et Sosso-Nakombo (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §244), le groupe anti-balaka dirigé par Narbé à Kaga-Bandoro et à Mbrés (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §175) et la faction anti-balaka dirigée par Ndarata à Bambari (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §75).

101 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §150.

102 Certains ont même réussi à sécuriser des rendez-vous officiels (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §18, rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §30, Radio Ndeke Luka, « RCA : un nouveau gouvernement dirigé par Simplicie Mathieu Sarandji », 13 septembre 2017).

103 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies S/2017/1023, §51. L'élection des leaders anti-balaka Alfred Yékatom (aussi appelé « Rombhot ») et Florent Kema au parlement pour Mbaïki et Nana Bakassa respectivement, ont agrandi l'espace pour diffuser un tel discours pro-anti-balaka au sein de l'arène politique en 2016 (rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies S/2016/694, §22).

104 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §84-85, rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §95.

105 Ibid.

106 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §95.

107 La plupart de ces groupes opèrent dans des zones qui ne sont pas dominées par les Gbaya. De nombreux membres anti-balaka de 2013/2014 étaient des jeunes désenchantés, souvent appelés « section 5000 » en référence au recrutement voulu par Bozizé de 5 000 combattants pour la FACA entre 2009 et 2011. Voyant une opportunité de carrière, plus de 20 000 jeunes se sont portés candidats en payant des frais, bien que seul un sur quatre fût accepté, la plupart d'entre eux étant Gbaya. Cet accent interne mis sur l'ethnie de Bozizé est considéré comme ayant contribué au désenchantement des jeunes vis-à-vis du régime. Voir : FIDH/LCDH, *Central African Republic: "They must all leave or die"*, juin 2014, p.59.

groupe armé et se sont séparé des branches officielles de coordination.¹⁰⁸ Alors que les deux branches de coordination restent parfaitement capables de générer de l'insécurité en sapant les efforts de paix actuels via leurs affiliés et leurs associés, leurs revendications à représenter les « Centrafricains » plus globalement semblent opportunistes.



Transporteurs de moto et passagers à Bangui

2. Milices locales affiliées/affiliées de loin ou non affiliées

Faisant partie d'un réseau assez incohérent de milices qui opèrent selon des politiques avant tout locales, les groupes anti-balaka peuvent s'identifier généralement comme appartenant au mouvement dans son ensemble ou à l'une des factions officielles ou bien, par défaut, peuvent n'être associés à aucune affiliation déclarée.

Les anti-balaka de 2013/2014 ont puisé dans une large base locale de jeunes mobilisés par la privation, le chômage ou l'ambition personnelle – une base encore sensible au discours de mobilisation actuel. Bien que la plupart des anti-balaka du sud-ouest apparaissent de plus en plus comme des cellules dormantes¹⁰⁹, les milices locales sont restées particulièrement actives au sein des préfectures d'Ouham, Nana-Grebizi, Ouaka et Basse Kotto. Elles y ont maintenu une ligne de front quasi continue avec les groupes issus de l'ex-Séléka dans les villes de Kaga-Bandoro, Bouca, Mbrés, Bambari et Kouango. Cette répartition géographique, qui se calque fortement sur les opérations et les activités de transhumance de l'ex-Séléka, souligne la pertinence constante du programme à grande échelle des anti-balaka. Il a pour objectif de combattre les groupes issus de l'ex-Séléka et les « étrangers »¹¹⁰. De 2016 jusqu'à aujourd'hui on note d'ailleurs une croissance notoire des activités anti-balaka dans le nord-ouest du pays autour de la sous-préfecture affectée par les 3R. De même l'année 2017 a marqué le déploiement des milices anti-balaka et de leur discours dans de nouvelles zones du sud-est de la RCA. L'UPC dirigée par les Peuls a développé une présence notoire en leur sein.

108 Gaetan Bouadé créa le Rassemblement des républicains (RDR), basé à Bambari, en août 2017 (rapport final d'experts des Nations-Unies S/2017/1023, §137). Il a été ensuite tué le 10 décembre 2017. De plus, les leaders anti-balaka Baudoin Yangué et Thierry Lebéné (« 12 Puissances ») créèrent le groupe appelé *Leaders combattants autodéfense pour la résistance* (LCADR) à la fin du mois d'octobre 2017 – une faction sécessionniste de la branche de Ngaissona (Agence Anadolu, « Centrafrique : Naissance d'un groupe armé issu du mouvement anti-Balaka », 2 novembre 2017).

109 Exception faite de certaines milices plus petites d'Amada Gaza, de certains individus anti-balaka affiliés de Mambéré-Kadei et des opérations du clan Ndalé qui démarrèrent en 2015.

110 Cette appellation a été souvent regroupée avec le groupe ethnique plus général Peuls/Mbororo.

Le programme plus local de ces factions anti-balaka et les rivalités politiques et ethniques internes ainsi que les tensions au sein de ces groupes aboutissent souvent à une sécession au niveau local. De multiples chefs anti-balaka opèrent en effet dans une seule localité,¹¹¹ et sont souvent en conflit ouvert les uns avec les autres.¹¹² L'une des illustrations les plus évidentes de ces dynamiques se situe dans et autour de Bambari. Cette zone comptait en 2016 au moins trois factions anti-balaka engagées, à des degrés divers, les unes avec les autres et avec l'UPC.¹¹³ En août 2016 un autre groupe armé basé à Bambari s'est créé. Il avait un discours anti-balaka et des liens étroits avec les anti-balaka déjà présents au sein de la ville. Cela ne l'a pas empêché de se dissocier du mouvement existant, prétendant que les anti-balaka étaient trop faibles militairement pour lutter efficacement contre les groupes issus de l'ex-Séléka.¹¹⁴ En raison de la capacité militaire avancée de la plupart des groupes issus de l'ex-Séléka par rapport à leurs homologues anti-balaka généralement dotés d'armes artisanales, ces derniers sont souvent désavantagés pour obtenir le contrôle des biens clés¹¹⁵ dans les cas de conflits ouverts.

Les conséquences des opérations anti-balaka sur les activités humanitaires

Les attaques qui visent les équipes humanitaires sont perpétrées à la fois par les groupes issus de l'ex-Séléka et les groupes anti-balaka ainsi que par les milices non alignées. La cartographie des incidents suggère que de telles attaques sont plus fréquentes dans les zones où l'activité anti-balaka à l'encontre des groupes issus de l'ex-Séléka est plus importante.

Ceci est notamment le cas à Batangafo, Kaga-Bandoro, Bocaranga, Bossangoa, Bambari et Bria. Le nombre de ces incidents a explosé depuis la fin de l'année 2016. De nouvelles zones d'activité anti-balaka sont apparues, telles que les zones de Bria, Bangassou et Zemio.¹¹⁶

La présence anti-balaka au sein d'une commune peut avoir des implications notoires pour les opérations humanitaires. Puisqu'ils sont l'un des rares acteurs de l'économie formelle fonctionnant encore dans de nombreuses zones de la RCA, les acteurs humanitaires peuvent être la cible privilégiée de leur prédation, via des embuscades ou des pillages routiers.¹¹⁷ Sur les 181 incidents reportés dans les médias entre 2014 et 2016 et présentés sur la carte interactive qui concernaient à la fois des acteurs humanitaires et des pilleurs, des groupes anti-balaka étaient impliqués dans au moins 67 d'entre eux. Ce chiffre est plus important que pour n'importe quel autre acteur de la

111 Par exemple, des désaccords sur le DDR ont vu des anti-balaka à Bouar divisés entre ceux sous la direction de « Bello » et ceux sous la direction des frères Ndalé (entretien avec d'anciens anti-balaka à Bouar, juin 2016). Voir également le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §52 et annexe 2, pour des exemples de différents groupes dans la zone Bambari-Grimari-Kouango.

112 Par exemple, en décembre 2017, des affrontements ont eu lieu entre les factions anti-balaka de Romaric et de Pino Pino à Bangassou (CNC, « Centrafrique : extradition sur Bangui des deux chefs Anti-Balaka arrêtés en RDC », février 2018). Pour d'autres exemples, voir : RJDH, « Des affrontements entre Anti-Balaka paralysent les activités à Boali », 25 octobre 2015 ; LNC, « Bangassou : Les Anti-Balaka se battent là entre eux », 1 novembre 2017.

113 Les nombreux affrontements entre ces groupes au sein de et autour du camp de déplacés internes Sangaris, qui se sont déroulés entre février et avril 2016, se sont terminés par la signature d'un cessez-le-feu entre ces groupes en mai (MINUSCA, « Bambari : Deux factions anti-Balaka rivales se réconcilient et signent un accord », 12 mai 2016), même si les groupes ont continué à se diviser en 2017 (Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032). Bouadé a été jusqu'à créer son propre groupe armé, le *Rassemblement des républicains* (RDR), mais il fut tué lors d'affrontements avec l'UPC et la faction Rouga du FPRC à Ndassima le 10 décembre 2017.

114 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies S/2016/1032, §138-142.

115 À titre d'exemple, en dépit des avancées des groupes anti-balaka pour contrôler les sites miniers autour de Bambari et Nzako à la fin de l'année 2016 et au début de l'année 2017, ce contrôle fut par la suite repris par des factions issues de l'ex-Séléka lors d'affrontements armés, parfois contre des groupes avec lesquels ils avaient collaboré dans le passé (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §55, et interviews avec des experts des Nations-Unies, avril 2018).

116 Voir aussi, E. Picco et T. Vircoulon, *The Humanitarian System in the Central African Republic: A time of challenges*, CCO/Mercy Corps, décembre 2017, p.14.

117 Ce *modus operandi* a été traditionnellement associé aux opérations anti-balaka. Voir par exemple le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §85-87. Pour en savoir plus sur les paramètres de la prédation anti-balaka sur les routes de transit, se référer au chapitre III.

RCA.¹¹⁸ 87 autres incidents ont impliqué des assaillants non identifiés. Ces assaillants pourraient inclure aussi d'autres anti-balaka, bien que les groupes issus de l'ex-Séléka et d'autres groupes armés soient également réputés pour cibler les opérations humanitaires. Ces groupes déguisent leur identité afin de ne pas être tenus pour responsables.

Comme les groupes anti-balaka opèrent souvent localement, leurs liens avec les communautés insécurisées par des déplacements internes les poussent à s'associer avec les camps de ces déplacés.¹¹⁹ En conséquence, les camps de déplacés internes sont souvent visés par les groupes issus de l'ex-Séléka. En témoigne l'attaque commise par des ex-Séléka contre le camp de déplacés internes de Kaga-Bandoro en octobre 2016, faisant suite à des actes de violence anti-balaka dans les environs.¹²⁰ En outre, ces camps peuvent devenir le lieu d'un conflit entre des factions anti-balaka belligérantes, comme on l'a vu entre février et avril 2016 dans et autour du camp de déplacés internes Sangaris de Bambari.¹²¹

Le discours discriminatoire souvent associé au discours anti-balaka tend parfois à la polarisation des opinions sur les activités des humanitaires et des Casques Bleus. Dans ce cas les tentatives d'assistance à certaines populations vulnérables de l'Afrique centrale peuvent être interprétées comme des actions partisans qui se situent « du côté de l'ennemi ».¹²² Cela vaut pour l'assistance aux musulmans ou aux Peuls, ou les échecs à empêcher la violence des groupes armés contre les civils. La confusion injustifiée des opérations humanitaires avec celles qui visent le maintien de la paix est clairement apparue au sein de et autour de Bocaranga en septembre et octobre 2017. A ce moment-là, les anti-balaka ont kidnappé quatre travailleurs humanitaires et ont attaqué à la fois les postes humanitaires et ceux des Casques Bleus dans la ville en représailles à l'arrestation de l'un de leurs combattants.¹²³

Ces événements ont contraint les agences humanitaires à suspendre leurs opérations par deux fois à cause d'attaques répétées qui ont compromis gravement l'accès des populations civiles à l'aide d'urgence.

Ces facteurs ont engendré l'augmentation du nombre d'attaques contre les opérations humanitaires depuis 2016. La République centrafricaine est devenu en 2017 le pays le plus dangereux pour les travailleurs humanitaires qui travaillent pour des associations opérant au niveau mondial. (pour plus de détails, se référer au chapitre II).

3. Groupes qualifiés de groupes « d'autodéfense »

La fin de l'année 2016 et l'année 2017 ont vu émerger des groupes qui se qualifient eux-mêmes de « groupes d'autodéfense » dans l'est de la RCA. Ils prétendent constituer une réponse aux menaces locales qui pèsent sur la sécurité des communautés. La création de ces groupes en 2016 et début 2017 est corrélée aux expansions des groupes issus de l'ex-Séléka, et plus particulièrement de l'UPC dans le sud-est du pays. Cette expansion a été accompagnée d'une croissance des exactions commises localement,

118 Il faut noter que dans certains cas, les assaillants peuvent chercher à déguiser leurs actions comme s'il s'agissait de celles d'un autre groupe pour se décharger de la responsabilité de leurs exactions. Par conséquent, ces chiffres ne sont qu'indicatifs.

119 Par exemple, les anti-balaka sont réputés pour le contrôle du camp de déplacés internes du PK3 de Bria. Zahar, M.J, and Mechoulan, D, *Peace by Pieces? Local Mediation and Sustainable Peace in the Central African Republic*, IPI, novembre 2017, p.32.

120 Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §196; Rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §66 et 95. On peut également citer comme exemple l'enlèvement de trois travailleurs humanitaires et le meurtre d'un autre par des éléments du FPRC/MPC à Batangafo en septembre 2017, pour leur supposée complicité avec les anti-balaka de la région (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §184). On peut aussi mentionner le meurtre d'un travailleur humanitaire à Bambari par des anti-balaka car il aurait fourni des informations aux forces internationales sur les mouvements anti-balaka (rapport final d'experts des Nations-Unies 2015/936, Annexe 2.7).

121 MINUSCA, « Bambari : Deux factions anti-Balaka rivales se réconcilient et signent un accord », 12 mai 2016.

122 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §191.

123 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §215.

en particulier autour des zones d'intérêt économique,¹²⁴ ce qui pourrait avoir renforcé le sentiment de victimisation au niveau local. Au moment de leur émergence, ces nouvelles milices soutenaient n'avoir aucune connexion avec le mouvement anti-balaka en général, maintenant leur statut de milice « d'autodéfense ». Ces groupes se distinguent cependant des autres groupes civils qui répondent aux menaces imminentes de sécurité. Par exemple ceux qui se sont mobilisés fin 2015/début 2016 pendant une recrudescence sévère des activités de la LRA dans le sud-est de la RCA.¹²⁵

En effet, un certain nombre de facteurs permet de relier plus étroitement ces nouvelles milices aux groupes anti-balaka (dans certains cas par exemple cela inclut leur affiliation aux factions basées à Bangui depuis fin 2017). En premier lieu la mobilisation et le déploiement de ces groupes a été hautement prémédité. À titre d'exemple, les groupes de Bangassou étaient composés de jeunes mobilisés en septembre 2016 – 8 mois avant leur assaut de cette même ville et durant une période où l'UPC n'était pas présente dans la région.¹²⁶ En second lieu ces groupes ont reçu une assistance stratégique cruciale de « réseaux plus vastes », tels que les groupes anti-balaka locaux¹²⁷ ainsi que des « combattants externes » associés aux activités anti-balaka. Ces derniers incluent des éléments considérés comme des anciens des FACA. L'un d'entre eux serait un ancien garde du corps de Bozizé, originaire de Ben Zambé, ville située dans la préfecture de Bossangoa, dominée par les anti-balaka.¹²⁸ Ces « combattants externes » ont fourni de l'aide à la mobilisation, la formation, la stratégie militaire et la coordination – ce qui rappelle la mobilisation anti-balaka de 2013/2014. En troisième lieu, ces groupes ont reçu une aide financière et logistique importante de la part d'acteurs locaux ainsi que d'acteurs basés à Bangui. Ceux-ci possèdent des intérêts personnels politiques et économiques dans leurs zones d'opérations.¹²⁹ Enfin, leur mobilisation et leur déploiement ont eu lieu dans le contexte d'un discours clairement hostile aux musulmans, que ce soit à Bangui ou au niveau local. Un grand nombre de leurs attaques s'est caractérisé par le ciblage systématique des populations musulmanes, en particulier peuls, ainsi que des combattants de l'UPC. Ce fait rappelle d'une certaine façon le nettoyage ethnique organisé dans l'est de la RCA entre fin 2013 et début 2014.

Les circonstances et par conséquent les rapports qu'on en fait dans les médias associent clairement ces nouvelles milices avec les anti-balaka, à la fois pendant et depuis leur création. Leurs appels à la « légitime défense » suggèrent une tentative de justifier leurs activités ou de se dissocier du mouvement anti-balaka. Il faut donc être prudent et analyser la conduite et les circonstances qui entourent ces groupes d'autodéfense lorsque l'on veut déterminer leur véritable nature.

4. *Petits criminels et bandes criminelles*

Les petits criminels et les bandes criminelles, avant tout engagés dans le banditisme, les enlèvements et/ou le vol de bétail sans autre programme que la prédation, tombent également sous la bannière des anti-balaka.¹³⁰ Ils s'affilient parfois d'eux-mêmes avec l'une des deux ou les deux branches anti-balaka de coordination. Ces acteurs comprennent généralement des jeunes sans emploi ou des criminels organisés

124 Pour plus d'information sur les dimensions liées aux droits de l'Homme de la prédation économique par les groupes armés, se référer aux chapitres II à IV.

125 Une augmentation significative des attaques de la LRA au cours de cette période a été marquée par une augmentation notable de la formation spontanée de groupes d'autodéfense locaux cherchant à protéger leurs communautés contre ces attaques (rapport confidentiel des Nations Unies, juin 2016). Certains autres exemples limités se trouvent sur la carte interactive.

126 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §88.

127 « Sossengue », le chef local des anti-balaka, aurait aidé à mobiliser les jeunes, à organiser des rituels de « vaccination » avant le combat et à organiser les liens avec des « combattants externes ». D'après le rapport final des experts des Nations Unies, S/2017: 1032, §80. Romaric, Afandé et Ngabé sont également réputés comme faisant partie des leaders anti-balaka locaux.

128 On rapporte que Kevin Berebere (de Benzembé) et Crepin Wakanam alias « Pino Pino » (de Boali, préfecture d'Ombella-Mpoko) auraient joué des rôles clés dans l'attaque de Bangassou le 13 mai 2017.

129 Maxime Takama, en particulier, aurait profité de l'occasion pour faire avancer ses ambitions politiques locales et nationales concernant sa direction contestée de la communauté locale de Nzakara, tandis que le mineur de diamants local Yvon Nzéléte aurait soutenu les groupes d'autodéfense pour faire main basse sur les activités musulmanes locales (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1032, §84 et 98).

130 Cette tendance est particulièrement visible dans les incidents signalés jusqu'en 2016, où des actes caractérisés par la criminalité ont souvent été reportés comme perpétrés par des « anti-balaka présumés », en particulier à Bangui. Cela met en évidence la confusion croissante entre ce terme et les références au banditisme et à la délinquance. Depuis 2016, le terme « agresseur non identifié » a de plus en plus été utilisé pour de tels incidents à cause de l'implication de divers autres acteurs, y compris des groupes armés officiels, dans des activités criminelles et des violences généralisées

qui appellent à la rhétorique de « libération » du mouvement anti-balaka pour justifier leurs activités ou mobiliser un soutien plus important au bénéfice de leurs objectifs locaux profitables.¹³¹ Les opérations du clan anti-balaka de Ndalé illustrent ce qu'est une telle bande.¹³² Ce dernier a émergé début 2015. Il contrôle directement les milices anti-balaka de Nana-Mambéré et influence ceux de Ouham-Pendé. Il a généré d'importants revenus principalement grâce au vol de bétail et à la taxation des éleveurs et d'autres voyageurs.¹³³ Il a rejeté aux appels en faveur du DDR¹³⁴ et a remis en question la réinstallation de l'autorité de l'État dans des zones où elle aurait pu affecter les intérêts économiques du clan.¹³⁵ Alors que le clan Ndalé s'est officiellement affilié à la faction de Ngaïssona en 2017, il est également proche de Mokom et est connu pour modifier ses alliances en fonction de ce qui l'arrange.¹³⁶

Alors que de tels groupes pourraient parfaitement faire partie de réseaux criminels établis, il est très important de prendre les factions criminelles anti-balaka au sérieux. Notamment parce qu'elles visent toutes les « étrangers » - terme ici entendu au sens large de 'non local'. Cela inclut par exemple les transporteurs (principalement musulmans), les éleveurs ainsi que les travailleurs humanitaires. Bien que considérés comme de simples bandits à l'extérieur, le ciblage qu'ils font de ceux qui viennent de loin peut les rendre sympathiques auprès des populations locales, dans un contexte où peu de choses positives sont considérées comme venant de « l'extérieur ».



131 Autour des zones de conformité du PK, l'IPIS a constaté qu'un effort avait été fait pour distinguer ces acteurs, « mauvais garçons », généralement impliqués dans des activités criminelles servant leur propre compte. Entretiens avec la MINUSCA à Berberati, février et juin 2016.

132 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §203-208. Contrairement à d'autres acteurs AB, le clan Ndalé possédait déjà une histoire criminelle avant cette crise et utilisa son expérience pour se frayer un chemin dans le mouvement AB. Voir le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §202-208 ; T. Vircoulon, *Assessment of Conflict Dynamics in Mercy Corps' Area of Intervention (Nana-Mambéré Prefecture)*, Mercy Corps, août 2017, p.22. Des mentions répétées aux activités criminelles des éléments anti-balaka sous le contrôle de Nice Demowance lors d'interviews réalisées à Berberati, suggèrent que cette faction pourrait également être classée dans cette catégorie.

133 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §205. Des interviews réalisées à Bouar en juin 2016 suggèrent que les frères pourraient également avoir été impliqués dans les activités minières liées à l'or.

134 C'est une position qui a finalement divisé les anti-balaka de Bouar, entre ceux qui souhaitent s'engager dans l'avant-DDR et ceux qui cherchaient à rester avec le clan Ndalé. Entretien avec les anti-balaka démobilisés à Bouar, juin 2016.

135 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies S/2017/1023, § 206.

136 Interview avec une source confidentielle des Nations-Unies, février 2018.

1. Mobilisation anti-balaka

La mobilisation des anti-balaka depuis 2014 met en évidence la sensibilité permanente des milices locales au besoin perçu de protéger les populations non musulmanes des acteurs issus de l'ex-Séléka ou des « étrangers ». Étant donné qu'en 2015 la visibilité des anti-balaka a diminué dans des zones essentiellement vidées de leurs populations musulmanes, le conflit pour le contrôle tactique de la région centrale, constituée par les préfectures d'Ouham, Nana-Grebizi, Ouaka et Basse-Kotto, a perduré. Cette tendance s'est poursuivie début 2016. Mais un grand nombre d'événements après les élections ont mis néanmoins l'accent sur le potentiel existant en faveur d'une remobilisation anti-balaka. En particulier celles de parties prenantes qui dans leurs discours politiques instrumentalisent les dynamiques locales ou qui jouent au niveau local sur les craintes entourant des incidents de sécurité plus larges.

La première moitié de l'année 2017 a connu de nombreuses attaques perpétrées par des jeunes anciennement associés aux anti-balaka à l'encontre des musulmans qui étaient revenus à Mambéré-Kadei.¹³⁷ La chronologie de ces événements autour du conflit intercommunautaire dans le district PK5 de Bangui démontre que des événements de sécurité dans la capitale peuvent avoir des répercussions sur la stabilité à l'intérieur du pays.¹³⁸ Primo, ces événements prouvent qu'il existe un risque permanent de remobilisation anti-balaka en réponse aux dynamiques de sécurité qui se développent dans cette préfecture. En second lieu l'exode violent des combattants de l'ex-Séléka de Bangui en août 2016, les efforts qui visent la réforme de l'ex-Séléka à Bria et l'attaque de membres de l'ex-Séléka contre le camp de déplacés internes de Kaga-Bandoro en octobre 2016, ont revigoré les groupes anti-balaka à Bangui et dans le nord.¹³⁹ Ces facteurs, auxquels s'est ajouté le recours croissant à la rhétorique antimusulmane des acteurs politiques et militaires, ont à partir de septembre 2016 catalysé des violences préexistantes entre les groupes anti-balaka et celles issus de l'ex-Séléka. Ils ont aussi attisé dans tout le sud-ouest du pays le développement des opérations associées anti-balaka que nous avons mentionnées plus haut, ainsi que les heurts intercommunautaires qui ont suivi.¹⁴⁰ Dans le contexte actuel, on peut, un fois de plus, s'attendre à ce que les réunions des anti-balaka de Kaga-Bandoro et des événements à Bambari aient des répercussions plus larges sur la mobilisation des anti-balaka.

Vulnérabilité des anti-balaka face à la rhétorique antimusulmane

Même si les éléments anti-balaka peuvent s'avérer extrêmement sensibles à la rhétorique antimusulmane, il faut noter que certains anti-balaka font une distinction entre ceux qu'ils considèrent centrafricains et les « musulmans étrangers ». ¹⁴¹ Les observateurs de l'ONU situés à Bouar ont suggéré à IPIS que le ciblage des communautés musulmanes en 2014 pourrait aussi reposer sur des facteurs ethniques, puisque certaines communautés musulmanes centrafricaines de la région n'avaient pas été touchées par la violence.¹⁴² Le refus de la faction locale dirigée par Yokoma à Bangassou de participer au massacre de civils musulmans dans le district de la ville de Tokoyo est considéré comme ayant divisé les anti-balaka de la ville. Il a engendré des heurts entre les deux groupes en novembre 2017.¹⁴³ Les anti-balaka de Ndalé situés à Bouar, nuancent

137 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, Annexe 35.

138 Interviews avec le personnel des Nations-Unies à Berberati, Bangui and Bouar, juin 2016.

139 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, p.2. Le retour de Jean-François Bozizé à Bangui en août 2016 est également considéré comme un facteur potentiel.

140 Outre les nombreuses attaques contre des communautés musulmanes à Ouaka et à Mbomou à partir de mars 2017, l'attaque de «groupes d'autodéfense» de Bangassou en mai 2017 a engendré un cycle de méfiance entre les communautés du Haut Mbomou, avec des attaques qui visait le camp de déplacés internes de Zemio, des heurts entre les FACA et les musulmans locaux à Mboki et des tensions intercommunautaires croissantes à Obo (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §115-122).

141 Conciliation Resources, *Perspectives of non-state armed groups in the Central African Republic*, décembre 2017, p.8.

142 Interviews avec le personnel de l'ONU à Bouar, juin 2016.

143 LNC, « Bangassou : Les Anti-Balaka se battent entre eux », 1^{er} novembre 2017.

également leur rhétorique depuis les événements de 2016 et 2017. Ils se font passer pour une milice « anti-étranger »¹⁴⁴, par opposition aux anti-balaka.

2. Création de revenus et accès aux armes chez les anti-balaka

Les anti-balaka ne disposent pas d'une structure centralisée identifiable pour la coordination de création de revenus ni pour l'acquisition et la répartition d'armes. C'est pourquoi les anti-balaka directement impliqués dans la sécurisation du butin ou des recettes les conservent généralement eux-mêmes. Ils se procurent aussi eux-mêmes leurs armes.¹⁴⁵ La création de revenus sur les routes de transit, les sites miniers et le commerce du bétail, se fait de manière ad-hoc et plus localisée chez les anti-balaka, contrairement à la prédation systématique et structurée des groupes issus de l'ex-Séléka. Les anciens dirigeants anti-balaka, qui ont maintenu souvent leurs liens avec la direction officielle,¹⁴⁶ se sont néanmoins établis dans des « affaires », souvent par le biais de « fourniture de services de sécurité » et/ou en s'impliquant dans l'exploitation minière au sein de leurs zones d'influence. Le secteur de l'or est ¹⁴⁷ particulièrement affecté par la présence anti-balaka avec des effectifs présents sur des sites miniers dans des zones situées entre autres autour de Boassangoa, Yaloké, Amada Gaza, Sosso-Nakombo, Sibut et Mbrés. Les anti-balaka réalisent leurs profits souvent avec la complicité des autorités locales en raison, soit de leur influence relative sur ces autorités, soit de leur disponibilité en tant que force armée privée, souvent sous couvert du « DDR ».¹⁴⁸

En tant que réseau diffus, constitué de groupes autonomes, les milices anti-balaka sont la plupart du temps faiblement équipées en matériel militaire, en particulier dans le centre et le sud/sud-est du pays. Ils sont en grande partie dotés d'armes artisanales, telles que des fusils de chasse, des machettes, des couteaux, des arcs et des flèches, tandis que les armes conventionnelles, telles que les AK47, sont généralement réservées aux chefs de groupe.¹⁴⁹ Des groupes du nord-ouest de la RCA – en particulier autour de Bouar, Bocaranga, Bossangoa et Batangafo – ont par contre un meilleur accès aux armes conventionnelles.¹⁵⁰ Ceci s'explique par différents facteurs. Tout d'abord cette zone a été affectée depuis longtemps par des conflits même avant 2013. Cela s'est répercuté sur le degré de militarisation de la région, en particulier si l'on prend en compte le fait que les groupes locaux issus de l'ex-Séléka sont bien équipés. Deuxièmement, Bossangoa est particulièrement réputée pour l'importante circulation d'armes. Ceci en raison de l'expédition supposée d'armes vers les FACA et leur forte présence au sein de cette ville (terre natale de Bozizé) peu avant le coup d'État de mars 2013. Ainsi, Bossangoa et sa ville voisine Bouca sont réputées pour être des centres de réarmement des groupes anti-balaka.¹⁵¹ En troisième lieu, les niveaux élevés de production d'or et la proximité de deux frontières internationales rendent l'accès à l'armement beaucoup plus simple que dans d'autres régions. Notamment à travers la fameuse plaque tournante du trafic d'or de Garoua-Boulai et le carrefour international autour de Ngaoundaye – zone

144 Interviews avec une source confidentielle des Nations-Unies et un expert en sécurité basé à Bangui, février 2018.

Certaines personnes interrogées suggèrent que les frères Ndalé sont eux-mêmes musulmans, bien que cela n'ait pas été confirmé.

145 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §103.

146 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §244.

147 On peut ici citer l'exemple d'éléments anti-balaka, y compris le chef anti-balaka « Général Dale », travaillant comme agents de sécurité pour la coopérative d'exploitation aurifère Camsona pour Elite Sécurité RCA. Dans ce cas, ces éléments ont été utilisés par Camsona pour défendre les intérêts de ses dirigeants et faire taire les manifestants (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §237) ; l'emploi d'anti-balaka comme forces de sécurité « irrégulières » sur de nombreux sites de production d'or dans tout l'ouest de la RCA et en particulier à Koro-Mpoko et autour de Bossangoa (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §231) ; l'établissement de la compagnie privée de sécurité de Koyo par Alfred Yékatom pour assurer la sécurité de sites de production d'huile de palme à Ombella-MPoko et Lobaye (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §36-38) ; et l'implication d'éléments anti-balaka dans la production minière et le commerce d'or et de diamants (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §228-229).

148 Voir le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §205, 231 and 237 pour des exemples plus récents de complicité ou de collaboration entre les autorités locales et les anti-balaka à Bouar, Koro-Mpoko et Sosso-Nakombo.

149 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §103.

150 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §253.

151 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §254.

longtemps connue pour son anarchie.¹⁵²

D. Le rôle des groupes « non alignés » dans le conflit en RCA

Alors que les groupes anti-balaka et issus de l'ex Séléka représentent toujours les forces dominantes qui déterminent les contours du conflit actuel en RCA, un grand nombre de groupes non affiliés (ou d'affiliation lointaine) ont un impact crucial en matière de sécurité. Ces groupes jouent un rôle plus local dans la dynamique du conflit – ce qui reflète leur sphère d'influence, leurs doléances spécifiques et leur force relative. Leur rôle dans le conflit global ne doit toutefois pas être sous-estimé. Ces groupes ne sont pas seulement connus pour leurs alliances opportunistes avec des groupes plus forts, ils constituent aussi une sévère menace pour les populations civiles et un réservoir de mobilisation potentielle contre le gouvernement ou contre des communautés spécifiques. Le prolongement de leurs activités est souvent révélateur de l'insécurité qui affecte leurs membres et de l'absence de moyens de subsistance alternatifs pour les jeunes hommes dans les zones où ils recrutent leurs futurs membres.

1. Révolution et Justice (RJ)

Le groupe d'Armel Sayo, *Révolution et Justice* (RJ), fondé en décembre 2013, se revendiquait d'être une réponse aux activités de la Séléka et des Peuls dans le nord-ouest de la RCA, où le groupe a recruté massivement les combattants de l'ancienne *Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie* (APRD).¹⁵³ Le groupe opère dans une zone s'étendant de Markouda (Ouham) à Bang (Ouham-Pende), près de la frontière tchado-camerounaise (au nord de Bocaranga et près de Paoua). Il lutte en particulier pour le contrôle de Markounda et Ngaoundaye.¹⁵⁴ Malgré des avancées importantes début 2014, il s'est affaibli considérablement en 2016 car il a fait face à une crise entre ses leaders, tout en jouant le rôle de partenaire junior du MPC d'Al Khatim. Ces problèmes ont atteint leur paroxysme à la fin du mois de novembre 2017, lorsque le MNLC du Général Bahar (la faction dissidente du MPC opérant avec la RJ dans le nord-ouest) a tué Raymond Belanga, candidat à la direction du groupe. Il a rompu ainsi l'alliance entre les deux groupes et a déclenché de violents heurts entre eux dans la région de Paoua à partir de décembre 2017.¹⁵⁵ En réponse à cette flambée de violence, la MINUSCA a institué une zone libre de tout groupe armé autour de Paoua vers la mi-janvier 2018. Cette opération (« Mbaranga ») a été plus efficace pour disperser le MNLC que celle de la RJ. Celle-ci jouit d'un soutien notoire de la part des locaux ce qui permet à ses combattants de se dissimuler plus facilement au sein de la population civile.¹⁵⁶ Néanmoins, le 30 janvier 2018, la RJ d'Armel Sayo a accepté le désarmement en accord avec le DDR national, ce qui en a fait le premier groupe de la RCA à se dissoudre de lui-même.¹⁵⁷ L'adhésion effective du groupe et de ses membres à cet accord n'est pas encore claire, notamment en raison de la poursuite des affrontements avec le MPC autour de Markounda après cet accord.

2. Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC)

Opérationnel depuis le début des années 2000, le petit groupe rebelle d'Abdoulaye Miskine, le FDPC, s'est constitué pour lutter contre les vols commis le long des routes. Il a rapidement changé d'objectif

152 Chauvin et C. Seignobos, « L'imbroglie centrafricain. État, rebelles et bandits », *Afrique Contemporaine*, 2013/4, n°248, 119, p. 146.

153 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §140.

154 Il faut noter que cette zone constitue une sphère d'influence limitée, anciennement contrôlée par l'APRD qui, jusqu'en 2012, avait étendu son contrôle vers l'est jusqu'à Kaga-Bandoro. Voir L'imbroglie

155 Alors que la RJ était sûrement la force subordonnée au MPC en 2016, il semble qu'elle ait bénéficié de sa collaboration avec le MPC et la force stratégique de ses membres locaux, pour constituer un véritable problème de sécurité au MPC autour de Paoua et Markounda, fin décembre 2017 et début 2018.

156 Interview avec une source confidentielle de l'ONU, février 2018.

157 Rapport du Secrétaire Général des Nations-Unies sur la République Centrafricaine, S/2018/125, §9.

pour se concentrer sur l'opposition au régime de Bozizé.¹⁵⁸ Avant 2013 il opérait surtout dans le nord de Kabo, où le groupe contrôlait l'axe principal depuis Moyenne-Sido dans le cadre d'un accord territorial passé avec l'APRD. Le FDPC a rejoint brièvement la Séléka fin 2012, pour la quitter en mars 2013 à cause de conflits autour d'intérêts politiques et territoriaux. Il a continué à opérer en 2014 et 2015 autour de la RN3, route très stratégique d'approvisionnement proche de la frontière avec le Cameroun. Cette route fut la principale menace de sécurité pour l'ouest de la RCA à cette période.¹⁵⁹ En 2016 et 2017 le groupe est devenu beaucoup moins actif à cause de la présence croissante des forces de sécurité dans sa zone d'opérations et la force croissante de la faction anti-balaka de Ndalé. Alors que le FDPC a continué en 2016 d'engager des négociations pour les personnes retenues toujours en otage, ses éléments avaient manifesté auparavant un intérêt pour le DDR. D'autres rumeurs prétendent que certains combattants avaient rejoint le leader du groupe à Brazzaville, au Congo.¹⁶⁰ Toutefois, le groupe reste actif autour de Zoukombo, où il s'engage dans la taxation. C'est pourquoi on dit qu'il aurait soutenu des Peuls armés d'Amada Gaza. Le FDPC aurait apporté son soutien à l'armement des Peuls à Amada Gaza et aurait récemment collaboré avec le groupe Siriri, créé plus récemment (voir ci-dessous).¹⁶¹



3. Retour, Réclamation et Réhabilitation ("3R")

La création du groupe armé appelé « 3R » (Retour, Réclamation et Réhabilitation) a vu le jour en décembre 2016. Il est sous la direction de l'ancien commandant de l'ex *Front Populaire pour le Redressement* (FPR), le général Sidiki.¹⁶² Ce groupe s'est activé particulièrement autour de Kouï et de Bocaranga, au nord de Bouar, ainsi que dans les environs de Niem-Yelewa et vers le Nord jusqu'à Bang. Le groupe a revendiqué la défense des intérêts des communautés peules revenant du Cameroun, où elles s'étaient réfugiées. Ses activités incluent aussi des représailles violentes pour des actes de vol de bétail ou de prise d'otages, caractérisées par des atteintes généralisées aux droits de l'Homme.¹⁶³ Les 3R agissent en tant qu'autorité *de facto* dans de nombreux endroits situés autour de Kouï. Ils extorquent la population, ils imposent des « taxes », ils détendent des personnes illégalement et ils pillent.¹⁶⁴ Il est également confirmé que ce groupe assure le contrôle des axes routiers de Yéléwa-Sangéré III et Niem-Besson. Ils imposent des taxes sur les routes entre le Cameroun et les communes rurales d'élevage de Niem-Yéléwa.¹⁶⁵ A cause

158 Chauvin, Emmanuel, et Christian Seignobos. « L'imbroglie centrafricain. État, rebelles et bandits », Afrique contemporaine, vol. 248, no. 4, 2013, pp. 119-148.

159 Les attaques du groupe contre des véhicules sur la principale voie d'approvisionnement de Bangui en 2015 ont provoqué des grèves de camionneurs au Cameroun et ont sérieusement entravé la reprise économique du pays assiégré.

160 Interview avec une source confidentielle de l'ONU, juin 2016.

161 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2018/729, annexe 7.1(1).

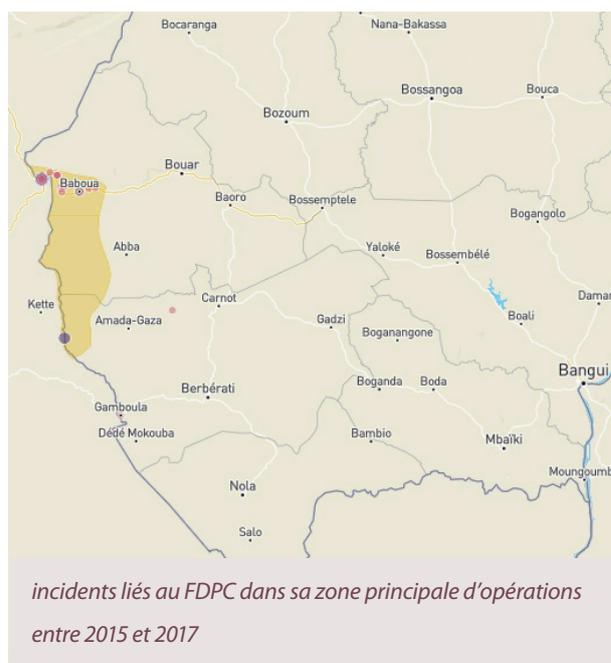
162 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, §98. Les liens opérationnels entre les 3R et Ali Darrassa, chef de groupe du FPR avant qu'il ne rejoigne la Séléka, sont flous.

163 Human Rights Watch, « République centrafricaine: un nouveau groupe armé sème la terreur. Le groupe 3R a perpétré des meurtres et des viols dans le Nord-Ouest du pays », décembre 2016. Voir aussi le rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, §119.

164 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, annexe 7.1, et rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/694, §98-101.

165 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, § 199. En juin 2017, on croyait également que le groupe avait pris le contrôle de la mine d'or de Kpakana (interview avec une source confidentielle de l'ONU, février 2018). Il faut noter que les activités générant les revenus des 3R pourraient être significatives. Certains reportages de sources non-confirmées d'avril 2018 ont indiqué que le groupe avait acquis des armes lourdes et des véhicules venus du Tchad.

de la crainte d'attaques par des éléments anti-balaka les communautés peules ont privilégié la présence du groupe. La rumeur veut que cette prédation aliène cette communauté. En effet, les 3R ont pris en mai 2017 le contrôle de la communauté d'élevage de Niem, ne quittant la ville qu'après un ultimatum de la MINUSCA. Les adversaires principaux des 3R sont le clan anti-balaka de Ndalé, mais les 3R se sont également retrouvés en concurrence avec le MNLC/MPC et la RJ dans des zones situées autour de Kouï et de Bocaranga. Le groupe a été repoussé en dehors de Bocaranga en octobre 2017 après avoir pris la ville suite à une attaque des positions du MPC et de la RJ au mois de septembre. Les 3R et les groupes anti-balaka ont signé à la mi-décembre un pacte de non-agression à Bouar, et ce pour la première fois. Il stipulait que les 3R ne devaient pas s'aventurer au sud de la RN1 (Bangui-Bouar-Garoua Boulai).¹⁶⁶ Ce pacte semble toujours être respecté. Les 3R continuent à se livrer à la prédation dans leur zone d'opération et à établir des liens avec d'autres groupes armés qui opèrent localement (voir ci-dessous).



4. Siriri

Le groupe Siriri (qui signifie « paix » en Sango) fut créé fin 2017 autour de Gamboula.¹⁶⁷ Créé par Ardo Abba, le Siriri répondait vraisemblablement aux attaques et à la prédation des cellules anti-balaka. Celles-ci ciblaient les éleveurs qui avaient fui le secteur de Noufou mais étaient revenus.¹⁶⁸ À l'image des 3R et de l'UPC, le Siriri revendique comme objectif la protection des éleveurs musulmans de retour sur leurs anciens pâturages de l'ouest de la RCA. On estime que ce groupe compte plus de 100 combattants et est opérationnel autour de Noufou, Gamboula et en direction du nord jusqu'à Nguia-Bouar dans une zone proche de la frontière camerounaise. En 2018, le groupe a été impliqué dans de nombreuses escarmouches non-documentées avec des anti-balaka. En avril il s'est mobilisé contre les autorités étatiques à Gamboula, affrontant la MINUSCA près de Nassolé.¹⁶⁹ L'émergence du Siriri, n'a eu lieu que fin 2017. Cela explique que le groupe n'apparaît pas sur la carte interactive, même si ses activités de 2018 prouvent que le groupe est bien armé. Il est impliqué dans des opérations de pillage et de taxation en collaboration suppose-t-on avec le FDPC et les 3R.¹⁷⁰ Sa collaboration avec le FDPC a permis au groupe d'étendre sa zone d'opérations vers le nord, à partir de Mambéré-Kadeï et jusqu'à Nana-Mambéré. Dans cette région il est impliqué dans des activités de prédation dans les sites miniers et d'élevage.¹⁷¹ L'ancien responsable des opérations du groupe (tué en avril) devait être un ancien combattant de l'UPC car le groupe maintient de forts liens avec l'UPC.

166 Interview avec une source confidentielle de l'ONU, février 2018.

167 Pour plus d'informations sur ce groupe, voir le rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies pour 2018.

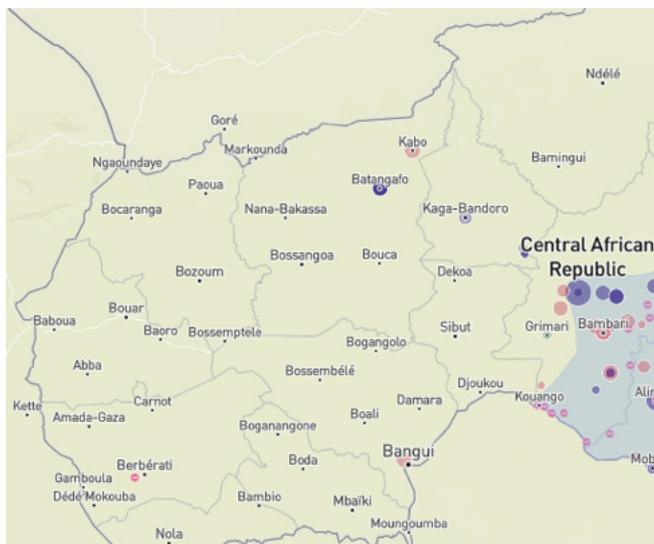
168 Interview avec une source confidentielle de l'ONU à Bangui, février 2018.

169 ANI, « Centrafrique : Le groupe armé « Siriri » a été neutralisé dimanche par des casques bleus tanzaniens entre Berbérati et Gamboula », 23 avril 2018.

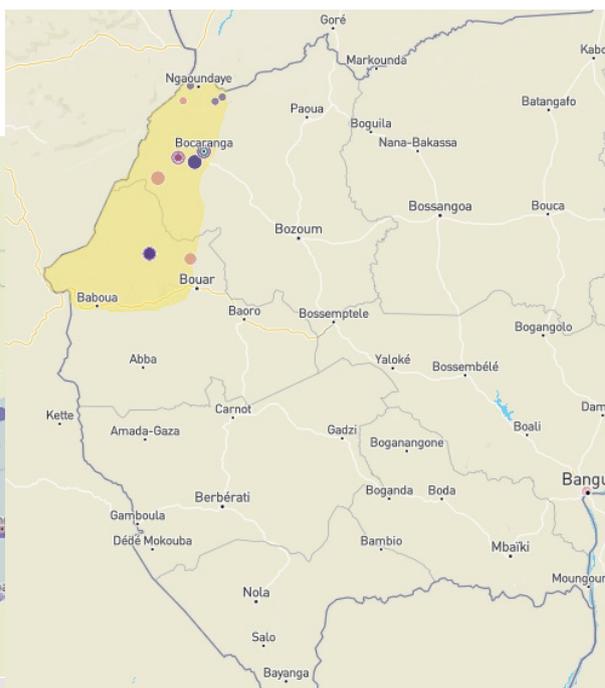
170 Jeune Afrique, « Centrafrique : un nouveau groupe armé, le Siriri, sévit dans l'Ouest », 14 juillet 2018. Pour plus d'informations, voir le rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2018/729, annexe 7.1(3).

171 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2018/729, Annex 7.1(1).

5. L'armée de résistance du Seigneur (ou LRA pour Lord's Resistance Army)



incidents liés à la LRA dans sa zone principale d'opérations depuis fin 2015



incidents de sécurité liés aux 3R dans sa zone principale d'opérations depuis fin 2015

Les vastes étendues de territoires non sécurisés de la RCA orientale ont continué à constituer un refuge pour les cellules de l'Armée de résistance du Seigneur et les bandes de braconniers soudanais durant une grande partie de la période allant de 2014 à 2017. Le *modus operandi* de la LRA consiste à cibler les civils sur les routes et dans les localités rurales par des pillages et des enlèvements. Il évite la confrontation avec d'autres groupes armés et avec les forces internationales. Les activités de la LRA qu'on a constaté dans l'est de la RCA ont décliné un peu entre 2013 et 2015,¹⁷² mais ont fait l'objet d'une recrudescence massive depuis le début de 2016. Avec plus de 500 civils enlevés lors de 104 attaques c'est le nombre le plus élevé pour une seule année depuis 2010.¹⁷³ En janvier et février 2016 il y a eu une recrudescence des incidents liés à la LRA entre Sam Oundja, Bria et Yalinga. Notamment l'enlèvement de dizaines de personnes par des groupes fidèles à Kony. Cette augmentation de l'activité de la LRA a été instrumentalisée par les ex-Séléka et par d'autres groupes criminels pour se lancer à la fois dans une expansion territoriale et dans des actes de violence opportuniste et de pillages. Les attaques contre les civils dans les préfectures de la Haute Kotto, de Mbomou et du Haut-Mbomou ont considérablement augmenté début 2017. Le départ de la task force de l'Union africaine de l'est du pays en avril 2017 a laissé un vide de pouvoir occupé par des groupes armés et des bandes criminelles. La Task Force de l'UA, qui est présente dans l'est de la RCA depuis 2009, avait exacerbé les faiblesses internes de la LRA. Elle avait tué de nombreux officiers supérieurs, dispersé le groupe sur une vaste zone et perturbé les communications par téléphone et par radio HF.¹⁷⁴ En dépit de l'augmentation des activités de la LRA début 2016, il ne restait que quatre cellules principales opérant en RCA vers le mois de juin 2016.¹⁷⁵ Trois d'entre elles sous la direction de Kony qui depuis la Haute-Kotto et le Haut-Mbomou rapatriaient à intervalles réguliers les butins jusqu'à Kafia Kingi. On pense que la quatrième cellule est la faction dissidente d'Achaye, qui a perdu ses liens avec la direction de la LRA et opère pour sa survie. Elle pille pour subsister et évite la confrontation dans le but de préserver ses munitions. Malgré la faiblesse relative de ce groupe, il a mené néanmoins des attaques particulièrement violentes contre des civils dans le sud-est du pays. Il a provoqué une montée des groupes d'autodéfense autour de Rafia et de Zemio et une frustration croissante des forces internationales, incapables d'empêcher ces attaques. En 2017 la LRA a pu se développer plus à l'est vers Mboki, ce qui est probablement la conséquence d'une présence croissante de groupes armés plus

172 De 64 événements en 2013 à 56 en 2015. Voir le LRA Crisis Tracker: <https://www.lracrisistracker.com/>.

173 LRA Crisis Tracker, *Dominic Ongwen's Domino Effect*, janvier 2017, p.11.

174 LRA Crisis Tracker, Rapport annuel 2017, février 2018.

175 Interview avec une source confidentielle de l'ONU, juin 2016.

à l'ouest.¹⁷⁶ Dans l'ensemble, l'année 2017 a été marquée par la stabilisation des activités de la LRA à un niveau proche de sa moyenne annuelle avant 2016.¹⁷⁷

¹⁷⁶ LRA Crisis Tracker, Rapport mensuel, octobre 2017.

¹⁷⁷ Voir le LRA Crisis Tracker.

CHAPITRE III

STRATÉGIE DE PRÉDATION DES GROUPES ARMÉS LE LONG DES ROUTES DE TRANSIT

A. Introduction

Le commerce et les routes de transit sont cruciaux pour l'économie politique de la République centrafricaine. En dehors de leur importance évidente pour le potentiel de développement de la RCA, du point de vue le plus basique qui soit, les profits économiques dans le pays dépendent essentiellement de l'accès à des biens produits localement (comme le sucre, le café, l'or, le bétail et le bois) qui seront ensuite vendus à un endroit où ces biens seront valorisés à un prix supérieur au coût résultant de leur production et de leur transport. Étant donné que les ressources naturelles ne peuvent prendre de valeur qu'en étant mises en circulation, établir des barrages routiers à des points de passage obligatoires sur la route de leur commercialisation constitue un moyen efficace d'intervention pour augmenter des recettes, qu'elles soient pour l'état ou un groupe rebelle. Cela leur permet de bénéficier d'une partie de la valeur ajoutée sans avoir à s'engager dans une exploitation intensive nécessitant de la main d'œuvre, ni à fournir d'efforts ardues pour gérer la production.

Ce chapitre se concentre sur le rôle clé du commerce et des routes de transit dans l'économie politique du conflit en République centrafricaine. L'importance du contrôle de ces routes pour la stratégie des groupes armés est évidente si l'on considère le fait que toutes les parties impliquées dans le conflit cherchent à étendre leur contrôle sur le plus grand nombre possible de nœuds situés le long des routes de transit. En effet, cela leur permet d'imposer des taxes, de contrôler les activités commerciales générant des profits et de limiter le nombre d'acteurs économiques impliqués.¹⁷⁸ Ce chapitre traite donc des principaux moyens grâce auxquels les parties en conflit exercent leur contrôle sur le commerce et les routes de transit et traduisent ce contrôle en pouvoir et en profit. Parmi ces mécanismes, les plus importants sont les barrages routiers, l'imposition d'escortes obligatoires, l'instauration de taxes de marché ainsi que de droits de douane pour une zone contrôlée par un groupe armé donné.



Ouadda

178 Ce chapitre présente les principales conclusions mises à jour d'une étude de l'IPIS beaucoup plus vaste consacrée au sujet. Voir P. Schouten et P. Kalessopo, *The Politics of Pillage: The Political Economy of Roadblocks in the Central African Republic*, IPIS, décembre 2017.

B. Le paysage des barrages routiers en République centrafricaine

La République centrafricaine est un pays enclavé, sans accès à la mer, qui compte sur les importations pour l’approvisionnement d’environ 50 % des biens de consommation de base.¹⁷⁹ Les routes de transit sont par conséquent vitales pour le pays, non seulement d’un point de vue économique mais également pour la satisfaction des besoins de base. La RCA de manière générale et Bangui en particulier sont principalement approvisionnées par voie fluviale et via le corridor Bangui-Bouar-Douala. Ainsi, la stabilité et le fonctionnement du gouvernement centrafricain dépendent de ces routes. 80 % de l’essence consommée à Bangui est importée via l’Oubangui. Le corridor routier menant au Cameroun – le seul praticable en toute saison – est la route la plus courte pour rejoindre la côte Atlantique et constitue la seule route du pays qui peut être utilisée toute l’année.¹⁸⁰ À lui seul, ce corridor voit transiter 80 % des importations et exportations centrafricaines. Ces artères vitales sont contrôlées par le gouvernement. Les quelques rares autres routes de transit capitales de la RCA sont contrôlées par les groupes armés.

Les efforts pour contrôler les routes commerciales de la République centrafricaine se concentrent autour de quelques routes qui ont survécu à la crise.¹⁸¹ Chacune de ces routes est associée à des activités commerciales particulières : le circuit du bétail, le circuit soudanais et le circuit « légal ».¹⁸² Le circuit du *bétail* est constitué de routes commerciales liées à la transhumance et l’élevage des bœufs, globalement situées entre le nord du pays et Bangui, passant par les marchés de bétail principaux tels que Kaga Bandoro et Bambari. Les groupes armés s’affrontent souvent pour le contrôle des points stratégiques de ce circuit, où il est possible de bloquer ou de faciliter le passage du bétail. Le circuit *soudanais* regroupe principalement les routes utilisées par les commerçants soudanais entre Birao, Kaga Bandoro et Bambari. Les routes connectant le Soudan et la RCA sont utilisées pour les exportations de café, de miel et de sésame vers le Soudan en échange de biens manufacturés consommés dans les zones contrôlées par les groupes issus de l’ex-Séléka. Le circuit « légal » concerne les chaînes logistiques opérant dans l’ouest du pays, contrôlé par le gouvernement, et en particulier le corridor Bangui Garoua-Boulaï et l’Oubangui. Ces routes sont principalement utilisées pour l’importation de biens manufacturés nécessaires à Bangui.

Table 1. Vue d’ensemble des principaux circuits économiques

Circuit	Corridor principal	Négociants internationaux	Groupes armés associés	Nombre de barrages routiers
Bétail	Zone autour de Bambari / Kaga Bandoro, jusqu’à Bangui	Éleveurs tchadiens et soudanais	MPC / UPC / 3R	62
Soudanais	Am Dafok – Birao – Ndele – Kaga Bandoro et Am Dafok – Birao – Bria - Bambari	Commerçants soudanais	FPRC / UPC	64
« Légal »	Garoua Boulaï - Bangui	Transporteurs camerounais	Gouvernement / MINUSCA	26

Alors que la vue d’ensemble présentée dans la table ci-dessus semble statique, la réalité du terrain est dynamique. Le premier élément dynamique concerne les variations saisonnières. La plupart des routes

179 C. Tessandier et al., *Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages en République centrafricaine*, WFP, novembre 2011.

180 Les opérateurs logistiques l’appellent le « corridor légal » et les opérateurs militaires l’appellent la MSR (pour Main Supply Road ou Route principale d’approvisionnement).

181 D’ailleurs, les barrages routiers peuvent être encore plus importants pour la subsistance des groupes armés opérant dans des zones dépourvues de toute production significative de ressources naturelles. Voir E. Chauvin, « *Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique* » dans *Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad*, ed. Baldi Sergio and Magrin Géraud, septembre 2012, p.14. La compétition pour le contrôle de l’espace routier en RCA devient particulièrement forte étant donné que le nombre de routes critiques est relativement limité dans ce pays grand comme la France.

182 Cette classification fait écho à d’autres analyses sur l’importance relative des différents secteurs dans l’économie du conflit en RCA. En dehors des rapports établis par le Groupe d’experts de l’ONU, un rapport sur l’économie politique du conflit depuis 2015 présente les circuits liés au bétail et au café – dominés par les acteurs économiques soudanais – comme l’une des principales sources de revenus pour les groupes armés, en dehors d’autres ressources naturelles telles que les minerais et le bois. Voir K. Agger, *Warlord Business: CAR’s Violent Armed Groups and their Criminal Operations for Profit and Power*, Enough Project, 2015, en particulier p.11.

commerciales traversant la RCA ne sont praticables que pendant la saison sèche (décembre-mars) alors qu'avec les pluies importantes (avril-novembre) le sol de coton noir qui recouvre le pays se transforme en terre lourde. Pendant la saison des pluies, contrairement au trafic routier, le trafic fluvial s'intensifie.

Voies fluviales – Les plus vieilles autoroutes de Centrafrique

Si les routes sont des infrastructures clés pour l'approvisionnement des villes centrafricaines en biens, services et personnes, il en va de même des rivières, qui jouent également un rôle de transit important. Ne servant pas seulement à délimiter les frontières administratives et ethniques (ce qui en fait parfois des lieux de conflit ou de neutralité), elles peuvent également servir aux communautés rurales de voie de transport entre les localités. En effet, tout comme les routes attirent l'installation humaine, les rivières attirent l'établissement d'habitations grâce à leur capacité à fournir de la nourriture, de l'eau et des sources de revenus – que ce soit grâce à la pêche, à l'élevage, à l'agriculture de subsistance, aux activités minières¹⁸³ ou au pastoralisme. Dans le sud-est, où les routes sont rares et impraticables pendant la saison des pluies, les rivières ont un intérêt particulier. En effet, alors que les routes deviennent impraticables pendant cette période, le débit conséquent de l'Oubangui permet à des barges plus importantes d'assurer la liaison depuis Bangui jusqu'à Mobaye (1 200 km plus haut), voire parfois jusqu'à Rafai.

Le maillage du réseau fluvial de la RCA contribue sans doute pour une large part à sa richesse en ressources au sens large. Le pays abrite une myriade de courants et de rivières qui se jettent dans deux cours d'eaux principaux : l'Uele, le Mbomou, le Chinko, la Mbari, la Kotto, l'Ouaka et la Lobaye sont des rivières qui coulent vers le sud et se jettent dans l'Oubangui, qui constitue la plus grande partie de la frontière sud du pays avec la RDC. La Mambéré et la Kadei, qui coulent également vers le sud, sont tributaires du fleuve Congo, alors que l'Ouham et le Bamingui coulent vers le nord en direction du Tchad et se jettent dans le Chari, fleuve qui coule jusque dans le bassin du Tchad. Sauf exception lors de certaines périodes de la saison sèche, toutes ces rivières sont potentiellement navigables. De plus, elles présentent également une vulnérabilité aux points de transit pour le passage par voie terrestre, rendant les ponts et les ferries significatifs d'un point de vue stratégique, dans la mesure où ces rivières canalisent les personnes et les produits en un seul lieu.¹⁸⁴

Le rôle de transit des rivières et l'effet tunnels des croisements font de certaines rivières des sources potentielles de revenus. L'étude publiée par l'IPIS en 2017 souligne l'existence d'une taxation sur le trafic fluvial amont et aval de l'Oubangui, mise en place par des



Réseau des rivières centrafricaines. Source : WRI

¹⁸³ La plupart des activités minières artisanales et semi-industrielles en RCA se déroulent dans, le long ou près des rivières, en particulier dans l'est du pays. En effet, certains rapports non-confirmés mentionnent l'utilisation de dragues le long des rivières à Berberati et Bambari, et des observations sur la Lobayé. Pour plus d'informations sur les activités minières, se référer au Chapitre V.

¹⁸⁴ Ainsi, par exemple, le contrôle des groupes armés sur les points de passages situés autour de Bria rendit difficile l'accès à certaines zones situées en dehors de la ville.

groupes anti-balaka. Cependant, des actes de prédation ont également été relevés dans des villes telles que Batangafo.



Point de passage sur la route de transit

En dehors de ce cadre saisonnier, le second facteur dynamique à prendre en compte dans l'économie des barrages routiers est le conflit actuel lié au contrôle des points stratégiques situés le long des routes commerciales. Cela est également largement déterminé par le cycle des saisons, dans la mesure où ces événements ont principalement lieu lors de la saison sèche, lorsque le transit et les activités économiques importantes, telles que les activités minières et la transhumance, reprennent. Le Groupe d'experts de l'ONU pour la RCA admet que la concurrence liée aux activités de racket est une des causes principales de la violence perpétrée par les groupes armés qui, paradoxalement, se targuent de défendre les intérêts des acteurs économiques évoluant dans les circuits concernés.¹⁸⁵ Il est certain que, même si la Séléka visait explicitement les nœuds les plus profitables du circuit des routes commerciales du pays pendant leur période d'expansion géographique en 2012 et 2013,¹⁸⁶ la Séléka ne fut pas le premier groupe armé de la RCA à mettre une emphase stratégique sur le contrôle du trafic (voir plus bas). De plus, depuis la fragmentation du groupe en 2015, cette stratégie a été incorporée dans les opérations de toutes les factions issues de l'ex-Séléka, générant de nouveaux conflits, la dynamique identitaire se superposant au contrôle du transit et du commerce. Ceci est illustré par le violent conflit entre des factions issues de l'ex-Séléka à un point de contrôle douanier à Bema, en mars 2015, ainsi que par les heurts entre des anti-balaka et le FPRC/MPC en septembre 2016, à cause de la mise en place d'un barrage routier additionnel à

185 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, p.2. Se référer également aux chapitres IV et V.

186 Y. Weyns et al., *Mapping Conflict Motives: The Central African Republic*, IPIS, novembre 2014, p. 39-40.

Ndomete, à 10 km de Kaga Bandoro.¹⁸⁷ D'ailleurs, la flambée de violence à grande échelle entre l'UPC et le FPRC, au sein de et autour de Bria en novembre 2016 est attribuée à des conflits au sujet de la perception des « taxes routières » autour des sites miniers et le long des routes migratoires peules. Ces heurts firent au moins 130 morts connus et étaient teintés d'une forte dimension ethnique.

C. Déterminer l'ampleur du phénomène des barrages routiers

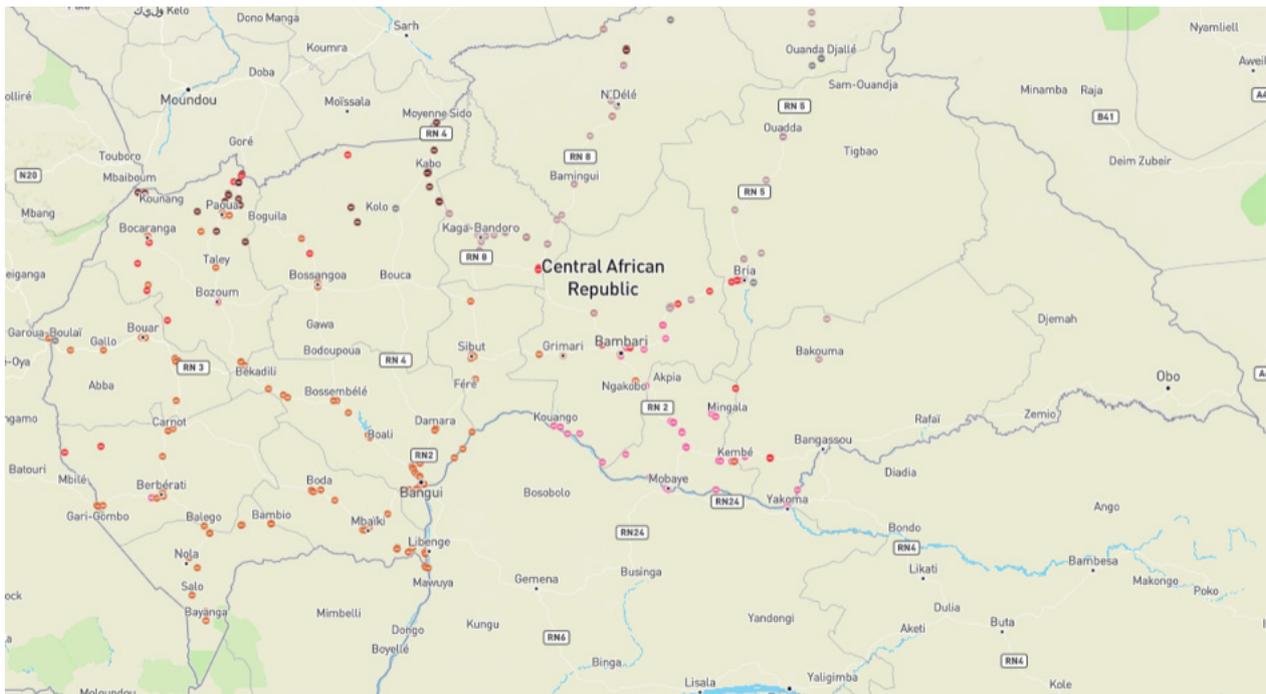
En 2017, 290 barrages routiers furent identifiés en RCA. Parmi ceux-ci, 117 (40 %) étaient opérés par les forces du gouvernement, 149 (41 %) par des groupes issus de l'ex-Séléka et 46 (16 %) par des groupes anti-balaka (voir table 2, ci-dessous). La somme totale excède 290 car, à de nombreuses reprises, de multiples acteurs partagèrent le contrôle des barrages routiers individuels et, d'ailleurs, de nombreux groupes issus de l'ex-Séléka établirent de tels arrangements entre eux ou avec des groupes non issus de la Séléka, tels que la RJ.

Table 2. Nombre de barrages routiers contrôlés par acteur

Acteur	Nombre de barrages routiers	Affiliation	Nombre d'observations
<i>Ex-Séléka</i>	149	FPRC	61
		UPC	42
		MPC	40
		RPRC	4
		Ex- Séléka (indéfini)	2
<i>Autres groupes armés</i>	61	RJ	16
		Anti-balaka	46
		FPDC	1
<i>Agents étatiques</i>	115	Gendarmerie	92
		FACA	11
		Police	34
		Douanes	14
		Eaux et Forêts	29
		Mairie	12
		Phytosanitaire	6
<i>Autres (non identifié, paysans, villages, jeunes, ...)</i>	6		

Les barrages opérés par les structures gouvernementales (allant des différentes entités administratives jusqu'à la police et l'armée) sont largement concentrés dans le sud-ouest du pays alors que les barrages routiers contrôlés par les groupes armés sont situés le long des axes principaux dans le reste du pays.

187 Human Right Watch, "Central African Republic: Deadly Raid on Displaced People", 1^{er} novembre 2016, p. 3. Ndomété, située à la jonction sud de l'axe liant Kaga Bandoro à Mbrés et Dékoa, est un nœud stratégique pour la mise en place de points de contrôle et a donc été le théâtre de nombreux conflits et jeux de pouvoir. Au sujet de son rôle plus récent dans la gestion des mouvements issus de l'ex-Séléka, voir le Rapport du Secrétariat Général des Nations-Unies sur la Situation en RCA, S/2018/611, §20.



Barrages routiers en République centrafricaine entre 2016 et 2017

Tous les usagers de la route sont obligés de payer des taxes aux barrages routiers. Ces taxes varient selon leur moyen de transport ou la personne: les camions et les motos sont soumis à des régimes spécifiques, alors que les commerçants et les passagers paient des taxes sur la cargaison. Les taxes ne s'appliquent pas seulement aux biens manufacturés mais également aux ressources naturelles (comme le bois et les minerais) ainsi que sur les productions agricoles locales (comme le café ou le maïs), la pêche ou le bétail. Les estimations portant sur l'ampleur et les sommes prélevées permettent de fournir une estimation conservatrice selon laquelle les factions issues de l'ex-Séléka comprenant le MPC, l'UPC et le FPRC génèrent ensemble au moins 3,59 millions d'euros par an via la taxation du circuit bovin et 2,5 millions d'euros supplémentaires le long des routes commerciales soudanaises.

D. Barrages routiers et agents étatiques

Le problème lié aux barrages routiers opérés illégalement par des agents étatiques n'est pas nouveau en RCA. En 2012, le gouvernement central centrafricain publia le décret 12.148 relatif aux barrages légaux, accompagné d'une liste établissant les 92 barrages légaux pour tout le pays. Ce décret était une tentative visant à réglementer barrages routiers en réponse à leur large prolifération. Au moment de sa publication, au moins 193 barrages routiers connus avaient été identifiés au niveau national, tous collectant une myriade de taxes illégales.¹⁸⁸ Aujourd'hui encore, le long des routes commerciales contrôlées par le gouvernement, la plupart des barrages routiers ne sont pas autorisés et des points de contrôle légaux sont même utilisés pour la taxation illégale.¹⁸⁹ En 2017, la gendarmerie semblait être le plus grand entrepreneur de barrages routiers en RCA.

En 2017, l'État contrôlait largement le corridor Bangui-Bouar-Douala (au Cameroun), la route de Gamboula et l'Oubangui, reliant Bangui aux ports de Brazzaville et de Kinshasa (Congo). Ces routes commerciales constituent l'une des principales sources de revenus de l'État et les droits de douanes générés sur celles-

188 Radio Ndéké Luka, « Le Président Bozizé met fin aux barrières illégales », 5 juillet 2012. Sur un plan plus pragmatique, il s'agissait aussi d'une réponse du gouvernement à la demande de la Banque Mondiale de supprimer toutes les barrières physiques et non-physiques le long du corridor Douala-Bangui (à l'exception du poste frontière de Beloko), condition pour l'octroi d'un prêt de plusieurs millions de dollars. Voir L. Pascal, « La privatisation des missions douanières en République centrafricaine (RCA) : une opportunité d'amélioration des Finances Publiques? », 2014, Thèse de doctorat, Université de Bordeaux, p. 143.

189 Comme l'a observé IPIS en 2009, le moral bas et les salaires impayés ont été les principales motivations de cette prolifération (F. Hilgert et S. Spittaels, *Mapping Conflict Motives: Central African Republic*, IPIS, février 2009, p. 12).

ci devraient atteindre les 75 milliards de FCFA (150 millions d'euros) selon les prévisions en 2017.¹⁹⁰ Ceci représente 55 % des recettes annuelles de l'État et 20 % de son budget. Le gouvernement semble préférer donner le monopole des concessions à des compagnies étrangères pour importer et vendre les produits de base tels que l'essence (Total), le sucre (SUCAF) et les boissons sucrées (MOCAF) plutôt que de développer une industrie domestique plus fragmentée. En effet, de telles concessions sont plus simples à taxer, ce qui rend ce phénomène fréquent en Afrique.¹⁹¹



Vendeur, Bangui

Outre l'importance vitale de ces routes pour l'approvisionnement de Bangui, leur importance stratégique explique la forte concentration des troupes de l'ONU et de la RCA le long de la route Bangui-Bouar-Douala. En effet, le contrôle sur les revenus générés le long de cette route a été l'un des enjeux clés des luttes lors des guerres civiles successives qui ont eu lieu en Centrafrique.¹⁹² Pendant la crise de 2013, le commerce sur ces routes commerciales a diminué de 50 % lorsqu'elles étaient sous le contrôle de la Séléka¹⁹³ et les camions étaient forcés de payer une somme totale atteignant les 213,900 FCFA à de multiples barrages routiers entre Beloko et Bangui.¹⁹⁴ Il n'est pas surprenant que la plupart des efforts militaires français, dans le cadre de l'opération Sangaris, aient été consacrés à la restauration du contrôle du gouvernement sur le corridor.¹⁹⁵

Il existe huit barrages routiers officiels sur la route reliant Bangui à la frontière camerounaise : trois postes-frontières au PK12 (sortie de Bangui), Bouar et Beloko (poste frontière côté centrafricain, avant le poste camerounais de Garoua-Boulai) et cinq stations de péage à Ndéré, Birlo, Bossembélé, Yakolé et Bossemptélé. À chacun d'entre eux, les transporteurs paient 2 000 FCFA (4 euros).

En dépit du caractère légal de ces huit barrières, les officiers régissant actuellement ces postes demandent souvent des sommes illégales aux transporteurs. En outre, il existe d'autres barrages illégaux le long de ce corridor : 26 au total ont été recensés entre Bangui et Beloko dans le cadre de cette étude. La densité même du trafic de biens de grande valeur semble fonctionner comme un aimant pour la taxation illégale. Les agents de l'État ont principalement recours à l'extorsion aux barrages routiers car ils ne sont pas ou très mal payés par l'État. Ainsi, leur niveau de vie peut dépendre de leur habileté à imposer des taxes le long de la route. Cependant, comme le souligne le Groupe d'experts de l'ONU en comparant cette situation à d'autres situations similaires impliquant des agents militaires, il existe un risque important

190 Voir Ministère des Finances et du Budget, *Rapport d'Exécution Budgétaire du premier semestre 2017*, p.4.

191 Voir R. Marchal, "Being rich, being poor. Wealth and fear in the Central African Republic" Dans : Carayannis, Tatiana and Louisa Lombard (eds.). *Making Sense of the Central African Republic*, Zed Books: Londres, 2015.

192 Voir G. Ngovon, « Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique », dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*: 501-33, 2015.

193 Voir Y. Weyns et al., *Mapping Conflict Motives: The Central African Republic*, IPIS, novembre 2014, p.39-40.

194 Voir B. Bangda, « Cameroun-RCA : Grèves à répétitions de camionneurs à Garoua-Boulai », 2015.

195 Interview avec d'anciens membres de l'opération Sangaris, Bangui, février 2017.

que les agents de l'État présentant ce type de comportement dressent la population locale contre le gouvernement en place.¹⁹⁶ En effet, la taxation illégale a souvent pour effet d'étouffer l'économie locale, ce qui peut générer un ressentiment chez les populations, en particulier si elles sont victimes d'autres abus de pouvoir.

Les barrages routiers, une nécessité structurelle ?

Les barrages routiers en tant qu'outils de création de revenus ne sont qu'une manifestation d'une culture politique plus large d'entrepreneuriat politico-militaire. Les dynamiques du pouvoir en RCA n'ont été que trop souvent caractérisées par l'utilisation de la puissance militaire, de l'administration publique et du pouvoir politique avec comme objectif l'enrichissement personnel d'une partie des leaders rebelles et de ceux dotés d'une charge publique. Il est important de comprendre comment ces « entrepreneurs de l'impôt » - terme désignant une kyrielle d'acteurs formels, informels, étatiques ou non-étatiques exerçant une forme de pouvoir via l'application de taxes – génèrent des revenus pour leur subsistance. En RCA, les agents étatiques et les éléments des groupes armés ne sont pas payés ou le sont très peu. Ceci implique que la génération de « revenus » devient une préoccupation importante pour tous. Chaque couche de leur hiérarchie respective peut envoyer des agents « travailler sur la route » et générer des revenus qu'ils remettent ensuite à leur hiérarchie, tout en offrant à ces agents des moyens de survie. Les postes dans la hiérarchie des systèmes de taxation sont vues comme une source de « quelque chose à manger » (*ye ti têngo* en Sango)¹⁹⁷. Par conséquent, les groupes armés issus de l'ex-Séléka et les agents gouvernementaux partagent une approche globale dont la similitude est frappante, pour générer des revenus à partir des routes de transit placées sous leur contrôle. Chacun opère grâce à une combinaison de barrages routiers, de taxes douanières centralisées et d'escortes obligatoires sur certaines portions de route.

E. Types de prédation liée aux barrages routiers employés par les groupes armés non étatiques

Comme souligné ci-dessous, les groupes armés utilisent trois moyens principaux pour générer des revenus à partir du contrôle sur les routes de transit : les revenus issus des taxes générés via les barrages routiers, les autorisations de passage émises par des dépôts d'autorisation centralisés souvent situés au niveau des centres de commerce ou de transit et les escortes obligatoires. Même si la combinaison de ces approches peut varier en fonction de la force relative du groupe les employant et des conditions dans lesquelles elles sont employées, ces approches affectent toutes chaque secteur commercial de la République centrafricaine (minerais, bétail, café et autres biens commercialisés par les Soudanais). Ceci fait de la prédation « aux barrages routiers » une problématique clé dans le financement du conflit.

1. Taxation au bord des routes

Les stratégies de création de revenus le long des routes employées par les groupes armés issus de l'ex-Séléka reflètent celles utilisées par l'État étant donné que ces groupes occupent les infrastructures abandonnées par ce dernier et ont adopté la même structure organisationnelle à ces postes. Cette stratégie a conduit à l'établissement de services parallèles de ceux de l'État – tels que les FACA, la gendarmerie, les douanes, la police, les municipalités, les Eaux et Forêts et les services phytosanitaires – pour orchestrer l'imposition de ces taxes. D'ailleurs, en avril 2017, le FPRC a cherché à faire croître ses ressources humaines pour maintenir ce type d'administration parallèle en organisant des formations sur

196 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, § 207.

197 G. Ngovon, « Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique », dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*: 501-33, 2015, p.504.

le thème « de la gestion et de l'administration publiques » pour augmenter ses capacités.¹⁹⁸

Les barrages routiers mis en place par les ex-Séléka sont répandus en grande partie parce qu'ils constituent une recette périodique pour leurs combattants à pieds. La gestion de ces barrières se situe au cœur de la valeur stratégique pour l'économie politique du conflit en RCA : sans les revenus générés par ceux-ci, même s'ils peuvent être maigres, les groupes armés ne pourraient probablement pas conserver leurs troupes.¹⁹⁹ En effet, dans les zones où ils restent prédominants (mais déviant pourtant de leur *modus operandi* habituel), certains groupes anti-balaka ont également érigé des barrages routiers statiques avec des taxes de transit fixes. Ainsi, par exemple, des barrages routiers anti-balaka ont été observés au sein de certains de leurs bastions dans la préfecture de Bossangoa, alors que l'accès à la principale zone d'extraction d'or, celle de Korompoko, semble nécessiter le passage par au moins 6 barrages routiers après avoir quitté l'axe Bossangoa-Bossémbélé. Il a été rapporté que chacun d'entre eux requiert le paiement de 500 FCFA par moto, avec des taxes supplémentaires pour les bagages.²⁰⁰

Ainsi, les taxes imposées aux barrages routiers dépendent plus ou moins du moyen de transport considéré, de la cargaison et de l'importance du barrage routier. À titre d'exemple, les motos contrôlées dans les zones contrôlées par l'ex-Séléka sont habituellement soumises à une taxe fixe d'environ 1 000 FCFA par barrage routier et par jour (payée une fois au premier passage). Les cargaisons et les bagages sont quant à eux soumis à un régime variable. Les taxes sont généralement moins flexibles aux barrages routiers situés le long des routes commerciales stratégiques. Ceci est dû au fait que, pour planifier leur trajet ou calculer leurs profits, les transporteurs doivent connaître à l'avance le montant qu'ils devront payer sur la route.

Les barrages routiers et l'APRD : le début d'une administration parallèle

L'un des premiers groupes armés centrafricains à avoir mis l'accent sur le contrôle des axes routiers a été l'*Armée populaire pour la restauration de la démocratie* (APRD). Créé par l'ancien président Patassé, démis en 2005, l'APRD a institué des divisions administratives sur son territoire. Elles étaient contrôlées par un réseau de barrages routiers statiques et mobiles. Ce réseau a permis au groupe de surveiller et de filtrer les informations, les personnes et les biens, ainsi que de générer des revenus.²⁰¹ Les attaques surprises des bandits routiers appelées *zaraguinas* (voir ci-dessous) ont permis au groupe d'étendre sa zone d'influence sur les principales routes de transit telles que la route Batangafo-Ouandago-Kaga Bandoro à l'est de Paoua. Le groupe a également contrôlé un grand nombre de barrages routiers à la frontière tchadienne, à la périphérie des villes contrôlées par le gouvernement et à proximité du territoire du FPR, ainsi que sur les axes Pendé-Pougol-Ndim et Pougoul-Koundjouli. L'APRD va même jusqu'à négocier le contrôle de certaines routes, tout comme les groupes issus de l'ex-Séléka s'arrangent couramment entre eux.

2. 'Libre passage'

Les groupes armés ne se limitent pas simplement à taxer le passage aux barrages routiers. Dès le départ ils ont mis en place des systèmes de dédouanement parallèles. Ils exigent des transporteurs qu'ils passent par le « barrage virtuel » du *comzone* afin de payer des sommes importantes pour le droit de circuler dans leur fief.²⁰² Ce type de dédouanement par des groupes issus de l'ex-Séléka est souvent appelé localement « passage libre ». Il est copié par différents leaders de ces groupes, alors qu'ils continuent à se fragmenter

198 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, \$155.

199 Voir Conciliation Resources, *Perspective of Non-State Armed Groups in the Central African Republic*, décembre 2016, p.8, où il est écrit que les combattants font mention « de petits salaires de subsistance reçus par les dirigeants des groupes ou d'argent extorqués aux commerçants et aux artisans mineurs ... ce qui rend la vie au sein du groupe légèrement plus facile que la vie en dehors de celui-ci ».

200 Interviews avec des opérateurs miniers lors d'une visite de site, Bangui, février 2018.

201 Pour avoir une bonne vue d'ensemble du fonctionnement stratégique du groupe, voir : E. Chauvin et C. Seignobos, « L'imbroglie centrafricain : État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, 2013/4, no 248/4, 119-148, p.140.

202 International Crisis Group, *The Central African Republic's Hidden Conflict*, décembre 2014, p. 18.

en des factions de plus en plus réduites. Ce système est particulièrement visible dans le nord-est de la RCA, où les marchands soudanais sont sujets à une série de droits de douane prélevés par chacun des généraux de l'ex-Séléka positionnés le long des quelques rares routes commerciales praticables de ce circuit. On peut citer par exemple le comité de Nouredinne Adam à Birao, le général Hissène à N'Délé, ou le général Damane à Ouadda et on l'observe également à Bria. Dans cette ville les mineurs artisanaux sont obligés de posséder un ordre de mission, signé par le leader du groupe armé en place, pour circuler dans les environs des sites miniers situés au sein de la zone d'opérations de ce groupe.

Ce système offre certains moyens de contrôle qui permettent de savoir qui opère dans les circuits de la production et du commerce local. Il implique la capacité cruciale d'imposer des restrictions drastiques sur la circulation des personnes sur les routes commerciales dans les zones contrôlées par un groupe armé. Par exemple, sur l'axe Birao-Bria les seuls transporteurs de marchandises sont soit les commandants du FPRC eux-mêmes, soit les commerçants soudanais qui conservent des liens étroits avec le mouvement (voir ci-dessous).

Ce même type de restriction sur les acteurs logistiques est également visible dans les zones contrôlées par le gouvernement. Dans ce cas les monopoles pour le transport et l'importation de certains biens de consommations capitaux tels que l'essence, le sucre et les boissons, sont octroyés principalement à des compagnies françaises. Ces entreprises apportent une partie significative des recettes du gouvernement centrafricain (voir ci-dessus), de la même façon que les marchands au financement des groupes armés. Avec ce double système (barrages routiers et 'libre passage') en place dans tout le pays, l'économie politique des routes commerciales de la RCA obéit à la même logique dans les zones contrôlées par le gouvernement que dans les zones contrôlées par les factions issues de l'ex-Séléka.

Lien avec le trafic d'armes

Le contrôle sur les routes commerciales est crucial pour une autre raison : la logistique des groupes armés repose aussi sur les taxes perçues aux barrages routiers parce qu'elles leur permettent d'acheter des armes. Le contrôle des routes commerciales implique l'accès aux armes et aux munitions et permet en outre de couper l'approvisionnement de ces mêmes biens aux groupes armés rivaux. À titre d'exemple, le 'général' Damane, célèbre opérateur de barrages routiers entre Ouadda et Bria, aurait acheté des armes pour une valeur de 21 000 dollars à des fournisseurs soudanais en 2017.²⁰³ Tous les groupes armés d'envergure ont donc intérêt à contrôler au moins une route commerciale rejoignant un pays voisin. A partir de celle-ci ils peuvent acheter des armes, ou garder des alliés sur ces routes.²⁰⁴ Par exemple, après avoir perdu le contrôle de l'axe Bambari-Alindao-Gambo l'UPC a, malgré la perte de la perception de taxes, continué à lutter pour maintenir ses lignes d'approvisionnement. Cette action a résulté en son expansion ultérieure vers l'est. Cela a été un facteur incitant le groupe à s'engager dans les négociations de l'accord d'Ippy, finalisées en octobre 2017.²⁰⁵

203 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §173 et 177.

204 Les armes, les munitions et les minerais sont souvent acheminés par les voies pastorales, afin d'éviter les contrôles plus lourds le long des routes d'Afrique centrale.

205 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §139.



Camion abandonné, Berberati

3. Escortes obligatoires

Outre les barrages routiers et le 'libre passage', les groupes armés et les forces de l'État et la MINUSCA imposent des escortes obligatoires sur un certain nombre de routes principales placées sous leur contrôle. Le général Damane de l'ex-Séléka impose des escortes sur le tronçon de route entre Ouadda-Mouka (voir chapitre 6) ; le FPRC offre d'escorter certains transporteurs entre Kaga Bandoro et N'Délé ; un mélange spécifique constitué de membres des forces de l'État et de la MINUSCA fournit des escortes le long du corridor Bangui-Béloko. Enfin, la MINUSCA propose des escortes armées gratuites sur les routes principales entre Bangui et Kaga Bandoro, entre Bangui et Bambari, ainsi qu'entre Bambari et Bria.

Il faut toutefois noter que ces escortes ne se limitent pas aux principaux axes commerciaux de la RCA. Elles peuvent également s'appliquer à des itinéraires plus locaux, en particulier dans les zones à fort degré d'insécurité. Par exemple, les mineurs autour de Bria peuvent être tenus d'engager des escortes armées pour effectuer des visites sur leur site minier afin de garantir leur « sécurité ».

Barrages routiers et droits de l'Homme et «disposition de sécurité » sur les routes de transit

Les niveaux élevés de pauvreté et de criminalité en RCA font du banditisme sur les routes de transit un phénomène fréquent. À ce titre, les groupes armés peuvent prétendre fournir un service d'escorte de véhicules à travers un territoire particulièrement touché par le banditisme pour assurer leur protection. Cependant, une telle « protection » n'est pas toujours simplement défensive. Lorsque les pertes subies par les convois sont fréquentes, elles peuvent entraîner des violences

punitives contre des civils associés à des personnes considérées comme ayant occasionné ces pertes. Par exemple, les attaques anti-balaka qui visent les convois placés sous la protection de groupes armés peuvent impliquer la prise en cible des populations civiles. Ce fut le cas près de Mbrés en août 2015 lorsque les villages de Lakouetene et Ndjangala ont été brûlés en représailles du pillage de véhicules escortés par l'UPC.²⁰⁶ Depuis les années 1990 les attaques sur les éleveurs peuls armés ont été souvent suivies d'attaques de représailles contre les populations civiles dont les assaillants étaient supposés être originaires (pour plus d'information, voir chapitre IV). Comme on l'a fait remarquer au Chapitre I, cette tendance se poursuit aujourd'hui et permet évidemment d'expliquer le lien entre la transhumance et la violence à l'encontre des civils. Après les anti-balaka, les groupes issus de l'ex-Séléka (pris dans leur ensemble) et la LRA, les Peuls armés constituent le quatrième acteur armé le plus impliqué dans des incidents violents rapportés à l'encontre des civils dans les années 2015 et 2016.

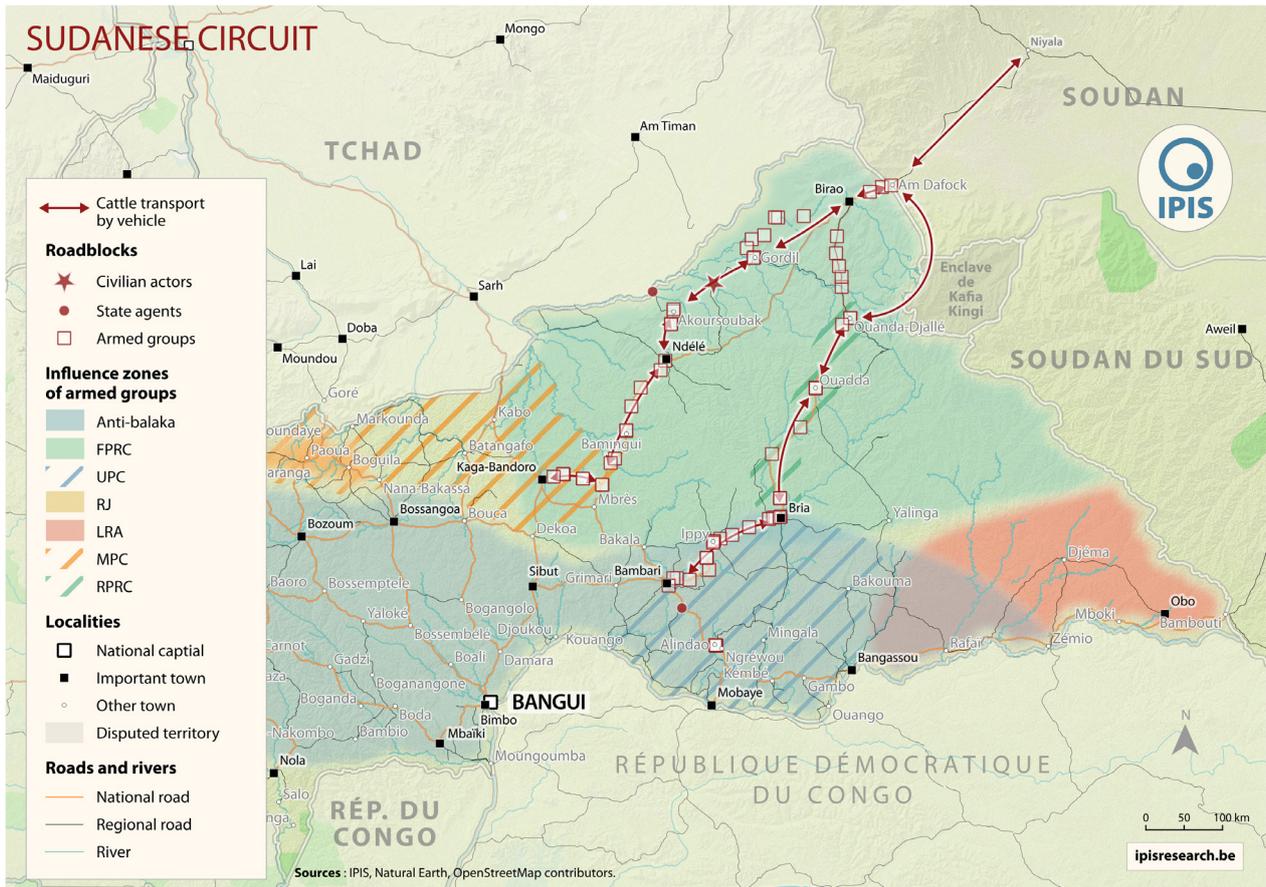
L'établissement de barrages routiers illégaux n'a pas seulement pour effet de faire grimper les prix des biens locaux. Ils créent des difficultés pour les communautés qui tentent d'accéder aux produits de base et de maintenir leurs moyens de subsistance. Ceci va de pair avec des attaques physiques telles que la torture et l'enlèvement, à l'encontre de ceux qui passent par ces barrages.²⁰⁷

F. Barrages routiers opérationnels : la route commerciale soudanaise

Le « circuit soudanais » est constitué des routes commerciales de la RCA qui sont utilisées par les marchands soudanais. Ces routes commerciales entrent en RCA par le Soudan et se divisent ensuite en deux branches en direction de Bria/Bambari et N'Délé/Kaga Bandoro. Le long de ces routes, les biens manufacturés soudanais (comme des produits de première nécessité mais aussi des armes) sont échangés contre les ressources naturelles produites par la RCA (principalement du café, mais aussi du bambou et des minerais).

206 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, §157.

207 Voir, par exemple, le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §150 (assauts sur les passagers soumis à la taxation fluviale par les anti-balaka) ; les rapports locaux sur les exactions commises aux barrages routiers à l'encontre des commerçants et d'autres civils par les combattants de l'UPC autour de Nzako (rapport confidentiel des Nations-Unies, juin 2016).



CARTE DU CIRCUIT SOUDANAIS

Étant donné que les camions soudanais et leur cargaison constituent des objets attractifs pour la prédation, différentes factions issues de l'ex-Séléka rivalisent pour obtenir le contrôle des points de passage obligatoires situés le long de ces routes commerciales, où la taxation est particulièrement efficace. Le Soudan est également une plaque tournante de provision de munitions pour les groupes armés, ce qui accroît l'importance stratégique du contrôle de ces routes commerciales. Les deux routes sont actuellement contrôlées par une alliance entre le FPRC et le MPC, à l'exception du tronçon entre Bambari et Bria, qui est contrôlé par l'UPC, le FPRC et les anti-balaka.



Cargo en transit

Table 3. Taxes payées par les camions soudanais le long du circuit du café

Lieu	Acteur récoltant la taxe	Bambari —> Soudan	Soudan —> Bambari
Zone de production (Kouango/Alindao)	Darassa (UPC)	800 000-1 000 000 FCFA (1 600-2 000 EUR) ²⁰⁸	
Bambari	Babou (UPC)	150 000-750 000 FCFA (300-1 500 EUR) ²⁰⁹	150 000-300 000 FCFA (300-600 EUR) : Droits de douane
Bria	FPRC	100 000 FCFA (200 EUR) ²¹⁰	150 000-300 000 FCFA (300-600 EUR) : Droits de douane
Bria-Ouadda	Damane (RPRC)	600 000 FCFA (1 400 EUR) ²¹¹	1 250 000 FCFA (25 000 EUR) : Droits de douane
Mouka-Bria	Damane (FPRC)	75 000 FCFA (150 EUR) ²¹²	75,000 FCFA (150 EUR) : Escorte
Ouadda-Ouanda-Djallé	Chete Ali (FPRC)	100 000 FCFA (200 EUR) ²¹³	250 000 FCFA (500 EUR): Droits de douane
Coût par camion poru l'ensemble de la route		1 925 000 - 2 725 000 (2 935 – 4 155 EUR)	1 875 000 - 2 175 000 (2 860 - 3 315 EUR)

Environ deux camions par semaine circulent le long de l'axe Ouadda-Bria-Bambari, et ce uniquement pendant la saison sèche. On estime pourtant que les différents groupes issus de l'ex-Séléka collectent 192 millions de FCFA (300 000 EUR) par an grâce aux 32 barrages routiers en place le long de cette route. Sur l'axe Birao-N'Délé-Kaga Bandoro, le FPRC et le MPC contrôlaient 18 barrages routiers en 2017. Ceci leur a rapporté 32,4 millions de FCFA (50 000 EUR) de taxes sur les camions soudanais pendant la saison sèche. Le FPRC impose aussi des « droits de douane » aux commerçants soudanais, ce qui rapporte 20 millions de FCFA supplémentaires (30 500 EUR) annuels. Enfin, le FPRC taxe le commerce du bambou, dominé par les Soudanais, autour de Birao pour environ 1,3 milliards de FCFA (2 millions d'euros) par an. On peut estimer qu'au total le circuit soudanais contribue à générer autour de 2,38 millions d'euros qui financent les groupes issus de l'ex-Séléka. Ceci à l'exclusion des taxes sur les motos, les petits commerçants et les bagages des passagers individuels qui circulent le long de ces routes, ainsi que sur le secteur du bétail.

Principaux conflits autour des barrages routiers sur les routes commerciales du circuit soudanais

Les commerçants soudanais constituent une source capitale d'approvisionnement en armes, munitions et autres fournitures essentielles pour les factions issues de l'ex-Séléka le long des routes qu'ils empruntent. Dans le même temps leurs camions sont surtout convoités comme sources de revenus via la taxation aux barrages routiers, les droits de « douane » et les escortes imposées. Il n'est dès lors pas étonnant que des lieux situés le long de ces routes constituent de manière récurrente des foyers d'éruption de violence. Déjà en 2014 le Groupe d'experts avait relevé que les alliances politico-militaires changeaient rapidement ; que ces changements étaient liés aux efforts qui visaient à prendre le contrôle sur les revenus liés aux barrages routiers et aux ressources

208 Ceci inclut 600 000 FCFA de taxe de circulation (par saison) ainsi que 100 000 FCFA pour le passage à chaque barrage.

209 Ceci inclut les « droits de douane » ainsi que différentes autres taxes.

210 "Caisse café" devant être payée à chaque barrage.

211 Ceci inclut une «Caisse café» de 100 000 FCFA payée aux quatre barrages contrôlés par Damane ainsi que 40 000 FCFA de taxes par barrage pour chacun des quatre barrages (cette dernière somme se composant de 10 000 FCFA pour chaque « service » établi par Damane, qui sont les FACA, la Police, la Gendarmerie et les Eaux et Forêts).

212 Pour une escorte obligatoire.

213 Une "Caisse café" de 100 000 FCFA doit être payée aux deux barrages.

naturelles.²¹⁴ Toutefois, c'est particulièrement à la confluence du circuit soudanais et du circuit du bétail – Bambari et Kaga Bandoro – que ces intérêts stratégiques se concentrent. D'après les analystes les dissensions observées en 2014 entre l'UPC et la faction Goula du FPRC, toutes deux issus de l'ex-Séléka, étaient le résultat de désaccords sur le partage des revenus générés par les barrages routiers autour de Bambari.²¹⁵ Les heurts à Kaga-Bandoro en avril 2016 résultent de la même façon de conflits autour de la gestion du marché du bétail dans cette localité.²¹⁶

Le FPRC contrôle la majorité de la zone couverte par le circuit soudanais, bien que son pouvoir dans la zone soit fragmenté. Les zones productrices de café d'Ouaka, terminus de ces lignes, sont contrôlées depuis longtemps par l'UPC. A cause cependant des avancées des anti-balaka en 2017, ce contrôle est devenu de plus en plus ténu. En revanche, la route qui relie cette région au Soudan est sous le contrôle de l'alliance MPC / FPRC qui est hostile à l'UPC. Afin de garantir leur sécurité autant que possible, les négociants soudanais ne se déplacent que lourdement armés et ont développé des stratégies de sécurité sophistiquées pour voyager sur ces deux axes.²¹⁷ Ils nouent des alliances avec les différents hommes forts qui règnent sur ces routes centrafricaines. Ils acceptent les régimes fiscaux volatiles, participent aux arrangements logistiques mis en place par les groupes armés et approvisionnent ces derniers en armes et en hommes.

G. Coupeurs de route : prédation de longue date sur les routes de transit centrafricaines

Par l'utilisation du contrôle direct des routes via les barrages routiers, les *coupeurs de route* constituent une autre dimension du violent conflit sur les routes commerciales. Dans la pratique les diverses attaques en RCA, les embuscades et le banditisme routier, sont menés par divers acteurs. De nature transitoire, ces tactiques sont souvent utilisées par des acteurs plus transitoires (braconniers, transhumants, LRA). De même que par des acteurs locaux qui recherchent un degré plus ou moins grand d'anonymat ou n'ont pas la capacité stratégique de garder le contrôle des lieux statiques. Certes, les personnes ciblées sont rarement en mesure de fournir l'identité de leurs agresseurs, ce qui a conduit certains acteurs à tenter de dissimuler leurs activités en les faisant passer pour celles d'un autre groupe. En outre IPIS a trouvé de nombreux indices qui suggèrent que certains *coupeurs de route* seraient explicitement financés par des entrepreneurs politico-économiques rivaux, afin de cibler leurs concurrents.²¹⁸

Dans ce contexte, il faut mentionner spécialement les opérations anti-balaka. Comme on l'a expliqué dans le chapitre II, le terme « anti-balaka » est devenu quelque peu amorphe depuis le début de 2015, regroupant à la fois ceux qui ont un agenda clair, les groupes d'auto-défense locaux, les criminels organisés ainsi que d'autres bandits. Dans certains cas ceci conduit à assimiler des attaques commises par des « assaillants non identifiés » aux activités anti-balaka.

De manière générale, le *modus operandi* des anti-balaka est typique d'une guerre asymétrique. Dans leur cas un arsenal bas-de-gamme (AK47, fusils de chasses, machettes) est déployé pour perturber la logistique de l'ennemi et sécuriser les ressources avec une efficacité maximale. Contrairement à d'autres groupes armés, les anti-balaka ne dressent pas souvent de barrières permanentes. Les barrages permanents sont extrêmement impopulaires auprès des populations pauvres, que les anti-balaka se targuent souvent de défendre, à cause de leurs répercussions économiques significatives.²¹⁹ Les anti-balaka sont donc plutôt impliqués dans des embuscades *ad-hoc* ou opportunistes ou dans des actes d'extorsion. Lorsqu'ils sont menacés ils peuvent saboter la logistique de l'ennemi : ils créent des barricades ou ils sabotent les

214 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §58, 111-150.

215 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §64.

216 *Ibid.*

217 Ils sont armés ou accompagnés par les braconniers soudanais armés (voir le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §109), ou par les escortes de l'ex-Séléka (voir ci-dessous).

218 Interviews avec des commerçants à Bangui, septembre 2016.

219 La structure de commandement fragmentée des anti-balaka et leur faible puissance de feu sont également des facteurs à prendre en compte.

routes et/ou détruisent des ponts.²²⁰ Ils érigent généralement des barrages routiers uniquement pour faire pression sur les groupes ennemis.²²¹ Bien que des escortes armées structurelles de la MINUSCA, qui opèrent principalement en territoire anti-balaka, aient largement contrarié leurs plans, les groupes anti-balaka restent réputés pour leur capacité à rendre les routes extrêmement imprévisibles et dangereuses (par exemple autour de Grimari). Ces groupes sont souvent plus motivés par les gains personnels que par des objectifs stratégiques plus larges. A cet égard ils ressemblent beaucoup aux factions issues de l'ex-Séléka, même si les tactiques qu'ils utilisent le plus fréquemment font surtout penser que leurs activités sont plus criminelles que stratégiques.²²²



Chien, Berberati

L'héritage du banditisme routier de la RCA : les zaraguinas

Cela vaut la peine de comprendre la prédation sur le transit dans le contexte et l'héritage de la dynamique de conflit préexistante à partir de laquelle la crise actuelle s'est développée. Les attaques de voyageurs sont un vieux phénomène en RCA, bien qu'il ait augmenté beaucoup dans les années 1980, 1990 et 2000, avec l'avènement du phénomène zaraguina.²²³ Les zaraguinas étaient des bandes de bandits de grand chemin très organisées, composées d'un mélange d'ex-militaires tchadiens arabophones, d'Oudda Mbororo²²⁴ et d'acteurs locaux malhonnêtes.

Ces derniers étaient des hommes d'affaires locaux qui agissaient comme récepteurs ou facilitateurs

220 Voir par exemple le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §22 et 132. Ce phénomène peut être particulièrement observé en période de tension à Bangui.

221 Par exemple, les forces anti-balaka auraient établi un point de contrôle à Ndomété en septembre 2016 afin d'avoir de la monnaie d'échange pour demander le retrait des nombreux postes de contrôle de l'ex-Séléka à Kaga-Bandoro, plutôt que pour générer des revenus (rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §193). Le retrait de la MINUSCA de ce point de contrôle eut pour effet de voir ces forces provoquer par la suite leur adversaire dans des affrontements armés. Ce cas met en évidence la position difficile de la MINUSCA dans la gestion des idées fausses sur sa neutralité dans de tels contextes.

222 Pour plus de détails, se référer à la section sur les groupes criminels constituant le mouvement anti-balaka du chapitre II.

223 Ce phénomène s'est ensuite diffusé au Cameroun. Voir C. Seignobos, « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo », dans *Afrique contemporaine*, 2011/3 (No 239), p. 35-59.

224 Les Oudda Mbororo sont un sous-groupe des éleveurs nomades peuls – pour plus de détails, voir Chapitre IV.

pour le financement et les armes.²²⁵ Ils ciblaient tous les voyageurs locaux, mais plus particulièrement les éleveurs peuls de la RCA. Ils volaient leur bétail, leurs biens et ils kidnappaient leurs enfants pour obtenir une rançon. Ils s'installaient dans des zones reculées proches de la frontière camerounaise. Leurs bases *étaient* stratégiquement choisies pour permettre le contrôle des routes, de certains marchés et des pâturages sans *être directement* présent sur la route. Ils utilisaient des structures de commandement efficaces, des communications par téléphone portable et ont même accordé des prêts en prévision des butins qu'ils allaient acquérir.²²⁶ Ils opéraient grâce à des réseaux d'informateurs cooptés ou non, présents dans les villes, les villages et les marchés de la région. Les activités des zaraguinas étaient largement concentrées dans le nord et le nord-ouest de la République centrafricaine, ce qui a fait de cette région « un foyer d'activité criminelle » *vers le milieu des années 2000*.²²⁷ Le caractère essentiellement mercenaire de leurs activités leur a permis de se lancer dans la mobilisation des « libérateurs tchadiens » pour la prise du pouvoir par Bozizé en 2003.

Il est méritoire de souligner l'importance de ces activités pour la mobilisation armée en RCA. Le conflit armé prolongé d'avant 2013 provoqué par la prédation *zaraguina* (en plus du conflit avec les transhumants tchadiens), a entraîné l'augmentation de la prolifération des armes légères dans les zones touchées à partir du milieu des années 1990. Les éleveurs tout comme les populations locales cherchaient avant tout à se protéger.²²⁸ Ceci a conduit au départ graduel de milliers de *éleveurs* centrafricains pacifiques, ainsi qu'à la formation de nombreuses milices armées, en réponses aux exactions commises.²²⁹ Parmi celles-ci, on compte très vite des brigades anti-*zaraguina* constituées principalement de Mbororo centrafricains, de membres de l'APRD (voir plus haut) ; plus tard, de membres du FDPC de Miskine, créé à l'origine dans le cadre de la réponse du président Patassé à la crise *zaraguina*.²³⁰ En effet, lors de l'incorporation d'anciennes *zaraguina* dans le *Front populaire pour le redressement* (FPR) de Baba Ladde dans le nord de la RCA des groupes comme le FDPC et l'APRD ont résisté plus tard au désarmement en invoquant la présence permanente des premiers. Ceux-ci, ainsi que d'autres acteurs armés impliqués entre 2004 et 2012 dans la « guerre des Buissons » de la RCA, ont ensuite été cooptés dans le cadre du mouvement Séléka qui a pris Bangui en mars 2013. Les réseaux ruraux faiblement alliés, qui avaient été activés par les tentatives de Bozizé lui-même pour s'attaquer aux vols commis sur la route en 2008 par la création de *comités d'autodéfense villageois*, ont été réactivés peu de temps avant qu'il ne soit renversé. Ces groupes faisaient partie de la base des groupes anti-balaka locaux, dont certains ont été poussés à adopter une tactique reposant sur le principe suivant : « si vous ne pouvez pas les battre, rejoignez-les ». ²³¹

Étant donnée la diversité des acteurs impliqués, le phénomène lié au banditisme de route ne se limite pas aux zones de RCA où une présence anti-balaka est observée. Dans l'extrême nord-est des bandes de maraudeurs indépendants (soudanais ou tchadiens), qui sont parfois reliés de loin aux factions issues de l'ex-Séléka, sont connues pour leurs opérations de hold-up ou de hijacking . Les embuscades de la LRA ont également visé au sein de leur zones d'opérations certains axes riches en minerais. Même le sud-ouest

225 Pour une description plus détaillée, voir : E. Chauvin et C. Seignobos, « L'imbroglio centrafricain : État, rebelles et bandits » dans *Afrique contemporaine*, no 248 (4), 119-148.

226 Ibid.

227 C. Seignobos, « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo », *Afrique contemporaine*, 2011/3 (No 239), p. 35-59, p.40.

228 L. de Vries, "Navigating violence and exclusion: the Mbororo's claim to the Central African Republic's margins" *Geoforum*, sous presse, 19 mars 2018, p.7.

229 Voir F. Hilgert et S. Spittaels, *Mapping Conflict Motives: Central African Republic*, IPIS, février 2009, p.16 et p.37, et Chauvin et Seignobos, *op cit* p. 131, M. Dufumie et B. Lallau, « Impossible développement agricole en République centrafricaine? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 535-55, 2015, p. 543.

230 Dans le cadre du phénomène de prédation sur le transit dans l'est de la RCA, les groupes d'autodéfense locaux ont également érigé des barrages routiers pour protéger leur accès aux ressources et empêcher les incursions des braconniers et des éleveurs soudanais responsables du banditisme. Notons qu'à l'est, l'impact du banditisme dans la réduction des échanges et l'augmentation des barrages routiers auraient rendu les frontières municipales plus rigides, en particulier sur une base ethnique. Voir E. Chauvin et C. Seignobos, « L'imbroglio centrafricain : État, rebelles et bandits » dans *Afrique contemporaine*, 2013/4, (no 248 (4)), p. 129.

231 Il convient de noter que les *zaraguina* n'étaient pas les seuls à commettre des actes relevant du banditisme de la route, de nombreux autres acteurs moins organisés et plus opportunistes s'en rendent aussi coupables.

du pays, normalement sous contrôle gouvernemental, n'est pas épargné par les *coupeurs de route*. La circulation le long du corridor Bangui-Garoua-Boulai, bouée de sauvetage de Bangui, nécessite toujours des escortes armées permanentes. Des camions circulant en dehors des convois ont été fréquemment volés ou attaqués en 2016 et 2017. En fait, la ligne de séparation entre la rébellion (pour des motifs politiques) et le banditisme, supposé survenir pour des raisons économiques, est aujourd'hui plus floue que jamais.

Cela a des conséquences économiques et sécuritaires notables pour une grande partie de la population du pays. En effet, tout comme les éleveurs se sont de plus en plus armés, le trafic en RCA s'est fortement militarisé. Les déplacements de longues distances se font généralement accompagnés d'armes, qu'il s'agisse du déplacement des éleveurs, des commerçants ou d'agents humanitaires escortés par la MINUSCA.²³² Les quelques rares sections de routes urbaines désignées comme « zones sans armes » par les Nations-Unies constituent quasiment une exception dans la militarisation de l'espace routier du pays tout entier.²³³

Attaques ciblant les travailleurs humanitaires

La logistique humanitaire est une victime structurelle des crimes commis par les groupes armés. Depuis le début de la crise en 2013, des groupes armés ont imposé des taxes aux organisations humanitaires qui franchissaient leurs barrages routiers.²³⁴ La fréquence très élevée des attaques visant les travailleurs humanitaires, perpétrées par les groupes armés en RCA, signifie que le niveau d'externalisation dans la logistique humanitaire est élevé. Dans le cadre des conditions contractuelles avec les OIG et les ONG, il est interdit officiellement aux transporteurs de payer des redevances ou des taxes illicites aux barrages routiers. Cependant, les groupes armés savent que ces transporteurs sont convenablement payés par leurs clients internationaux et donc, en pratique, nombreux sont ceux qui sont forcés de payer régulièrement des taxes aux barrages routiers pour leur sécurité. Leurs clients sont généralement au courant de cela, au moins de manière informelle.²³⁵

La situation des humanitaires en RCA est particulièrement difficile, car la RCA se classe pour la première fois parmi les cinq premiers pays ayant connu le plus grand nombre d'attaques contre les travailleurs humanitaires en 2014.²³⁶ Cette situation a empiré depuis 2016 : entre janvier et septembre 2017 on a enregistré un nombre record de 265 incidents de sécurité exclusivement avec des acteurs humanitaires travaillant pour les ONG. Ces incidents ont coûté la vie à 13 travailleurs humanitaires.²³⁷ Le nombre de victimes humanitaires est plus élevé en 2017 qu'en 2014 (12 au total), quand le conflit était le plus intense. De nombreuses attaques perpétrées contre des opérateurs humanitaires de toutes sortes se produisent pendant leur déplacement.

Comme expliqué dans le chapitre II, ce ciblage des humanitaires reflète d'une certaine façon la crise humanitaire qui se développe dans le pays.²³⁸ Parce qu'ils sont les seuls acteurs encore présents dans l'économie formelle dans de nombreuses zones difficiles d'accès, ces agences d'aide

risquent d'être perçues comme une ressource. La nécessité de gérer à la fois les risques liés à la sécurité et à leur réputation entrave la collaboration entre ces organisations dans la fourniture de l'aide, y compris la question de la sécurité elle-même.²³⁹ Certaines organisations humanitaires ont été forcées de suspendre leurs activités, voire de se retirer de certaines villes en 2017, telles

232 Y. Weyns et al., *Mapping Conflict Motives: The Central African Republic*, IPIS, novembre 2014, p. 68; et rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §74 et S/2015/936, §109.

233 D'après le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §13.

234 Voir le rapport final d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §194-195.

235 Interviews avec différents agents humanitaires et des sous-traitants logistiques à Bambari, Bangassou, Kaga Bandoro, Bangui entre juin 2016 et décembre 2017.

236 Humanitarian Outcomes, *Aid worker Security Report 2015: Figures at a glance*, 23 juin 2016.

237 E. Picco et T. Vircoulon, *The Humanitarian System in the Central African Republic: A Time of Challenges*, décembre 2017, p.6.

238 Pour plus d'informations sur la situation des acteurs humanitaires dans le cadre de la dynamique prédominante en RCA, voir le chapitre II, § « Opérations anti-balaka et activités humanitaires ».

239 Ibid, p.16.

que Bangassou, Bria et Batangafo. Elles réduisent ainsi involontairement l'accès aux ressources humanitaires des populations qui en ont désespérément besoin.

H. Observations finales

L'importance des barrages routiers va bien au-delà du financement des groupes armés. Le système de taxation routière a atteint une telle ampleur qu'il est devenu une sorte « d'asphyxie économique ». Il faut noter que les barrages routiers ont toujours été parmi les principaux griefs cités par la population centrafricaine lors du Forum de Bangui en 2015.²⁴⁰

Étant donnée la position enclavée de la RCA et du rôle des routes qui fournissent aux groupes armés tant leurs motivations que leurs moyens, son réseau routier est crucial pour son développement économique et le rétablissement de la sécurité. Avec peu d'industrie nationale à proprement parler, la RCA dépend fortement d'importations, et notamment pour assurer sa sécurité alimentaire. Même avant la crise de 2013 les biens de consommation étaient en grande partie importés, soit pour environ 72 % des dépenses des ménages consacrées aux produits alimentaires achetés sur les marchés. Cela a conduit le Programme Alimentaire Mondial à observer que « dans ce contexte, le fonctionnement des marchés et l'évolution des prix ont un impact direct sur la capacité des ménages à satisfaire leur niveau de subsistance ».²⁴¹ Depuis 2013 l'insécurité et la prédation régnant sur les réseaux de distribution ont contribué à ravager davantage la sécurité alimentaire de la RCA. 6 ménages sur 10 sont confrontés à des manques de nourriture dans un contexte de hausses de prix massives et de baisses de la production agricole.²⁴² Comme on l'a observé tout au long de l'histoire des mouvements armés de la RCA, le défi de répondre à ces besoins de subsistance génère un autre facteur qui incite les jeunes hommes à s'engager dans les groupes armés ou dans le banditisme.²⁴³

240 Voir le *Rapport Général du Forum National de Bangui*, Bangui, mai 2015.

241 C. Tessandier et al., *Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages en République centrafricaine*, WFP, novembre 2011, p. 22.

242 *Ibid*, p.3.

243 Dans son édition 2017 de son National Commune Monography Survey, la Banque Mondiale a noté qu'un certain pourcentage des hommes en âge de travailler (de 21 à 40 ans) manquait dans l'échantillonnage de son sondage. Voir *Central African Republic: 2016 National Commune Monography Survey*, février 2017, p.23.

CHAPITRE IV

PASTORALISME ET SÉCURITÉ EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A. Introduction

Le pastoralisme est un phénomène relativement récent en RCA, même s'il a profondément façonné le paysage économique, ethnique et sécuritaire du pays depuis son essor, au début des années 1920.²⁴⁴ Certaines estimations suggèrent que le secteur du bétail représente environ 15 % du PIB de la RCA en 2008 et ce secteur joue un rôle important dans la sécurité alimentaire depuis le début de la crise.²⁴⁵ Cependant, depuis la fin des années 1980 et les années 1990, le pastoralisme s'est vu de plus en plus affecté par le conflit. En effet, depuis la crise de 2013/2014, la dynamique du conflit autour du pastoralisme s'est complexifiée, avec le développement d'une prédation systémique visant le secteur et s'accompagnant des conflits d'intérêts correspondant. Aujourd'hui, la transhumance est à l'origine de certains des affrontements les plus violents liés à l'identité et aux ressources qui se déroulent actuellement dans le pays. La nature essentiellement nomade de la vie pastorale a vu le phénomène devenir un élément d'une dynamique régionale écologique, socioéconomique et politico-militaire plus large, contre laquelle les étendues sauvages peu peuplées de la RCA ne fournissent plus de tampon.

Ce chapitre contextualise tout d'abord le conflit actuel dans le cadre du secteur pastoral en RCA en présentant son évolution jusqu'à la crise actuelle. Il démontre ensuite comment la prédation sur le bétail a contribué à générer de l'insécurité ainsi que des revenus pour les groupes armés, avant d'expliquer comment le paysage pastoral de la RCA s'est adapté à ces circonstances entre 2013 et 2017.



Bétail à Kaga Bandoro

244 J.B. Suchel, « L'élevage des bovins en République Centrafricaine », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Paris, 1967, p.137.

245 Interview avec des spécialistes de la transhumance, septembre 2016. Voir également, J. R. Betabelet *et al.*, « Élevage bovin et conflits en Centrafrique », *Les cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, octobre-décembre 2015, p. 558.

B. Le paysage pastoral en RCA : évolutions et acteurs

Les éleveurs de bétail ne sont arrivés en RCA qu'à partir des années 1920, des vagues successives de migration d'éleveurs entrant dans le pays à partir des années 1930. Depuis lors, le pastoralisme centrafricain a évolué en quatre phases principales :

1. Une période initiale marquée par la migration graduelle d'éleveurs venus principalement du Cameroun et du Nigéria, et l'intégration relativement pacifique des communautés pastorales dans la vie centrafricaine entre les années 1930 et 1970,
2. Suivie d'autres vagues d'immigration plus tardives, principalement originaires du Tchad et du Soudan, entraînant l'émergence d'un conflit naissant lié à la transhumance entre les années 1970 et 1980,
3. Une période ensuite marquée par la prédation visant les communautés pastorales avec l'émergence du phénomène zaraguina dans les années 1990 et 2000,
4. Et enfin, la période actuelle de conflit violent et de prédation intense sur le secteur démarrant avec le début de la crise en 2013.

En tant que pionniers des populations d'éleveurs de la RCA, les éleveurs peuls ont traditionnellement dominé le pastoralisme et en restent des acteurs importants aujourd'hui. À partir des années 1970, ces premiers éleveurs ont été rejoints par des éleveurs issus d'autres groupes ethniques minoritaires, en particulier des groupes arabes (et d'autres peuls) originaires du Tchad et du Soudan, ainsi que d'éleveurs haoussa et borno de l'est de la RCA.²⁴⁶ Même si les Peuls constituent encore la majorité des éleveurs centrafricains, le nombre de têtes de bétail qu'ils possèdent n'a cessé de se réduire à cause l'insécurité des dernières années.

Comprendre le terme « Peuls »

Les Peuls (ou Foulani) sont l'un des groupes ethniques les plus importants du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et englobent un grand nombre de sous-groupes partageant une langue commune (le peul). Un tiers des Peuls sont d'éleveurs et leur nomadisme pastoral est à l'origine de leur présence en Centrafrique.²⁴⁷ Les estimations donnant le nombre de Peuls en RCA varient considérablement, certaines d'entre elles avançant un nombre de 180 000, alors que d'autres vont jusqu'à 400 000 voire 750 000.²⁴⁸

Les éleveurs nomades peuls sont appelés « Mbororo », terme qui dénote leur style de vie nomade. Ils sont constitués d'un grand nombre de clans (sous-groupes ci-après) que leur développement commun rend plus ou moins similaires ou distincts en termes de culture et de pratiques. Par exemple, les Djafuun, Wodabe, Dnadji (également appelés Aku), Oudda, Biibé-woyla, Hontorbé et Hanagamba sont tous des sous-groupes Mbororo différents, leurs différentes trajectoires migratoires en RCA ayant façonné leurs modes de survie et leurs sphères d'influence.²⁴⁹ Ainsi, certains sous-groupes (tels que les Djafuun, Wodabe et Dnadji) sont plus souvent considérés comme des Peuls de Centrafrique puisqu'ils utilisent à la fois le sango et le peul, se marient avec des éléments issus d'autres groupes ethniques et développent des traditions migratoires plus conciliantes.

Dans le même ordre d'idée, d'autres groupes arrivés plus récemment du Tchad (tels que les Ouda

246 I. Tidjani, *Impact de la crise politico-militaire de 2013-2014 sur le pastoralisme et la transhumance en République centrafricaine. Rapport d'étude socio-anthropologique du conflit*, Catholic Relief Services, janvier 2015, p. 12.

247 Pour l'analyse des impacts en matière de sécurité sur le pastoralisme dans la région centrafricaine plus large, voir : International Crisis Group, *The Security Challenges of Pastoralism in Central Africa*, Africa Report N°215, avril 2014.

248 AIDSPC, *Les Peuhls Mbororo de Centrafrique une communauté qui souffre*, juin 2015, p.28.

249 Interview avec des spécialistes de la transhumance, décembre 2017 et février 2018. Parmi ceux-ci, les Djafuun constitueraient environ la moitié de la population peule de la RCA. Ce sous-groupe compte donc un plus grand nombre de membres sédentaires et présente généralement des niveaux d'éducation et d'organisation politique plus élevés.

et les Biibé-woyla) parlent arabe et non sango et manifesteraient un comportement plus combatif / agressif et une tendance à la criminalité, s'impliquant généralement dans la transhumance militarisée. Ceci serait le résultat de leur plus grande exposition historique au conflit avec les éleveurs arabes et les bandits, au Tchad, plus au nord, dans une position qui les a souvent vus être considérés comme les « outsiders » ou « envahisseurs étrangers » violents.²⁵⁰

Certains éleveurs peuls sont également sédentaires ou semi-sédentaires, pratiquant l'agriculture en plus du pastoralisme pour augmenter leurs revenus en réponse aux chocs répétés engendrés par la perte de bétail. Ces groupes sont souvent appelés « Foulbé ». Depuis le début de la crise, on estime que 15 % des Peuls centrafricains sont devenus sédentaires ou semi-sédentaires.²⁵¹

1. L'essor et l'intégration du pastoralisme dans la vie centrafricaine

Au début des années 1930, les éleveurs Mbororo et Foulbé occupaient les pâturages situés le long de la frontière entre la RCA et le Cameroun, entre Bouar-Baboua (Nana-Mambéré) et Bocaranga (Ouham-Pendé). La réglementation répressive et l'imposition de taxes mises en place par les autorités traditionnelles situées plus à l'ouest ainsi que des conditions pastorales optimales (pâturages peu habités, cours d'eau et marchés) poussèrent les éleveurs à se déplacer vers l'est au cours des années suivantes, vers Bossembele, Damara, Ippy, Alindao et Pombolo, ainsi que vers Yaloké, Carnot et Boda.²⁵²

Pendant toute cette période, les relations entre les éleveurs et les populations locales étaient relativement apaisées.²⁵³ Les années 1960 furent marquées par une ouverture rare pour l'intégration sociale et politique des Mbororo dans la vie centrafricaine, à travers la création de *communes d'élevage* adaptées à leur mode de vie.²⁵⁴ L'importance économique croissante et l'affranchissement politique d'éleveurs poussèrent le secteur à s'organiser avec la création de l'Association nationale des éleveurs de bétail en 1974.²⁵⁵ Chargée de prélever des impôts et de surveiller la santé du bétail, en organisant notamment des programmes de vaccination, cette association a également commencé à instaurer une gestion de la migration des transhumants pour canaliser les mouvements saisonniers afin d'éviter les conflits avec les agriculteurs – allant au-delà du simple paiement d'une compensation pour les dommages subis.²⁵⁶

2. L'aube du conflit pastoral : de nouvelles vagues de transhumance (années 1970 et 1980)

La sécheresse et les maladies qui touchèrent le bétail dans les années 1970 et 1980 ont progressivement modifié le paysage pastoral. Premièrement, de nombreux éleveurs ont perdu du bétail, poussant les plus touchés d'entre eux à combiner l'élevage avec l'agriculture ou à se convertir en gardien de troupeaux pour des individus plus fortunés qui gardaient le bétail comme investissement (souvent des commerçants

250 Seignobos, C., « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo » *Afrique contemporaine*, vol. no 239, no. 3, 2011, 35-59, pp.44-45.

251 Environ la moitié des Djafuun (le sous-groupe peul le plus important en RCA) sont maintenant considérés comme sédentaires (AIDSPC, *Les Peuhls Mbororo de Centrafrique une communauté qui souffre*, p.26.

252 Ibid, p.22-25.

253 Ibid, p.22. Toutefois, il n'existait pas de relations plus larges entre les Peuls arabisés et les Centrafricains : la rébellion Gbaya de 1928 fut principalement une expression du mécontentement lié au pouvoir que les autorités coloniales françaises avaient donné aux leaders peuls et aux marchands musulmans associés à eux, vis-à-vis des Gbaya, moins bien organisés, dans l'ouest de la RCA. Voir O'Toole T. (1984) "The 1928-1931 Gbaya Insurrection in Ubangui-Shari: Messianic Movement or Village Self-Defense?", *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines* 18: 329-344.

254 L. de Vries, "Navigating violence and exclusion: the Mbororo's claim to the Central African Republic's margins" *Geoforum*, In Press, 19 mars 2018, p.4-5. Cinq communes d'élevage furent créées entre 1962 et 1966, deux autres s'ajoutant à la liste dans les années 1980. Les communes d'élevage officielles sont les suivantes : Niem-Yelewa (Bouar, Nana-Mambéré), Gaudrot (Baboua, Nana-Mambéré), Kouï (Ouham pendé), Ouro-Djafoun (Bambari, Ouaka), Yaloké (Ombella M'Poko), Pombolo (Bangassou, Mbomou) et Ewou (Alindao, Basse-Kotto).

255 La *Fédération Nationale des Eleveurs de Centrafrique* (FNEC) est simplement l'une des nombreuses institutions liées à l'élevage créées à cette période, même si elle fait partie des plus importantes d'entre elles. (ibid., p.4).

256 Ibid.

musulmans).²⁵⁷ De plus, les années 1970 et 1980 ont vu l'arrivée de nouvelles vagues de bétail, cette fois-ci venues du Tchad. Les graves sécheresses des années 1972/1973 et 1983/1984, les épidémies touchant le bétail et la concurrence croissante de l'utilisation des terres entre les programmes de conservation et la production de cultures marchandes poussèrent ces transhumants tchadiens vers le sud, jusqu'au nord de la RCA.

Le rôle du Tchad dans le conflit pastoral en RCA

Outre le fait d'offrir d'excellents pâturages, la RCA offre l'opportunité de réduire les conflits pastoraux naissant au Tchad. Ceux-ci peuvent être difficiles à gérer pour les autorités tchadiennes étant donné que certains hauts fonctionnaires possèdent d'importants troupeaux à titre d'investissement. Aujourd'hui, la majeure partie de la transhumance transfrontalière issue du Tchad serait constituée de « troupeaux de combattants », appartenant à des officiers militaires supérieurs tchadiens.²⁵⁸ Ces troupeaux sont souvent gardés par d'éleveurs peuls qui ont proposé leurs services à ces investisseurs. Cette fluidité des liens a encore renforcé l'amalgame entre les Mbororo, Peuls centrafricains compris, et les « étrangers » intrusifs venus du Tchad.²⁵⁹

La nouvelle vague d'éleveurs incluait d'éleveurs Mbororo, issus des sous-groupes Oudda, Biibe-Woyla, Hanagamba et Hontorbe, ainsi que d'éleveurs tchadiens arabes, souvent appelés Mbarara.²⁶⁰ Endurcis par le conflit portant sur les pâturages au Tchad, ces nouveaux groupes s'engagèrent dans la transhumance militarisée et conduisaient de plus grands troupeaux. Leurs visites saisonnières ne représentèrent pas seulement une concurrence pour les pâturages avec les Mbororo établis localement mais eurent également pour effet d'accroître les tensions avec les populations non-pastorales.²⁶¹ Alors que les conflits pastoraux, tels que les dommages causés aux cultures, étaient traditionnellement réglés par la discussion et le paiement d'une compensation pour éviter les attaques de représailles sur les troupeaux (le non-paiement d'une compensation pouvait pousser les fermiers à tuer les animaux responsables),²⁶² l'arrivée d'éleveurs armés a entraîné un changement délétère dans la dynamique de résolution des conflits. Ces nouvelles troupes militaires ignoraient souvent les nouveaux couloirs officiels de transhumance, détruisant les cultures et brûlant les villages sur leur passage, en réponse aux attaques punitives visant leurs importants troupeaux. Dotés du pouvoir des armes et n'étant présents que de manière transitoire, ces groupes n'avaient pas vraiment besoin d'entretenir des relations avec les populations locales, organisant des attaques punitives meurtrières contre ceux qui exprimaient leur mécontentement. Alors qu'il était possible de discerner les pionniers Mbororo de ces nouveaux-venus grâce au fait qu'ils n'étaient généralement pas armés et qu'ils parlaient le sango, la langue nationale, ces nouvelles troupes militarisées devinrent de plus en plus difficiles à distinguer de leurs prédécesseurs.²⁶³ Ceci s'explique en partie par le fait que les problèmes sécuritaires croissants (voir plus bas) poussèrent certains groupes Mbororo établis à s'armer de plus en plus lourdement à partir des années 1990.

257 Ibid, p.5.

258 E. Chauvin et C. Seignobos, « L'imbroglie centrafricain. Etat, rebelles et bandits », *Afrique Contemporaine*, 2013/4, n°248, 119, p. 146. En RCA, ces troupeaux sont souvent qualifiés de « troupeaux prestige », en référence au fait qu'ils sont possédés par des Tchadiens « importants ».

259 Au cours des interviews réalisées à Bangui en février 2018 avec des spécialistes de la transhumance et des conservateurs, l'emploi de Mbororo par les officiers militaires tchadiens a été souvent mentionné.

260 « Mbarara » est un terme souvent utilisé pour décrire à la fois les locuteurs arabophones et les personnes d'ethnies arabes tchadiennes du nord de la RCA. Ceci peut créer de la confusion dans la mesure où cela regroupe différents groupes sous une même identité. D'ailleurs, en sango, le terme « Arabou » renvoie à la fois aux musulmans (religion) et aux Arabes (individus ayant migré depuis le Tchad et le Soudan principalement, ou doté d'une couleur de peau plus claire). De Vries remarque que cette confusion peut avoir des répercussions communautaires violentes (L. de Vries, 2017, *op cit.*, p.2).

261 C. Seignobos, 2011, *op cit.*, p.46.

262 AIDSPC, *Les Peuhls Mbororo de Centrafrique une communauté qui souffre*, juin 2015.

263 En dépit de la relative intégration des Mbororo depuis les années 1960, leur style de vie, nomade, et leurs particularités culturelles firent que ces communautés soient sujettes à une discrimination notoire, y compris de la part d'autres musulmans (voir L. de Vries, 2017, *op cit.*, p.5).

Plus à l'est, les tensions entre les populations locales, les éleveurs et les braconniers originaires du Soudan se développèrent également à partir des années 1980, particulièrement à Vakaga. L'augmentation des avantages liés à la conservation et à la chasse sportive pour les communautés locales, en particulier les Goula, engendra la création d'un mouvement armé visant à contrôler les migrations de braconniers et d'éleveurs à Tiringoulou en 1984. L'assassinat du leader de ce groupe en 2002 déclencha un cercle vicieux d'attaques punitives entre les acteurs soudanais et centrafricains qui se poursuivit jusqu'en 2005.²⁶⁴

3. Développement du phénomène zaraguina et prédation sur le secteur pastoral

La croissance du phénomène zaraguina des années 1990 à la fin des années 2000, aggravant l'impact des nouvelles vagues d'éleveurs transhumants sur la sécurité, déstabilisa encore davantage les régions pastorales.²⁶⁵ Les zaraguina ciblaient particulièrement les éleveurs Mbororo qui, riches de par leurs nombreuses têtes de bétails, étaient capables de payer des fortes rançons pour les enfants enlevés.²⁶⁶ Comme leurs opérations se poursuivaient, de jeunes Mbororo issus des communautés établies s'engagèrent à leur tour dans ce type de banditisme – une réponse à leur appauvrissement croissant.²⁶⁷ Malgré la création d'un certain nombre de groupes « d'autodéfense », les activités des zaraguina dans le nord-ouest s'intensifièrent en 2006, forçant de plus en plus de d'éleveurs Mbororo à migrer au Cameroun, au point qu'un camp de réfugiés dû être établi en 2007 pour eux. La détérioration sécuritaire s'accompagna d'un recul de l'intervention de l'État, suite à l'émergence de groupes armés prétendant offrir une « protection » contre le banditisme aux locaux (tels que l'APRD ou le FDPC), tout en s'engageant dans la création de revenus, y compris sur les routes migratoires liées aux activités pastorales. Parmi ces groupes, on peut citer le FPR de Baba Laddé, créé dans le nord, près de Kaga Bandoro en 2009. Principalement constitué d'éléments Oudda Mbororo, qui avaient été auparavant des zaraguina, ce groupe hautement militarisé est réputé pour avoir établi des pâturages pour ses éleveurs tout en poursuivant ses activités criminelles, comprenant des exactions sur les populations locales.²⁶⁸ Son apparente dissolution en 2012 a vu la plupart de ses membres rejoindre la rébellion Séléka – et notamment Ali Darassa, de l'UPC, ancien bras droit de Baba Laddé.

4. L'intensification de la prédation sur le pastoralisme (de 2012 à aujourd'hui)

La crise de 2013 et la période qui suivit virent la RCA entrer dans une période marquée par une hostilité extrême et de prédation à l'égard du pastoralisme. La FAO estime que, depuis le début de la crise en RCA, les éleveurs peuls ont perdu entre 50 % et 77 % de leur cheptel, avec environ 1 million de têtes de bétail massacrées ou volées.²⁶⁹

L'implication de certains éleveurs peuls dans le mouvement Séléka et plus particulièrement dans des

264 Interview avec ECOFAUNE, février 2018.

265 Pour plus de détails sur le phénomène zaraguina, se référer au Chapitre III.

266 Certains commerçants de bétail profitèrent également de cette prédation en achetant des stocks de valeur à des prix inférieurs en raison des conditions de vente forcée auxquelles les vendeurs étaient soumis. Voir S. Issa, « La Prise d'Otages aux Confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », 2006, Polis, vol.13, 119-145.

267 E. Chauvin et C. Seignobos, 2013/4, *op cit.*, p.119 ; E. Chauvin *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?* Paris : AFD, 2018. La décapitalisation croissante des Peuls dans les années 1980 et 1990 a progressivement érodé les structures hiérarchiques des Mbororo, poussant les jeunes à rompre avec l'ordre des aînés de plus en plus démunis. De plus, l'association croissante du pastoralisme avec la violence et les préjugés préexistants ont contribué au développement d'un discours discriminatoire à l'égard des Mbororo à la fin des années 1980, aggravant la méfiance occasionnée par les ruptures de plus en plus fréquentes des arrangements pastoraux intercommunautaires (L. de Vries, 2017, *op cit.*).

268 E. Chauvin et C. Seignobos, 2013/4, *op cit.*, p. 139-40.

269 M. Luizza, *Transhumant Pastoralism in Central Africa: Emerging Impacts on Conservation and Security*, U.S Fish and Wildlife Service, septembre 2017, p. 2

exactions sérieuses à l'encontre des populations civiles²⁷⁰ eut pour conséquence la stigmatisation de l'entière population pastorale de la RCA par le peuple centrafricain dans son ensemble.²⁷¹ Les exactions commises par la Séléka en 2013 étaient considérées – à la fois par les populations pastorales et par les autres – comme un moyen de conquérir plus de territoires pour la pâture. Cela a exacerbé l'antagonisme avec les communautés locales au cours de cette période, contribuant à la recrudescence des assassinats ciblés contre les éleveurs peuls dans le cadre des purges visant les musulmans anti-balaka à la fin de 2013 et 2014.²⁷²

Ces attaques vidèrent des zones entières de la RCA occidentale de la plupart de leurs populations pastorales.²⁷³ En effet, les mouvements migratoires cataclysmiques occasionnés par les événements de 2014 ont aggravé la prédation régionale de trois manières principales :

Tout d'abord, ces mouvements vidèrent virtuellement certaines parties de l'ouest de la RCA²⁷⁴ de leurs communautés pastorales. Ainsi, les facteurs de pression sociale et environnementale dans les lieux servant de refuge poussèrent de nombreux éleveurs à retourner dans des zones où ils restèrent vulnérables à la prédation par des groupes toujours hostiles et opportunistes, tels que les anti-balaka. Ceci a contribué à l'augmentation du nombre de conflits dans ces zones et à la prolifération de milices d'autodéfense parmi les éleveurs.

Deuxièmement, en 2014, une concentration pastorale se développa dans le nord de la RCA, notamment autour d'Ouham et de Nana-Grébizi. Cette zone en vint à accueillir de nombreux éleveurs centrafricains fuyant les exactions des anti-balaka dans le sud et le centre, et ne voulant pas s'aventurer plus au nord en raison de la frontière fermée et du manque de pâturage pendant la saison sèche. En effet, malgré la fermeture de la frontière, ces zones ont continué à recevoir la transhumance venue du Tchad à la recherche de pâturages pendant la saison sèche. La région vit le développement d'une multitude d'activités génératrices de revenus pour les groupes armés en raison du grand nombre de têtes de bétail présentes et de l'importance du marché de Kaga-Bandoro. D'ailleurs, le racket, sous forme d'une prétendue « protection » fournie aux éleveurs en échange de taxes toujours plus importantes, devint une source de revenus clé et donc la raison d'être de certains groupes armés.

Troisièmement, en 2014, le sud et l'est de la RCA devinrent également une zone refuge pour les éleveurs fuyant les violences du nord et de l'ouest. Cela poussa ces éleveurs encore plus loin au cœur du territoire contrôlé par les rebelles et constitua une dynamique notable du conflit ethnique de la région en 2016 et 2017, dynamique qui induisit à son tour des migrations pastorales ultérieures et provoquant des zones de concentrations localisées. Ces mouvements pourraient avoir d'autres implications pour les opérations des groupes armés et la violence intercommunautaire dans le futur.

C. Dynamique de conflit de la prédation sur le pastoralisme

L'évolution de la prédation en RCA a complexifié la dynamique de conflit du pastoralisme. Dans le cas qui nous occupe, les conflits pastoraux traditionnels dans les parties les plus touchées par le conflit en RCA ont évolué en cycles de représailles, presque semblables à des guerres de brousses localisées, en particulier

270 Par exemple, le 1er mai 2013, des éléments de la Séléka et des éleveurs tchadiens armés attaquèrent le village d'Ouin, entre Batangafo et Kambakota, tuant 10 personnes en représailles du meurtre d'un éleveur tchadien par des villageois. Pour plus d'exemples, voir : MINUSCA/UNDP/ OHCHR, *Report of the Mapping Project documenting serious violations of international human rights law and international humanitarian law committed within the territory of the Central African Republic between January 2003 and December 2015*, mai 2017.

271 Après son accession au pouvoir, la Séléka traita également les communautés d'éleveurs avec suspicion. Sous le régime de la Séléka, les éleveurs peuls furent forcés de payer des « droits de pâturage illégaux », allant de 500 000 à 10 000 000 de FCFA par famille, en fonction de la taille des troupeaux – une somme dix fois supérieure à celle imposée par le régime de Bozizé (extrait du Fulani community memorandum, 2014).

272 MINUSCA/UNDP/ OHCHR, *Report of the Mapping Project documenting serious violations*, mai 2017, p.134. Pour plus de détails sur la prédation anti-balaka sur le commerce du bétail pendant cette période, voir : France 24, « Pénurie et trafic de bœuf à Bangui », 14 mars 2014.

273 En 2015, CRS rapporta l'absence des Woodabe, Djaafun, Danedji (Mbororo) et Foulbé dans les préfectures de Nana-Mamberé et Mambéré-Kadaï, où ces communautés étaient historiquement dominantes. Voir I. Tidjani, 2015, *op cit.*, p. 16-17; FAO-DRC-CRS, *Situation de la transhumance et étude socioanthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République centrafricaine*, mai 2015, p. 9.

274 Mambéré-Kadei, Nana-Mambéré, Ombella-Mpoko, Lobayé.

dans le nord-ouest. De nouveaux groupes armés sont entrés dans le conflit, certains cherchant à « protéger » les éleveurs, d'autres adoptant un discours similaire mais qui dans les faits ne sont que simplement intéressés par l'obtention d'un gain financier. Ici, les motifs des groupes armés sont aussi bien de garantir le contrôle du bétail par eux-mêmes que de taxer les autres pour le transit et la pâture.

L'essor du racket dans ce secteur a également vu des groupes armés entrer dans des schémas de rivalités et d'alliances complexes afin d'exercer le contrôle sur les routes de migration et les hubs commerciaux clés. De telles rivalités se sont transformées en violence dans certaines localités stratégiques. Ainsi, par exemple,

le hub stratégique de transit transfrontalier de Bang et de ses environs (Koui, Bocaranga et Paoua) fut le lieu de heurts fréquents entre le MPC, le RJ, les 3R et les anti-balaka, la MINUSCA ne débutant son intervention que vers la fin 2017/début 2018.²⁷⁵ De même, la zone située autour de Bambari – une plaque tournante stratégique pour le commerce du bétail étant donnée sa proximité avec d'excellents pâturages et marchés de collecte – fut le théâtre de nombreux conflits entre 2016 et 2017.

Les expansions territoriales, les migrations d'éleveurs entraînées par la prédation et les conflits liés au pastoralisme ont également provoqué des tensions croissantes avec les populations locales. Non seulement certaines zones ont connu une augmentation du nombre d'« étrangers » – de par leur ethnie ou leur nationalité – mais, en outre, ces « étrangers », qui semblent souvent partager certaines affiliations religieuses ou linguistiques, ont souvent contribué à rendre difficile l'accès aux ressources pour les locaux et représenté des menaces pour la sécurité. D'ailleurs, la dynamique de sécurité liée au pastoralisme a généré des liens – de gré ou de force – entre les éleveurs et les groupes armés. Le plus connu d'entre eux est le lien entre l'UPC et les éleveurs peuls, mais on peut également citer le MPC, qui est considéré comme étant proche d'éleveurs gardant les troupeaux des Tchadiens « importants », conférant ainsi au groupe un intérêt pour le contrôle des migrations et de l'accès aux pâturages. De plus, comme les groupes armés ne comptent pas que sur le pastoralisme pour générer des recettes, leur présence s'accompagne souvent de racket à l'encontre d'autres secteurs économiques locaux.



Bétail

Sphères d'influence des groupes armés et pastoralisme

Lorsqu'on examine les sphères d'influence des groupes armés, on peut observer une certaine corrélation entre l'identité ethnique et nationale des membres des groupes armés, leur ciblage du pastoralisme et les régions dans lesquelles ils opèrent.

Par exemple, le MPC est composé de combattants ethniques arabes et peuls, dirigés par Mahamat Al Khatim, un Arabe salamat originaire du sud du Tchad. L'influence territoriale du groupe coïncide avec les activités agro-pastorales de certains Mbororo tchadiens et soudanais qui arrivèrent dans

275 Interview avec une source confidentielle de l'ONU, février 2018.

les préfectures d'Ouham et de Nana-Grébizi dans les années 1980,²⁷⁶ ainsi que celles des éleveurs et commerçants arabes²⁷⁷ qui dominaient traditionnellement Kabo et étaient présents à Batangafo.²⁷⁸

De même, la domination de l'UPC dans la préfecture d'Ouaka est corrélée avec les importantes migrations pastorales de différents sous-groupes Peuls Mbororo à destination de cette région à partir des années 1940. Alors que le sous-groupe Djaafoun Mbororo est fortement enraciné à Bambari, il est maintenant dépassé en nombre par les éleveurs Danedji et Oudda²⁷⁹ – ce dernier étant le sous-groupe Mbororo d'Ali Darassa. Même si les Djaafun et les Wodaabe restent les sous-groupes peuls les plus représentatifs dans les préfectures d'Ouaka et de Basse-Kotto, les Danedji, les Ngadjawa et les Oudah prennent de l'importance en termes de nombre de têtes de bétail, les Oudah et les Danedji montrant également une présence importante dans le Mbomou et le Haut-Mbomou. D'ailleurs, la transhumance en Haute-Kotto est dominée par les Oudda Mbororo depuis leur arrivée en 1988.²⁸⁰ Ceci peut expliquer que la présence de l'UPC soit acceptée autour de Bria depuis 2015 – zone qui semblait à cette époque plus éloignée de la zone d'opérations principale du groupe.

D. Prédation des groupes armés sur le commerce de bétail en RCA

Dans l'économie politique du pastoralisme au sens large, la commercialisation de bétail est sujette à un ensemble particulier de règles. Le circuit commercial implique le déplacement des bovins des zones de pâturage vers Bangui, centre de consommation, d'environ 200 têtes de bétail par jour, soit environ 73 000 par an.²⁸¹ Sur ce circuit, les groupes issus de l'ex-Séléka ont cherché à maximiser leur contrôle sur la chaîne logistique jusqu'à Bangui, bénéficiant des profits générés par la différence entre le prix d'une tête de bétail dans le cas des troupeaux itinérants à l'intérieur des terres (aux alentours de 50 000 FCFA) et le prix à Bangui (plus de 500 000 FCFA).²⁸²

Le réseau de distribution du bétail en RCA²⁸³

Bien que la plupart des éleveurs de bétail soient peuls, le commerce du bétail est historiquement dominé par les Arabes ainsi que par quelques Peuls.²⁸⁴ Les marchands de bétail comptent sur des collecteurs déployés dans les zones d'élevage de bétail pour assurer la collecte et le suivi du transport vers Bangui. Dans cette ville, le bétail est abattu et acheté par des bouchers qui le distribuent aux consommateurs finaux. Les transporteurs (par véhicule) ou les éleveurs sont chargés d'acheminer les troupeaux, achetés dans les centres de collecte et de distribution, en toute sécurité jusqu'à la chaîne logistique et au marché terminal. Une fois à Bangui, des courtiers sont généralement utilisés pour faciliter la vente et l'achat entre les marchands de bétail et les acheteurs.

276 F. Goemans, *Rapport de mission sur la transhumance et l'agropastoralisme en République centrafricaine*, FAO, décembre 2017, p. 9 ; FAO-DRC-CRS, 2015, *op cit.*, p. 16.

277 Constitués de groupes ethniques arabes tels que les Salamat, Hawazmé, Matanine, Toundjour, Banissayid et Ouled-rachid, souvent désignés par le terme « Mbarara ».

278 Interviews avec des spécialistes de la transhumance, septembre 2016, décembre 2017 et février 2018.

279 Ibid.

280 I. Tidjani, 2015, *op cit.*, p. 17. Des éleveurs arabes et d'autres sous-groupes Mbororo sont également présents.

281 P. Schouten *et al.*, *The Politics of Pillage, the political economy of roadblocks in the Central African Republic*, IPIS, Antwerp, novembre 2017, p. 26.

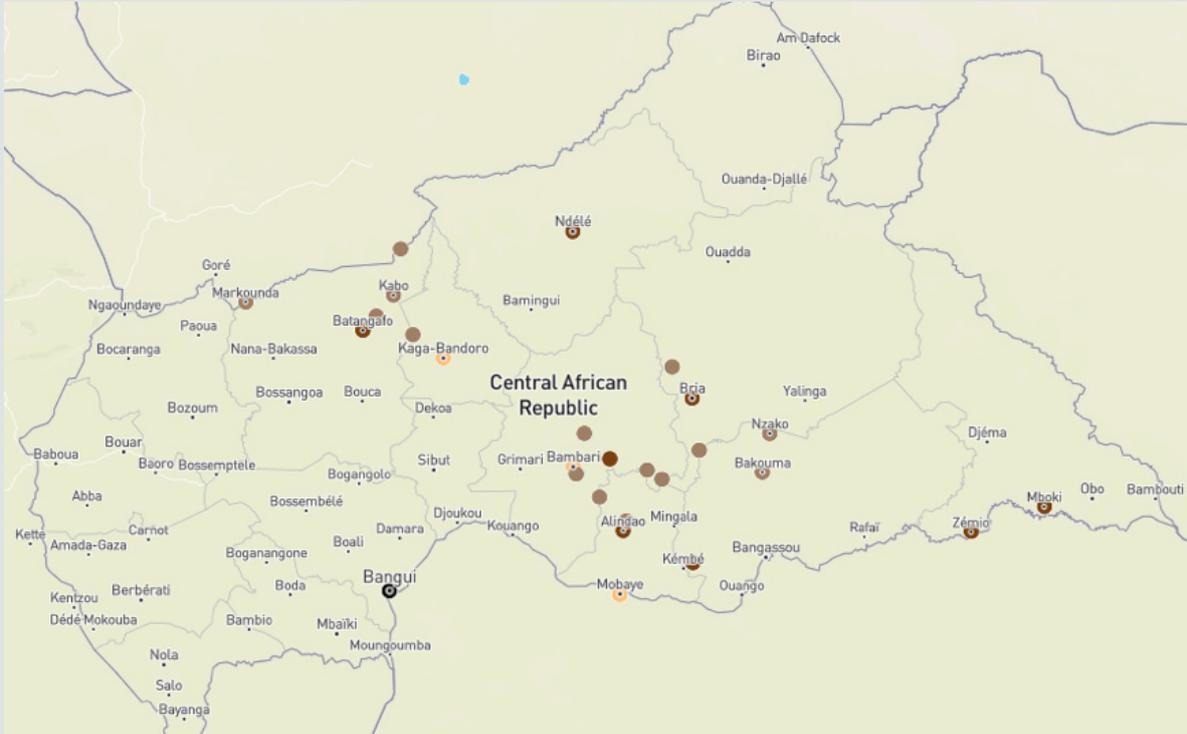
282 Ibid.

283 Les informations données dans cette section ont été compilées à partir d'interviews de spécialistes de la transhumance en décembre 2017 et février 2018.

284 Parmi les cinq associations de commerçants de bétail de la capitale avant 2013, une seule semble avoir eu une représentation Peul

(Entretien avec une source confidentielle de l'ONU, février 2018).

Bangui est le seul marché terminal de la RCA et est par conséquent l'endroit où convergent toutes les chaînes d'approvisionnement en bétail. La ville est le siège du plus grand abattoir du pays, dirigé par la *Société d'État des Abattoirs (SEGA)*, et la consommation de viande dans la capitale est forte. En effet, alors que l'abattage du bœuf a chuté pendant la crise avec des estimations indiquant une moyenne d'environ 27 abattages par jour, les rapports suggèrent que ce chiffre est revenu en moyenne à 122 têtes abattues quotidiennement en 2016 et à 197 au premier trimestre 2017.²⁸⁵ Le statut de Bangui en tant que marché terminal signifie qu'il y existe aussi un commerce lié aux produits dérivés.²⁸⁶



Central African cattle markets, distribution points and terminal market in 2017

Bangui est principalement approvisionnée par Kaga Bandoro et Bambari, bien que, depuis 2014, le trafic fluvial depuis Mobayé a également commencé à occuper une place significative dans la chaîne d'approvisionnement de Bangui. Ces centres de distribution accueillent également des abattoirs pour la consommation locale et sont desservis par de nombreux marchés de collecte locaux dans les zones de production de bovins. Ainsi, par exemple, les villes de Moyenne-Sido, Markounda, Kabo, Gbazara et Ouandago ont toutes des marchés de collecte alimentant Kaga Bandoro, tout comme Batangafo et Ndele, dont les marchés sont légèrement plus importants. Les collecteurs, travaillant pour de grands commerçants, sillonneront ces zones de production en respectant le calendrier des marchés locaux pour acheter des animaux, souvent également par l'intermédiaire de courtiers.

285 Voir Corbeau News Centrafrique, « Centrafrique : Délocalisation provisoire du marché à bétail dans l'enceinte de l'abattoir frigorifique de Bangui », 14 avril 2017. Des interviews réalisées dans un abattoir à Bangui ont souligné le fait qu'environ 10 % du bétail amené à l'abattoir en 2016 était constitué de vaches en gestation. Ce type d'abattage ne fait généralement pas partie de l'élevage, ce qui suggère que les éleveurs ne tirent pas parti de ces vaches, ce qui indique clairement qu'ils sont en conflit avec les éleveurs. Chauvin note que la vente de génisses, de vaches reproductrices, de veaux, de taureaux et d'autres bovins normalement utilisés pour développer un troupeau permet d'identifier les éleveurs obligés d'abandonner leur bétail. Voir E. Chauvin, *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?* AFD, juin 2018, fn.13, p.41.

286 Par exemple, les peaux de bovins sont transportées au Nigéria par camion une fois par mois pour être transformées en articles en cuir (Jeune Afrique, « Centrafrique : des abattoirs improvisés face à la faillite de l'économie », 5 décembre 2015).

De même, Bambari est alimenté par des marchés de collecte tels que Maloum, Alindao, Pombolo,²⁸⁷ Bokolobo, Boyo, Ndassima, Bangui-Banda et Liwa, bien que les quatre premiers soient plus importants en taille et en activité. Les ventes peuvent également avoir lieu dans des camps d'éleveurs, où certains commerçants se rendent pour acheter à des prix plus bas.

Dans l'est, Bria était un grand marché avant la flambée de violence de 2017, même si son marché n'a jamais eu la taille de ceux de Kaga Bandoro ou de Bambari. La ville est approvisionnée par des marchés de collecte tels qu'Aigbando, Nzako, Irabanda et Bakouma,²⁸⁸ les deux premiers étant les plus importants. Zemio et Mboki sont également de grands marchés, qui fournissaient Bangui directement avant 2013, mais le font maintenant indirectement via Bambari. À Vakaga, le commerce du bétail à Birao et à Amdafok est devenu plus important pour la consommation locale depuis 2013, Amdafok étant le plus grand des marchés.

La récente réapparition des éleveurs autour de localités telles que Gamboula, Noufou et Dilapoko a permis de constater que ces lieux sont devenus des marchés de collecte pour le commerce à Berberati, qui dispose d'un abattoir pour la consommation locale. À l'heure actuelle, aucun rapport ne montre que Berberati desservirait Bangui. De même, bien que des lieux tels que Besson, Sebewa, Kouï et Niem continuent d'être des marchés de collecte pour Bouar, le bétail commercialisé dans ces villes semble également être destiné à la consommation locale.

Les groupes armés mènent des activités aux différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement du bétail. Tout d'abord, ils imposent des « taxes de transhumance » dans les zones de pâturages, pour un montant total estimé à 1 million d'euros par an.²⁸⁹ À titre d'exemple, ils peuvent traverser les champs pastoraux demandant d'être payés « en nature » pour une « protection » annuelle (par exemple, 4 têtes de bétail), alors que dans des communes comme Bambari, les autorités communales sont engagées dans la collection de taxes pour le bénéfice de groupes armés. Ceci crée des tensions entre les éleveurs et leurs représentants traditionnels bien que ces derniers soient obligés d'accéder à ces demandes pour éviter de donner l'impression qu'ils s'opposent aux groupes armés.²⁹⁰

Deuxièmement, les groupes armés imposent des taxes au niveau des centres principaux de distribution, ainsi que sur les routes qui y mènent, tels que Kaga Bandoro (contrôlé par le FPRC et le MPC), Bambari (UPC) et Mobaye (UPC) ainsi qu'au niveau des marchés de collecte locaux ou régionaux, tels que Kabo (MPC), Maloum (UPC) et Boyo (UPC). Les taxes appliquées sur les marchés de bétail principaux que sont Kaga Bandoro et Bambari représenteraient à elles seules 1,9 millions d'euros par an.²⁹¹ De plus, sur les marchés de collecte, tels que Maloum, les acheteurs et les vendeurs sont tous soumis à une taxe de 5 000 FCFA par transaction de vente.²⁹²

Une série de barrages routiers et fluviaux sont également érigés entre ces marchés et Bangui, afin de taxer le transport du bétail. On estime que le montant total des taxes perçues à tous les barrages routiers situés entre Kaga Bandoro, Bambari et Bangui atteint au moins 420 000 euros par an pour le financement des groupes armés. D'anciennes recherches indiquent que les profits totaux réalisés par les groupes issus de l'ex-Séléka à partir du circuit du bétail atteignent au moins 3,59 millions d'euros par an.²⁹³ Ce montant exclut les profits dérivés générés par les acteurs armés à partir du vol de bétail, de la participation directe au commerce du bétail ainsi que les taxes prélevées sur les marchés de collecte ou dans les pâturages.

L'occupation par les groupes armés des terres pastorales, des sites de production, des marchés de collecte et des principaux centres de négoce de bétail fait qu'il est de plus en plus difficile pour les éleveurs d'apporter leur propre bétail au marché. Le racket mené par différents groupes sur les routes de transit rend ces efforts prohibitifs d'un point de vue économique pour la plupart des éleveurs qui doivent payer

287 Il s'agissait d'un grand marché avant les confrontations entre les anti-balaka et l'UPC en 2017.

288 Il faut noter que ces villes sont également des villes minières importantes, ce qui souligne le rôle des centres miniers en tant que marchés de consommation stratégique, influençant la localisation pastorale, même en des temps de grande insécurité.

289 P. Schouten *et al.*, 2017, *op cit.*, p.26.

290 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

291 P. Schouten *et al.*, 2017, *op cit.*, p.26.

292 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

293 P. Schouten *et al.*, 2017, *op cit.*, p.27.

des taxes de péages à de multiples reprises en dépit de la délivrance de reçus qui ne sont d'ailleurs généralement pas reconnus entre les différents groupes.²⁹⁴ Ainsi, aujourd'hui, il est de plus en plus difficile pour les éleveurs de simplement apporter leur bétail au niveau des centres majeurs de négoce de Kaga Bandoro et de Bambari. Ceci, ainsi que les attaques anti-balaka, a souvent obligé les négociants opérant sur ces marchés à contracter les services de semi-remorques et d'autres camions pour transporter les troupeaux vers le marché terminal de Bangui.²⁹⁵ Cela est particulièrement vrai lorsque le transport à pied est rendu impossible par les conditions de sécurité. Le transport par véhicules peut également entraîner d'autres coûts supplémentaires, tels que le paiement du sable dans les remorques, pour empêcher les bovins de tomber pendant les longs trajets sur les routes quasiment non pavées et difficiles de la RCA.

En conséquence, une grande partie de la différence de prix du bétail entre les zones de pâturage et Bangui est constituée à la fois par les taxes imposées par les groupes armés et par le coût supplémentaire dédié à la sécurisation du transit jusque sur les marchés.²⁹⁶

Exemples de prédation sur le commerce du bétail de la part de différents groupes

Tous les barrages routiers du MPC se trouvent dans des couloirs de transhumance clés et Al Khatim impose souvent des escortes armées sur les troupeaux transhumants en échange d'une somme d'argent ou d'un nombre fixe de bovins, en fonction de la taille du troupeau.²⁹⁷

Le dirigeant du MNLC, le général Bahar, avait créé un corridor « sûr » pour le bétail venant du Tchad entre Bémal et Paoua à la fin de l'année 2017 et avait cherché à en créer un autre vers le Cameroun. En chemin, ses hommes prélèvent de lourdes taxes sur la route et le marché.²⁹⁸

Le passage d'éleveurs via N'Dele nécessite un paiement de 120 000 FCFA par troupeau au « bureau des impôts » géré par Adome, un ancien chef d'état-major du FPRC, nommé par Nouredinne Adam.²⁹⁹ Des unités mobiles du FPRC sont installées le long des itinéraires de transhumance, principalement autour de Ngolongosso et de Ngarba, pour prélever ces taxes.³⁰⁰ Le Groupe d'experts de l'ONU estime que les taxes sur la transhumance prélevées par le MPC et le FPRC pourraient s'élever à 1 millions d'euros par an.³⁰¹

Par ailleurs, l'UPC est réputée pour imposer des « hommages » aux éleveurs afin de garantir leur sécurité et leur liberté de mouvement. Ces « hommages » sont généralement payés en nature (tête de bétail).³⁰² Les 3R sont également connus pour cibler, sécuriser et contrôler les itinéraires de transhumance.³⁰³ Les éleveurs préfèrent suivre ces règles plutôt que de s'exposer à des risques d'assassinats et aux raids des anti-balaka, en dépit du fait que ces taxes augmentent souvent.

La rhétorique de « protection » d'éleveurs a été adoptée par pratiquement tous les groupes, qu'ils jouent ou non un rôle réel dans cette protection ou s'intéressent simplement à l'encaissement des taxes. Ainsi, par exemple, les frères Ndalé ont également cherché à « protéger » la migration du bétail en imposant de lourdes taxes sur les mouvements de bétail autour de Bouar.

294 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

295 Ibid.

296 Voir aussi FAO/WFP, *Rapport Spécial: Mission FAO/PAM d'Évaluation des Récoltes et de la Sécurité Alimentaire en République Centrafricaine*, mars 2016, p. 42 note 46. Cette étude fait remarquer qu'en octobre 2015, le prix du bétail était 87 % plus élevé qu'avant la crise.

297 Communication avec une source de l'ONU, 2017 ; FAO, « *Bulletin de la campagne de vaccination* », 2016, p. 4.

298 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §195

299 Interview à N'Dele, 2017.

300 Voir le rapport intermédiaire du groupe d'experts de l'ONU, S/2017/639, annexe 5.10.

301 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §172.

302 Interviews à Bambari, décembre 2016. Voir aussi le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §144.

303 Voir aussi le rapport du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032 §216 ; S/2016/694, §98-101. Auparavant, les FACA payaient dans cette zone 200 000 FCFA par mois pour pouvoir continuer leur déploiement (Interview avec la FNEC, septembre 2016).

Le système de prédation mis en place autour de la commercialisation du bétail est résumé dans la table ci-dessous:

Table 2. Résumé des taxes et des coûts dans la chaîne d'approvisionnement du bétail (données pour 2017)

Point de la chaîne	Prix d'un animal	Coûts de transport	Taxe par animal	Profit pour les groupes issus de l'ex-Séléka par an
Animal intégré dans un troupeau au Tchad ou dans le nord du pays	50 000 FCFA		Aucune	
Marché à la frontière	100 000 FCFA		5 000-10 000 FCFA (ex-Séléka)	182,5 millions de FCFA (278 000 EUR) ³⁰⁴
Pâturage et transfert au marché		Transporteur, coût inconnu	Taxe de transhumance / de sécurité (ex-Séléka), 5 000-10 000 FCFA	656 millions de FCFA (1 million EUR)
Marché de Bambari / Kaga Bandoro	200-400 000 FCFA		34 000 FCFA (ex-Séléka)	1,241 milliards de FCFA (1,9 millions EUR)
Marché de Bangui		Camion, 50 000 FCFA (par animal)	10 000 FCFA (taxe moyenne par animal à un barrage routier) ³⁰⁵	275 millions de FCFA (420 000 EUR)
Bangui	300-600 000 FCFA			
Total			55 000 FCFA par animal	2,354 milliards de FCFA (3,59 millions EUR) par an

Il est clair que du fait de l'importance que le commerce des bovins représente pour le PIB de la RCA, ainsi que de son rôle central dans les conflits à Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Grébizi, Ouaka, Nana-Mambéré et, par extension, à Bangui, la restauration de l'autorité de l'État sur le circuit du bétail a été une préoccupation majeure. Les efforts pour atteindre celle-ci n'ont eu qu'un succès limité à Bambari en 2017, à la suite de l'alliance entre le FPRC et les anti-balaka qui chassa l'UPC d'Ali Darassa de la ville. À Kaga Bandoro, par contre, l'alliance entre le MPC et le FPRC repoussa les tentatives de la MINUSCA visant à restaurer le contrôle de l'État



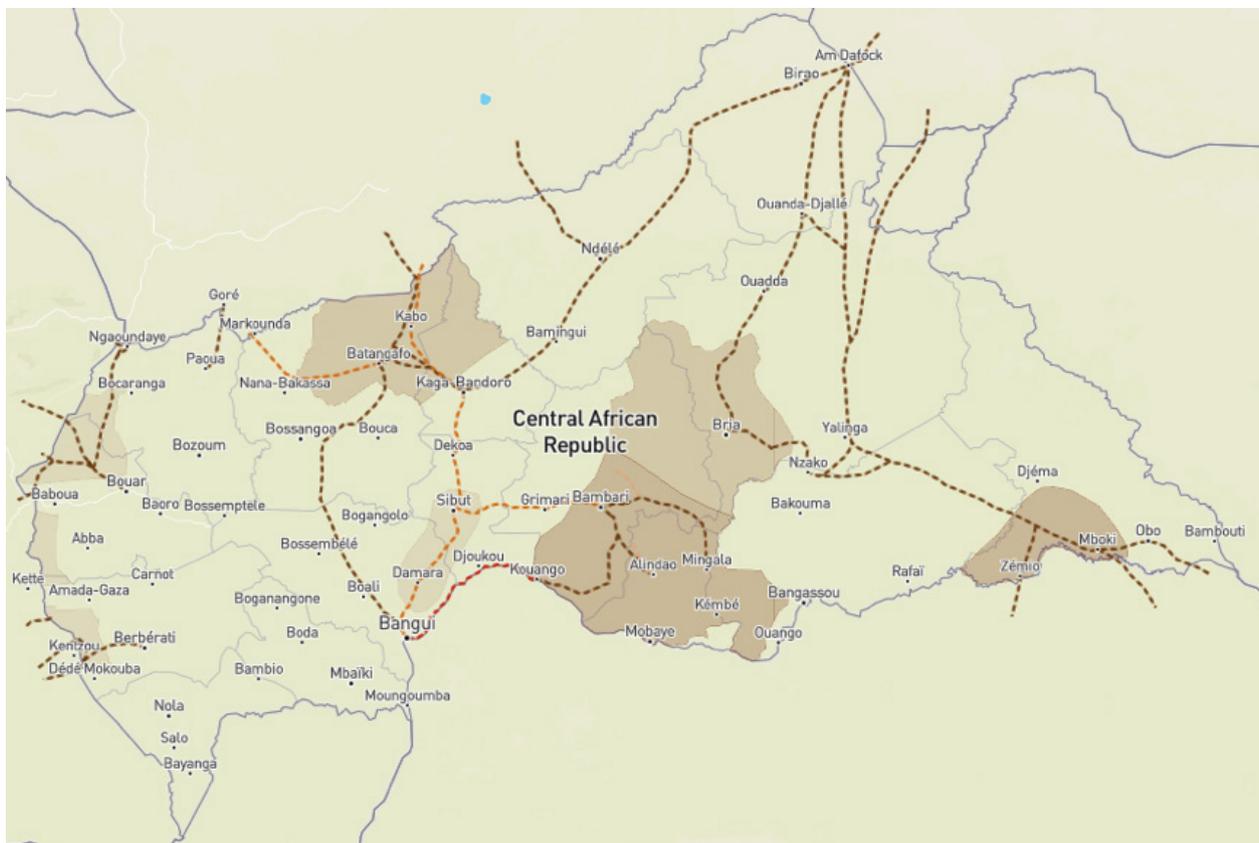
Le circuit soudanais

304 Bases du calcul : en supposant que la moitié du bétail qui est vendu à Bangui passe par ce type de marchés régionaux à un moment donné, on peut calculer que 36 500 têtes de bétail coûtant au moins 5 000 FCFA généreraient autour de 182,5 millions de FCFA (278 000 EUR) par an. Cette estimation est néanmoins très conservatrice puisque les marchés de bétail régionaux autour de Mobaye génèrent à eux seuls un niveau de profit similaire pour le compte de l'UPC, sans prendre en compte les nombreux autres marchés régionaux ou situés à la frontière. Le taux de conversion utilisé dans ce rapport est de 1 EUR pour 656 FCFA (taux de novembre 2017).

305 Cette moyenne est calculée sur la taxe prélevée sur les camions, divisée par le nombre moyen de têtes de bétail dans le camion (15).

sur le marché aux bestiaux. Dans la région de Bouar, Les frères Ndalé ont également combattus les FACA dans leur tentative de rétablissement du contrôle de l'État autour du marché aux bestiaux de cette ville, en septembre 2017,³⁰⁶ tout en tentant d'empêcher la MINUSCA d'accéder aux centres de production de bétail de Niem et Bocaranga.

E. Réponses pastorales à la prédation et aux crises depuis 2013



Zone de concentration de bétails et des principaux corridors de transhumance en 2017

1. Dynamique pastorale dans l'ouest et le nord-ouest de la RCA

De nombreux éleveurs fuyant les exactions commises par les anti-balaka dans l'ouest de la RCA en 2014 avaient traversé la frontière camerounaise avec leurs troupeaux pour rester aux alentours de Garoua-Boulai, Kenzo et Yokadouma.³⁰⁷ Certains, principalement des Foulbé, restèrent à Kouï, tandis que d'autres restèrent à Besson et à Niem-Yelewa.³⁰⁸ Cependant, des facteurs de pression tels que le surpeuplement et le besoin de pâturages en saison sèche, ainsi que des conflits avec les éleveurs et les agriculteurs camerounais, provoquèrent un certain nombre de retours dans l'ouest de la RCA, surtout depuis 2016.³⁰⁹ Ces retours ont été accompagnés d'actes de prédation commis par les anti-balaka, prenant la forme de vol de bétail et de racket, parfois en collaboration avec certaines autorités administratives et services liés à l'élevage.

306 D'après le Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §206

307 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

308 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

309 Pour plus d'informations sur les retours dans les zones minières de production de diamants, voir Chapitre V.

Prédations sur les éleveurs par les groupes anti-balaka

Dans le nord-ouest du pays, le retour d'éleveurs poussés en dehors des pâturages nord-camerounais depuis 2015 eurent pour effet la concentration d'éleveurs autour de Kouï-Niem-Yelewa-Sabewa, dans la préfecture de Nana-Mambéré. Depuis, ces communautés sont sujettes à des vols de bétail, commis par les anti-balaka. Fin 2015, ceci engendra la création du groupe armé appelé « 3R »,³¹⁰ opérant près de la frontière avec le Cameroun. Les 3R se targuent de protéger les éleveurs bien que ce groupe ait perpétré de graves exactions portant atteinte aux droits de l'Homme, exactions qui sont clairement en dehors de cet objectif,³¹¹ et semble s'engager dans la taxation aux barrages routiers entre le Cameroun et Niem-Yelewa.³¹² Le groupe anti-balaka basé à Bouar et dirigé par les frères Ndalé a particulièrement ciblé les mouvements de bétail et les camps d'éleveurs dans ces communes, vendant ensuite le bétail volé à Bouar. En 2016 et 2017, les attaques du groupe anti-balaka des Ndalé étaient souvent suivies d'attaques commises par les 3R, de sérieux abus étant commis par les deux groupes à l'encontre des civils. Des cas de vol de bétail et les représailles qui suivirent dans la zone de Baboua en avril 2016, par exemple, menèrent au développement d'un cercle vicieux de violences dans la localité de Niem-Yelewa. En effet, ils ont continué à créer un certain nombre de zones interdites dans la zone de Nana-Mambéré en 2017.³¹³ En dépit de cela, 2017 a connu une nouvelle migration vers Niem-Yelewa en raison des inquiétudes liées à la surpopulation étant donné que la reprise de la transhumance transfrontalière saisonnière occasionna d'autres arrivées à Besson et à Kouï.³¹⁴ Aujourd'hui, cette zone reste une zone de grande insécurité due en partie à la prédation accrue d'autres groupes armés tels que le Siriri et le FDPC.

Les négociations visant à garantir un retour progressif et limité d'éleveurs à Mambéré-Kadeï, dans le sud-ouest de la RCA, ont commencé en février 2016. En 2017, environ 6 500 éleveurs seraient retournés dans la région, notamment dans des zones comme Gamboula, Nassolé, Dilapoko et Noufou.³¹⁵ Cependant, ces retours ont souvent été soumis à des « conditionnalités » que ceux qui reviennent n'étaient généralement pas enclins à discuter.³¹⁶ Ces « conditionnalités » sont caractérisées par le racket des groupes anti-balaka – particulièrement ceux qui maintiennent une présence entre Gamboula et Amada Gaza. Ces groupes suivent ceux qui reviennent jusqu'aux camps et leur extorquent de l'argent ou du bétail contre leur « sécurité ». Certaines estimations évaluent le coût du retour à environ 50 000 FCFA par troupeau et, fin 2017, on estime à environ 130 le nombre de bœufs volés pendant ce processus de retour.³¹⁷ Comme dans le nord-ouest, cette situation entraîna la création d'un nouveau groupe d'autodéfense Mbororo, auto baptisé Siriri, fin 2017 (pour plus d'informations, se référer au Chapitre I). Dans d'autres cas, les éleveurs ont tenté d'accéder aux pâturages en utilisant la route à partir de Gamboula, le long de laquelle, en 2017, les patrouilles de la MINUSCA offraient au moins une protection, certes limitée, contre les attaques anti-balaka. Cependant, dans bien des cas, le retour vers les zones d'origine est rendu impossible par une hostilité toujours présente. Ainsi, certains efforts sont faits pour entrer dans une médiation locale dans le sud-ouest (voir Chapitre V). À cet endroit, outre le harcèlement anti-balaka, les problématiques principales sont l'occupation continue des terres et des biens appartenant à des membres de la communauté musulmane élargie, ainsi que la culture de zones qui étaient d'anciens pâturages, le retour d'éleveurs vers ces zones risquant d'engendrer de futurs conflits.

310 Considéré comme étant composé principalement d'anciens éleveurs et de leurs fils ayant perdu leurs biens lors des événements de 2013.

311 Human Rights Watch, « République centrafricaine : un nouveau groupe armé sème la terreur. Le groupe 3R a perpétré des meurtres et des viols dans le Nord-Ouest du pays », décembre 2016 ; Rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, para. 119

312 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §199.

313 Pour une évaluation plus complète de la dynamique de sécurité, voir : T. Vircoulon, *Assessment of Conflict Dynamics in Nana-Mambéré Prefecture*, 2017. La forte volatilité implique que les incidents survenant dans cette zone sont souvent peu rapportés ou alors souvent rapportés de manière générique, ce qui est en partie dû à l'impossibilité d'accéder à cette région pour ceux qui y sont étrangers.

314 Conférence téléphonique entre l'IPIS et un représentant de la FNEC, décembre 2017. On dit que les éleveurs peuls auraient quitté Garoua-Boulai (Cameroun) pour Besson, alors que les éleveurs tchadiens se seraient dirigés vers Kouï, via Bang ou Ngaoundai.

315 Interview avec un expert en médiation, octobre et décembre 2017.

316 Interviews réalisées à distance avec un représentant d'éleveurs, décembre 2017.

317 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

Dans l'Ouham-Pendé, une transhumance importante venue du Tchad se poursuit, en particulier à destination de la sous-préfecture de Kouï. Cela a poussé une partie de la transhumance interne vers le sud, en direction de la préfecture de Nana-Mambéré, pour éviter le surpâturage dans la commune. Plus à l'est, Paoua fut le théâtre d'un violent conflit entre la RJ et les 3R fin 2017, rendant la sécurité extrêmement volatile. Depuis mai 2016, la collaboration avec la RJ avait permis au leader du MNLC, le général Bahar (à cette époque toujours avec le MPC) de s'assurer le contrôle de l'axe routier reliant Paoua et la frontière tchadienne, attirant la transhumance tchadienne vers son marché aux bestiaux contrôlé par le MPC, près de Paoua.³¹⁸ En juillet 2017, des éléments Bahar sécurisèrent le contrôle de Bang, un point d'entrée stratégique en RCA pour la transhumance venue du Tchad, du Cameroun et du Niger, étant donnée sa situation, à la jonction territoriale entre la RCA, le Cameroun et le Tchad. La MINUSCA chassa le groupe de la ville en octobre 2017. À la suite de violents combats entre le MNLC et le RJ à Paoua et Markounda depuis fin décembre 2017, la MINUSCA entreprit des opérations de sécurité similaires autour de Paoua début 2018 dans le but de restaurer la sécurité.

2. Dynamique pastorale dans le nord de la RCA

Le conflit qui a éclaté en 2013 a vu la préfecture d'Ouham largement vidée de sa population transhumante transfrontalière, ne laissant qu'un pastoralisme transfrontalier et interne limité autour de Kobo, où vivent des éleveurs arabes sédentaires, et de Batangafo, qui abrite à la fois des groupes Mbarara et Peuls.³¹⁹ Cependant, en 2014, d'éleveurs peuls arrivèrent massivement dans le nord de la préfecture d'Ouham et dans celle de Nana-Grébizi, dans l'optique d'échapper aux exactions commises par les anti-balaka à Bossangoa, Nana-Bakassa, Bouca, Bogangolo, Sibut et Damara. Ceci entraîna une augmentation des concentrations localisées de bétail dans la région. De plus, alors que la fermeture de la frontière avec le Tchad engendra une restriction de la transhumance internationale, de nombreux éleveurs tchadiens continuèrent pourtant à entrer dans le nord de la RCA par la route non-officielle de Kobo ou par la préfecture de Bamingui-Bangoran.³²⁰ En effet, les éleveurs de Bamingui-Bangoran continuèrent leur transhumance interne vers les pâturages de Nana-Grébizi. Bamingui-Bangoran est donc un lieu de transit pour les éleveurs cherchant à accéder au marché de Kaga Bandoro depuis Vakaga ou même depuis le Soudan.³²¹

L'importance du marché de Kaga-Bandoro et l'impact de ces concentrations élevées de bétail sur le commerce local firent de la ville, ainsi que de la région dans son ensemble, un point d'attention particulier pour les ex-Séléka en 2015. Ainsi, alors que le MPC d'Al-Khatim sécurisa le contrôle de l'axe stratégique Sido-Kobo-Kaga-Bandoro, taxant les éleveurs et les marchands qui passaient par celui-ci,³²² le FPRC y relocalisa son siège vers la mi-2015. Les premières estimations d'un groupe d'experts de l'ONU, indiquèrent que les revenus du FPRC générés à partir des marchands de bétail s'élevaient autour d'1,2 millions de dollars en 2015, sur la base d'une taxe de 20 000 FCFA par tête de bétail et si l'on estime que 80 à 100 vaches passent quotidiennement par Kaga-Bandoro.³²³

En dépit de la déjà forte concentration en bétail, les conditions climatiques difficiles et le conflit se développant dans le centre, le sud et l'est de la RCA en 2016 et 2017³²⁴ poussèrent d'autres éleveurs à

318 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, décembre 2017, §195-196.

319 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

320 Ibid.

321 Ibid.

322 E. Chauvin, « Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénuries des rentes en Centrafrique », *Les cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, 2015, p. 489.

323 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §171.

324 Les conflits à Sibut, Kaga-Bandoro, Mbrés, Bambari et Bria ont provoqué l'arrivée d'éleveurs peuls et de certains éleveurs arabes fuyant ces villes.

gagner cette zone du nord du pays. Les facteurs³²⁵ écologiques et ceux liés au conflit régional dans son ensemble firent croire la transhumance transfrontalière depuis le Tchad vers Batangafo et Kabo à partir de 2015. Ceci s'est accompagné d'une augmentation des « transits forcés » à travers le territoire hostile des anti-balaka pour atteindre de meilleurs pâturages ou même le PK45 de Bangui.³²⁶ Ces troupes lourdement armées cherchent à éviter les villages pour minimiser les attaques, bien que leur passage ait des implications importantes en termes de conflit avec les agriculteurs locaux. Pour les éleveurs non-armés ou peu disposés à prendre part à de tels combats, Bangui reste inaccessible. Ainsi, ils préfèrent compter sur le marché de Kaga-Bandoro pour vendre leur bétail, en dépit des fortes taxes imposées par le MPC et le FPRC.³²⁷ En effet, alors que le transit vers Bambari est resté intact après 2014, la volatilité autour de Bakala en 2016 et 2017 a entraîné la fermeture de cette route.³²⁸ Les bovins étaient alors simplement dirigés vers Sibut et Damara pour pouvoir accéder à Bangui.³²⁹

Même si la présence d'éleveurs dans la préfecture de Bamingui-Bangoran ne semblait pas montrer de croissance soudaine début 2014, cette préfecture a néanmoins vu croître graduellement les concentrations de bétail à partir de 2015.

Les traversées illicites de la frontière entre le Tchad et la préfecture Bamingui-Bangoran ont fait apparaître de plus fortes concentrations de bétail autour des routes de Ngolongosso et Ngarba. De plus, suivant les cours d'eau navigables, les éleveurs arrivent également du Soudan via Vakaga, ce qui entraîne une présence croissante d'éleveurs près des zones protégées pendant les périodes de migration. Les défenseurs de l'environnement affirment que le pastoralisme est actuellement la plus grande menace pour les efforts de conservation dans ces régions septentrionales en raison de son potentiel de destruction de l'habitat, même s'ils restent optimistes quant à la possibilité de gérer les migrations.

3. Dynamique pastorale dans l'est et le sud-est de la RCA

Comme indiqué ci-dessus, en 2014, l'est et le sud-est du pays sont devenus un refuge pour les éleveurs centrafricains. Par conséquent, la plupart des bovins de la RCA ont été concentrés dans une zone inter-prélectorale comprenant Bambari, Ippy, Kouango (Ouaka), Bria, Yalinga (Haute-Kotto), Alindao, Mobaye, Kembé, Zangba, Mingala (Basse-Kotto) ainsi que Bangassou, Rafaï et Gambo (Mbomou).³³⁰ Ces migrations ont poussé les éleveurs plus loin dans les territoires contrôlés par les rebelles, tout en mettant à rude épreuve les relations avec les populations locales. Ceci constitua un élément précurseur important de l'instabilité et des conflits ethniques qui se développèrent dans ces régions fin 2016 et en 2017.

Avant 2016, l'est et le sud-est de la RCA avaient été relativement épargnés par la violence armée,³³¹ ce qui s'expliquait principalement par une faible présence anti-balaka et par la domination ininterrompue des ex-Séléka. Alors que l'UPC dominait une grande partie des préfectures d'Ouaka, de Basse-Kotto et certaines parties de la préfecture de Mbomou à partir de son bastion de Bambari, le FPRC dominait quant à lui la Haute-Kotto, les zones reculées du Haut-Mbomou étant largement laissées comme terrain de nomadisme pour les faibles factions de la LRA.

325 Les implications régionales de l'aggravation du conflit pastoral au Nigeria ont potentiellement des ramifications importantes pour la stabilité dans cette zone du nord-ouest. Depuis 2013, Boko Haram a ciblé les communautés Mbororo du nord du Nigeria, volant du bétail et tuant des éleveurs, au point que le bétail constitue désormais une source majeure de revenus pour le groupe. Ces activités ont déplacé les éleveurs vers le Tchad et la zone intermédiaire nigériane, générant un conflit entre les éleveurs peuls et les agriculteurs nigériens. À la fin de 2017, ce conflit semblait s'aggraver rapidement. Pour plus d'informations sur ce dernier point, voir : SB Morgen Intelligence, *The Pastoral Conflict takes a deadlier turn*, janvier 2018.

326 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

327 P. Schouten *et al.*, 2017, *op cit.*, p. 26.

328 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018. Pour des exemples illustrant l'insécurité dans la région, se référer au rapport intermédiaire du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §52.

329 À noter qu'une apparente « campagne de réconciliation » entre l'UPC et le FPRC a vu depuis quelques éleveurs peuls (principalement Oudda) commencer à descendre de Kaga-Bandoro à Bambari (et même à Bria), la plupart se positionnant à Ndassima (interview réalisée à distance avec un opérateur pastoral, février 2018).

330 FAO-DRC-CRS, 2015, *op cit.*, p. 16.

331 Il faut cependant noter que le retour d'Ali Darassa dans la région aurait été demandé par les communautés peules locales, à la suite des exactions perpétrées à leur encontre par un grand nombre de groupes.

Dans le sud-est de la RCA, le marché principal d'approvisionnement de Bambari ainsi que les marchés de collecte des *communes d'élevage* voisines (par exemple ceux de Maloum, Boyo, Baidou et Bangui-Banda) ont généralement profité de la proximité des hautes concentrations en bétail s'expliquant par la bonne qualité des pâturages locaux. D'ailleurs, les éleveurs de Basse-Kotto et de Mbomou ne font en général des transhumances internes que sur de courtes distances, étant donné que la qualité des pâturages des *communes d'élevage* d'Ewou (Basse-Kotto) et Pombolo (Mbomou) est garantie et que les rivières restent à un niveau élevé toute l'année.³³²

En 2014, la population d'éleveurs dans ces régions augmenta avec l'arrivée d'éleveurs venus de l'ouest, cherchant un refuge contre les abus commis par les anti-balaka.³³³ En effet, le retrait de la Séléka à l'est a engendré la création d'une nouvelle ligne de front ex-Séléka/anti-balaka au centre du pays, englobant les préfectures de Nana-Grébizi, de Kemo et le sud-ouest de l'Ouaka. Ainsi, même si les éleveurs internes étaient toujours capables de se déplacer vers le sud, jusqu'à Kuaongo, ville clé pour le trafic fluvial jusqu'à Bangui, accéder à la capitale par l'axe Bambari–Grimari–Sibut nécessitait alors que les convois par camions soient protégés ou des déviations longues à cause de la présence d'anti-balaka agressifs à Grimari.³³⁴ D'ailleurs, en 2015, les tensions entre l'UPC et les anti-balaka s'accrochèrent considérablement dans les régions situées entre Bambari, Grimari et Kuango.³³⁵

L'augmentation des concentrations de bétail provoquée par l'afflux d'éleveurs en Basse-Kotto en 2014 a été marquée par une transhumance interne vers cette zone, avec des mouvements de bétail de Bambari à Alindao ou jusqu'à Zangba.³³⁶ En outre, l'augmentation du nombre de troupeaux en Basse-Kotto, en particulier à Ewou, a incité certains éleveurs à s'étendre plus à l'est vers Mboki,³³⁷ dont le marché et les pâturages ont historiquement accueilli d'éleveurs peuls et sud-Soudanais locaux. À cette période, la transhumance transfrontalière n'existait plus que dans la préfecture de Mbomou avec l'arrivée d'éleveurs soudanais passant par la zone protégée de Chinko.³³⁸ Les éleveurs tchadiens qui se rendaient dans les préfectures d'Ouaka et de Basse-Kotto dans le cadre de leur transhumance saisonnière se sont retrouvés bloqués par l'insécurité dans le nord.

En dépit de ceci, en 2014 et 2015, la transhumance interne s'intensifia autour de Yalinga (Haute-Kotto), Nzako et Bakouma (Mbomou) avec des points de concentration le long de la Kotto, à Aigbando, Ngoundja et Akpo et le long des routes entre Nzako et Yalinga.³³⁹ La transhumance transfrontalière était généralement le fait de Peuls soudanais voyageant en groupes familiaux de Toulouse (Soudan) jusqu'à Bria.

Vakaga – un refuge contre le racket des groupes armés ?

La plupart d'éleveurs de la préfecture de Vakaga sont arabes, mais il existe également une importante communauté de Peuls. Les éleveurs arabes s'installent principalement autour de Birao, dans les communes de Ridina et d'Ouandja.³⁴⁰ Les communautés peules, en revanche – cherchant à éviter les tensions avec les éleveurs arabes – évitent la cohabitation, s'établissant plus au sud, autour d'Ouanda-Djallé.³⁴¹ La migration est saisonnière et les groupes passent généralement environ neuf mois par an en RCA avant de retourner au Soudan pour la saison sèche.

Les éleveurs soudanais de Birao sont puissants et bien protégés. Ainsi, alors qu'ils paient volontairement une taxe de 15 000 FCFA aux autorités communales de Ridina, contrairement à d'autres régions de la RCA, ils ne sont pas soumis au racket par des groupes armés.

332 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

333 I. Tidjani, 2015, *op cit.*, p. 18.

334 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

335 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §55 et 67.

336 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

337 FAO-DRC-CRS, 2015, *op cit.*, p. 14.

338 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

339 I. Tidjani, 2015, *op cit.*

340 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

341 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

Cependant, malgré la sécurité relative de Vakaga (due en partie à la domination incontestée du FPRC), le vol de bétail autour de Birao et d'Amdafock a provoqué la perte de capital chez certains éleveurs et agro-éleveurs locaux. Les populations locales accuseraient les éleveurs arabes de vol, en collaboration avec le FPRC et les hommes puissants du Soudan.³⁴² Par conséquent, ils s'arment pour protéger leur bétail et limitent leurs mouvements à un maximum de 15 têtes de bétail par troupeau.³⁴³ Le retour des chameliers dans la région autour de Bilbili en 2016 est une autre source de tension. Environ 10 000 chameaux auraient traversé la frontière³⁴⁴ malgré les nombreuses demandes d'interdiction émises par les populations locales et les éleveurs.³⁴⁵ Non seulement ces groupes ignorent les routes migratoires établies pour minimiser les conflits,³⁴⁶ mais ils sont également accusés de détruire les cultures et l'écosystème local en nourrissant leurs animaux avec les karités et les jubiens. On dit que ces groupes se livrent au braconnage des espèces sauvages dans les parcs nationaux³⁴⁷ et volent du bétail qu'ils vendent au Soudan.³⁴⁸ Ils étaient déjà connus pour être entrés à Vakaga et dans la préfecture de Bamingui-Bangoran quelques années auparavant, bien qu'ils aient été au départ chassés de la région par des rangers armés basés à Birao.³⁴⁹

La violence à Bria entre l'UPC et le FPRC à la fin du mois de novembre 2016 aurait été due à des « taxes routières » imposées autour des zones minières et sur les itinéraires de migration des Peuls, entraînant un conflit interethnique dans les banlieues de la ville. Des combattants armés peuls et de l'UPC ciblerent des civils non-peuls alors que des acteurs armés non-peuls attaquèrent des civils peuls.³⁵⁰

Ces événements marquèrent le début d'une série de heurts entre ces deux groupes et les communautés ethniques dans tout l'est et le sud-est au cours de la saison sèche. En mars 2017, la grande majorité d'éleveurs de Haute-Kotto avaient fui au Soudan, en RDC et dans la préfecture de Mbomou (plus précisément, à Mboki). Pendant cette période de combats, le FPRC et le MPC auraient volé en masse des troupeaux d'éleveurs peuls en Haute-Kotto, les conduisant ensuite au marché de Kaga-Bandoro pour les vendre à des commerçants arabes.³⁵¹ Vers mi-2017, le niveau de prédation aurait été si élevé que Bria et les marchés avoisinants ont connu une pénurie de viande, et qu'une tête de bétail y était plus chère qu'à Bangui (environ 500 000 FCFA et 700 000 FCFA respectivement).³⁵² La plupart des éleveurs et des commerçants basés à Bria furent à Bangui et Bambari à cause de la violence à Bria, seuls quelques troupeaux restant près de la zone minière d'Aigbandou. La plupart d'éleveurs semblent avoir perdu leur bétail pendant ces événements, qui ont à la fois détruit l'industrie locale liée au bétail et le tissu socio-économique de la ville.³⁵³

Plus au sud, les attaques dévastatrices du « groupe d'autodéfense » sur Nzako (plusieurs en 2016),³⁵⁴

342 Ibid.

343 Ibid.

344 Ibid.

345 Ibid.

346 Dans la région de Vakaga, ces routes sont généralement respectées par les éleveurs qui suivent les mêmes parcours depuis des générations.

347 Le retour de ce phénomène depuis les années 1990 pourrait constituer une menace potentielle pour les efforts de conservation dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, car ces zones de protection étaient autrefois ciblées par ces éleveurs pour leur approvisionnement en pâturages et en viande de brousse. Bien que les chameliers ne soient pas encore allés aussi loin dans l'intérieur de la RCA, leurs efforts faits en 2016 pour réintégrer le territoire montrent qu'ils pourraient être tentés de le faire. Dans le passé, ils auraient également eu accès à ces parcs par des sentiers situés au nord, traversant le Tchad.

348 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

349 Interview avec ECOFAUNE, février 2018.

350 Human Rights Watch, "Central African Republic: Civilians Killed During Clashes Minority Peuhl at Risk, Better UN Protection Needed", 5 décembre 2016.

351 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017. Ceci peut expliquer les nombres d'abattage moyens journaliers plus élevés à Bangui au premier trimestre 2017 (voir ci-dessus).

352 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017. Les rapports indiquent que le pillage a également affecté d'autres secteurs tels que la pêche et le petit élevage de bovins, les prix des chèvres ayant été ramenés à 70 000 FCFA – soit le même prix qu'une vache un an ou deux avant la crise.

353 Interview avec un spécialiste de la transhumance, Mars 2018.

354 Rapport intermédiaire du Groupe d'expert des Nations-Unies, S/2016/694, Annexe 17.

Bakouma (mars 2017)³⁵⁵ et Pombolo (octobre 2017),³⁵⁶ entre autres, poussèrent les éleveurs à fuir vers le Haut-Mbomou et le Soudan.³⁵⁷ La transhumance de moyenne distance a été considérablement limitée. Les éleveurs de Bambari, qui étaient habitués à passer par des localités comme Maloum et Mingala pour se rendre à Kembé et à Pombolo, devaient maintenant s'arrêter à Alindao.³⁵⁸ De nombreux éleveurs d'Alindao et de Mobaye (Basse-Kotto) ont également cherché un refuge contre les attaques des groupes d'autodéfense en s'enfuyant vers la préfecture d'Ouaka, ce qui aggrava encore le phénomène de concentration du bétail dans cette zone.

Ces fortes concentrations de bovins ont conduit Maloum à dominer la collecte locale en tant que marché secondaire en 2017. En outre, un nouveau marché secondaire aurait été ouvert à Ndassima pour approvisionner les mines d'or environnantes en viande. Outre Maloum, les concentrations de bétail ont également augmenté à Baidou et Boyo,³⁵⁹ ainsi qu'à Bangui-Banda (jusqu'à ce que des « groupes d'autodéfense » aient attaqué ce marché de la collecte locale en mars 2017).³⁶⁰

Craignant le discours anti-peuls des groupes d'autodéfense de Mbomou, les éleveurs soudanais fréquentant les zones protégées proches de Bakouma en 2015 et 2016, réduisirent également leur transhumance transfrontalière, ceux qui entrent encore sur le territoire prenant des précautions supplémentaires. En quittant Toulouse (Soudan), ces groupes suivirent les voies fluviales jusqu'aux environs de Derbissaka avant de se diriger vers Mboki ou Zemio, en prenant soin d'éviter Dembia, Rafaï et Bangassou.

Ayant perdu des revenus considérables au début du conflit en 2017, l'UPC et le FPRC ont signé l'accord de cessez-le-feu d'Ippy en octobre 2017. Cet accord – primordial pour le pastoralisme – a permis la réouverture des couloirs de transhumance vers Baidou, Maloum et Bokolobo, ainsi que la disparition des barrières sur l'axe Bria-Bambari-Grimari.³⁶¹ Une forte présence anti-balaka autour de Grimari signifie que les pasteurs continuent à éviter cet axe, préférant atteindre Bangui par bateau. Néanmoins, une « campagne de réconciliation » apparente entre l'UPC et le FPRC a permis à certains éleveurs peuls (principalement Oudda) de commencer à descendre de Kaga-Bandoro à Bambari et même jusqu'à Bria.³⁶²

Depuis 2017, d'importants groupes d'éleveurs peuls fuyant le FPRC et les violences anti-balaka dans le sud-est (Bambari, Kouango, Alindao, Mobaye, Ippy et Bria) se sont installés à Sibut et à Damara.³⁶³ Ces éleveurs rejoignent maintenant les éleveurs venus du Tchad et de Kaga Bandoro dans les pâturages de ces dernières villes. Cette hausse de la présence d'éleveurs dans les préfectures de Kemo et d'Ombella-M'poko a considérablement stimulé les marchés de Damara (Ombella M'poko) et d'Amou (Kemo), stimulant ainsi davantage l'activité pastorale et le commerce. Dans le but de gérer le conflit naissant que de tels flux avaient généré dans d'autres régions, les autorités locales et nationales ont accueilli ces transhumants et ont organisé des réunions et des sessions de sensibilisation sur place.³⁶⁴

F. Observations finales

Le pastoralisme et la transhumance transfrontalière ont joué un rôle déterminant dans le paysage de la sécurité en RCA, avant et surtout depuis la crise de 2013/2014. Cela met en lumière le fait que la gestion de ce secteur et l'engagement avec les acteurs impliqués – armés, entrepreneurs et civils – est fondamentale pour stabiliser les zones les plus touchées par le conflit en RCA. Un tel engagement nécessite que l'attention se porte sur la région toute entière, au-delà des environs immédiats de la RCA étant donné que les facteurs environnementaux et politico-militaires plus globaux devraient continuer à intensifier la pression sur les ressources pastorales de RCA. De plus, l'intérêt considérable des groupes armés pour le secteur, à la fois en termes de financement et de protection des intérêts communs de leurs membres, mérite une attention particulière lors des discussions avec ces groupes.

355 Rapport intermédiaire du Groupe d'expert des Nations-Unies, S/2017/639, §87.

356 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §75

357 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018

358 Ibid.

359 Interview avec un spécialiste de la transhumance, février 2018.

360 Ibid.

361 D'après le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §135-137 et annexe 5.1.

362 Interview téléphonique avec un spécialiste de la transhumance, avril 2018.

363 Interviews réalisées à distance avec des opérateurs pastoraux, décembre 2017.

364 Ibid.

CHAPITRE V

EXPLOITATION MINIÈRE ET SÉCURITÉ EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A. Introduction

Avant 2013, les minéraux constituaient la troisième source de richesse du gouvernement de la RCA, après l'agriculture et l'exploitation forestière. Les exportations de diamants représentaient à elles seules 11 % des recettes fiscales en 2010,³⁶⁵ une contribution bien inférieure à la valeur actuelle du secteur. Déjà à cette époque, au moins 30 % des diamants quittaient la RCA illégalement – la plupart d'entre eux étant des pierres de grande qualité, constituant la majorité de la valeur du secteur.³⁶⁶ D'ailleurs, même si la production de diamants en RCA n'est pas aussi prolifique qu'au sein de la RDC voisine, le pays se classe parmi les meilleurs producteurs au monde pour la grande qualité de ses pierres.³⁶⁷ En RCA, le secteur de l'or, bien que tout aussi prometteur, est encore plus lié à l'informalité, puisque, même avant la crise, 95 % de la production quittait le pays de manière non-officielle.³⁶⁸

Le rapport valeur/poids élevé d'une grande partie des richesses minérales de la RCA, les hauts niveaux d'informalité et la mauvaise gestion institutionnelle ont longtemps vu le secteur minier lié aux conflits.³⁶⁹ Cependant, depuis 2013, ces liens se sont encore renforcés, les groupes anti-balaka et ceux issus de l'ex-Séléka étant impliqués dans une prédation très lucrative sur les minéraux. Les sites miniers sont donc jalousement convoités par tous les acteurs du conflit. Outre les sanctions imposées par l'ONU interdisant le financement des groupes armés opérant dans le pays,³⁷⁰ cette prédation a conduit à l'imposition d'un embargo appliqué dans le cadre du Processus de Kimberley (PK)³⁷¹ en juin 2013 pour éviter que les diamants de conflits n'arrivent sur le marché mondial. En dépit de ces efforts, les diamants et l'or de conflits ont continué à sortir de la RCA.³⁷² Même si la levée partielle de l'embargo de Kimberley, survenue en 2016, sur certaines zones jugées conformes, satisfaisant des critères de sécurité spécifiques, a aidé à créer des canaux officiels permettant l'exportation de diamants qui ne sont pas des diamants de conflits, des défis subsistent pour non seulement garantir qu'aucune pierre de conflits n'infiltrer le système mais également que toutes les pierres produites dans des zones jugées conformes entrent bien dans le circuit officiel. Le contrôle lié au PK indique que les exportations réalisées en 2017 ne représentèrent que 36 % de la production totale de cette année-là dans les zones jugées conformes.³⁷³ Le commerce illégal reste donc une menace concurrentielle sérieuse pour le gouvernement centrafricain.

C'est dans ce contexte que les autorités centrafricaines doivent affronter deux défis majeurs en ce qui concerne le secteur minier : (1) traiter son rôle dans l'insécurité et le financement du conflit ; et (2) combattre les flux illégaux afin de réduire le financement du conflit et d'augmenter les recettes du gouvernement.

365 K. Matthysen et I. Clarkson, *Gold and Diamonds in the Central African Republic*, IPIS/ ActionAid/ Cordaid, février 2013, p.6.

366 *Ibid.*, p.7.

367 T.J. Chupezi, V. Ingram et J. Schure, *Impacts of artisanal gold and diamond mining on livelihoods and the environment in the Sangha Tri-National Park landscape*, CIFOR/ICUN, 2009, p.15.

368 K. Matthysen et I. Clarkson, *Gold and Diamonds in the Central African Republic*, IPIS/ActionAid/Cordaid, février 2013, p.6.

369 Pour plus de détails sur le contexte, voir International Crisis Group, *Dangerous Little Stones: Diamonds in the Central African Republic*, décembre 2010.

370 Pour les dernières, se référer aux Résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU S/RES/2339 (2017) et S/RES/2399 (2018).

371 Le Processus de Kimberley est un système de certification internationale visant à éviter que les diamants ne financent des conflits contre des autorités étatiques légitimes, en les faisant entrer dans la chaîne d'approvisionnement officielle. Voir F. Southward, *Kimberley Process: Observations from the Sidelines*, IPIS, novembre 2013.

372 Bien que la République centrafricaine soit membre de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (International Conference for the Great Lakes Region, ICGLR), l'initiative de cet organisme contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles (RINR) et son mécanisme de Certification régionale, conçus pour juguler le flux de pierres de conflits, or compris – une problématique qui affecte également fortement la RDC – doivent encore être implémentés en République centrafricaine.

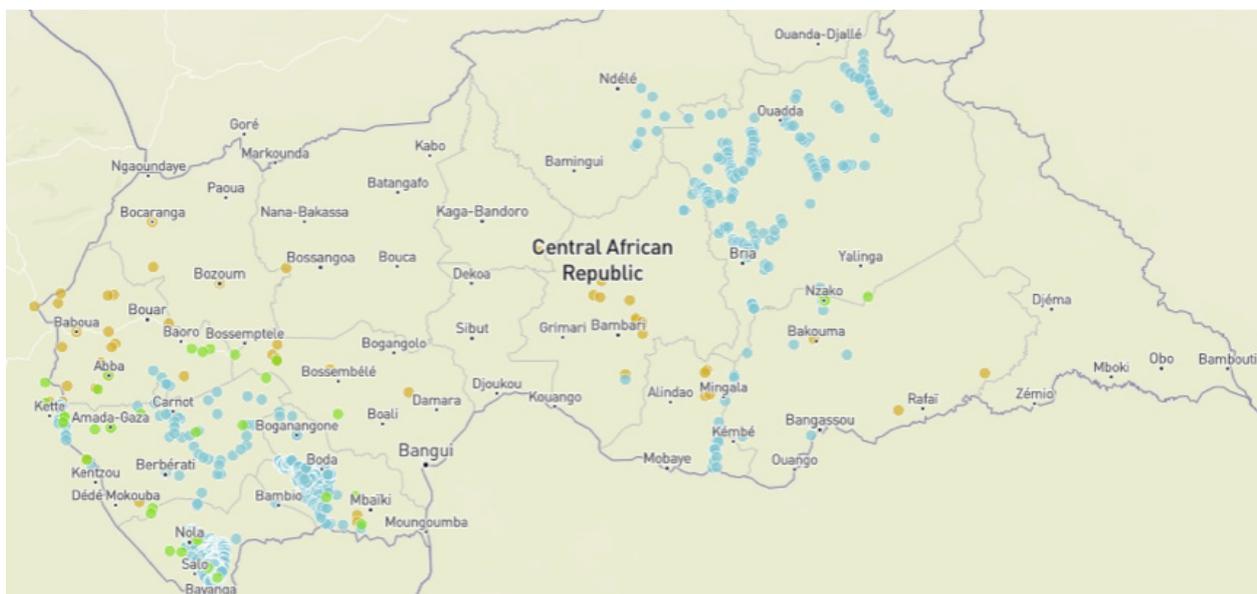
373 Chirico, P.G., Bergstresser, S.E., et DeWitt, J.D., *Artisanal and small-scale diamond mining assessment of the Central African Republic*, 2017. Rapport présenté à l'équipe en charge du suivi Processus de Kimberley en RCA lors du Kimberley Process Plenary Meeting, Brisbane, Australie, 11 décembre 2017.

Ce faisant, traiter les problèmes de capacité, de corruption et l'opacité habituelle du secteur sera crucial pour le succès du gouvernement.

Ce chapitre donne une présentation générale brève de certaines des tendances principales que l'on observe dans le secteur minier en RCA avant de d'aborder le rôle de l'exploitation minière sur la sécurité et le financement du conflit depuis 2014. Ainsi, nous mettrons également en évidence certaines différences clés entre l'est du pays, sous contrôle des rebelles et plus affecté par le conflit, et les zones de production de l'ouest du pays, plus stables. Il présentera ensuite quelques défis que la RCA devra surmonter si elle souhaite s'attaquer à l'impact délétère qu'a le commerce illicite de minéraux sur la sécurité et le développement.

B. Principales tendances dans le secteur minier en RCA depuis 2014

En dépit d'une chute initiale de la production minière dans l'ouest de la RCA en 2014,³⁷⁴ des interviews réalisées avec des officiels du secteur suggèrent que la production augmente aujourd'hui globalement dans tout le pays. Cette observation est née des dernières données relatives au secteur minier, rassemblées à la fois par le Ministère des Mines de RCA et l'US Geological Survey (USGS),³⁷⁵ comme le montre la carte interactive. Ces données ne montrent pas seulement une croissance de l'exploitation de l'or mais également une croissance (ou une meilleure connaissance) de l'exploitation, au-delà des diamants et de l'or, de minerais et minéraux tels que la cassitérite et le fer, entre autres.³⁷⁶

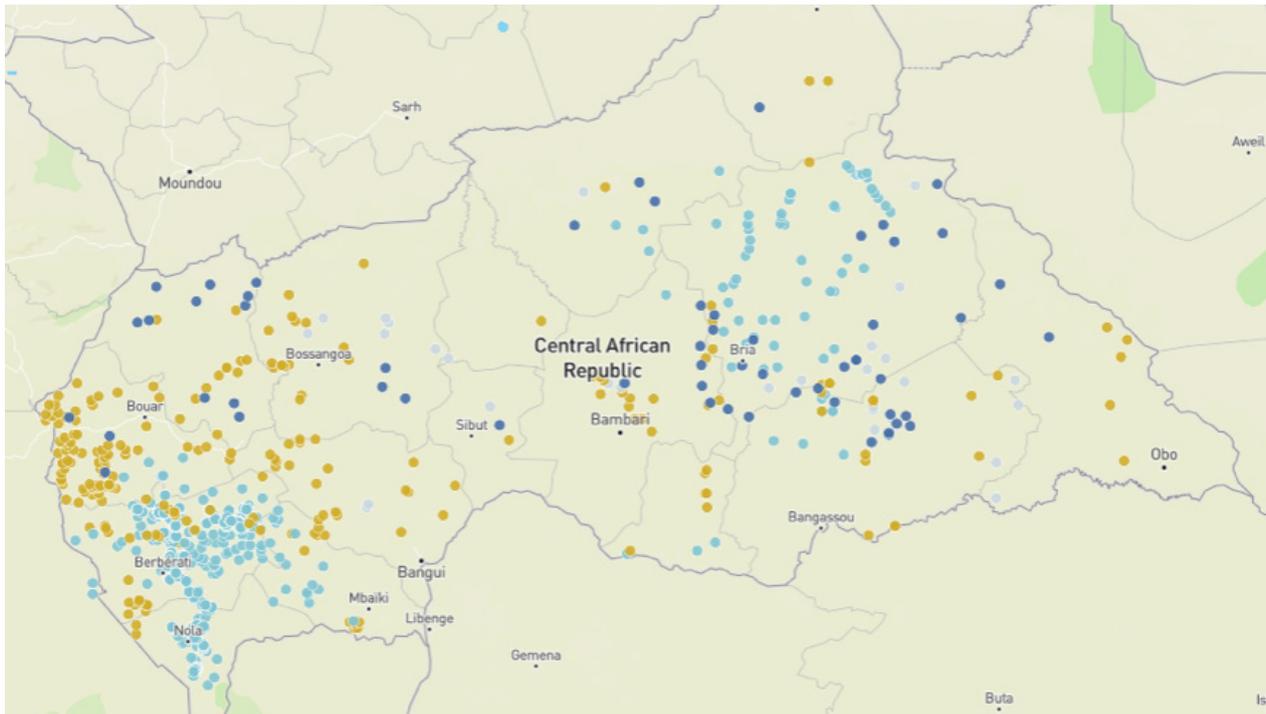


Sites présumés d'exploitation minière artisanale (diamants, or, diamants et or) en 2014 (Source : Ministère centrafricain des Mines, USGS, USAID)

374 Voir le rapport intermédiaire du Groupe d'experts de l'ONU, S/2014/452, §63. Voir également, IPIS, *Diamonds in the Central African Republic*, décembre 2014, p.6.

375 Le United States Geological Survey (USGS) est une agence gouvernementale scientifique qui a assisté le Processus de Kimberley dans le suivi de la production de diamants en RCA depuis le début de la crise. Se référer à l'Operational Framework for Resumption of Exports of Rough Diamonds from the Central African Republic (Section II(D)(iv)) et les CAR Monitoring Team Terms of Reference, Section VI.

376 Dans les interviews menées en 2016 et 2018, il existe des références répétées à l'exploitation minière à petite échelle d'autres minerais. À titre d'exemple, l'exploitation de coltan autour de Paoua aurait attiré les intérêts tchadiens.

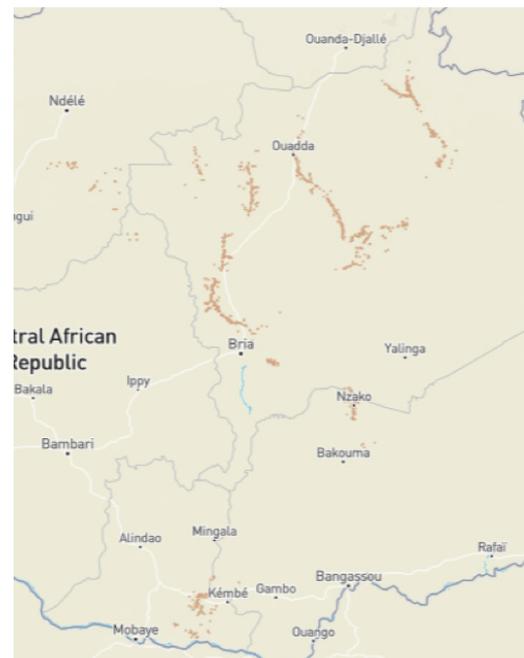


Sites présumés d'exploitation minière artisanale (diamants, or et autres) en 2017 (Source : Ministère centrafricain des Mines, USGS, USAID, IPIS)

De plus, le suivi à distance montre l'intensification de l'exploitation minière dans des zones de l'est de la RCA, contrôlées par les ex-Séléka, depuis 2013 – témoignage encourageant le développement de telles activités par des groupes tels que le FPRC et le RPRC.³⁷⁷

Dans l'est de la RCA, l'exploitation minière se poursuit dans les vallées alluviales autour de Bria, Dimbi (Kémbé), Nzako, Ouadda et Sam-Ouandja. Dans ces zones, le manque d'infrastructures institutionnelles et la forte insécurité rendent le suivi de la production très difficile. En dépit de ceci, l'analyse des images satellites de l'USGS récoltées entre 2013 et 2016 a permis d'estimer la localisation et l'intensité de l'exploitation minière dans ces zones, mettant en évidence une augmentation à la fois en termes d'espace occupé et de densité, en particulier autour de Bria et de Nzako.³⁷⁸

Dans l'ouest de la RCA, l'analyse de l'USGS suggère que l'exploitation minière la plus intense s'est déplacée depuis la région de Nola vers Carnot, Berberati et d'autres zones de la région de Boda, ainsi qu'une croissance de l'activité près de la frontière avec le Cameroun. Cette migration est sans aucun doute liée à la proximité de ces zones avec des sources camerounaises de préfinancement et avec les zones jugées conformes selon le PK, bien que cela puisse

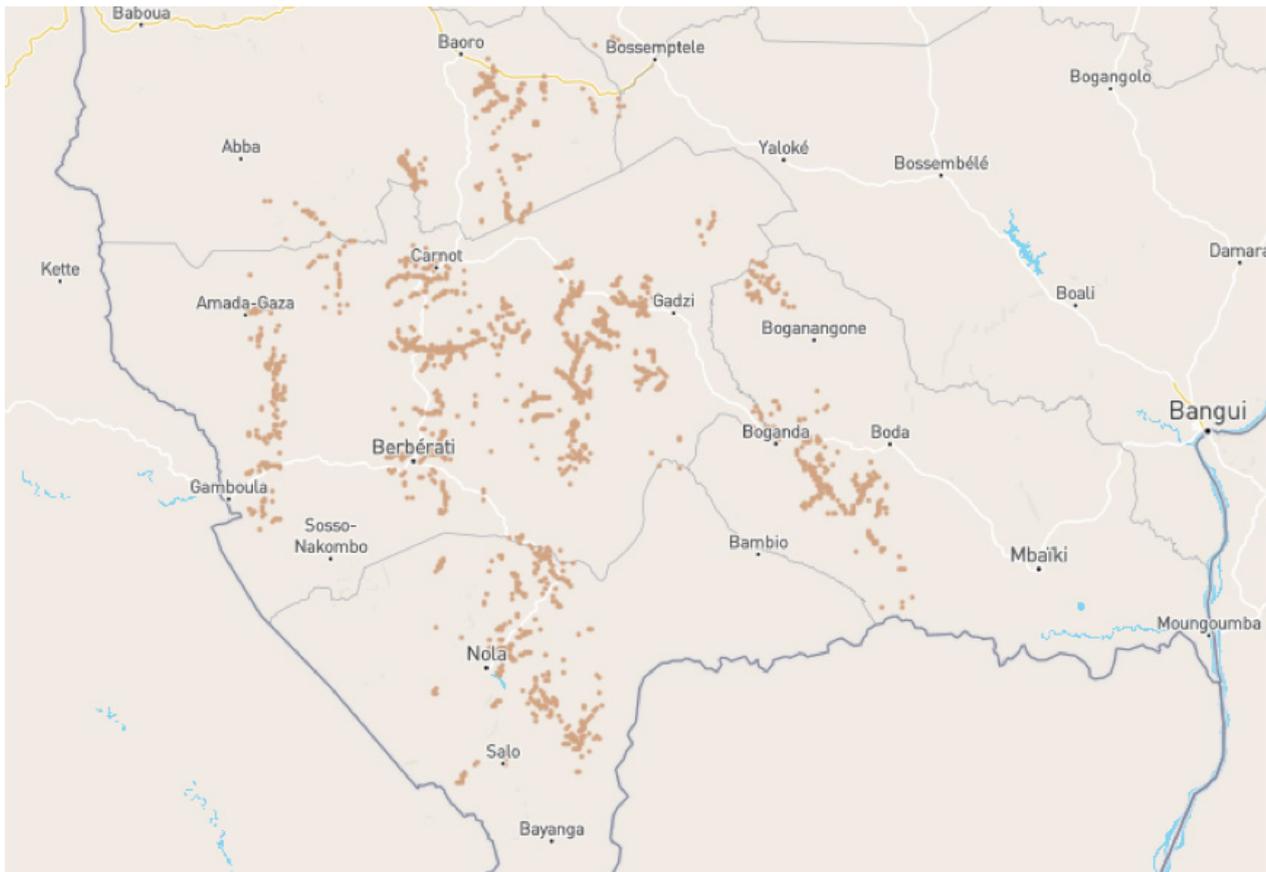


Heat-map de l'activité minière dans la zone des grès de Mouka-Ouadda, dans l'est de la RCA entre 2013 et 2017 (Source : USGS)

377 Voir J.D DeWitt, P.G. Chirico, et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088.

378 Ibid., P.63.

aussi coïncider avec la croissance de l'intérêt des mineurs artisanaux pour l'exploitation de l'or depuis 2014.³⁷⁹



Heat-map de l'activité minière dans les grès de Carnot, dans l'ouest de la RCA entre 2013 et 2017 (Source : USGS)

Cette croissance de l'exploitation minière artisanale de l'or est en partie due à la réduction de l'exploitation de diamants, causés par les chocs de préfinancement liés au départ des musulmans et à l'embargo du PK. Ces chocs ont poussé les mineurs à réutiliser leurs compétences dans le secteur très informel de l'or.³⁸⁰ Dans ces zones, l'exploitation minière et le commerce sont plus accessibles, en l'absence de réseaux de spécialistes, d'outils ou d'expertise, et la plus grande prédictibilité des prix rend les revenus plus stables.

Une ruée vers l'or en Centrafrique ?

Avant la crise, l'exploitation aurifère e était considérée comme une activité marginale comparée aux diamants, de nombreux « chercheurs d'or » étant des femmes ou des enfants.³⁸¹ Toutefois, en 2015 et 2016, l'intérêt artisanal pour le secteur s'est accru, en particulier dans la préfecture d'Ouham.

379 Entre 2013 et 2016, l'USGS a identifié 2 560 sites miniers actifs et récemment actifs en RCA, en se concentrant sur des localités connues pour être des zones d'extraction de diamants. L'or et les diamants se trouvent souvent à proximité les uns des autres dans un certain nombre d'endroits et certains sites peuvent donc englober la production des deux minéraux.

380 Cette tendance a également été une réponse observable à l'embargo de facto sur la production congolaise de 3T en RDC, mettant en évidence l'importance de l'or pour les stratégies de survie locales, ainsi que les défis liés à la réglementation du secteur. Pour en savoir plus, voir IPIS, *Mineral supply chains and conflict links in Eastern Democratic Republic of Congo: Five years of implementing supply chain due diligence*, novembre 2015.

381 Interview avec le BECDOR, janvier 2018.

Les responsables du secteur minier centrafricain signalent une hausse conséquente de la production d'or et certains considèrent actuellement que le secteur a un potentiel de recettes pour l'État qui est supérieur à celui des diamants.³⁸²

Dans la préfecture de l'Ouham, la zone de Koro-Mpoko (50 km au sud de Bossangoa) est devenue un site majeur d'exploitation minière artisanale. Elle abrite « Wili », la plus grande mine d'or de la RCA en 2017, où des mineurs creusent à l'aide de pelles et de détecteurs de métaux.³⁸³ Les opérateurs de sites estiment que Koro-Mpoko peut attirer jusqu'à un millier de mineurs par jour, bien que ces estimations soient également contestées et difficiles à vérifier en raison des fluctuations saisonnières et des entrées et sorties quotidiennes.³⁸⁴ De nombreux mineurs seraient originaires des zones minières du sud-ouest, du nord-ouest et même du centre-est de la République centrafricaine, poussés par l'insécurité ou l'épuisement des minerais. Fin 2017, la deuxième plus grande région d'exploitation aurifère de l'Ouham était Ben Zambé (50 km au nord-est de Bossangoa). Là, le site de production le plus important était celui de Bolakaba (à 15 km de Ben Zambé), découvert vers mars 2017. Des rapports non confirmés suggèrent que ce site est également capable d'attirer des centaines de travailleurs, dont des familles entières, qui travaillent ensemble sur place.³⁸⁵ L'exploitation minière semble être à ciel ouvert et hasardeuse, avec des mineurs utilisant des pelles, des bassines et des détecteurs de métaux pour extraire le minerai.³⁸⁶ La mine d'or de Rocky, située à Zéré, à 25 km à l'est de Ben Zambé, attirerait également quelques dizaines de travailleurs préfinancés par le propriétaire du site, qui a le droit exclusif sur l'achat des produits. On dit que des anti-balaka sont présents sur tous ces sites, bien qu'une telle présence n'existe pas au sein des communautés occidentales les plus pauvres se consacrant à l'extraction d'or. On parle par exemple des communautés le long des rivières Ouham³⁸⁷ et Digoro à Ouham-Bac, où les rendements semblent faibles et la plupart des travailleurs (environ 60 %) sont des enfants de la région qui creusent et cherchent de l'or.

Dans l'Ouaka, Ndassima (50 km au nord de Bambari) produit également des quantités notables d'or artisanal. Là-bas, les creuseurs opèrent à la fois à ciel ouvert et dans des tunnels dans une zone qu'un échantillonnage industriel antérieur a montré comme pouvant s'avérer très lucrative.³⁸⁸ Alors que l'exploitation minière implique généralement une extraction de roches dures, ce qui nécessite une capacité industrielle, en 2013 et 2014, au moins 55 mineurs sont morts dans deux effondrements de puits en essayant d'accéder aux gisements.³⁸⁹ La lutte intense menée par les groupes armés pour le contrôle de Ndassima (et de la proche Bakala) en 2016 et 2017 suggère que ce site continue à être très rentable.



Campement Minier à Korompoko

382 Interviews avec des responsables des mines de la RCA, février 2018. Cela est sans doute aussi dû à l'intérêt considérable que suscite l'extraction industrielle d'or en RCA, où les autorités minières espèrent étendre la présence de l'État et le contrôle réglementaire à la sous-préfecture d'exploitation aurifère de Bambari. Outre le potentiel industriel de la roche de Bambari, des informations non confirmées indiquent que des dragues opèrent dans la région.

383 Interviews avec des opérateurs miniers accédant au site, décembre 2017 et février 2018. Les mineurs sont censés partager la moitié de leur production avec le fondateur du site, bien que, dans la pratique, les contrôleurs de site puissent être cooptés dans la sous-déclaration de production.

384 Interviews avec des opérateurs miniers et des visiteurs à Koro-Mpoko, décembre 2017 et février 2018

385 Interviews avec des opérateurs miniers de la sous-préfecture de Bossangoa, décembre 2017 et février 2018. Bolakaba abritait des milliers de déplacés internes fuyant l'insécurité et vivant dans des conditions déplorables en 2015, 2% seulement ayant accès à la terre en raison des craintes d'attaque. La population locale était alors estimée à environ 16 300 personnes (ACF, Rapid Response Mechanism evaluation report, février 2015).

386 Comme à Koro-Mpoko, les mineurs devraient partager la moitié de leur production avec le fondateur du site et la production était vendue à une entreprise d'achat chinoise située à Bangui.

387 On peut citer par exemple les villages de Bavara, Bowé, Gbangba et Boassi.

388 Interview avec un ancien employé de l'AXMIN, février 2018.

389 "AXMIN comments on Passendro mine collapse deaths", Stockwatch Daily, 27 juin 2013; "AXMIN comments on reports of mine collapse in the Central African Republic", Marketwire, 26 août 2014 .

Un autre facteur potentiel affectant les niveaux de production en RCA est l'impact du déplacement dû à l'insécurité et aux difficultés économiques.³⁹⁰ 68% des ménages urbains et 61 % des ménages ruraux en République centrafricaine ont connu des déplacements depuis 2012, les régions les plus touchées, y compris celles ayant récemment enregistré une augmentation des activités d'exploitation de l'or (l'Ouham, par exemple) et du diamant (comme la Haute-Kotto).³⁹¹ Certains indices pourraient suggérer une possible migration professionnelle vers le secteur minier à partir d'autres secteurs d'activité, mais si tel est le cas, son ampleur reste à déterminer et ce mouvement est probablement saisonnier.³⁹² Certes, l'insécurité et la prédation sur les réseaux de distribution (voir chapitre III) ont ravagé la sécurité alimentaire de la RCA, entraînant des pénuries alimentaires dans six ménages sur dix, une flambée des prix et une chute de la production agricole.³⁹³ Dans ce contexte, l'économie monétaire du secteur minier est une source importante de survie, les ménages des communes dotées de secteurs miniers actifs présentant des niveaux de consommation de nourriture plus élevés.³⁹⁴ Ces facteurs socioéconomiques jouent un rôle important dans la prise en compte des niveaux relatifs d'insécurité et de la prédation des groupes armés, ainsi que dans l'établissement des stratégies pour y remédier.



Campement de mines d'or, Province Ouham

390 Interviews avec des opérateurs miniers, décembre 2017 et février 2018.

391 World Bank, *Central African Republic: 2016 National Commune Monography Survey*, février 2017, p.24-25.

392 La Banque Mondiale souligne l'absence d'un certain pourcentage d'hommes en âge de travailler (âgés de 21 à 40 ans) de l'échantillonnage de son sondage, qui ne couvrait pas les sites miniers informels (*ibid.*, p.23). L'exploitation minière et la mobilisation des groupes armés représentent des stratégies alternatives de survie pouvant expliquer cette absence. Cependant, il convient de noter que l'exploitation minière et l'agriculture peuvent souvent être pratiquées en parallèle des migrations saisonnières entre les sites miniers et les champs.

393 World Bank, *Central African Republic: 2016 National Commune Monography Survey*, p. 3.

394 *Ibid.*, p. 32. Ces communautés semblent notamment ne pas jouir d'une plus grande richesse, ce qui indique que les conditions dans le secteur limitent actuellement le potentiel de leurs moyens d'existence à une simple condition de subsistance.

C. Le rôle de l'exploitation minière dans la sécurité et le financement des conflits en RCA

1. Dynamique de sécurité dans le secteur minier en RCA

L'est de la RCA : lieu des événements majeurs liés au conflit survenus dans des zones d'exploitation minière

Les différences dans la dynamique générale de la sécurité caractérisant l'ouest, le centre et l'est de la RCA viennent généralement de la stabilité dans les zones minières et autour de celles-ci. Les groupes armés et les communautés locales directement tributaires de l'exploitation minière cherchent à minimiser les perturbations de la production en raison de leur impact sur les revenus. Jusqu'à fin 2016, par exemple, le principal centre de production de diamants de l'est de la RCA, Bria, était resté relativement épargné par les conflits malgré la présence active d'au moins trois groupes armés qui avaient opté pour la prédation par le partage informel des revenus.³⁹⁵ De plus, alors qu'une lutte assez faible pour le contrôle des principales exploitations minières se poursuivait entre les groupes issus de l'ex-Seléka et les anti-balaka dans la région centrale touchée par le conflit,³⁹⁶ ce n'est qu'à la fin de l'année 2016 que les villes minières sont devenues un lieu majeur pour les conflits armés. Depuis lors, les combats intenses sur ces zones entre l'UPC, le FPRC, le MPC et les anti-balaka ont été parmi les plus meurtriers en 2017. Cela témoigne de l'importance que les groupes armés accordent au contrôle des ressources minières.³⁹⁷ Vers la mi-2017, les affrontements entre les groupes armés pour le contrôle des sites miniers s'étaient fortement teintés de discours identitaires (musulmans/non musulmans, autochtones/étrangers, Rounga/Goula), qui prévalent souvent dans les tensions locales liées à l'accès aux ressources, et en particulier en ce qui concerne l'exploitation des mines. À Bria – l'épicentre d'une telle violence – les minéraux ont été explicitement signalés comme ayant contribué à déclencher des affrontements majeurs à au moins deux reprises.³⁹⁸

Événements majeurs de conflit survenus dans des villes centrafricaines minières à la fin de l'année 2016 et en 2017

- **Bakala** (zone d'exploitation aurifère) : affrontements majeurs en décembre 2016 – près de 200 morts ont été signalés³⁹⁹
- **Ndassima** (zone d'exploitation aurifère) : affrontements intenses en février et décembre 2017 – des dizaines de morts ont été signalés
- **Nzako** (zone d'exploitation de diamants, présence d'or) : affrontements intenses en mars, mai, juin et juillet 2017 – bilan des victimes flou
- **Bakouma** (zone d'exploitation de diamants, présence d'or) : affrontements intenses en mars et juin 2017 – des dizaines de morts ont été signalés
- **Bria** (zone d'exploitation de diamants) : affrontements intenses en novembre 2016 et mai, juin, juillet, août et novembre 2017 – les rapports indiquent environ 130 morts rien que pour le mois de novembre 2016 et plus de 300 morts en 2017.

Outre les affrontements majeurs, les abus contre les civils (taxation, extorsion, harcèlement, travail forcé, assassinats extrajudiciaires) sont souvent reliés au secteur minier. Ceci peut faire des zones minières des lieux importants pour la perpétration de tels actes, qui sont beaucoup moins

395 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §104-8. Certaines escarmouches eurent néanmoins encore lieu.

396 Voir, par exemple, les événements survenus à Balaka (décembre 2014) et Mbrés (février 2015).

397 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts de l'ONU, S/2017/639, §72.

398 Cf. les événements survenus à Bria le 21 novembre 2016 et le 20 novembre 2017 sur la carte interactive.

399 Les nombres de victimes reportés sont probablement sous-estimés. Pour plus d'informations, voir la carte interactive.

signalés que les affrontements.⁴⁰⁰ De plus, les communautés minières sont une cible privilégiée pour les actes de pillage/banditisme. Ainsi, par exemple, les communautés autour de Bria, Sam Ouandja et Nzako ont connu de nombreuses incursions de la LRA depuis 2013. En outre, des cas d'agressions de mineurs artisanaux dans l'ouest de la RCA par des éleveurs armés ont été signalés alors que la transhumance transfrontalière commençait à empiéter sur les zones minières.⁴⁰¹

Liens entre exploitation minière et pastoralisme

Le ciblage par la LRA des civils se concentre souvent sur les communautés minières et pastorales de l'est de la RCA. Les liens entre ces communautés signifient qu'elles sont souvent situées à proximité les unes des autres. En effet, les mineurs artisanaux sont des consommateurs de viande importants, qui dépendent des éleveurs transhumants pour répondre aux besoins locaux en protéines. Par conséquent, les zones minières telles qu'Aigbando, Ndassima et Bakouma ont souvent conservé une présence de bétail, même en période de conflit notable. L'utilisation fréquente de minéraux (souvent de l'or) comme monnaie d'échange, en particulier dans le cadre d'arrangements de préfinancement et dans des zones isolées présentant des flux d'argent liquide restreints, peut transformer les éleveurs transhumants en un canal pour le flux de minéraux illicites.

L'ouest de la RCA : une stabilité fragile dans une zone fortement militarisée

L'absence continue de l'État en dehors des centres urbains principaux dans l'ouest de la RCA et les forts niveaux de banditisme signifient que les communautés minières de l'ouest continuent à garantir leur sécurité soit en s'armant elles-mêmes soit en payant d'autres groupes, souvent d'anciens ou actuels anti-balaka, pour assurer la sécurité des sites. Ainsi, l'exploitation minière artisanale est fortement militarisée, même dans des zones qui ne sont pas ostensiblement contrôlées par des groupes armés.

Par exemple, le site de Ngouré, à 20 km en amont de Carnot sur la rivière Mambéré, est devenu un site de production d'or remarquable, attirant des centaines d'anciens chercheurs de diamants, dont des anti-balaka démobilisés. Étant l'un des plus grands sites aurifères se trouvant près de Carnot, Ngouré est situé dans une zone de conformité du PK. Bien qu'il n'y ait pas de présence ostensible des anti-balaka sur le site, les mineurs de la région sont souvent aperçus comme étant équipés de fusils faits maison pour assurer leur autoprotection en raison du fait que l'État n'assure aucune sécurité autour de ce site.⁴⁰² En 2016, de tels dispositifs de sécurité auraient entraîné un recours accru aux armes lors de litiges entre mineurs, la MINUSCA étant intervenue dans au moins un de ces événements près de Carnot en février 2016.⁴⁰³



Mine d'or près de Carnot

400 Par exemple, voir le Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §232.

401 Interviews avec la PRASDD et une ONG de médiation intervenant localement, décembre 2017 et février 2018.

402 Interviews avec des opérateurs miniers lors d'une visite de site, décembre 2017 et février 2018.

403 Interview avec un représentant de la MINUSCA à Carnot, mars 2016.

Les recherches d'IPIS sur l'exploitation de l'or soulignent la présence d'armes à feu sur potentiellement tous les sites principaux d'extraction d'or. De plus, des entretiens avec des exploitants de mines de diamants indiquent que les principaux sites diamantifères, en particulier dans l'est, et les sites plus proches des zones à problèmes comme Amada Gaza sont également militarisés.⁴⁰⁴

Malgré les « mesures de sécurité » prises par les gendarmes et les anti-balaka sur la mine d'or de Wili, de nombreux acteurs ne faisant pas partie de ces dispositifs de sécurité porteraient néanmoins des armes sur le site, y compris des mineurs. Des interviews avec le personnel de l'Unité spéciale antifraude centrafricaine indiquent que ces niveaux d'armement élevés les empêchent généralement de régler les activités sur place, notamment en raison de leur manque de moyens.⁴⁰⁵ Ainsi, les contrôles sont limités aux centres de transit. Assurer la sécurité n'est pas considéré comme faisant partie des attributions de cette force. Ceci rend vulnérables ceux qui cherchent à accéder aux sites s'ils ne sont pas capables d'assurer eux-mêmes leur sécurité. Les événements de Koro-Mpoko soulignent que les armes sont également utilisées pour protéger les intérêts locaux sur un site. A plusieurs reprises, les prospecteurs cherchant à prendre en charge la gestion des sites ont été accueillis par des tirs en l'air des mineurs et d'anti-balaka pour montrer leur désapprobation, et les intimider.⁴⁰⁶



Des mineurs transportant des frondes et des fusils de chasse pour se protéger des bandits sur un site minier situé entre Nadabo et Amada Gaza

De plus, lorsque les anti-balaka sont présents sur les sites miniers (notamment sur les sites aurifères), ils sont souvent perçus comme des agents de sécurité locaux plutôt que comme des milices,⁴⁰⁷ collaborant parfois même avec les autorités locales ou étant auxiliaires de celles-ci.⁴⁰⁸ Alors que les éléments anti-balaka continuent de bénéficier de l'exploitation minière dans l'ouest de la RCA, leurs activités de combat dans les zones minières ont considérablement diminué depuis 2014. Une exception importante est Amada Gaza, où le conflit entre les anti-balaka et les Peuls s'est poursuivi de 2013 à 2017.⁴⁰⁹ Dans cette zone, la mine d'or et de diamants de Wisambo, dans le secteur de Noufou, ferait l'objet d'un affrontement particulier. Auparavant occupé par des anti-balaka, les Peuls armés auraient pris possession du site depuis la fin du mois de novembre 2017 et auraient amené des mineurs du Cameroun qui vendraient la production à des partenaires à Gbiti, Kentzou et Bertoua. Même si les anti-balaka ont lancé des offensives pour reprendre le site, les occupants peuls auraient bénéficié de renforts avec certains éléments du FDPC de Zoukombo.⁴¹⁰ Malgré la perte de la mine d'or de Wisambo, les anti-balaka ont continué à exploiter les sites aurifères et diamantifères périphériques fin 2017. Les populations de creuseurs seraient très pauvres, comptant plus d'enfants que d'adultes en raison du manque d'écoles locales.

404 En mars 2016, l'IPIS a visité quelques sites de diamants plus petits dans la région de Nandobo et n'a observé aucune arme à feu, bien que des visites de sites entre Amada Gaza et Nandobo à la fin de 2017 aient montré que les mineurs travaillant sur des sites proches d'Amada Gaza étaient équipés d'armes artisanales.

405 Interviews avec le personnel de l'Unité Spéciale Anti-Fraude (USAF) de Berberati, mars 2016. Ces rapports ont de nouveau été confirmés lors d'entretiens avec des opérateurs miniers en février 2018.

406 Interviews avec des opérateurs miniers lors d'une visite de ce site, décembre 2017 et février 2018.

407 Interviews avec des opérateurs miniers sur des sites aurifères dans la préfecture d'Ouham, décembre 2017.

408 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §231.

409 Interviews avec du personnel de l'ONU et des officiels de l'exploitation minière à Berberati en mars et juillet 2016.

410 Interviews avec des locaux d'Amada Gaza et des experts de l'ONU, février et avril 2018.

Ce qu'ont gagné les anti-balaka depuis leur offensive lancée en 2013 sur les zones d'exploitation aurifère

La plupart des « nouvelles » exploitations minières aurifères étaient reconnues comme centres commerciaux secondaires pour l'or, même avant la crise, la. Ces sites, tels que Koro-Mpoko, Ben Zambé, Zéré et Ouham-Bac, ont été ciblés dans le cadre de l'offensive anti-balaka visant à expulser les musulmans de l'ouest en 2013.⁴¹¹ **À l'image de la grande ville aurifère de Yaloké,**⁴¹² ces sites sont restés sous l'influence des anti-balaka depuis lors. Cela engendra un changement considérable dans la démographie commerciale de l'or en RCA, ainsi que l'émergence de Bossangoa, un bastion de Bozizé, en tant que plaque tournante majeure rivalisant avec Yaloké.⁴¹³ La ville de Bossangoa elle-même continue d'être sous l'influence d'éléments anti-balaka, qui dirigeraient leur propre administration parallèle, incluant une autorité judiciaire à laquelle auraient souvent recours les populations locales étant données l'inefficacité et la lenteur de réponse des services de l'État.⁴¹⁴ Alors que la plupart des anti-balaka se sont reconvertis dans la vie civile, ils restent particulièrement susceptibles de se remobiliser dans ces zones.

Une baisse globale des incidents majeurs liés aux anti-balaka dans le sud-ouest de la RCA depuis 2014 suggère la démobilisation de nombreux combattants dans cette région. Cependant, le sentiment antimusulman qui prévaut et les tensions entourant le retour des réfugiés dans les zones minières peuvent créer un risque de remobilisation d'éléments anti-balaka latents s'ils ne sont pas gérés. En effet, l'année 2015 a été marquée par plusieurs incidents de sécurité à Mambéré-Kadeï au cours desquels des collecteurs de diamants musulmans ont été spécifiquement ciblés par les habitants et par des anti-balaka.⁴¹⁵ Le rôle des zones de conformité du PK mérite d'être mentionné ici.

En 2016, cinq sous-préfectures ont été désignées par le PK comme « zones jugées conformes »⁴¹⁶, jugées comme répondant aux critères du processus de Kimberley énoncés dans le Cadre opérationnel pour la reprise des exportations de diamants bruts en provenance de la RCA. Ces critères comprennent : (1) un contrôle approprié et suffisant du gouvernement centrafricain dans les zones de conformité ; (2) aucune preuve d'une activité systématique des rebelles ni des groupes armés ayant un impact sur la production ou le commerce de diamants ; et (3) une situation sécuritaire globale permettant la libre circulation des biens et des personnes.

La mise en place de ces zones jugées conformes et la consécutive reprise des exportations de ces zones visent à restimuler la production locale et à la ramener dans les filières officielles, tout en veillant à ce que les diamants produits dans ces zones restent exempts de conflit. Comme mentionné ci-dessus, la mesure dans laquelle cela a été un succès (y compris en ce qui concerne le contrôle de l'État et la libre circulation) fait que ceci reste un travail à poursuivre. Néanmoins, l'existence de ces zones suggère que, lorsqu'elles sont correctement contrôlées et gérées, elles peuvent contribuer à une plus grande stabilité en apportant des avantages économiques pour les communautés qui évitent la prédation des groupes armés et maintiennent la sécurité locale.⁴¹⁷ Leur création a probablement incité les réfugiés musulmans à regagner leurs zones d'opérations depuis 2016. Alors qu'au moment de leur création, la libre circulation des musulmans au-delà des grands centres urbains restait très limitée, pour l'instant, cette liberté de mouvement semble s'étendre progressivement.⁴¹⁸ La présence accrue de musulmans dans l'ouest de la RCA est un premier pas essentiel vers la réconciliation nationale qui, jusqu'en 2016, avait souvent été

411 Voir Human Rights Watch, *Muslims Forced to Flee: Christian Militias Unleash Waves of Targeted Violence*, février 2014.

412 Les visites de l'IPIS à Yaloké en juin 2016 confirmèrent que les anti-balaka contrôlaient toujours les sites de production principaux de cette zone malgré la présence de représentants de l'État pour les mines dans la ville.

413 Les collecteurs de Yaloké affirment qu'il existe actuellement une trentaine de sites dans la région. Environ 10 à 15 collecteurs opèrent ici. Entretien avec un responsable local des mines, juin 2016 et un collecteur, février 2018.

414 Interviews avec des habitants de Bossangoa, février 2018.

415 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §225.

416 Sous-préfectures de Berberati, Carnot, Nola, Boda et Gadzi.

417 La concentration du commerce des diamants occasionnée par des réseaux illicites liés entre eux depuis 2013-2014 a contribué à réduire à la fois le préfinancement et les prix des diamants au détriment des mineurs.

418 Par exemple, les musulmans enclavés dans l'église catholique de Carnot (observation de février 2016) ont depuis déménagé et jouiraient d'une plus grande liberté de mouvement.

entreprise en l'absence d'une des parties prenante.⁴¹⁹

Le retour progressif des musulmans centrafricains dans le secteur minier n'a cependant pas été bien accueilli par tous, et en particulier par ceux qui bénéficient du statu quo. Berberati⁴²⁰ et Sosso-Nakombo⁴²¹, par exemple, ont été témoins de nombreuses attaques contre des réfugiés de retour en 2016, dont certaines auraient été parrainées par des négociants en diamants locaux cherchant à écarter la concurrence.⁴²² De plus, en 2017, les musulmans cherchant à s'aventurer au-delà des capitales régionales ont continué à faire l'objet de harcèlement, de racket et de demandes de paiements importants « pour la sécurité ». Un tel harcèlement généralisé a été le fait non seulement d'« anti-balaka » (en particulier à Sosso Nakombo), mais aussi des forces de sécurité nationales et des autorités locales.⁴²³ En dehors des litiges flagrants en matière de droits de propriété, de tels facteurs peuvent restreindre l'accès des sites miniers uniquement aux personnes capables de résister à de telles extorsions et encourager le commerce illicite.⁴²⁴ Le retour des transhumants dans la région a encore compliqué cette situation, avec une augmentation de la prédation des anti-balaka contre les éleveurs rapatriés et l'émergence d'un nouveau groupe armé prétendant les défendre.⁴²⁵

Mobilisation des anti-balaka et opportunisme économique dans le secteur minier

L'instrumentalisation de la mobilisation des groupes armés, et plus récemment des anti-balaka, à des fins économiques privées a été particulièrement signalée dans le secteur minier.⁴²⁶ Les exemples incluent l'organisation présumée d'attaques contre des musulmans de retour à Berberati et à Sosso-Nakombo par des collecteurs et des mineurs de diamants locaux en 2016 – ce qui serait une tentative visant à prolonger leur domination concurrentielle.⁴²⁷ De même, une aide financière aurait également été octroyée à des anti-balaka opérant à Bangassou par un mineur artisanal influent, Yvon Nzélé, pour faciliter la reprise d'entreprises minières appartenant à des musulmans centrafricains.⁴²⁸

Pour résoudre ces problèmes de sécurité et protéger le statut des zones jugées conformes du PK, le Ministère centrafricain des Mines a entamé une collaboration avec le Ministère des affaires sociales et de la réconciliation nationale pour créer des Comités locaux pour la paix et la réconciliation.⁴²⁹ Pilotés dans la sous-préfecture de Berberati, des bureaux exécutifs ont déjà été mis en place au niveau communal et trois dialogues intercommunautaires sur la paix et la gestion des conflits ont été organisés vers mi-2018, et trois autres sont programmés. Lancée en août 2016, la progression de cette collaboration interministérielle a été entravée en partie par des problèmes de ressources –facteur également susceptible de déterminer si cette gestion des conflits peut être étendue à d'autres zones de conformité existantes. Néanmoins, elle met en lumière le rôle potentiel du cadre opérationnel du PK dans sa capacité à attirer des ressources et à cristalliser la mobilisation pour résoudre les problèmes de sécurité dans les zones d'extraction de diamants de manière collaborative. Ceci pourrait mettre en évidence une ouverture unique pour répondre aux griefs locaux et intercommunautaires concernant l'accès aux ressources dans ce secteur – ce qui est clé pour la transition post-conflit en RCA.

419 Cela a été observé à Bouar en juin 2016, par exemple, où certaines agences étaient engagées dans un travail de réconciliation sans aucun contact ostensible avec les communautés musulmanes absentes.

420 Voir le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, Annexe 7.4.

421 En juin 2016, l'IPIS a entendu que deux mineurs musulmans de Sosso-Nakombo auraient été interceptés et torturés, apparemment sur ordre d'un autre exploitant de diamants local.

422 Ali Hassan Farwaz aurait été un de ces commerçants (Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 231-232). Pendant les discussions pré-DDR de 2015, M. Farwaz était également soupçonné de financer les anti-balaka de Berberati, où il était le principal collecteur de diamants en 2016 (rapport confidentiel).

423 Pour des exemples, voir le rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, Annexe 7.1.

424 Voir par exemple les rapports du Groupe d'experts de l'ONU, S/2016/1032, §230-238 ; S/2017/639, §125-126 et S/2017/1023, §227-228 et 241.

425 Pour plus de détails, se référer au Chapitre IV.

426 Voir également, IPIS, *Diamonds in the Central African Republic*, décembre 2014, p.5 à 9.

427 Interviews avec des ONG, des officiels du secteur minier et des personnels de l'ONU à Berberati and Bangui en juin 2016.

428 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §98.

429 Présentation du projet PRADD sur l'implémentation du Cadre opérationnel du PK, Anvers, juin 2018.



Papillons sur gravier minéralisé

2. Financement du conflit par le secteur minier de la RCA

Le lien complexe entre l'exploitation minière, la sécurité et le financement du conflit en RCA est illustré par le rôle de l'exploitation minière dans les événements de 2015, 2016 et 2017. La prédation de groupes armés sur le secteur minier a continué à être caractérisée par (1) le pillage et l'extorsion ; (2) la fourniture de services de sécurité ; (3) la taxation et les administrations parallèles du secteur ; et (4) leur implication dans l'exploitation minière et le commerce.

Pillage et extorsion

Jusqu'au milieu des années 2000, les pillages ou l'extorsion constituaient une grande partie de la prédation sur l'exploitation minière en RCA : l'UFDR de Damane à la fin de 2006 et au début de 2007 et le CPJP de Hissène entre 2008 et 2010 comptaient plutôt sur ces tactiques au début de leurs opérations.⁴³⁰ Aujourd'hui, ces tactiques sont surtout utilisées par les acteurs armés transitoires tels que la LRA (en Haute-Kotto et dans le Haut-Mboumou)⁴³¹ et par les bergers transhumants armés (Haute-Kotto et Mambéré-Kadeï). Une recrudescence notoire des incursions de la LRA dans les communautés minières et pastorales dans le triangle Bria-Yalinga-Sam Ouandja, et autour de Nzako et de Bakouma, à partir de la fin de l'année 2015, a contribué au développement des conditions déclenchant un conflit prolongé dans les zones minières à partir de fin 2016.⁴³² Ceci n'engendra pas seulement l'augmentation de l'opportunisme criminel et de la croissance des groupes d'autodéfense locaux à partir de mi-2015, mais, s'appuyant sur le mécontentement populaire et la crise de sécurité locale, les groupes issus de l'ex-Séléka purent également étendre leur présence au sein de zones riches en minéraux, sous couvert de la prétendue protection des communautés locales contre des attaques, à partir de début 2016.⁴³³

Fourniture de services de "sécurité" et de services complémentaires aux mineurs, aux commerçants et aux communautés minières

Les groupes issus de l'ex-Séléka comme les anti-balaka cherchent à maintenir la légitimité de leur présence

430 International Crisis Group, *Dangerous Little Stones*, décembre 2010, p.16 et 18-19.

431 P. Ronan, "Kony to LRA: Bring me ivory, gold, and diamonds", *Resolve*, novembre 2014.

432 Rapport confidentiel, juin 2016. Cette tendance se voit sur la carte interactive, en isolant les incidents liés à la LRA dans la table des incidents et en les combinant avec la vue présentant l'activité minière récente.

433 *Ibid.*

sur les sites miniers et autour de ceux-ci par le biais de la fourniture de « services de sécurité ». Ceci est la conséquence de l'absence de l'État dans une grande partie de l'intérieur de la RCA. Dans l'ouest, ce phénomène est observé dans les mines d'or autour d'Amada Gaza, Koro-Mpoko, Ben Zambé et Zéré, où « l'indemnisation » provient soit du paiement par le propriétaire du site, soit d'un pourcentage de la production ou du paiement des frais pour l'accès au site. À Bolakaba, par exemple, les anti-balaka de Ben Zambé sont payés 500 FCFA par gramme vendu pour sécuriser le site, alors qu'à la mine d'or de Rocky, ils seraient payés par le propriétaire du site.⁴³⁴ À Amada Gaza, alors que certains anti-balaka travaillent en tant que mineurs, d'autres sont payés pour assurer la sécurité grâce à des commissions prélevées sur la production.⁴³⁵ Dans certains cas, les « services de sécurité » anti-balaka sont tout simplement une extorsion, comme c'est le cas avec l'imposition forcée de « fournisseurs de sécurité » anti-balaka aux réfugiés qui rentrent au pays pour accéder à Bania, dans la préfecture de Mambéré-Kadéï.⁴³⁶

Dans l'est, les démonstrations de l'autorité des ex-Séléka en tant que « fournisseurs de sécurité » ont pénétré tous les secteurs économiques.⁴³⁷ Dans le secteur minier, on sait que cela implique le paiement d'honoraires pour la surveillance des locaux des collecteurs à Bria et à Sam Ouandja, pour des escortes à destination et en provenance des environs de Bria, des taxes de sécurité et des « contributions » pour répondre aux incidents autour de Ndassima.⁴³⁸ La crise de sécurité de l'est de la RCA due à la LRA vit le FPRC et l'UPC particulièrement utiliser ce prétexte pour étendre leur portée territoriale. Ainsi, en dépit de la baisse des activités de la LRA à partir de mars 2016, le FPRC continua à insister sur les besoins de protection civile pour renforcer sa présence sur l'axe Bria-Yalinga, riche en minéraux, au début de l'année 2016.⁴³⁹ En avril, il renforça son contrôle sur les sites miniers en recrutant des éléments localement.⁴⁴⁰ Dans le même temps, malgré le renforcement des unités de la Task Force de la LRA à Nzako, en février 2016, des éléments de l'UPC y établirent une base, censée empêcher d'autres attaques de la LRA.⁴⁴¹ Malgré les appels répétés de la population souhaitant leur départ, ils y restèrent et, mi-2016, leur contrôle s'étendait jusqu'à Bakouma, Gambo et Ouango.⁴⁴²

Taxation et mise en place d'une administration parallèle des mines

Dans les zones où les groupes armés ont le monopole de la violence, la fourniture de services de sécurité est souvent étroitement liée à la taxation des mineurs et des commerçants. La taxation est certainement la principale tactique de prédation utilisée par les groupes issus de l'ex-Séléka⁴⁴³. Lorsque des niveaux plus élevés de coordination et de contrôle local sont exercés, cette tactique est souvent étendue rapidement à la reprise en main de fonctions gouvernementales par la création d'administrations minières parallèles.

Dans le centre et à l'est du pays, l'imposition d'administrations parallèles est particulièrement marquée dans les zones contrôlées par les ex-Séléka. À Ouaka, l'UPC a depuis longtemps délivré des cartes de forage, des licences minières artisanales et des autorisations de collecte à des opérateurs aurifères autour de Ndassima. Cela a généré des revenus estimés à environ 150 000 dollars par an avant même la ruée vers l'or en 2014.⁴⁴⁴ A cause des revenus générés cette zone ainsi que les villes voisines sont devenues en 2017 le théâtre d'une violence sanglante qui a coupé une source lucrative de revenus pour l'UPC. Après leur éviction du site par une coalition FPRC /anti-balaka en février 2017, une coalition UPC/FPRC a repris le site en décembre 2017 et s'est engagée depuis dans le partage des revenus.⁴⁴⁵ En effet, le FPRC et le

434 Interviews avec des opérateurs miniers lors d'une visite de ces sites, décembre 2017 et février 2018.

435 Interview avec un habitant et un mineur d'Amada Gaza, décembre 2017.

436 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §233.

437 Pour une présentation plus détaillée, voir IPIS, *The Politics of Pillage; The Political Economy of Roadblocks in the Central African Republic*, décembre 2017.

438 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, § 128 and S/2014/452, §70; interviews avec des mineurs près de Bria, décembre 2017.

439 Rapport confidentiel, juin 2016.

440 Ibid.

441 Ibid.

442 Rapport confidentiel, juin 2016.

443 Les anti-balaka se livrent également à une certaine taxation: par exemple, les sites aurifères et diamantifères contrôlés par les anti-balaka autour d'Amada Gaza imposent des frais d'accès à Koro-Mpoko. (Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §240, et interviews avec des opérateurs miniers, décembre 2017 et février 2018).

444 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2014/762, §141.

445 Interviews avec du personnel de l'ONU, février 2018.

RPRC dirigent depuis longtemps des administrations minières parallèles à Ndélé, Sam Oundja et Bria. Elles délivrent des licences, des autorisations et des bordereaux d'achat et maintiennent une brigade minière.⁴⁴⁶ Les revendications indépendantistes du FPRC, capable d'entreprendre de telles activités, l'ont poussé en avril 2017 à organiser des formations sur l'administration publique – tentative visant à institutionnaliser davantage ces pratiques.⁴⁴⁷

L'expansion territoriale des ex-Séléka dans l'est de la RCA en 2016 s'accompagnait *a minima* souvent de taxation,⁴⁴⁸ qu'on peut considérer comme précurseur de telles administrations parallèles. La présence de l'UPC autour de Nzako allait de pair avec l'établissement de points de contrôle sur les routes qui conduisent à l'extérieur de la ville. Vers le milieu de l'année 2016 l'UPC y taxait les mineurs et les commerçants et harcelait également les locaux.⁴⁴⁹ Le retrait des troupes ougandaises de la ville en août 2016 a permis de renforcer son contrôle sur les sites diamantifères et de revendiquer un caractère officiel pour son autorité.⁴⁵⁰ Le groupe a ensuite été évincé de Nzako en mars 2017 par des éléments du FPRC et des anti-balaka. Le FPRC a commencé à exercer un contrôle sur les sites miniers de Nzako. Il est entré par la suite en conflit avec les groupes d'autodéfense locaux, et ce jusqu'en 2018. Ce conflit serait motivé par les revenus générés et l'intimidation par le FPRC des membres des groupes d'autodéfense.⁴⁵¹

1. Préfinancement, exploitation minière et commerce

Dans l'ouest de la RCA, les anti-balaka continuent de générer des revenus en tant qu'exploitants miniers. À Koro-Mpoko, les anti-balaka s'impliquent en tant que gestionnaires de sites, mineurs artisanaux, creuseurs et acheteurs.⁴⁵² En témoignent l'ensemble des activités observées à la fin de l'année 2017 à Wisambo et, depuis la perte de cette mine, sur d'autres sites périphériques d'Amada Gaza.⁴⁵³ De nombreux anti-balaka, étant d'anciens mineurs artisanaux, continuent à rechercher le renouvellement de leurs permis d'exploitation minière en tant que creuseurs et artisans.⁴⁵⁴ Bien qu'une vérification plus stricte de l'enregistrement puisse contribuer à empêcher cela, la surveillance étroite de l'implication anti-balaka locale qui supporte une telle interdiction, peut souvent être compromise par la coopération entre les autorités locales et les anti-balaka. La détection est rendue difficile par des anti-balaka moins connus et par l'enregistrement via des amis et associés.

Alors que les groupes issus de l'ex-Séléka sont connus pour leurs activités minières, leur proximité avec les collecteurs les décrit davantage comme des artisans et des commerçants associés. Malgré la mort du célèbre collecteur de diamants Oumar Younouss,⁴⁵⁵ les dirigeants du FPRC comme Abdoulaye Hissène, Norredine Adam et Zacharia Damane continuent à se livrer au commerce des minéraux.⁴⁵⁶ L'implication de l'UPC dans les activités commerciales liées aux minéraux a également été soulignée.⁴⁵⁷ Le contrôle des ex-Séléka sur l'accès aux zones minières les a amenés à développer des partenariats commerciaux solides avec des collecteurs dans des endroits comme Bria et Sam Oundja.⁴⁵⁸ Ceci a entraîné des combattants à forcer des équipages d'avion à autoriser des collecteurs à embarquer sur leurs vols.⁴⁵⁹ Comme tout collecteur qui opérait autour de Bria en 2017 dépendait entièrement de la protection des ex-Séléka, ces agents agissaient clairement en violation des sanctions de l'ONU.

446 Rapports du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §127-129 ; S/2016/1032, §169-171.

447 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §155.

448 Rapport confidentiel, juin 2016.

449 Ibid.

450 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, §126.

451 Interview avec un mineur de Nzako, février 2018.

452 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/639, §96.

453 Interviews avec des habitants d'Amada Gaza, décembre 2017.

454 Rapports finaux du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2015/936, §224 ; S/2016/1032, §228.

455 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts de l'ONU, S/2016/694, Annexe 36.

456 Pour des informations plus récentes, voir Rapport intermédiaire du Groupe d'experts de l'ONU, S/2017/639, §.42-50.

457 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts de l'ONU, S/2014/452, §70.

458 Interviews avec des résidents de Bria, décembre 2017.

459 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §168.

Bria : un cas d'école de l'interaction entre prédation et conflit

Par l'importance du commerce minier à Bria en matière de création de revenus, la ville est devenue l'épicentre du conflit entre les factions de l'UPC, du FPRC et du RPRC en juin et en novembre 2016 ; puis à nouveau en mars 2017.⁴⁶⁰ Pendant cette période, l'administration et le système de taxation parallèles mis en place par le FPRC ont continué à fonctionner autour du centre de production majeur d'Aigbando, le groupe contrôlant ainsi l'accès des zones alentours.⁴⁶¹

Les tensions interethniques et les conflits internes au FPRC ont fait de Bria le théâtre d'affrontements majeurs à nouveau en mai/juin, puis en novembre 2017. En décembre 2017, la ville était divisée en quatre blocs, ce qui réduisait considérablement la mobilité entre les lignes ethniques et territoriales.⁴⁶² Dans ce climat de tension, un déplacement de plus de 5 km au-delà des limites de la ville était considéré par les résidents comme présentant un risque de « mort certaine ». L'accès aux champs était rendu difficile en l'absence d'une protection armée, ce qui eut pour conséquence une augmentation des prix de l'alimentation locale.⁴⁶³ Presque tous les commerçants de minéraux qui fréquentaient Bria auparavant ont abandonné la ville à la fin de l'année 2017. Ils ont laissés les groupes armés et leurs partenaires comme seule option du circuit commercial local de minéraux.

Malgré ces conditions difficiles, l'exploitation minière s'est poursuivie autour de Bria.⁴⁶⁴ Les personnes impliquées localement tout au long de l'année 2017 rapportent que personne ne pouvait s'engager dans des activités minières ou commerciales sans une autorisation délivrée par un groupe armé et sans service de sécurité.⁴⁶⁵ Les mineurs déclarent être obligés souvent de vendre leur production à des groupes armés et à leurs partenaires afin de maintenir de bonnes relations et de bénéficier de leur protection.⁴⁶⁶ Les mineurs qui cherchent à visiter leurs sites doivent être accompagnés par des combattants du groupe contrôlant la zone dans laquelle se trouve le site. En décembre 2017 par exemple, l'axe Ndelé-Bria qui passe par Aigbando était contrôlé par la faction Goula du FPRC, dirigée par le général Azor. Visiter ce site nécessitait un ordre de mission délivré par Azor (5 000 FCFA, valide 10 jours) ainsi que l'emploi de l'un de ses combattants pendant la visite pour des raisons de « sécurité ». Étant donné que certains combattants possèdent des motos, leurs services sont souvent utilisés afin de réduire les coûts.⁴⁶⁷

Les politiques identitaires sont profondément ancrées dans la dynamique minière locale au sein du triangle Yalinga-Bria-Sam Oundja. De nombreux commandants de l'ex-Séléka sont personnellement impliqués dans l'exploitation minière et le commerce dans leurs villes d'origine, notamment par l'intermédiaire d'amis et de membres de leur famille. La domination de Zacharia Damane, dans sa région natale, d'Ouada à Mbangana et Sam Ouandja, est bien connue. De même, le général Hamza (Goula), originaire de Mbangana, dominait autrefois l'axe Mbangana-Bria, mais en décembre 2017, cet axe était occupé par Abdoulaye Hisséné. Le contrôle exercé par Hisséné sur les mines de cette zone est une source importante de mécontentement parmi les populations goula et banda locales, qui voient en ces combattants « non-autochtones »⁴⁶⁸ des « envahisseurs ». ⁴⁶⁹ Les combattants goulas et banda (FPRC (Goula) / RPRC et anti-balaka) ont joint leurs forces pour défendre leurs intérêts en 2017 – une coalition contrée par l'UPC, les Peuls armés et le FPRC de Hisséné, opérant ensemble.⁴⁷⁰

460 Rapport intermédiaire du Groupe d'experts de l'ONU, S/2017/639, § 52-63.

461 Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2016/1032, § 169-170. Même après les affrontements de juin 2016 qui ont poussé l'UPC en dehors de Bria, 15 éléments de l'UPC ont néanmoins conservé une présence dans cette ville.

462 Interviews avec des résidents de Bria, décembre 2017.

463 Ibid.

464 Ibid.

465 Interview avec un mineur, décembre 2017.

466 Interview avec des mineurs de Bria, décembre 2017.

467 Interview avec des mineurs de Bria, décembre 2017.

468 Des éléments Rounga, Youou et Kara ainsi que des Tchadiens issus de certaines ethnies (Sara et Salamat).

469 Interviews avec des résidents et des mineurs de Bria, décembre 2017.

470 RJDH, "Centrafrique : La coalition FPRC et UPC assiège le village Ngoubi, une localité de la Haute-Kotto", 28 novembre 2017.

D. Le commerce illicite des minéraux centrafricains

1. Le paysage du commerce des minéraux

La chaîne d'approvisionnement en minéraux du secteur artisanal de la RCA comprend cinq acteurs principaux : les creuseurs, les mineurs artisanaux, les collecteurs, les coopératives et les maisons d'achat.⁴⁷¹ Les mineurs artisanaux emploient des creuseurs pour extraire des minéraux, parfois avec ou sans permis d'exploitation. Les creuseurs sont souvent rémunérés avec une part de production et une allocation pour couvrir les frais de subsistance de base pendant l'extraction (un coût plus tard déduit des ventes). Certains mineurs artisanaux peuvent opérer en tant que coopératives, qui bénéficient du droit d'exporter. En règle générale, cependant, les minéraux sont vendus aux collecteurs qui opèrent de manière indépendante ou qui sont employés par des maisons d'achat qui achètent et exportent les marchandises. Les collecteurs et les maisons d'achat participent souvent au préfinancement, en particulier dans le secteur du diamant.

Alors que les exigences du PK impliquaient déjà une certaine formalisation du secteur du diamant avant 2013, elle ne s'étendait généralement pas à l'or et fut de toute façon totalement compromis par les événements de 2013-2014. Depuis le début de l'année 2016, cependant, les autorités minières centrafricaines, en partenariat avec le projet PRADD,⁴⁷² ont pris des mesures significatives pour rapprocher le secteur minier de la formalisation. Ils ont accordé une attention particulière aux diamants et à une sensibilisation croissante à l'or. Les efforts de formalisation ont inclus des campagnes d'enregistrement actives, tout en rendant les licences d'exploitation artisanale plus accessibles. En outre, en 2017, un nombre record de 290 collecteurs se sont inscrits en particulier dans la préfecture de Mambéré-Kadeï.

Alors que la plupart des collecteurs nouvellement officialisés en RCA sont d'origine centrafricaine, les collecteurs étrangers, notamment libanais et mauritaniens, continueraient à dominer le commerce des diamants dans l'ouest de la RCA. Par contre de nombreux collecteurs de l'est seraient mauritaniens ou maliens.⁴⁷³ Il y a une plus grande présence de collecteurs centrafricains dans le secteur de l'or, mais de nombreux collecteurs camerounais non officiels sont également en train de s'infiltrer dans l'ouest de la RCA pour saper le prix de l'or des acheteurs locaux. En effet, pour les collecteurs de minéraux l'achat en RCA et la vente au Cameroun peuvent s'avérer très lucratifs.

2. Le commerce illégal de l'or

Le Cameroun, la République démocratique du Congo et le Soudan constituent des routes de sortie particulières pour l'or centrafricain trafiqué. Cependant, beaucoup d'or produit dans l'ouest de la RCA est également vendu à des maisons d'achat basées à Bangui. Elles envoient des représentants dans les grands centres, comme Yaloké, ou reçoivent des collecteurs dans leurs bureaux. Deux collecteurs interrogés ont déclaré avoir vendu leur or à des acheteurs chinois à Bangui, mais ont déploré que les prix de l'or dans la capitale oscillent entre 20 000 FCFA et 23 000 FCFA par gramme. Ils préfèrent, comme la plupart des collecteurs d'or de Bossangoa, vendre à Garoua-Boulai où des niveaux de concurrence élevés rendent les prix stables, autour de 25 000 FCFA par gramme.⁴⁷⁴ Les prix de l'or sur des sites tels que Koro-Mpoko et Bolakaba étaient relativement stables à 15 000 FCFA, variant entre 11 000 et 15 000 FCFA dans

471 Voir : World Bank, *A Comprehensive Approach to Reducing Fraud and Improving the*

Contribution of the Diamond Industry to Local Communities in the Central African Republic, Report No. 56090-CF, novembre 2010.

Il convient de noter qu'un grand nombre d'observations faites dans cet article sont toujours valables.

472 Le projet « Property Rights and Diamond Development » est un projet conjoint mené par l'USAID/le Département d'État afin d'aider les gouvernements de République centrafricaine et de Côte d'Ivoire à remplir leurs obligations dans le cadre du schéma de certification du processus de Kimberley (Kimberley Process Certification Scheme, KPCS).

473 Interviews avec des responsables des mines et des mineurs artisanaux opérant à Bria et Nzako, juin 2016, décembre 2017 et février 2018.

474 Interviews avec des opérateurs miniers, décembre 2017 et février 2018. Il faut noter qu'un collecteur vendant de l'or plus au sud de Gamboula a déclaré que les prix se situaient généralement autour de 22 500 FCFA dans cette ville, mais cela n'a pas pu être vérifié.

des lieux plus éloignés et moins productifs.⁴⁷⁵ L'écart de prix entre Bangui et Garoua-Boulai peut avoir un impact notable sur les marges. Pour les acheteurs camerounais qui disposent des ressources nécessaires pour acheter en gros, cela peut s'avérer très lucratif.⁴⁷⁶ et les rendre très compétitifs. Les collecteurs de Yaloké se plaignent que même lorsqu'ils offrent 20 000 FCFA aux artisans, ils sont parfois dépassés par des collecteurs camerounais illicites offrant 21 500 FCFA par gramme.⁴⁷⁷

Le taux de taxe sur les exportations d'or de la RCA est un autre facteur qui pourrait inciter au commerce illicite. Il s'élève à 5,25 %, contre 2,5 % au Cameroun. Les autorités centrafricaines sont conscientes de l'impact potentiel de cette différence. Elles ont tenté de compenser en taxant les exportations sur une valeur fixe de

15 000 FCFA/gramme, contre 25 000 FCFA/gramme au Cameroun.⁴⁷⁸ Alors que les exportations officielles d'or ont augmenté au cours des dernières années, le BECDOR estime que malgré tout 90% de la production continue est trafiquée.⁴⁷⁹

3. Commerce illégal de diamants

Le volume de trafic dans le secteur des diamants n'est que légèrement meilleur si l'on compare à celui de l'or. 82 % de la production totale estimée de diamants de la RCA quitterait le pays de manière illicite.⁴⁸⁰ Ceci démontre que les opérateurs dans le secteur des diamants présentent un niveau de conformité plus élevé avec les contrôles physiques et les contrôles documentaires – un précurseur crucial pour faire augmenter les flux officiels. Ce chiffre suggère cependant aussi que la production actuelle de diamants en RCA continue de faire l'objet de contrebande, à l'exception d'une fraction.

Note sur les flux illégaux de diamants

La complexité de la détermination de la valeur des diamants rend difficile la remise en cause de la valeur des diamants en vrac. Les analyses qui portent sur les flux illicites de diamants et qui se rapportent uniquement aux volumes, masquent par inadvertance l'ampleur et l'importance réelles de ces flux. Ceci est particulièrement problématique dans le cas de pays produisant des diamants de grande valeur mais en petites quantités, telle que la République centrafricaine. Il est non seulement plus difficile d'évaluer les pertes de recettes pour l'État et les gains de financement liés aux flux illicites, mais il est également exclu d'avoir une vue claire où cette pierre de qualité est susceptible d'apparaître dans la chaîne internationale du diamant. On parle ici des pays spécialisés dans le découpage et le polissage de pierres de qualité supérieure.

Il est important de bien le comprendre car ces lieux peuvent devenir des points d'étouffement pour les flux d'Afrique centrale, ce qui rend la vigilance pour les acteurs industriels particulièrement importante. Les diamants centrafricains sont généralement d'une qualité exceptionnelle.⁴⁸¹ La plupart des pierres (85 - 90 %) produites sur le plateau oriental de la RCA seraient constituées de pierres de moyenne à haute qualité, qui sont souvent plus grandes que celles de l'ouest.

475 Ceci serait néanmoins trois fois plus élevé que le prix de l'or vendu par les creuseurs avant la crise, soulignant la hausse des prix de l'or (en particulier en 2016), moteur de l'augmentation de la production.

476 Au moins deux opérateurs ont indiqué que des collecteurs camerounais étaient financés par des acheteurs basés à Dubaï et opérant depuis le Cameroun.

477 Interviews avec des opérateurs miniers de Yaloké, juin 2016 et février 2018

478 Interviews avec BECDOR, février 2018.

479 Ibid. Les exportations d'or pour 2016 étaient de 20 kg, se montant à 108 kg en 2017.

480 Chirico, P.G, Bergstresser, S.E., et DeWitt, J.D., *Artisanal and small-scale diamond mining assessment of the Central African Republic*, 2017. Rapport présenté à l'équipe en charge du suivi Processus de Kimberley en RCA lors du Kimberley Process Plenary Meeting, Brisbane, Australie, 11 décembre 2017.

481 Voir également, K. Malpeli et P Chrico, "A Sub-national scale geospatial analysis of diamond deposit lootability: The case of the Central African Republic", in *The Extractive Industries and Society* 1, 249-259, 2014, p. 250.

Les pierres de 3 à 4 carats sont plus courantes alors que les pierres plus grosses (jusqu'à 10 carats) ne sont pas rares dans cette région.⁴⁸² Si la production orientale contrôlée par les rebelles ne représente que 24 % de la production annuelle en volume de la RCA, ⁴⁸³la valeur de ces 24 % est donc extrêmement significative. En effet, à la création du PK, les diamants centrafricains se classaient officiellement 5ème sur les 21 pays producteurs participant au PK en termes de volume. À cette époque, le régime de Bozizé exerçait un contrôle plus ferme sur le secteur avec une plus grande conformité au PK et à l'EITI⁴⁸⁴. Ceci en raison des préoccupations internationales concernant l'impact des diamants sur la stabilité politique de la RCA au moment de l'arrivée au pouvoir de Bozizé.⁴⁸⁵ Alors que le pays a continué à se classer 6ème sur 22/23 producteurs entre 2005 et 2007 ainsi qu'en 2009, une hausse des flux illicites due à la prédation des rebelles et des gouvernements à partir de 2009, a engendré le recul constant de son classement jusqu'en 2013.⁴⁸⁶

L'existence de nombreuses maisons d'achat illégales offrant des tarifs préférentiels dans des endroits tels que Gamboula, Kentzou et Garoua-Boulai est une des raisons de la contrebande dans le secteur du diamant.⁴⁸⁷ À Gamboula, par exemple, deux carats « propres » pourraient atteindre 1,2 millions de FCFA, par opposition aux 800.000 – 850.000 FCFA offerts à Bangui, taxes de la RCA comprises.⁴⁸⁸ Alors que le Cameroun impose techniquement des taxes avantageuses à l'exportation sur les diamants, toutes les pierres de Centrafrique semblent échapper aux flux officiels camerounais et donc aux taxes (voir ci-dessous). Cet avantage concurrentiel pourrait expliquer pourquoi, malgré l'enregistrement de 17 maisons d'achat à Bangui à la fin de 2017, peu d'entre elles sont « officiellement » actives. IPIS a fréquemment fait cette observation en 2016 et 2017. Etant donné le coût considérable que représente l'enregistrement d'une maison d'achat en RCA, ceci suscite des interrogations sur ces acheteurs apparemment « inactifs ». En particulier lorsqu'ils sont liés à des filiales ou à des sociétés affiliées dans les pays voisins. Il apparaît clairement qu'il est nécessaire de renforcer la responsabilité et la surveillance de ces opérateurs.

Les statistiques du Processus de Kimberley indiquent que la valeur des exportations camerounaises, certifiées conformes au PK, est restée relativement constante depuis son adhésion au PK en 2012. La valeur des importations de diamants camerounais dans les statistiques commerciales des Nations Unies indique néanmoins une forte augmentation des diamants en provenance du Cameroun en 2015. Leur valeur a atteint environ trois fois la valeur d'exportation ordinaire (plus de 1 500 000 dollars).⁴⁸⁹ Alors que la production et les exportations enregistrées officiellement au titre du PK au Cameroun ont diminué depuis 2015, les données comtrade indiquent que les exportations de diamants bruts pour 2016 étaient en fait légèrement supérieures aux niveaux d'avant 2015 (environ 600 000 dollars). Tandis que les importations en provenance du Cameroun s'étaient initialement rapprochées des chiffres du PK dans comtrade pour 2017, ces chiffres excluaient les données d'importation de la Corée du Sud et des Émirats arabes unis, deux des plus importants pays importateurs de diamants bruts camerounais entre 2014 et 2016.

482 D.J.D DeWitt, P.G. Chirico, et S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088.

483 Ibid.

484 L'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) est la norme mondiale visant à promouvoir la gestion transparente et responsable des ressources pétrolières, gazières et minérales par la fourniture d'informations relatives aux activités du secteur de l'extraction.

485 International Crisis Group, *Dangerous Little Stones: Diamonds in the Central African Republic*, décembre 2010, p. 4 and 6.

486 Voir les statistiques officielles du PK qui résument cette période, sur le site web du PK (page sur les statistiques pour les diamants).

487 Se référer également au Partenariat Afrique-Canada (maintenant appelé Impact), *From Conflict to Illicit: Mapping the Diamond Trade from Central African Republic to Cameroon*, décembre 2016.

488 Interviews avec des collecteurs, juin 2016 et février 2018.

489 DESA/UNSD, Base de données Comtrade des Nations-Unies.

4. Facteurs internes qui encouragent la contrebande des minéraux issus de l'exploitation minière artisanale

Des opérateurs et des responsables du secteur minier soulignent dans des entretiens que la corruption et le racket sont des facteurs importants qui favorisent la contrebande des minéraux, outre les incitations aux bénéfices. À ce sujet IPIS a entendu parler de racket systématique de mineurs et de commerçants artisanaux par certains acteurs étatiques au niveau local. Ceci implique les autorités fiscales et douanières (réputées pour l'application systématique de sanctions) , la police et la gendarmerie. Ces activités ont conduit de nombreux artisans et commerçants à éviter les interactions avec les fonctionnaires. Ils opèrent dans la clandestinité et exercent une pression supplémentaire sur la nécessité de maximiser les marges.

Les entretiens avec des membres de l'Unité spéciale de lutte antifraude – créée en 2009 pour lutter contre les violations du Code des Mines - soulignent que ces unités souffrent de graves pénuries de capacités en termes de main-d'œuvre, d'équipement et de logistique.⁴⁹⁰ IPIS a cependant trouvé des rapports qui indiquent que les agents de cette unité se livrent aussi à certaines activités qui relèvent de la corruption, qui encourage ou facilite le commerce illicite.⁴⁹¹

IPIS a également découvert des rapports non confirmés qui affirment que certains soldats de la paix auraient cherché à tirer profit du commerce illégal de minéraux . Ils le font à travers le commerce ou en proposant leurs services à des collecteurs opérant de manière informelle. La véracité de ces allégations n'est pas claire, bien qu'elles aient trouvé un écho dans les recherches menées auprès d'autres entités sur le commerce illégal de minéraux ; ces allégations devraient donc faire l'objet d'une enquête approfondie.

5. Besoin de clarification concernant l'exploitation minière industrielle et le fonctionnement des coopératives

L'arrivée des sociétés industrielles d'extraction d'or et de diamants en RCA et le manque de clarté concernant leurs activités a semé la confusion et la suspicion quant à leurs activités menées à Bangui et localement en 2017 .⁴⁹² La tension s'est particulièrement concentrée sur l'arrivée apparente de mineurs industriels chinois dans le pays depuis fin 2015. Certaines personnes interrogées ont considéré cette présence comme illégale. Elle ne bénéficiait qu'à quelques hauts responsables comme les arrangements à Sosso-Nakombo et à Abba qui sont souvent cités.⁴⁹³ Les informations divulguées par les autorités centrafricaines ont permis de clarifier certains de ces arrangements.⁴⁹⁴

490 Interviews avec le personnel de l'Unité Spéciale Anti-Fraude (USAF) à Berberati, mars 2016.

491 Interviews réalisées à Berberati, mars et juin 2016, et avec des officiels des Mines, novembre 2017 et février 2018.

492 Interviews avec des membres de la Commission des ressources naturelles, du développement durable et de l'environnement de l'Assemblée nationale et des opérateurs miniers de l'ouest de la RCA, février 2018. À Carnot, par exemple, le placement de bornes à proximité du site de Ngouré aurait exacerbé les tensions locales fin 2017.

493 Un manque de clarté concernant les activités des mineurs industriels autour d'Abba à la fin de l'année 2017 avait conduit certains habitants à croire que ces opérations étaient menées par une société fictive opérant depuis le Cameroun sans licence. Thien Pao, Zhigou Mining et IMC semblent opérer dans ce domaine avec des permis de recherche mentionnés sur le site Web du Ministère centrafricain des Mines.

494 Voir le maillage des concessions sur la carte interactive.



Operations industrielles, Abba

Certains opérateurs industriels travailleraient avec des coopératives liées à de hauts responsables locaux à Sosso-Nakombo et à Carnot.⁴⁹⁵ Même si le but de cette étude n'est pas de vérifier ces affirmations, les opérateurs qui fréquentent Koro-Mpoko ont déclaré que les investisseurs potentiels avaient visité ce lieu au moins quatre fois l'an dernier. Ils ont proposé de reprendre la gestion du site et de payer un salaire aux travailleurs.⁴⁹⁶ La participation des investisseurs étrangers aux coopératives minières ne constitue pas en soi une violation du Code des Mines, car les coopératives peuvent faire appel à des partenaires pour fournir un soutien technique, financier et matériel. Certains se sont toutefois interrogés sur les implications de tels arrangements pour la propriété effective et le contrôle opérationnel. Ceci souligne le besoin de clarification de ce que peuvent être les relations entre les coopératives et les entreprises industrielles du secteur minier.⁴⁹⁷ Les coopératives ne peuvent être établies que par des ressortissants centrafricains. Seuls les citoyens du pays ont le droit de s'inscrire en tant que mineurs artisanaux puisque les mines sont destinées à profiter aux mineurs artisanaux. En pratique, cependant, certains étrangers sont accusés de contourner ces règles en achetant de faux papiers d'identité.⁴⁹⁸ Indépendamment de cela, même lorsque les coopératives sont enregistrées par de véritables ressortissants centrafricains, il existe des cas où il y a un soutien financier ou technique étranger. Cela a soulevé des questions concernant les arrangements sous-jacents à ces partenariats. Ces questions portent notamment sur les droits, obligations et avantages respectifs, sur le fait de savoir qui est le responsable opérationnel d'une coopérative et sur la mesure dans laquelle les arrangements sont véritablement destinés à bénéficier aux communautés minières artisanales elles-mêmes.⁴⁹⁹

La plupart des mineurs industriels présents actuellement en RCA ne possèdent que des permis de recherche qui ne comportent pas de droits d'exploitation. Certaines petites sociétés minières et coopératives possèdent des licences d'exploitation artisanale semi-mécanisées. Alors que ces licences autorisent la vente et l'exportation de la production, seule une poignée de détenteurs de permis ont déjà soumis leur production à l'exportation par les canaux officiels. Ceci soulève des questions sur la destination de la production et souligne la nécessité d'une plus grande responsabilité de la part des détenteurs de permis concernant leurs activités et le rôle des partenaires techniques.

495 Voir le reportage du Groupe d'experts de l'ONU sur les activités controversées de la coopérative Camsona à Sosso-Nakombo, qui seraient illégales sur de nombreux aspects (Rapport final du Groupe d'experts des Nations-Unies, S/2017/1023, §.235-239).

496 Interviews avec des opérateurs miniers visitant Koro-Mpoko, décembre 2017 et février 2018.

497 Voir par exemple les relations entre GETRAD et la *Coopérative Minière de la Commune de Lobayé (CMC)*, Commerce général et commerce des diamants, Évaluation du Potentiel Permis Getrad (Région de la Lobayé), 2005.

498 Interviews avec des opérateurs miniers et des officiels du secteur, juin 2016 et février 2018

499 Par exemple, certains noms de coopératives suggèrent une forte influence étrangère, telle que la coopérative Tian Di Ren, portant un nom chinois, et la coopérative appelée PPN Consulting.

Tensions entre mineurs artisanaux et mineurs industriels

Les communautés minières artisanales situées dans des endroits comme Ngoré et Koro-Mpoko ont exprimé de fortes inquiétudes quant au risque de se voir dépossédées de leurs moyens de subsistance par les industriels du secteur qui entrent dans la zone. Dans d'autres régions les mineurs industriels, comme les mineurs chinois, ont réussi à obtenir une licence sociale pour opérer localement. Par exemple, la société minière chinoise Dewei, opérant à 20 km de Gadzi, est une entreprise qui opère de manière transparente.⁵⁰⁰ Dewei aurait fait sa première apparition vers juin 2017 et dispose d'un permis d'exploitation artisanale semi-mécanisé, qui lui a permis de draguer des diamants sur la rivière Lobayé. La société signale clairement son identité aux passants et a organisé une cérémonie d'inauguration le 8 octobre 2017 en présence de responsables des mines et de représentants de la population locale.⁵⁰¹ Elle s'est engagée à « mener à bien des projets de développement communautaire, notamment la construction et la réhabilitation de centres de santé, d'écoles et de routes »⁵⁰². Ceci en réponse apparemment aux demandes des communautés locales. Les opérations de Dewei emploient environ 40 personnes, dont quatre fournisseurs de services de sécurité d'État, des interprètes et des ingénieurs géologues. Bien que certaines sections locales estiment que ce niveau d'emploi est trop bas, le ministre des Mines a exprimé son intention d'assurer la mise en œuvre de l'engagement de Dewei en matière de développement. Il a établi un mécanisme qui permet à la société de communiquer avec les parties prenantes. D'autres mineurs industriels ont pris des engagements similaires.⁵⁰³

Il est important de clarifier les interactions entre le secteur minier industriel et artisanal dans les pays voisins afin de mieux comprendre le risque de contamination de la chaîne d'approvisionnement par les flux transfrontaliers dans des pays comme le Cameroun. Il y a un volume considérable d'or et de diamants qui arrive dans l'est du Cameroun en provenance de la RCA occidentale. Des sociétés qui opèrent à proximité de la frontière centrafricaine sont confrontées à des risques extrêmement élevés de contamination de la chaîne d'approvisionnement par des flux illicites. C'est le cas entre autres dans des localités de trafic clés comme Gamboula Bertoua, Kentzou, Kette, Betaré-Oya et Garoua-Boulai.

6. Observations sur le trafic passant par les pays qui ne sont pas membres du PK

Une grande partie de la production d'or et de diamants de l'est de la RCA passerait en contrebande via le Tchad, le Soudan et le Soudan du Sud. Aucun de ces pays n'est membre du PK. Nyala, au Soudan est l'une des destinations principales.⁵⁰⁴ Alors que le Soudan est l'un des trois plus grands producteurs d'or d'Afrique, son statut en matière de production de diamants manque de clarté depuis longtemps. En décembre 2013 l'agence de presse officielle du Soudan a affirmé que la société minière sibérienne russe avait obtenu une franchise pour « l'exploration et la production de diamants au Soudan » dans le cadre de la volonté du Soudan de diversifier sa politique minière.⁵⁰⁵ La véracité de cette affirmation est incertaine et la société minière sibérienne russe est une société d'extraction d'or, et non une société d'extraction de diamants. En mai 2018 le même organe de presse a rapporté que « la société Golden Scarf d'Arabie Saoudite [...] avait exprimé le désir d'investir dans les diamants, l'or, les pierres précieuses et semi-précieuses » après « la découverte de grandes quantités de diamants » dans le pays.⁵⁰⁶ Il y a peu

500 Que l'on peut également écrire Dewey et Dewey. Voir La Tribune Afrique, « RCA : la chinoise DEWEY se lance dans l'exploitation d'or et de diamant », 13 octobre 2017.

501 Ndjoni Sango, « Centrafrique : exploitation de diamants, la société chinoise DEWEY s'installe à Gadzi », 10 octobre 2017.

502 Ibid.

503 Voir par exemple les promesses faites par Thien Pao à Ndjoni Sango, « Centrafrique : le ministre Mbolli-Fatran signe une convention minière avec l'entreprise chinoise Thien Pao Sarl », 11 avril 2017.

504 Voir, International Crisis Group, *Dangerous Little Stones: Diamonds in the Central African Republic*, décembre 2010 et le rapport du Groupe d'experts des Nations-Unies,

505 Sudan News Agency « Russian to Start Diamond Mining in Sudan », 7 décembre 2013.

506 Sudan Vision, « Saudi Company Expresses Desire to Invest in Diamonds, Gold and Precious Stones », 6 juillet 2018.

d'informations sur le secteur des diamants au Soudan, même si, à ce jour, des experts ont laissé entendre que la topographie du pays rendait peu probable l'existence de gisements de diamants de grande taille.⁵⁰⁷ Quoi qu'il en soit, l'envoi de diamants du Soudan, voire de l'Arabie saoudite, vers n'importe quel État membre du PK constituerait une violation de base du Processus de Kimberley, en vertu duquel le commerce avec les pays qui ne sont pas membres du PK est strictement interdit.

E. Observations finales

Le secteur minier centrafricain affiche une relation cyclique avec la sécurité dans la mesure où la concurrence pour l'accès aux revenus générés par les minéraux peut être un facteur d'insécurité et de prédation. Par ailleurs cette insécurité et cette prédation accroissent la dépendance vis-à-vis de ce secteur de ceux qui luttent pour satisfaire leurs besoins vitaux. C'est un défi capital pour le gouvernement centrafricain d'obtenir le contrôle de l'exploitation minière et du commerce associé, en particulier dans l'ouest, à la fois dans la perspective de stabiliser le pays et de relancer l'économie officielle. Dans le secteur du diamant le Processus de Kimberley peut offrir des pistes d'engagement. Parmi elles une approche centrafricaine régionale qui mettrait fin au trafic transfrontalier. Il mérite d'examiner plus en détail la mesure dans laquelle l'ICGLR peut jouer un rôle dans le secteur de l'or. Il semble évident que mettre un terme aux flux illégaux demandera dans les deux cas des efforts de collaboration, non seulement de la part des États voisins mais également de la part des pays clés impliqués dans la chaîne d'approvisionnement en minéraux d'origine de la République centrafricaine.

507 Par exemple, L'USGS ne fait aucune référence à la présence de diamants au Soudan ni dans le Minerals Yearbook de 2013 ni dans celui de 2014, même si l'édition de 2014 fait remarquer que « la plupart des ressources minérales du Soudan reste encore à explorer et à développer ».

CONCLUSION

Comme nous l'avons souligné dans notre rapport de 2014, les facteurs traditionnellement associés à la cupidité et la convoitise jouent un rôle déterminant dans le conflit en République centrafricaine. Cependant, le présent rapport confirme l'idée déjà largement acceptée selon laquelle la dichotomisation des causes profondes entre simple cupidité et réclamation légitime, n'est plus appropriée dans la mesure où elle ne permet pas de rendre compte de l'importance, l'interconnexion et la complexité des contours des dynamiques en jeu.

Il est clair que dans ce pays riche en ressources mais aussi très pauvre – simplement considéré (et traité) comme un arrière-pays par ses voisins – l'accès aux ressources est la principale cause du conflit et de sa militarisation.

Tous les groupes armés présents en République centrafricaine sont engagés dans la prédation d'un ou, plus généralement, plusieurs secteurs économiques.

Cette prédation ne détermine pas seulement les mouvements et les activités d'un groupe armé, elle nourrit également largement ses troupes.

Dans de nombreuses régions, ces activités de prédation se sont fortement éloignées des stratégies opérationnelles opportunistes qui les caractérisaient au départ. Elles se sont systématisées et institutionnalisées, et sont ainsi utilisées par les groupes armés pour se conférer une légitimité auprès de leurs membres et des populations locales. Les chapitres de ce rapport sur les barrages routiers, le pastoralisme et les activités minières illustrent clairement cette tendance. C'est dans ce contexte que les groupes armés sont devenus eux-mêmes de plus en plus divisés par des tensions interethniques. Des groupes ont commencé à revendiquer leur légitimité d'action et d'accès à ces ressources (au nom de critères identitaires et d'appartenance), lors de conflits sur la gestion quotidienne des opérations de prédation ; et ce, dans des zones caractérisées par l'absence d'une tierce partie, comme un État, qui pourrait occuper le rôle de médiateur ou régulateur.

Cette prédation armée de l'économie centrafricaine, et donc des Centrafricains, a un impact particulièrement dévastateur. En effet, ce phénomène est en partie responsable de la militarisation des acteurs économiques traditionnels et des populations civiles qui cherchent à protéger leur accès continu à leurs moyens de subsistance. Cette militarisation peut être organisée directement par les acteurs de manière indépendante, via un intermédiaire ou en collaborant ou rejoignant des groupes armés. Dans ce contexte, « la cupidité » est davantage entendue comme la volonté de sécuriser son accès aux ressources, et il est parfois difficile de percevoir la dichotomie entre cette forme de cupidité et une réclamation légitime. Il est clair que cette militarisation croissante mêlée à l'érosion des structures et des relations communautaires qui, dans le passé, permettaient la médiation des conflits portant sur l'accès aux ressources, ouvre la voie à une escalade de la violence à la fois entre les populations civiles et les groupes armés.

Ainsi, la capacité d'un ultime accord de paix ou d'un État centrafricain à l'autorité renforcée à gérer durablement les menaces pesant sur l'accès aux ressources à la fois pour les groupes armés et les civils, dans un contexte où la militarisation est le premier moyen d'accès, déterminera très probablement dans quelle mesure ils pourront sortir le pays de ce conflit violent. Dans ce contexte, la légitimité de l'État centrafricain dans la reconnaissance et la protection des doléances de tous les acteurs (non seulement les groupes armés, mais aussi les civils) est fondamentale. Il est alors crucial d'établir la confiance entre les citoyens et l'État.

Les zones actuellement sous contrôle gouvernemental peuvent être considérées comme des tests décisifs à cet égard. De plus, il sera également vital de comprendre les dynamiques régionales concrètes de cette crise, notamment les rôles du Tchad, du Cameroun et de la RDC, afin de s'attaquer aux moteurs structurels du conflit et de s'assurer de la participation essentielle de ces pays à l'effort pour mettre un terme à la crise centrafricaine.

RÉSUMÉ

République centrafricaine : un résumé de la cartographie du conflit

A. Introduction

Ce rapport accompagne la carte interactive de la RCA sur le site web d'IPIS, qui représente les données pertinentes relatives au conflit qui sont disponibles à la fin de l'année 2017.⁵⁰⁸ Le rapport tente de dresser une vue d'ensemble du développement de la dynamique du conflit depuis les événements de 2013 et 2014. Il met ainsi à jour le rapport similaire produit par IPIS en novembre 2014.

Ce rapport est constitué d'une introduction sur les tendances sécuritaires depuis 2014 en RCA (Chapitre I) ainsi que de quatre chapitres traitant de thèmes liés à la dynamique de celles-ci: l'évolution des groupes armés depuis 2014 (Chapitre II), la prédation des groupes armés sur les routes de transit (Chapitre III), le pastoralisme (Chapitre IV) et l'exploitation minière (Chapitre V). Nous espérons que cette vue d'ensemble peut vous aider à mieux comprendre un conflit extrêmement dynamique et de plus en plus complexe.

B. Chapitre I : Présentation des tendances sécuritaires

Vers la fin de l'année 2014, le conflit armé entre les groupes issus de l'ex-Séléka et les groupes anti-balaka a instauré une ligne de conflit dans tout le pays et a vu l'ouest de la RCA vidé de la plupart de ses habitants musulmans. Néanmoins, la situation sécuritaire de la RCA s'est améliorée depuis le début 2015 à la suite de l'intervention des forces internationales et françaises. Elles ont permis de faire avancer le processus de transition politique, avec la tenue d'un référendum constitutionnel ainsi que d'élections législatives et présidentielles qui ont vu l'élection du gouvernement Touadera en mars 2016.

Même si cette période de progrès relatif vers la stabilité a tout d'abord engendré un certain optimisme, celui-ci fut de courte durée. À partir du mois de juin 2016, des affrontements dans le centre et le nord du pays ont surgi. Ils se sont intensifiés à partir du mois de septembre, alors que les factions en guerre issues de l'ex-Séléka rivalisaient pour le contrôle des principales villes économiques et stratégiques. Ces affrontements entre groupes armés se sont poursuivis en 2017 et ont débouché sur des violences intercommunautaires dans tout le centre, l'est et le sud-est de la RCA. De plus, les attaques contre les civils, les forces internationales et les travailleurs humanitaires se sont intensifiées au cours de cette période, faisant de 2017 l'année la plus meurtrière pour les humanitaires et les forces de maintien de la paix depuis le début de la crise.

Suite à l'instauration d'une trêve fragile entre les factions qui s'affrontaient à la fin de l'année 2017, le déclenchement de violences prolongées à Bangui en avril 2018 a vu naître de nouvelles tentatives de revitalisation de l'ancienne alliance Séléka. En outre les affrontements pervers entre l'ex-Séléka et les anti-balaka à Bambari ont fait de cette ville depuis le milieu de l'année l'épicentre d'un conflit considérable.

Les données relatives aux incidents sécuritaires recueillies de 2012 à 2017 suggèrent que depuis septembre 2016 les niveaux d'insécurité dans le centre et l'est de la RCA ont atteint et probablement dépassé les niveaux de 2014. Alors que la région centrale de la RCA est restée une zone d'insécurité majeure de 2014 à 2017, l'est de la RCA est devenu le principal foyer des hostilités à la fin de l'année 2016. Les incidents impliquant des conflits entre groupes armés se sont souvent déroulés dans les villes principales que sont Bria, Bambari, Batangafo, Kaga-Bandoro, Mbrés et Bang / Ngayoundaye. Elles hébergent des zones minières et pastorales clés qui ont été le théâtre de combats particulièrement intenses. La géolocalisation de ces incidents met en évidence l'importance de la génération de revenus pour les opérations des groupes issus de l'ex-Séléka.

Les civils sont les premières victimes du conflit en RCA. Plus de deux tiers de tous les incidents rapportés

508 Disponible à l'adresse suivante : <http://ipisresearch.be/mapping/webmapping/car/v2ref.html>.

se caractérisent principalement par des actes de violence envers les populations civiles. Là encore, ces incidents semblent avoir été particulièrement violents dans les localités clefs de l'exploitation minières ou du pastoralisme.

C. Chapitre II : Évolution des groupes armés depuis 2014

Depuis 2015, le *Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique* (FPRC), le *Mouvement patriotique pour la Centrafrique* (MPC) et l'*Union pour la Centrafrique* (UPC) ont été les forces dominantes issues de l'ex-Séléka qui contrôlent le centre et l'est de la RCA. En 2015 et 2016, les groupes issus de l'ex-Séléka ont consolidé et étendu leur territoire opérationnel et leurs stratégies de prédation. C'est pourquoi 2016 et 2017 sont des années marquées non seulement par une fragmentation croissante des groupes armés, mais également par des affrontements tant entre les groupes armés qu'au sein de ceux-ci à propos des ambitions territoriales et politiques de chacun d'eux. Depuis fin 2017, cette période d'affrontements entre les groupes armés semble avoir ouvert la voie à un rapprochement grandissant entre ces groupes, avec notamment des tentatives répétées de la part du FPRC visant à réunifier la Séléka.

Depuis la fin de l'année 2014, le FPRC a consolidé son contrôle sur le territoire existant tout en renforçant sa présence dans les hubs économiques majeurs. Il a mis au point des stratégies de génération de revenus diverses et sophistiquées, axées principalement sur le transit, l'exploitation minière et le commerce du bétail. Dans ces secteurs le groupe a développé son emprise grâce à la taxation et la mise en place d'administrations parallèles. Il s'est souvent engagé dans le partage des revenus et la collaboration avec d'autres groupes issus de l'ex-Séléka. A partir de la mi-2016 il a continué à militer pour la réunification de la Séléka. La coordination militaire contre l'UPC avec d'autres groupes issus de l'ex-Séléka et même avec des groupes anti-balaka, a toutefois eu un impact négatif sur la cohésion interne du groupe en 2017. Elle a engendré l'interruption des flux de revenus. Néanmoins, la capacité du FPRC de provoquer au moins un alignement avec des groupes issus de l'ex-Séléka, tels que le MPC à Kaga-Bandoro à la mi-2018, témoigne de son influence persistante sur ses anciens alliés.

Depuis sa séparation du FPRC en juillet 2015, le MPC a maintenu de bonnes relations avec le FPRC bien qu'il rejette généralement ses objectifs politiques qui incluent la reformation de la Séléka et la division du pays. Le MPC a néanmoins été sujet en 2017 à de nombreuses fractures avec notamment le départ de son fondateur, Ahmat Bahar, qui aurait rejoint le FPRC. Le MPC conserve toujours le contrôle des zones principales de pâturages et de transhumance situées dans le nord de la RCA.

Depuis 2014, l'UPC a également consolidé son contrôle au sein de sa zone d'influence, bénéficiant de sources de revenus diverses et sophistiquées. À partir de la fin de l'année 2015 ce groupe a adopté une politique particulièrement expansionniste en se déployant dans le sud-est et le nord de la RCA. Comme il a déclenché ainsi des tensions avec les populations locales et d'autres groupes armés, l'UPC a été la cible d'attaques violentes à partir de la fin de l'année 2016. Celles-ci compromettent ses recettes et son expansion territoriale. La composition de plus en plus homogène du groupe, majoritairement peule, ainsi que son discours appelant à servir la cause des Peuls ont contribué à accroître la violence intercommunautaire dans le sud-est du pays au cours de l'année 2017. La violence a visé particulièrement les Peuls, ainsi que l'ensemble de la population musulmane.

En tant que mouvement, les anti-balaka restent fortement divisés, formant un réseau qu'on peut qualifier d'informel et des milices dotées d'agendas principalement locaux. Ces milices peuvent soit être explicitement affiliées à l'une des deux branches principales de coordination basées à Bangui qui continuent à se présenter comme des interlocuteurs représentant le mouvement, soit y être associées par défaut. Ainsi, le terme « anti-balaka » a fini par regrouper une grande variété d'acteurs armés, dont des gangs criminels. En 2016 et 2017, ce mouvement a semblé étendre sa zone d'opération avec l'émergence de groupes « d'autodéfense ». Ceux-ci ressemblent fortement aux anti-balaka et ont même dans certains cas exprimé leurs liens ou affiliations au mouvement. L'émergence et le développement des activités anti-balaka à Bangui et dans le reste du pays souligne la sensibilité des jeunes et des groupes anti-balaka latents face aux événements sécuritaires plus larges. Ceci les rend vulnérables face à la mobilisation déclenchée par des acteurs politiques ou économiques qui instrumentalisent des dynamiques sécuritaires locales et nationales pour leur propre bénéfice. La présence d'anti-balaka dans une zone donnée peut avoir des

implications particulières pour les opérations humanitaires. Elle fait de cette zone de refuge un lieu où les groupes anti-balaka s'affrontent entre eux, ou bien, à l'inverse, un lieu où ils sont pris pour cible par d'autres groupes. Si les groupes anti-balaka sont généralement faiblement armés, ceux du nord-ouest de la RCA par contre semblent disposer d'un meilleur accès aux armes conventionnelles.

Si les groupes qui ne sont affiliés ni à l'ex-Séléka ni au mouvement anti-balaka jouent souvent un rôle plus local dans la dynamique du conflit, ils peuvent malgré cela avoir des implications significatives en matière de sécurité et dans le rôle qu'ils jouent dans l'expansion territoriale de groupes plus forts. Par exemple, le groupe *Révolution et Justice* (RJ) semble avoir élargi sa zone d'opérations et avoir contribué à l'expansion de celle du MPC grâce à des opérations conjointes. Ou encore : la coopération entre le Siriri, groupe d'autodéfense d'éleveurs nouvellement créé qui opère dans le sud-ouest de la RCA, et le

Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC), groupe nettement plus ancien mais affaibli, semble avoir permis l'extension de leurs frontières territoriales respectives. La coordination renforcée entre les groupes non-alignés opérant le long de la frontière camerounaise ainsi que leurs liens avec les factions issues de l'ex-Séléka, pourraient nécessiter un suivi dans le futur. Enfin, alors que l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army ou LRA) a été considérablement affaiblie, ses factions continuent à opérer dans l'extrême est de la RCA. Dans ces zones la dramatique flambée des attaques perpétrées en 2016 par la LRA sur les communautés d'éleveurs ou de mineurs a eu des implications importantes sur la sécurité locale et l'expansion des groupes armés au sein de celles-ci. L'année 2017 a vu par contre le niveau d'incidents liés à la LRA se restabiliser à des niveaux proches de ceux d'avant 2016.

D. Chapitre III : Prédation armée sur les routes de transit

Le rôle central du commerce et du transport dans l'économie politique de la RCA fait du contrôle du transit un moyen crucial permettant de générer des revenus à fois pour l'État et pour les groupes armés. Ce contrôle permet aux deux acteurs à la fois d'imposer des taxes et de contrôler des activités commerciales rentables. Les barrages routiers, les escortes obligatoires et l'imposition d'autorisations de 'libre passage', de droits de douane constituent le principal moyen de générer des recettes. Bien que la combinaison exacte de ces approches puisse varier en fonction de la force relative du groupe qui les utilise et des conditions prédominantes dans lesquelles elles sont employées, elles s'observent toutes dans chaque secteur commercial centrafricain (minerais, bétail, café et autres biens commerciaux soudanais). La prédation sur le transit est ainsi une problématique transversale dans le financement du conflit.

Trois circuits cruciaux ont survécu à la crise de 2013, chacun étant associé à un type spécifique de commerce : le circuit du bétail, le circuit commercial soudanais et le circuit 'légal'. Le circuit du *bétail* est constitué des routes commerciales liées au bétail, comprenant à peu près le nord du pays et Bangui. Il englobe les marchés de bestiaux principaux tels que Kaga-Bandoro et Bambari. Le circuit *soudanais* concerne principalement les routes utilisées par les commerçants soudanais entre Birao, Kaga-Bandoro et Bambari. Le circuit *'légal'* concerne quant à lui les chaînes d'approvisionnement contrôlées par le gouvernement dans l'ouest du pays, et en particulier le corridor Bangui - Garoua-Boulai ainsi que la rivière Oubangui.

En 2017, 290 barrages routiers ont été identifiés en RCA. Nombreux sont les barrières contrôlées conjointement par plusieurs groupes armés, voire même par un groupe armé et une administration étatique. Cela explique que le nombre total de barrages routiers où les groupes sont présents (312) est supérieur au nombre de barrières identifiées (290). Parmi ceux-ci, 117 (40 %) étaient installés par les forces gouvernementales, 149 (51 %) par des groupes issus de l'ex-Séléka et 46 (16 %) par des anti-balakas. Si on estime le volume et les sommes prélevées à ces barrages, les factions issues de l'ex-Séléka génèreraient au moins 3,59 millions d'euros (estimations conservatrices) par an à partir des taxes qu'elles imposent sur le circuit du bétail et au moins 2,5 millions d'euros supplémentaires le long des routes qui constituent le circuit soudanais. En 2017, le circuit 'légal' largement contrôlé par l'État, aurait pour sa part généré 150 millions d'euros de recettes.

Les stratégies de création de revenus provenant de la taxation routière utilisées par les groupes armés issus de l'ex-Séléka sont le reflet de celles mises en place par l'État, étant donné que ces groupes occupent les infrastructures d'État abandonnées. Ils ont simplement adopté la même structure organisationnelle à ces points de contrôle, ce qui fournit une source de revenus périodiques d'après leurs effectifs. De

nombreux groupes issus de l'ex-Séléka ont également introduit des systèmes de dédouanement parallèles, qui imposent aux transporteurs le passage par le « barrage routier virtuel » d'une *comzone*, où ils paient des sommes importantes afin d'avoir le droit de circuler au sein de leurs fiefs, en particulier dans le nord-est et l'est de la RCA. Le contrôle de ces routes peut donc devenir un motif majeur de conflit ou de collaboration entre les groupes armés.

Les *coupeurs de route* constituent un autre aspect du conflit violent qui se joue autour des routes commerciales. Dans la pratique, les hold-ups, les embuscades et le banditisme routier visant à piller sont le fait de divers acteurs. Ce phénomène se développe à partir d'une dynamique préexistante dans le nord et le nord-ouest de la RCA où les *coupeurs de route* (*zaraguina*) opèrent depuis des décennies. Une telle prédation peut également prévaloir chez les groupes anti-balaka en lieu et place d'une prédation statique sur les routes de transit. Elle est favorisée par la disponibilité de ces acteurs, très peu armés mais hautement mobiles. C'est pourquoi les anti-balaka restent réputés de rendre les routes extrêmement imprévisibles et dangereuses.

L'importance des barrages routiers va bien au-delà du financement des groupes armés. Le système de taxation routière a atteint une telle ampleur qu'il a engendré une forme d'« asphyxie de l'économie » qui a également sévèrement nui à la sécurité alimentaire, ce qui a poussé des jeunes hommes à prendre les armes pour survivre. Les barrages routiers figuraient toujours parmi les principaux griefs cités par la population centrafricaine lors du Forum de Bangui organisé en 2015.

E. Chapitre IV : Pastoralisme et sécurité en RCA

Le pastoralisme est un phénomène relativement récent en RCA, bien qu'il ait profondément façonné le paysage économique, ethnique et sécuritaire du pays depuis sa naissance au début des années 1920. L'évolution du pastoralisme centrafricain fait apparaître quatre phases principales :

1. Une période initiale marquée par la migration graduelle d'éleveurs venus principalement du Cameroun et du Nigéria, et l'intégration relativement pacifique des communautés pastorales dans la vie centrafricaine entre les années 1930 et 1970,
2. L'émergence d'un conflit autour de la transhumance, suite à l'arrivée d'autres vagues d'immigration plus tardives, principalement originaires du Tchad et du Soudan, dans les années 1970 et 1980,
3. Une période marquée par l'essor de la prédation visant les communautés pastorales avec l'émergence du phénomène *zaraguina*,
4. Et enfin, la période actuelle de conflit violent et de prédation intense sur le secteur qui a démarré au début de la crise en 2013.

Les événements de 2013 et 2014, en particulier les attaques anti-balakas sur les communautés pastorales, ont vidé des pans entiers de l'ouest de la RCA de la majeure partie de leurs populations pastorales, ce qui a eu un impact considérable sur la vulnérabilité des éleveurs vis-à-vis de la prédation de trois façons distinctes :

1. Des facteurs de pression sociale et environnementale dans les localités devenues des refuges pastoraux ont poussé de nombreux éleveurs à retourner dans des zones au sein desquelles ils restent vulnérables vis-à-vis de la prédation. Celle-ci est exercée par des groupes toujours hostiles et opportunistes, tels que les groupes anti-balaka. Ceci a conduit à la fois au développement de conflits dans ces zones et à la prolifération de milices d'autodéfense d'éleveurs.
2. En 2014, les exactions commises par les anti-balaka à l'encontre des éleveurs ont eu pour conséquence le départ d'éleveurs des localités situées plus au sud du pays, ce qui a engendré le développement d'une concentration pastorale dans le nord de la RCA, en particulier autour d'Ouham et de Nana-Grebizi. Cette région est devenue ainsi un réservoir de recettes pour les groupes armés, étant donné sa concentration en bétail et l'importance du marché de Kaga-Bandoro.
3. En 2014, le sud et l'est de la RCA sont devenus également un refuge pour les éleveurs fuyant les abus commis plus au nord et à l'ouest. Ils ont poussé les éleveurs plus profondément au cœur des territoires contrôlés par les rebelles, ce qui est devenu un facteur contextuel notable dans le conflit ethnique qu'a connu la région en 2016 et 2017. Ce conflit ultérieur a engendré à son tour des migrations pastorales

avec des concentrations localisées convergentes, ce qui pourrait avoir à l'avenir d'autres implications sur les opérations des groupes armés et la violence intercommunautaire.

Depuis 2015, les groupes issus de l'ex-Séléka ont cherché à maximiser leur contrôle sur la chaîne d'approvisionnement du bétail desservant Bangui, profitant du bénéfice généré par la différence entre le prix d'une tête de bétail des troupeaux itinérants et le prix à Bangui, le seul marché terminal de la RCA pour le bétail. Bangui est principalement approvisionné par Kaga-Bandoro et Bambari, mais depuis 2014, le transit fluvial a également commencé à faire partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement de Bangui. Ces centres de distribution accueillent également des abattoirs pour la consommation locale et sont desservis par de nombreux marchés locaux de collecte dans les zones de production du bétail.

Les groupes armés sont présents sur plusieurs points de la chaîne d'approvisionnement du bétail. Ils imposent des « taxes de transhumance » dans les zones de pâturage, des taxes sur la route vers et dans les principaux centres de distribution et les marchés de collecte régionaux ou locaux. Ils offrent aussi des escortes de protection. Même si des recherches antérieures ont indiqué que les bénéfices totaux réalisés par les groupes issus de l'ex-Séléka sur le circuit du bétail s'élevaient à au moins 3,59 millions d'euros par an, ce chiffre exclut les bénéfices provenant du vol de bétail, de la participation directe au commerce de bétail ainsi que les prélèvements sur les marchés de collecte.

L'impact du conflit autour de Bria, qui a eu lieu en 2017, a eu des répercussions majeures sur les prix de la viande dans ce hub minier car de nombreux éleveurs et commerçants basés à Bria ont fui la région, ne laissant que quelques troupeaux autour de la ville minière d'Aigbando. L'insécurité et le ciblage des éleveurs par les groupes armés pendant ces événements ont provoqué la perte de moyens de subsistance de nombreux pasteurs et la destruction à la fois l'industrie locale du bétail et du tissu socio-économique de la ville.

Au vu de l'importance du commerce du bétail dans le PIB de la RCA, et de son rôle central dans les conflits à Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Grebizi, Ouaka, Nana-Mambéré (ainsi que dans d'autres régions) et par extension à Bangui, la restauration de l'autorité de l'État sur le circuit du bétail devient une préoccupation majeure.

F. Chapitre V : exploitation minière et sécurité en RCA

Le secteur minier du pays a longtemps été en proie à des conflits étant donné le rapport poids léger / valeur élevée d'une grande partie des richesses minérales de la RCA, les hauts niveaux d'informalité et la mauvaise gestion institutionnelle. Depuis 2013 cependant ces liens se sont encore renforcés avec l'engagement de groupes issus de l'ex-Séléka et de groupes anti-balaka engagés dans une prédation extrêmement lucrative sur le secteur des minerais. Le commerce illicite, permettant une telle prédation, maintient une menace concurrentielle majeure et sape les efforts qui visent à contrôler ce secteur. Dans ce contexte, les autorités centrafricaines sont confrontées à deux défis majeurs : (1) gérer le rôle des minerais vis-à-vis de l'insécurité et du financement du conflit et (2) combattre les flux illicites afin de réduire le financement du conflit et d'augmenter les recettes du gouvernement.

Depuis 2014, la RCA a connu une croissance globale de sa production de minerais caractérisée, entre autres, par une croissance de l'exploitation aurifère ainsi qu'une meilleure connaissance d'autres minerais potentiels tels que la cassitérite. Tandis que dans l'ouest de la RCA l'exploitation minière de plus forte densité s'est déplacée vers la frontière camerounaise et vers les zones jugées conformes au PK, dans l'est par contre, le suivi réalisé à distance indique depuis 2013 une intensification de l'exploitation minière dans des zones contrôlées par des groupes issus de l'ex-Séléka. Ceci témoigne de l'engouement généré par une telle activité chez les groupes armés.

En 2015 et 2016, on a noté une croissance de l'intérêt artisanal pour l'or, en particulier dans la préfecture d'Ouham ainsi que dans l'est de la RCA. Les responsables miniers centrafricains signalent une hausse conséquente de la production d'or et certains considèrent actuellement que le secteur a un potentiel de revenus important pour l'État. À l'ouest, Koro-Mpoko et BenZambé semblent avoir attiré un intérêt artisanale notable, tandis qu'au centre (Ouaka), les zones minières de Ndassima et de Bakala continuent d'attirer des creuseurs. La plupart des nouvelles « grandes » mines d'or de l'ouest de la RCA ont été

reconnues avant la crise comme des centres commerciaux secondaires pour l'or et sont souvent restées sous l'influence des anti-balaka depuis que les musulmans ont été pris pour cible dans cette région en 2013 et 2014. Cela a entraîné une évolution de la démographie commerciale de l'or dans l'ouest de la RCA, ainsi que l'émergence de Bossangoa en tant que plaque tournante majeure de l'or.

Les différences dans la dynamique générale sécuritaire qui caractérisent l'ouest, le centre et l'est de la RCA sont généralement nées de l'instabilité dans les zones minières et autour de celles-ci. Alors que les principaux conflits dans les zones minières du centre et de l'est étaient relativement faibles jusqu'à la fin de l'année 2016, ces zones sont devenues parmi les plus meurtrières en 2017 en raison des affrontements internes entre les différents groupes armés. Ceci démontre l'importance que les groupes armés accordent au contrôle des ressources minières. Outre des événements conflictuels majeurs, souvent des abus à l'encontre de civils sont commis aux alentours d'exploitations minières. Ceci peut contribuer à faire des zones minières des lieux privilégiés pour la perpétration de tels actes. Ils sont beaucoup moins signalés que les affrontements liés au conflit.

L'absence continue de l'État en dehors des principaux centres urbains de l'ouest de la RCA et les hauts niveaux de banditisme ont pour conséquence que les communautés minières de l'ouest cherchent leurs garanties de sécurité en s'armant elles-mêmes ou en payant d'autres individus. Ce sont souvent d'actuels ou anciens anti-balaka qui sécurisent les sites miniers. Ainsi, l'exploitation minière artisanale est fortement militarisée, même dans des zones qui ne sont pas explicitement contrôlées par des groupes armés. Sur les sites miniers où des anti-balaka maintiennent une présence, ils sont souvent plutôt considérés comme des fournisseurs de services de sécurité locaux que comme une milice, opérant souvent de concert avec ou en tant qu'auxiliaires des autorités locales. La zone d'Amada Gaza a été, entre 2013 et 2017, le théâtre d'un conflit ayant pour objet le contrôle des sites miniers, avec des groupes peuls qui disputaient ce contrôle aux milices anti-balaka.

Le sentiment antimusulman qui prévaut et les tensions autour des retours de réfugiés dans les zones minières font courir le risque d'une remobilisation d'éléments anti-balaka latents, du moins si ces problèmes ne sont pas gérés. Ceci est clairement apparu dans les attaques et la prédation à l'encontre des réfugiés de retour en 2015 et en 2016, ainsi que dans les actes de harcèlement, de racket et dans les demandes de paiements pour « sécurité » en 2017. Les efforts de collaboration pour établir des comités locaux de paix et de réconciliation peuvent s'avérer essentiels pour aider les communautés locales à résoudre les problèmes de sécurité et protéger le statut des zones jugées conformes au PK grâce au dialogue intercommunautaire.

La prédation des groupes armés sur l'exploitation minière continue à se caractériser par (1) le pillage et l'extorsion, (2) la fourniture de services de sécurité, (3) la taxation et la mise en place d'administrations minières parallèles et par (4) l'implication dans l'exploitation minière et le commerce associé. En 2016, une flambée des activités de la LRA visant les mineurs et les éleveurs a eu pour résultat la création de groupes d'autodéfense ainsi que l'expansion de groupes issus de l'ex-Séléka dans de nouvelles zones minières pour y offrir leur « protection ». La fourniture de services de sécurité est souvent liée à la taxation des mineurs et des commerçants. Là où il existe une forte coordination et un solide contrôle local, cette tactique est souvent combinée avec la mise en place d'administrations minières parallèles – une pratique fortement associée aux groupes issus de l'ex-Séléka dans le centre et l'est de la RCA. Dans l'ouest de la RCA, les anti-balaka continuent à générer des revenus en tant qu'opérateurs miniers (mineurs artisanaux, creuseurs et fournisseurs de services de sécurité). Dans l'est par contre, le contrôle des ex-Séléka sur l'accès aux zones minières les a enclin à développer des relations plus fortes avec les collecteurs dans des villes telles que Bria et Sam Ouandja.

Les autorités centrafricaines en collaboration avec un partenaire pour le développement, l'USAID ont pris des mesures notables visant à rapprocher le secteur minier de l'économie formelle. Ces mesures se sont particulièrement concentrées sur le diamant en raison de la nécessité de se conformer au PK, même si une sensibilité croissante à l'or se développe. Les efforts faits en ce sens incluent des campagnes d'enregistrement actives, tout en rendant les licences d'exploitation artisanale plus accessibles.

Les collectionneurs étrangers continuent à dominer le commerce des diamants en RCA.

Bien qu'il semble y avoir une plus grande présence de collectionneurs centrafricains dans le secteur aurifère, on prétend que de nombreux collectionneurs camerounais non officiels font des incursions

dans la RCA occidentale en offrant des prix moins cher pour l'or que les acheteurs locaux.

Les prix fluctuants (et souvent plus bas) de l'or à Bangui et les prix stables et plus élevés observés dans les villes qui sont les plaques tournantes du trafic de l'or et du diamant situées à la frontière camerounaise, rendent les acheteurs camerounais extrêmement compétitifs par rapport à leurs homologues centrafricains. Cela est dû à l'impact notable de ces écarts de prix sur les marges des bénéficiaires, aggravés par les taux de taxe à l'exportation pour l'or et les diamants de la RCA, ainsi que par la corruption et le racket dans le secteur en RCA. Si les exportations officielles d'or ont augmenté ces dernières années, on estime que 90% de l'or centrafricain continue à faire l'objet d'un trafic.

En revanche, 82 % de la production totale de diamants de la RCA quitterait le pays de manière illicite. Ceci prouve que, même si les exploitants du secteur du diamant affichent un niveau de conformité plus élevé avec des contrôles physiques et documentaires, seule une fraction de la production actuelle de diamants de la RCA échappe à la contrebande. Les diamants centrafricains sont généralement d'une qualité exceptionnelle et la plupart des pierres produites sur le plateau oriental, contrôlé par les rebelles de la RCA, seraient de qualité moyenne à élevée. Les pierres seraient souvent plus grandes que celles de l'ouest. Ainsi, alors que ces pierres ne représentent que 24 % de la production annuelle en volume de la RCA, leur valeur est extrêmement importante. Dans ce cas, l'analyse des flux illicites de diamants basée uniquement sur des volumes, occulte involontairement l'ampleur et la portée réelles de ces flux.

L'arrivée de sociétés industrielles d'extraction d'or et de diamants en RCA et le manque de clarté sur leurs opérations semblent avoir généré de la confusion, de la suspicion et des tensions locales en 2017. Ceci a soulevé des questions sur la relation entre ces acteurs et les mineurs artisanaux, en particulier les coopératives. Cela souligne la nécessité de clarifier ce que devrait être la relation entre une coopérative et une société minière industrielle, ainsi que la nécessité de faire preuve de plus de responsabilité envers les opérations des deux parties. Ceci s'applique en particulier à l'élimination des minerais découverts dans le cadre de permis de recherche et d'exploitation.

Il est tout aussi important de clarifier les interactions entre le secteur minier industriel et le secteur minier artisanal dans les pays voisins afin de mieux comprendre les risques de contamination de la chaîne d'approvisionnement issus des flux transfrontaliers. Ceci est particulièrement le cas pour les sociétés opérant dans des zones proches de la frontière centrafricaine et présentes dans des zones incluant des centres de trafic ou situées à proximité de ceux-ci, comme c'est le cas au Cameroun. Ces entreprises font face à des risques très élevés de contamination de leur chaîne d'approvisionnement par des flux illicites. Le rôle des États qui ne sont pas membres du PK mérite également de faire l'objet d'une recherche plus approfondie.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

- L. Lombard, *State of rebellion: Violence and intervention in the Central African Republic*, Zed Book, London, 2015.
- T. Carayannis and L. Lombard, *Making Sense of the Central African Republic*, Zed Books, London, 2015.

International NGO reports

- Action contre la Faim (ACF), Mécanisme Réponse Rapide, *Evaluation RRM, villages de Gbakanga, Bofiré et Bolakaba, Sous-préfectures de Bossangoa, Préfecture de l'Ouham, rapport d'évaluation*, February 2015.
- Action contre la Faim (ACF), *Rapid Response Mechanism evaluation report*, 24 February 2015.
- Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peuhls de Centrafrique (AIDSPC), *Les Peuhls Mbororo de Centrafrique, une communauté qui souffre*, Bangui, June 2015.
- C. Tessandier et al, *Analyse du fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages en République Centrafricaine*, WFP, November 2011
- Chirico, P.G, Bergstresser, S.E., and DeWitt, J.D., *Artisanal and small-scale diamond mining assessment of the Central African Republic*, 2017. Report presented to the Kimberley Process Central African Republic Monitoring Team at Kimberley Process Plenary Meeting, Brisbane, Australia, 11 December, 2017.
- Conciliation Resources, *Perspectives of non-state armed groups in the Central African Republic*, Briefing paper, London, December 2016.
- E. Picco and T. Vircoulon, *The Humanitarian System in the Central African Republic: A time of challenges*, CCO/Mercy Corps, December 2017.
- F. Hilgert and S. Spittaels, *Mapping Conflict Motives: Central African Republic*, IPIS, Antwerp, February 2009.
- F. Hilgert and S. Spittaels, *Mapping Conflict Motives: Central African Republic*, IPIS, February 2009
- F. Southward, *Kimberley Process: Observations from the Sidelines*, IPIS, November 2013
- International Crisis Group, *Dangerous Little Stones*, Report n°167, December 2010.
- International Crisis Group, *The Security Challenges of Pastoralism in Central Africa*, Africa Report N°215, April 2014.
- IPIS, *Diamonds in the Central African Republic*, Antwerp, December 2014
- IPIS, *Mineral supply chains and conflict links in Eastern Democratic Republic of Congo: Five years of implementing supply chain due diligence*, Antwerp, November 2015.
- J.D DeWitt, P.G. Chirico, and S.E. Bergstresser, *The Central African Republic Diamond Database – A Geodatabase of Archival Diamond Occurrences and Areas of Recent Artisanal and Small-scale Diamond Mining*, U.S. Geological Survey Open-File Report 2018-1088.
- K. Agger, *Warlord Business: CAR's Violent Armed Groups and their Criminal Operations for Profit and Power*, The political economy of African wars, n°2, Enough Project, June 2015.
- K. Malpeli and P Chrico, "A Sub-national scale geospatial analysis of diamond deposit lootability: The case of the Central African Republic", in *The Extractive Industries and Society* 1, 249-259, 2014, p. 250.
- K. Matthysen and I Clarkson, *Gold and Diamonds in the Central African Republic*, IPIS/ ActionAid/ Cordaid, February 2013
- LRA Crisis Tracker, *2017 Annual Brief*, Invisible Children, February 2018.
- LRA Crisis Tracker, *Dominic Ongwen's Domino Effect*, Invisible Children January 2017.
- N. Dukhan, *Splintered Warfare: Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic*, Enough Project, August 2017.
- N. Dukhan, *The Central African Republic Crisis*, GSDRC, March 2016.
- P. Schouten and P. Kalessopo, *The Politics of Pillage: The Political Economy of Roadblocks in the Central African Republic*, IPIS, Antwerp, December, 2017.
- Partnership Africa Canada (now Impact), *From Conflict to Illicit: Mapping the Diamond Trade from Central African Republic to Cameroon*, December 2016.
- *Rapport Général du Forum National de Bangui*, Bangui, May 2015.
- T. Vircoulon, *Assessment of Conflict Dynamics in Mercy Corps' Area of Intervention (Nana-Mambéré Prefecture)*, Mercy Corps, August 2017.
- T.J. Chupezi, V. Ingram and J. Schure, *Impacts of artisanal gold and diamond mining on livelihoods and the environment in the Sangha Tri-National Park landscape*, CIFOR/ICUN, 2009,

- World Bank, A Comprehensive Approach to Reducing Fraud and Improving the Contribution of the Diamond Industry to Local Communities in the Central African Republic, *Report No. 56090-CF*, November 2010
- World Bank, *Central African Republic: 2016 National Commune Monography Survey*, February 2017
- Y. Weyns et al, *Mapping Conflict Motives: The Central African Republic*, IPIS, Antwerp, 2014
- Zahar, M.J, and Mechoulan, D, *Peace by Pieces? Local Mediation and Sustainable Peace in the Central African Republic*, IPI, November 2017.

UN reports

All UN panel of Experts Reports on the Central African Republic are available at : <https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/2127/panel-of-experts/reports>

- UN Panel of Experts Interim Report, S/2014/452
- UN Panel of Experts Final Report, S/2014/762
- UN Panel of Experts Final Report, S/2015/936
- UN Panel of Experts Interim report, S/2016/694
- UN Panel of Experts Final Report, S/2016/1032
- UN Panel of Experts Interim Report S/2017/639
- UN Panel of Experts Final Report, S/2017/1023

All UN Secretary General Reports on the situation in the Central African Republic are available at : <https://www.securitycouncilreport.org/central-african-republic/>

- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2015/227
- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2015/576
- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2016/824
- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2016/305
- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2017/94
- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2017/865
- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2018/125
- UN Secretary General Report on the Situation in the Central African Republic, S/2018/611
- UN Security Council Resolutions S/RES/2339 (2017)
- UN Security Council Resolutions S/RES/2399 (2018)

Academic Articles and Thesis

- C. Seignobos, "Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo", in *Afrique contemporaine*, (No 239), 2011/3
- E. Chauvin and C. Seignobos, "L'imbroglie centrafricain: État, rebelles et bandits", *Afrique contemporaine*, no 248/4, 2013/4,
- E. Chauvin, "Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique", in *Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad*, ed. Baldi Sergio and Magrin Géraud, September 2012,
- G. Ngovon, "Le contrôle des ressources de l'Etat, un enjeu des conflits en Centrafrique", in *Les Cahiers d'Outre-Mer*: 501-33, 2015.
- L. Pascal, "*La privatisation des missions douanières en République Centrafricaine (RCA) : une opportunité d'amélioration des Finances Publiques?*", 2014, Doctoral Thesis, Université de Bordeaux,
- M. Dufumie, B. Lallau, "Impossible développement agricole en République centrafricaine?", *Les Cahiers d'Outre-Mer*: 535-55, 2015
- R. Marchal, "Being rich, being poor. Wealth and fear in the Central African Republic" In: Carayannis, Tatiana and Louisa Lombard (eds.). *Making Sense of the Central African Republic*, Zed Books: London, 2015

- K. Malpeli and P Chrico, "A Sub-national scale geospatial analysis of diamond deposit lootability: The case of the Central African Republic", in *The Extractive Industries and Society* 1, 249-259, 2014
- E. Chauvin, "Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénuries des rentes en Centrafrique", *Les cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, 2015
- L. de Vries, "Navigating violence and exclusion: the Mbororo's claim to the Central African Republic's margins" *Geoforum*, In Press, 19 March 2018

Media articles / Press Releases

- Agence Anadolu, "Centrafrique : Naissance d'un groupe armé issu du mouvement anti-Balaka", 2 November 2017, available at: <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/centrafrique-naissance-dun-groupe-arm%C3%A9-issu-du-mouvement-anti-balaka/955064>
- Agence Anadolu, "Centrafrique : Naissance d'un groupe armé issu du mouvement anti-Balaka", 2 November 2017, available at: <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/centrafrique-naissance-dun-groupe-arm%C3%A9-issu-du-mouvement-anti-balaka/955064>.
- ANI, "Centrafrique : Le groupe armé « Siriri » a été neutralisé dimanche par des casques bleus tanzaniens entre Berbérati et Gamboula", 23 April 2018, available at: <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/dangerous-little-stones-diamonds-central-african-republic>.
- B. Bangda, « Cameroun-Rca : Grèves à répétitions de camionneurs à Garoua-Boulai », available at <http://bernardbangda22.over-blog.com/2015/07/cameroun-rca-greves-a-repetitions-de-camionneurs-a-garoua-boulai.html>
- Bea Africa News, "Centrafrique: Ali Darrass dit soutenir l'opération de désarmement du gouvernement", 24 April 2018, available at: <https://afriquenewsinfo.wordpress.com/2018/04/23/centrafriqueali-darrass-dit-soutenir-loperation-de-desarmement-du-gouvernement/>
- CNC, "Centrafrique : conclave des Leaders de l'ex-coalition Séléka à Kaga-Bandoro, des objectifs seraient en discussion", 17 April 2018, available at: <http://www.corbeaunews.ca/20174-2/>
- CNC, "Centrafrique : conclave des Leaders de l'ex-coalition Séléka à Kaga-Bandoro, des objectifs seraient en discussion", 17 April 2018, available at:
- CNC, "Centrafrique : extradition sur Bangui des deux chefs Anti-Balaka arrêtés en RDC", February 2018, available at: <http://www.corbeaunews.ca/19054-2/>.
- Enough Project "Kony to LRA: Bring me ivory, gold, and diamonds", Resolve, November 2014, available at: <https://enoughproject.org/reports/kony-lra-bring-me-ivory-gold-and-diamonds>
- FIDH/LCDH, "Central African Republic: "They must all leave or die"", June 2014, available at:
- Fondation Hironnelle, "CAR: Are ex-Séléka preparing to march on Bangui?", 19 April 2018, available at:
- Human Right Watch, "Central African Republic: Deadly Raid on Displaced People", 1 November 2016, available at: <https://www.hrw.org/news/2016/11/01/central-african-republic-deadly-raid-displaced-people>
- Human Rights Watch, "République centrafricaine: un nouveau groupe armé sème la terreur. Le groupe 3R a perpétré des meurtres et des viols dans le Nord-Ouest du pays", December 2016, available at: <https://www.hrw.org/fr/news/2016/12/20/republique-centrafricaine-un-nouveau-groupe-arme-seme-la-terreur>
- Human Rights Watch, Muslims Forced to Flee: Christian Militias Unleash Waves of Targeted Violence, February 2014, available at: <https://www.hrw.org/news/2014/02/12/central-african-republic-muslims-forced-flee>
- Humanitarian Outcomes, Aid worker Security Report 2015: Figures at a glance, available at: https://aidworkersecurity.org/sites/default/files/HO_AidWorkerSecPreview_1015_G.PDF.pdf
- Jeune Afrique, "Centrafrique : un nouveau groupe armé, le Siriri, sévit dans l'Ouest", 14 July 2018, available at: <http://www.jeuneafrique.com/594232/politique/centrafrique-un-nouveau-groupe-arme-le-siriri-sevit-dans-louest/>
- La Presse, "La Russie et la Centrafrique veulent renforcer leur coopération", 23 May 2018, available at: <http://www.lapresse.ca/international/afrique/201805/23/01-5182991-la-russie-et-la-centrafrique-veulent-renforcer-leur-cooperation.php>
- La Tribune Afrique, "Centrafrique : l'embargo sur les armes renouvelé pour 1 an", 2 February 2018, available at: <https://afrique.latribune.fr/afrique-centrale/2018-02-02/centrafrique-l-embargo-sur-les-armes-renouvele-pour-1-an-767082.html>
- La Tribune Afrique, "RCA : la chinoise DEWEY se lance dans l'exploitation d'or et de diamant", 13 October 2017, available at <https://afrique.latribune.fr/entreprises/industrie/energie-environnement/2017-10-13/rca-la-chinoise-dewey-se-lance-dans-l-exploitation-d-or-et-de-diamant-753985.html>.

- LCN, "Séléka : Une faction dissidente ouverte « à tout le monde »" 5 November 2014, available at: <https://lecentrafricain.wordpress.com/tag/union-pour-la-paix-en-centrafrique/>.
- LNC, "Bangassou : Les Anti-Balaka s'y battent entre eux", 1 November 2017, available at: <http://www.lanouvelcentrafrique.info/2017/11/01/bangassou-les-anti-balaka-sy-battent-entre-eux/>
- LNC, "Bangassou : Les Anti-Balaka s'y battent entre eux", 1 November 2017, available at: <http://www.lanouvelcentrafrique.info/2017/11/01/bangassou-les-anti-balaka-sy-battent-entre-eux/>.
- Marketwire, "AXMIN comments on reports of mine collapse in the Central African Republic", 26 August 2014, available at: <http://www.marketwired.com/press-release/axmin-comments-on-reports-of-mine-collapse-in-the-central-african-republic-tsx-venture-axm-1941453.htm>
- MINUSCA Press Release, "MINUSCA condemns the latest violence in Bambari" 1 June 2018, available at: <https://minusca.unmissions.org/en/minusca-condemns-latest-violence-bambari>.
- MINUSCA, "Bambari : Deux factions anti-Balaka rivales se réconcilient et signent un accord", 12 May 2016, available at: <https://minusca.unmissions.org/bambari-deux-factions-anti-balaka-rivales-se-r%C3%A9concilient-et-signent-un-accord>
- MINUSCA, "MINUSCA denounces the violence by RJ and MNLC armed groups that provoked a humanitarian crisis in the sub-prefecture of Paoua", 20 January 2018, available at: <https://minusca.unmissions.org/en/minusca-denounces-violence-rj-and-mnlc-armed-groups-provoked-humanitarian-crisis-sub-prefecture>.
- Ndjoni Sango, "Centrafrique: exploitation de diamants, la société chinoise DEWEY s'installe à Gadzi", 10 October 2017, available at: <http://ndjonisango.com/economie/centrafrique-exploitation-de-diamants-la-societe-chinoise-dewey-sinstalle-a-gadzi/>.
- Radio Ndeke Luka, "Abdoulaye Hissène responsable des opérations de Kaga Bandoro selon Touadéra", 20 April 2018, available at: <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/31548-abdoulaye-hiss%C3%A8ne-responsable-des-op%C3%A9rations-de-kaga-bandoro-selon-touad%C3%A9ra.html>
- Radio Ndeke Luka, "Abdoulaye Hissène responsable des opérations de Kaga Bandoro selon Touadéra", 20 April 2018, available at:
- Radio Ndeke Luka, "RCA : un nouveau gouvernement dirigé par Simplicie Mathieu Sarandji", 13 September 2017, available at:
- Radio Ndeke Luka, "Regroupement d'hommes armés à Kaga Bandoro, psychose au sein de la population", 16 April 2018, available at: <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/31502-regroupement-d-hommes-arm%C3%A9s-%C3%A0-kaga-bandoro,-psychose-au-sein-de-la-population.html>.
- Radio Ndeke Luka, "Regroupement d'hommes armés à Kaga Bandoro, psychose au sein de la population", 16 April 2018, available at:
- Radio Ndéké Luka, "Le Président Bozizé met fin aux barrières illégales", 5 July 2012, available at: <https://www.radiondekeluka.org/actualites/sciences-et-techniques/9843-le-pr%C3%A9sident-boziz%C3%A9-met-fin-aux-barri%C3%A8res-ill%C3%A9gales.html>
- RJDH, "Des affrontements entre Anti-Balaka paralysent les activités à Boali" 25 October 2015, available at:
- RJDH, "Des chefs rebelles de Bria contraints de quitter la ville pour Ouadda et Sam-Ouandja", 29 December 2017, available at: <http://rjdh.org/centrafrique-des-chefs-rebelles-de-bria-contraints-de-quitter-la-ville-pour-ouadda-et-sam-ouandja/>
- RJDH, "Gaétan, le général Anti-Balaka de la Ouaka, tué à Ndashima", 12 December 2017, available at: <http://rjdh.org/centrafrique-gaetan-le-general-anti-balaka-de-la-ouaka-tue-a-ndashima/>.
- RJDH, "La coalition FPRC et UPC assiège le village Ngoubi, une localité de la Haute-Kotto" 28 November 2017, available at: <http://rjdh.org/centrafrique-la-coalition-fprc-et-upc-assiege-le-village-ngoubi-une-localite-de-la-haute-kotto/>.
- Stockwatch Daily, "AXMIN comments on Passendro mine collapse deaths", 27 June 2013, available at: <https://www.pressreader.com/canada/stockwatch-daily/20130627/281633892815641>
- Sudan News Agency "Russian to Start Diamond Mining in Sudan", 7 December 2013, available at: <http://allafrica.com/stories/201312090708.html>.

Websites

- Ips Weekly Briefing : <http://ipisresearch.be/weekly-briefing/>.
- International Crisis Group: <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>.
- LRA Crisis Tracker: <https://www.lracrisistracker.com/>.

***Recherche indépendante
et renforcement des capacités
pour une paix positive,
le développement durable
et les droits humains***

